

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°252

MARS 2006

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7.5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

Sommaire :

- **LE PRÉSIDENT DU KURDISTAN IRAKIEN CHARGE NECHIRVAN BARZANI, SECONDÉ PAR OMAR FATTAH, DE FORMER UN SEUL GOUVERNEMENT POUR LE KURDISTAN**
- **BAGDAD : LE NOUVEAU PARLEMENT IRAKIEN SE RÉUNIT MAIS LA FORMATION D'UN GOUVERNEMENT D'UNION NATIONALE S'AVÈRE LABORIEUSE**
- **ISTANBUL : CONFÉRENCE INTERNATIONALE INTITULÉE « QUÊTES POUR UNE SOLUTION CIVILE ET DÉMOCRATIQUE : LE PROBLÈME KURDE DE LA TURQUIE » À L'UNIVERSITÉ BILGI**
- **DIYARBAKIR : LES PIRES VIOLENCES DEPUIS PLUS DE 10 ANS SECOUENT LA VILLE QUI REVOIE LES CHARS ET LES PARAMILITAIRES RENTRER JUSQU'AU CENTRE VILLE**
- **TÉHÉRAN : LES AUTORITÉS IRANIENNES CONTINUENT DE RÉPRIMER LES LIBERTÉS RELIGIEUSES ET D'OPINION**
- **DAMAS : LE PARTI BAAS CÉLÈBRE LE 43^{ème} ANNIVERSAIRE DE SON ARRIVÉE AU POUVOIR AVEC LES ARRESTATIONS ET LA REPRESSION**
- **LES KURDES ONT CÉLÉBRÉ PACIFIQUEMENT LE NEWROZ, LE NOUVEL AN KURDE**
- **AINSI QUE...**

LE PRÉSIDENT DU KURDISTAN IRAKIEN CHARGE NECHIRVAN BARZANI, SECONDÉ PAR OMAR FATTAH, DE FORMER UN SEUL GOUVERNEMENT POUR LE KURDISTAN

LE président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, a chargé le 26 mars deux personnalités des deux grands partis de la région de former un seul gouvernement pour la province du Kurdistan. « *C'est un moment historique pour les Kurdes d'Irak qui ont besoin d'unir leurs rangs* », a déclaré Nechirvan Barzani, appelé à occuper le poste de chef du gouvernement, après avoir été officiellement chargé de former ce cabi-

net. Nechirvan Barzani, dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), sera secondé dans sa mission par Omar Fattah de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK du président fédéral Jalal Talabani).

Le 21 janvier, les chefs de ces grandes formations ont signé un accord prévoyant la mise en place d'une seule administration dans la région autonome. L'accord a été

paraphé lors d'une réunion extraordinaire du Parlement kurde à Erbil par Jalal Talabani et Massoud Barzani. Les deux grands partis kurdes avaient annoncé le 7 janvier mettre les dernières touches à cet accord qui mettra fin à la présence de deux administrations dans la région autonome, qui a élu le 30 janvier 2005 un seul Parlement kurde de 111 membres pour une période de quatre ans. L'accord signé le 21 janvier ne prévoit toutefois pas de faire fusionner tout de suite les départements de l'Intérieur, des Finances, de la Justice et des Peshmergas (forces armées) du PDK qui contrôle les provinces d'Erbil et de Dohouk et de l'UPK

qui administre la province de Souleimaniyeh. Un délai d'un an est prévu afin d'harmoniser les règlements et procédures ainsi que les statuts des personnels de ces ministères. La formation du Gouvernement kurde unifié pourrait prendre quelques semaines en raison notamment du retard pris dans la constitution du gouvernement fédéral à Bagdad. Certaines personnalités étant pressenties pour les deux gouvernements une certaine synchronisation semble nécessaire.

Par ailleurs, le Haut commissariat de l'Onu aux réfugiés (HCR) a exhorté le 6 mars des réfugiés kurdes iraniens qui avaient fui l'Irak pour un no man's land le long de la frontière jordanienne à se rendre au Kurdistan irakien. Dans un communiqué, l'Agence onusienne a estimé que les 190 Kurdes iraniens qui avaient fui un camp à l'ouest de Bagdad début 2005 pour une zone désertique dans l'ouest du pays « se sont mis eux-mêmes dans une situation risquée » et ne peuvent être aidés par le HCR pour des raisons logistiques. Le HCR leur demande de profiter d'un accord passé en septembre entre l'Agence onusienne et le gouvernement régional du Kurdistan d'Irak pour s'installer à Kawa, dans la province d'Erbil. L'Agence onusienne a promis de fournir une assistance financière et des moyens de transports aux réfugiés qui souhaiteraient s'installer au Kurdistan irakien, où des logements, des rations alimentaires et des écoles seront mis à leur disposition. Selon le HCR, ces Kurdes iraniens demandent à entrer en Jordanie dans un camp de transit mis en place après l'intervention en Irak par les forces de la coalition en mars 2003, avant d'être installés

par le HCR dans un pays tiers. Ces Kurdes, qui avaient fui l'Irak après la révolution islamique, vivaient jusqu'à début 2005 dans un camp de réfugiés près de Ramadi, à l'ouest de Bagdad.

D'autre part, les autorités kurdes ont, le 1^{er} mars, annoncé que des négociations sont en cours avec la compagnie pétrolière canadienne Western Oil Sands pour la conclusion d'un contrat d'exploration dans la région de Garmiane, à 120 km au sud de Souleimaniyeh.

Des discussions ont eu lieu au cours des derniers mois avec des repr sen-

tants de Western Oil Sands sur les détails d'un contrat d'exploration de p trole de la r gion de Garmiane », a indiqué Jamal Aziz, ministre de la Coopération au sein du gouvernement autonome kurde de Souleimaniyeh. La région de Garmiane, qui comprend Kalar, Baounour et Chokel, est riche en pétrole et renferme d'importantes réserves. Il s'agit du deuxième projet pétrolier annoncé par les autorités kurdes. Le 29 novembre 2005, un premier puits de test a été foré dans la région de Zakho, à la frontière avec la Turquie, par une compagnie norvégienne, DNO.

BAGDAD : LE NOUVEAU PARLEMENT IRAKIEN SE RÉUNIT MAIS LA FORMATION D'UN GOUVERNEMENT D'UNION NATIONALE S'AVÈRE LABORIEUSE

LES dirigeants d'Irak peinent à doter leur pays d'institutions stables trois ans après l'intervention en Irak par une coalition internationale qui a chassé du pouvoir le régime dictatorial de Saddam Hussein. Trois mois après son élection, le Parlement irakien a tenu le 16 mars à Bagdad une session inaugurale protocolaire, alors que les tractations politiques butent toujours sur le choix d'un Premier ministre et la formation d'un gouvernement d'union nationale. Lors de la session qui n'a duré que 40 minutes, les 275 députés réunis dans le secteur fortifié de la Zone verte à Bagdad, au milieu d'un imposant dispositif de sécurité, ont prêté serment sans désigner leur président. Avant de proclamer officiellement la dissolution de l'Assemblée intérimaire et confier la présidence de la session de M. Pachachi, 83 ans, le président sortant de la chambre, le sunnite Hajem al-Hassani a sou-

ligné que la première priorité pour le pays était la formation d'un gouvernement d'union nationale. La session a commencé par la lecture de versets du Coran et une minute de silence a été ensuite observée pour marquer l'anniversaire de l'attaque à l'arme chimique en 1988 contre les habitants de ville kurde de Halabja.

Les partis kurdes et sunnites sont opposés à ce que le Premier ministre irakien sortant, soit reconduit à son poste. « Les groupes kurdes et sunnites pensent que (Jaafari) n'est pas la personne appropriée et ils ne peuvent pas former un cabinet avec lui car il n'adopte pas une position neutre », a affirmé, le 2 mars, le négociateur kurde Dr. Mahmoud Othman. En février, Ibrahim Jaafari avait été choisi pour ce poste par les chiites conservateurs de l'Alliance unifiée irakienne qui avaient obtenu 128 sièges sur 275 lors des élections de décembre. Il

avait battu d'une voix le candidat du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII), le vice-président Adel Abdel Mahdi. Mais ce choix est désormais rejeté par plusieurs groupes parlementaires: l'Alliance kurde (53 sièges), le Front de la Concorde sunnite (44 sièges) et la liste de l'ancien Premier ministre chiite Iyad Allaoui (25 sièges). Ces groupes considéraient qu'Ibrahim Jaafari avait échoué dans sa tâche l'an dernier. Le chef de l'Etat irakien Jalal Talabani avait vivement critiqué le 1^{er} mars la visite à Ankara de M. Jaafari et indiqué que tout accord avec la Turquie n'aurait « aucune valeur », le gouvernement actuel étant seulement chargé des affaires courantes. « *La présidence de la République est extrêmement surprise par le voyage de M. Jaafari en Turquie sans qu'il en informe le gouvernement irakien, ce qui est en contradiction avec la Loi fondamentale, toujours en vigueur* », a affirmé un communiqué de la présidence.

Pour avancer dans la formation du gouvernement, une nouvelle institution, un Conseil de sécurité nationale, formé de 19 membres, a été approuvée le 19 mars dans son principe. Mais les prérogatives du Conseil, supposé contre-balancer le pouvoir du Premier ministre, restent à définir. Elles doivent être consultatives selon le bloc chiite majoritaire au Parlement qui insiste sur le respect de la Constitution, et plus que ça selon les sunnites, les Kurdes et le bloc d'Iyad Allaoui. Le Conseil de sécurité nationale, bien qu'il ne soit pas prévu par la Constitution, est perçu comme un moyen de faciliter la formation d'un gouvernement d'union nationale entre les différentes familles politiques antagonistes. Il est supposé favoriser la participation de tous, chiites, sunnites et Kurdes, aux

prises de décisions et semble remporter l'adhésion des représentants de ces groupes.

Par ailleurs, le troisième anniversaire de l'intervention militaire en Irak a déclenché de vives critiques contre l'administration Bush. La plus spectaculaire est venue d'un général à la retraite de l'armée de terre, qui était responsable de la formation des forces irakiennes de sécurité en 2003 et 2004. Le général Paul Eaton a rejeté le blâme pour les échecs en Irak sur le secrétaire à la défense Donald Rumsfeld, le dépeignant dans une tribune libre dans le *New York Times* comme un dirigeant brutal voulant s'occuper des moindres détails, s'aliénant ses alliés et ignorant les recommandations de l'état-major. De son côté, l'ancien Premier ministre intérimaire irakien Iyad Allaoui, dans une interview diffusée le même jour par la BBC télévision, a estimé que l'Irak est aux prises avec une guerre civile dont les conséquences n'épargneront pas l'Europe et les Etats-Unis. « *C'est malencontreux, mais nous sommes en guerre civile* », a déclaré M. Allaoui. « *Chaque jour nous perdons une moyenne de 50 à 60 personnes à travers le pays, peut-être plus. Si ce n'est une guerre civile, alors Dieu seul sait ce que peut être une guerre civile* », a-t-il ajouté.

A Washington, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld a averti qu'une retraite précipitée d'Irak aurait pour résultat une prise de pouvoir des terroristes dans ce pays et serait comme si l'Allemagne d'après-guerre avait été rendue au régime nazi. « *Considérez que si nous nous retirons maintenant, il y a toute raison de penser que les partisans de Saddam (Hussein) et les terroristes rempliront le vide — et que le monde libre pourrait ne plus avoir la*

volonté de leur faire face », a déclaré M. Rumsfeld le 19 mars au *Washington Post*, au lendemain de manifestations contre la guerre en Irak qui ont rassemblé plusieurs centaines de milliers de personnes aux Etats-Unis. « *Tourner le dos à l'Irak aujourd'hui serait l'équivalent moderne d'un retour de l'Allemagne d'après-guerre aux nazis. C'est comme si on avait demandé aux pays libérés d'Europe de l'Est de retourner sous domination soviétique* », a-t-il assuré. Enfin, le chef des forces américaines en Irak a déclaré le 19 mars que les troupes américaines devraient rester sur place ces prochaines années, même si leur nombre sera réduit au fur et à mesure que les forces irakiennes deviendront plus puissantes. L'armée américaine a, le 30 mars, annoncé que 2.330 soldats américains et personnels assimilés morts sont en Irak depuis l'intervention militaire en mars 2003, selon un décompte de l'AFP basé sur les chiffres du Pentagone.

Il est vrai que les attentats à caractère confessionnel se multiplient. Le 14 mars, les corps de 44 Irakiens ont été découverts dans une camionnette et dans une fosse commune à Bagdad, selon une source du ministère de l'Intérieur. Les corps de 15 jeunes Irakiens, les mains ligotées et portant des traces de pendaison, ont été découverts dans une fourgonnette dans l'ouest de Bagdad. Selon un policier à la morgue de Bagdad, les quinze personnes ont été pendues. Le seul portant une pièce d'identité est un étudiant sunnite de Bagdad, a précisé ce policier. Par ailleurs, 29 autres corps criblés de balles, les mains ligotées, ont été retrouvés dans une fosse commune dans l'est de Bagdad. Ces découvertes portent à 80 le nombre de corps retrouvés

en deux jours en Irak, faisant craindre des liquidations à caractère confessionnel. La veille, 13 corps avaient été découverts dans le quartier chiite de Sadr City, à Bagdad, où six attentats avaient tué le 12 mars plus de 50 personnes et blessé 204 autres. Vingt et un autres corps criblés de balles, dont certains les mains ligotées et portant des traces de torture, avaient également été découverts le 13 mars à Bagdad et à Mossoul.

Par ailleurs, le 27 mars, quarante personnes ont péri dans un attentat suicide contre des recrues de l'armée irakienne dans la région d'Azki Kalak, province de Mossoul, l'attentat le plus sanglant contre les recrues des forces de sécurité irakiennes depuis celui qui avait tué près de 70 personnes en janvier à Ramadi. L'attentat survient au lendemain d'un raid sanglant dans le nord de Bagdad dans lequel des responsables chiites ont vu une nouvelle bavure de l'armée américaine faisant 16 morts. Le président irakien Jalal Talabani a annoncé la création d'une commission d'enquête américano-irakienne qu'il va présider après ce raid meurtrier. Le 20 mars, le magazine *Time* a annoncé que l'armée américaine enquête déjà sur la mort de 15 civils irakiens qui auraient été tués par des Marines le 19 novembre 2005, près de la ville de Haditha, dans l'ouest de l'Irak, après que leur véhicule eut été atteint par une bombe. Sept femmes et trois enfants figuraient parmi les tués, selon le magazine. Selon des organismes de défense des droits de l'Homme cités par *Time*, si ces accusations sont vérifiées, il s'agirait du plus grave cas de meurtre délibéré d'Irakiens par des GI's depuis le début de la guerre en Irak.

ISTANBUL : CONFÉRENCE INTERNATIONALE INTITULÉE « QUÊTES POUR UNE SOLUTION CIVILE ET DÉMOCRATIQUE : LE PROBLÈME KURDE DE LA TURQUIE » À L'UNIVERSITÉ BILGI

DE nombreux intellectuels turcs et kurdes se sont réunis les 11 et 12 mars à Istanbul pour chercher une solution pacifique à la question kurde en Turquie alors que le pays négocie son adhésion à l'Union européenne. Baptisée « *Quêtes pour une solution civile et démocratique : le problème kurde de la Turquie* », la conférence qui a duré deux jours s'est ouverte sous haute sécurité, des groupes ultranationalistes ayant menacé de perturber les réunions. Des policiers ont fouillé les participants à l'entrée du campus de l'université privée de Bilgi où se sont déroulées les discussions alors que de nombreux policiers anti-émeutes étaient déployés dans les environs. Ercan Karakas, ancien ministre de la Culture impliqué dans le projet, a déclaré que « *des groupes ultranationalistes ont menacé de saboter la conférence* ». Seul un petit groupe de nationalistes de gauche a manifesté pour dénoncer la conférence. M. Karakas a estimé qu'« *en dépit de certains pas en faveur des Kurdes, le problème reste entier* ». Mais il a reconnu que des progrès avaient été réalisés dans la société pour parler du conflit kurde, autrefois sujet tabou. « *Une telle conférence il y a 20 ans aurait été impensable* », a-t-il affirmé.

Il ne s'agit pas de la première rencontre de ce genre mais de par le nombre des participants et les sujets abordés, la conférence, qui a donné la parole à une cinquantaine d'intellectuels, des universitaires, des politiciens, des journalistes et des acteurs de la vie culturelle, est

la plus importante de ces dernières années. Les différentes tables rondes ont été l'occasion de traiter les sujets suivants : « *L'évolution et l'arrière-plan historique de la question kurde* », « *les organisations et expériences* », « *les exodes et leurs conséquences psychologiques et sociales* », « *nationalisme* », « *l'expérience irakienne et ses impacts régionaux* », « *les droits à l'identité, dimensions sociales et culturelles* », « *notion de minorité* », « *la question kurde et les politiques d'Etat* » et « *la question kurde et les médias* ».

Le conflit entre l'armée turque et le parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), qui a pris les armes contre Ankara en 1984, a fait environ 37.000 morts, plus de 3 millions de déplacés et a conduit à des violations des droits de l'homme, telles que l'usage systématique de la torture ou l'incendie de milliers de villages kurdes par les forces turques. L'Association turque des droits de l'homme parle de plus de 3400 villages kurdes détruits, incendiés ou évacués.

Lors de la conférence, Ismail Besikci, sociologue et écrivain turc qui a passé 14 ans dans les geôles turques en raison de ses travaux universitaires sur les Kurdes, a très chaleureusement été ovationné par la salle. Le sociologue a déploré lors de son intervention le fait que les Kurdes tout au long de leur histoire aient été considérés comme « *une source de problème* » par les États de la région où ils vivent écartelés, dont la Turquie.

L'ensemble des intervenants a appelé le PKK à renoncer à la violence. Sertaç Bucak, un défenseur des droits des Kurdes, a exhorté les combattants kurdes à déposer les armes afin qu'une « solution fédérale » puisse être trouvée au conflit à l'instar d'autres pays européens frappés autrefois par le séparatisme nationaliste comme l'Espagne. « La violence engendre la violence et ne bénéficie qu'à ceux qui tirent profit des combats », a-t-il souligné.

Nilüfer Akbal, une chanteuse populaire kurde qui exhorte à la levée de toutes les restrictions imposées sur la langue kurde en Turquie, a affirmé : « Je veux chanter dans ma langue maternelle, c'est mon droit le plus légitime ». L'artiste a estimé que si la Turquie veut se démocratiser c'est avant tout par la langue kurde qu'elle doit commencer. « J'ai toujours vécu le sentiment d'être l'autrui, celle qui est différente des autres », c'est-à-dire les Turcs, a-t-elle indiqué au deuxième et dernier jour de la conférence. Chanter en kurde est désormais autorisé mais Mme Akbal déplore encore de nombreux préjugés : « Quand je dis à quelqu'un que je fais de la musique kurde, on me regarde d'un air bizarre, comme si j'étais une "terroriste" », a expliqué l'artiste. A l'instar d'autres artistes kurdes, elle dénonce des pressions des autorités policières. « Nous les artistes kurdes, nous sommes fichés à la police et on doit présenter un casier judiciaire vierge à chaque fois que nous voulons donner un concert », a affirmé la chanteuse.

Désireuse d'affermir sa crédibilité en tant que régime démocratique afin de s'intégrer à l'UE avec laquelle elle a entamé en octobre des négociations d'adhésion, la Turquie a autorisé en 2003 l'ensei-

gnement, à titre privé, de la langue kurde ainsi que son usage, très limité et encadré dans des émissions publiques. Mais les Kurdes de Turquie estimés à plus de 18 millions sur une population de 72 millions en demandent davantage et appellent le gouvernement d'accorder à la langue kurde le statut de langue officielle. La Constitution turque interdit l'utilisation d'une autre langue que le turc, seule langue officielle, dans les établissements publics. Le principal parti pro-kurde de Turquie, le DTP (Parti pour une société démocratique) a demandé la semaine dernière au gouvernement d'accorder à la langue kurde le statut de langue officielle, un appel qui a eu peu d'effets à Ankara. « Nous insistons pour que le kurde soit enseigné à l'école et dispose d'un statut officiel », a expliqué Ahmet Türk, un ancien député kurde, co-président du DTP présent à la conférence.

Plusieurs établissements privés

d'enseignement du kurde ont ouvert leur portes après les réformes pro-européennes d'Ankara mais ils sont actuellement tous fermés, faute notamment de fonds et d'élèves. « Le kurde n'a pas de prestige social (...) les gens savent qu'ils ne peuvent l'utiliser dans la fonction publique et le commerce mais seulement dans la vie quotidienne, chez eux, et n'envoient donc pas leurs enfants l'étudier dans les écoles privées », a relevé Dr Salih Akin, chercheur à l'Université de Rouen, en France. Il a exhorté le gouvernement à amender la Constitution pour que le kurde devienne « la deuxième langue officielle » de la Turquie.

La conférence, qui constituait une « première », a été largement couverte par la presse internationale. Elle a fait la Une des journaux turcs, et accueilli parmi les participants de nombreuses délégations des représentations étrangères en Turquie.

DIYARBAKIR : LES PIRES VIOLENCES DEPUIS PLUS DE 10 ANS SECOUENT LA VILLE QUI REVOIE LES CHARS ET LES PARAMILITAIRES RENTRER JUSQU'AU CENTRE VILLE

DES émeutes ont, le 28 mars, secoué Diyarbakir, la capitale politico-culturelle du Kurdistan turc, lorsque plusieurs milliers de personnes se sont affrontés à la police turque après l'enterrement de quatre de 14 combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) tués le 25 mars dans des accrochages avec l'armée dans la province de Mus. La police a tiré en l'air et lancé de grenades de gaz lacrymogène pour disperser une foule d'environ dix mille personnes qui scandaient des slogans après l'enterrement. Les manifestants ont jeté des pierres

contre des bâtiments publics lors des incidents qui se sont produits surtout dans le quartier populaire de Baglar. La police anti-émeutes a répliqué avec des grenades lacrymogènes, des canons à eau et des tirs d'avertissement. Des renforts dont des paramilitaires ont été envoyés à Diyarbakir depuis cinq provinces voisines, selon les autorités locales. Des chars sont arrivés dans une garnison située aux abords de la ville. Des patrouilles ont sillonné la ville et des membres des forces spéciales de la police, fusils-mitrailleurs à la main et protégés par des véhicules blindés, ont

été déployés à une centaine de mètres de la mosquée aux abords de laquelle les manifestants avaient commencé à se rassembler dans la matinée. Les manifestants ont vandalisé de nombreux magasins et se sont attaqués aux bâtiments publics dans la ville. De nouvelles violences ont éclaté le 30 mars alors que des milliers de personnes assistaient aux obsèques des trois victimes des affrontements des deux jours précédents, deux jeunes hommes et un enfant de huit ans. Certains membres du cortège funèbre s'en sont pris à un commissariat de police. Les forces de l'ordre ont riposté en tirant des grenades lacrymogènes et en faisant usage de leurs matraques, tuant un enfant de 7 ans. Selon les chiffres officiels le 31 mars, six personnes, dont deux enfants, ont été tuées et plus de 250 autres blessées, pour la plupart des membres des forces de sécurité, dans les émeutes.

Environ 200 manifestants ont été arrêtés au cours des violences, les pires depuis dix ans à Diyarbakir, selon le gouverneur de la ville, Efkân Ala. Les incidents dans cette ville d'un million d'habitants ont fait tâche d'huile dans les villes voisines. Ainsi à Batman, à l'est de Diyarbakir, quelque 3.000 manifestants kurdes ont incendié le 30 mars une succursale de banque et un bâtiment des chemins de fer. Les affrontements ont fait dix blessés. Des incidents similaires se sont produits à Siirt, à une centaine de kilomètres à l'est de Diyarbakir mais également à Adana (sud), qui compte une forte communauté kurde.

Les nationalistes turcs mettent en cause la politique du Premier ministre Tayyip Erdoğan, qui s'était rendu à Diyarbakir l'été der-

nier où il avait affirmé que la Turquie avait commis des erreurs dans sa gestion du « problème kurde ». Le 30 mars au soir, de retour d'une visite privée en Arabie Saoudite, le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan a indiqué qu'« aucune action non-conforme aux lois ne sera tolérée » dans la ville. « Notre peuple doit se sentir en sécurité. Les forces de sécurité feront le nécessaire », a-t-il déclaré. Le ministre de l'Intérieur Abdülkadir Aksu est de son côté arrivé à Diyarbakir tard le 30 mars pour des inspections. Signe d'un accroissement des tensions, le ministère de l'Intérieur a annoncé qu'une enquête avait été ouverte sur des propos favorables aux protestataires qu'aurait tenus le maire de Diyarbakir, Osman Baydemir. Ankara soupçonne M. Baydemir - dont le Parti pour une société démocratique (DTP) se bat pour les droits politiques et culturels des Kurdes, d'être lié au PKK. « Se servir de femmes et d'enfants dans un combat terroriste traduit un manque de respect envers l'être humain (...) Il est hors de question que le gouvernement tolère des actions hors-la-loi. Personne ne doit s'attendre à ce que nous transigions là-dessus », a déclaré Erdoğan. Un communiqué conjoint de l'armée, de la police et des autorités civiles annonce qu'ont été prises « toutes les mesures nécessaires dans le cadre des limites de

la loi et de la démocratie pour combattre le séparatisme ainsi que le terrorisme, et de les mettre en oeuvre avec une détermination absolue ».

Un regain de violence est enregistré depuis juin 2004, quand le PKK a déclaré la fin d'un cessez-le-feu alors qu'Ankara refuse tout dialogue avec le PKK, considéré comme un groupe « terroriste ». La diplomatie turque a exhorté le 29 mars le Danemark à fermer la chaîne de télévision kurde par satellite *Roj TV*, qui émet depuis le Danemark, et qui selon Ankara a encouragé les Kurdes au soulèvement de cette semaine. Ankara accuse *Roj TV* d'être l'organe du PKK, la chaîne affirmant qu'elle n'a aucun lien avec lui.

A l'instar du porte-parole de la police à Ankara, İsmail Caliskan, qui a évoqué une « provocation » des combattants kurdes et accusé les émeutiers de s'être servi des enfants dans les incidents, la presse turque appelait le 31 mars le gouvernement à ne pas baisser les bras devant ce qu'elle considère comme une « provocation » du PKK. « Un pays qui marche sur la voie de l'adhésion à l'UE et met en oeuvre des réformes courageuses ne doit pas céder devant ce qui se produit », estimait un éditorialiste du *Turkish Daily News*.

TÉHÉRAN : LES AUTORITÉS IRANIENNES CONTINUENT DE RÉPRIMER LES LIBERTÉS RELIGIEUSES ET D'OPINION

LES Baha'is de France ont manifesté le 28 mars leur inquiétude après le lancement en Iran d'une opération de recensement et de surveillance de leurs coreligionnaires dénoncée par une spécialiste des

droits de l'Homme à l'ONU. Dans un communiqué, les Baha'is de France se disent « très inquiets pour la vie des 350.000 Baha'is iraniens, la minorité religieuse non musulmane la plus nombreuse du pays ». Ils soulignent que « l'établissement de ce

fichier et le climat actuel rappellent les campagnes qui avaient annoncé les précédentes vagues de répression massive », notamment en 1955 et 1979. La semaine précédente, Mme Asma Jahangir, rapporteur spécial de la Commission des droits de l'Homme de l'ONU sur la liberté de religion ou de conviction, a publié un communiqué dénonçant des instructions données fin octobre pour recenser et mettre sous surveillance les Baha'is en Iran.

Mme Jahangir indiquait avoir eu connaissance d'une lettre confidentielle attribuant ces instructions au chef de l'Etat Ali Khamenei et envoyée le 29 octobre 2005 par le chef d'état-major iranien à divers organismes gouvernementaux dont les Gardiens de la Révolution et les forces de police. « Ces derniers développements montrent en réalité que la situation des minorités religieuses en Iran se détériore », selon le communiqué de Mme Jahangir, qui redoutait que cette mise sous surveillance « puisse être utilisée comme base pour davantage de persécutions et de discriminations envers les fidèles de la foi Baha'ie ».

Par ailleurs, le dissident politique iranien, Akbar Ganji, a, le 18 mars, été libéré après avoir purgé six ans de prison. Portant une longue barbe, le dissident qui ne pèse plus que 49 kg qui était à son domicile dans le nord de Téhéran, s'est contenté de faire de larges sourires et des signes de la main. « Il a décidé de ne pas parler à cause de sa situation physique, il ne doit pas être fatigué », a déclaré son avocat, Mostapha Molaïe, qui se tenait à ses côtés. « Cela n'a rien à avoir avec des pressions et une demande quelconque de la part du pouvoir », a-t-il ajouté. M. Ganji, arrêté en avril 2000 alors qu'il travaillait au quotidien *Sob-e*

Emrouz, a été condamné en 2001 à six ans de prison après plusieurs articles mettant en cause plusieurs dignitaires dans une série de meurtres d'intellectuels et d'écrivains. Depuis sa prison, il a également écrit plusieurs brûlots critiquant sévèrement le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, réclamant même sa démission. L'été dernier, il a mené une longue grève de la faim pour demander sa libération, mais les autorités ont refusé de se plier à sa demande. En août 2005, il avait finalement mis un terme à sa grève de la faim de plus de 60 jours avant d'être renvoyé de l'hôpital où il se trouvait à la prison. Le mois dernier, son épouse avait indiqué que l'état de santé de son mari s'était détérioré après cinq mois en isolement.

De plus, l'avocat iranien Abdolfattah Soltani, collaborateur du Prix Nobel de la paix Shirin Ebadi, a été libéré sous caution le 5 mars. Il a été détenu pendant plus de sept mois. « Après que le tribunal ait accepté de baisser le montant de la caution de huit milliards à un milliard de rials (de 874 000 à 109 000 dollars), un certificat de propriété d'un montant équivalent a été donné par ses amis au tribunal et il a été libéré la nuit dernière », a déclaré son épou-

se. Elle a précisé qu'aucune date n'a été fixée pour le début de son procès et que ses avocats n'ont pas eu accès au dossier d'accusation. M. Soltani a été détenu 218 jours, dont 43 en isolement, selon Mme Dehghan. Abdolfattah Soltani a été arrêté le 30 juillet 2005 alors qu'il tenait un sit-in dans l'un des locaux du barreau de Téhéran pour protester contre un mandat d'arrêt délivré à son encontre. L'Iran avait annoncé en 2004 avoir arrêté une dizaine de personnes espionnant les activités nucléaires nationales pour le compte des Etats-Unis et d'Israël. M. Soltani appartient au cercle d'avocats du prix Nobel Shirin Ebadi, qui traite de dossiers aussi sensibles que ceux des espions nucléaires.

Selon un décompte de l'AFP basé sur des informations de presse et des témoins, 28 personnes ont été exécutées en Iran depuis le début de l'année. Au moins 81 personnes ont été exécutées en Iran en 2005, selon ce même décompte. La trahison, l'espionnage, le meurtre, l'attaque à main armée, le trafic de drogue à partir de plus de 5 kg d'opium saisis, le viol et la sodomie, l'adultère, la prostitution et l'apostasie sont passibles de la peine de mort en Iran.

DAMAS : LE PARTI BAAS CÉLÈBRE LE 43^{ème} ANNIVERSAIRE DE SON ARRIVÉE AU POUVOIR AVEC LES ARRESTATIONS ET LA REPRESSION

LA Syrie a, le 8 mars, célébré le 43^{ème} anniversaire de l'arrivée au pouvoir du Baas, dans l'isolement et sur fond d'accusations internationales dans l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri. L'organe du parti au pouvoir, « *al-*

Baas », a affirmé la veille que « la révolution du 8 mars 1963 n'a pas été un événement ordinaire » et appelé les Syriens à ne pas voir que « les quelques erreurs » commises durant ce long parcours. Depuis l'assassinat de Rafic Hariri, le 14 février 2005, la Syrie est dans le collima-

teur de la communauté internationale. L'Onu, Washington et Paris notamment, réclament de Damas une coopération totale à l'enquête sur cet assassinat.

Malgré les recommandations du parti Baas en faveur de nouvelles réformes, lors de son congrès général de juin 2005, les autorités ont multiplié les arrestations et les tracasseries contre les militants de la démocratie. Dix-huit Kurdes, arrêtés le 20 mars avec des dizaines d'autres personnes par les forces de sécurité syriennes à Alep ont, le 28 mars, été libérés, a affirmé Ammar al-Kourbi, défenseur des droits de l'Homme. « Les autorités syriennes ont libéré 18 Kurdes, parmi les 36 personnes poursuivies en justice, arrêtées pendant les célébrations du nouvel an kurde à Alep, dans le quartier d'Achrafié », a indiqué M. Kourbi dans un communiqué. Il réclame « une solution au problème du peuple kurde en Syrie, l'octroi de la nationalité promise et la libération de tous les prisonniers politiques ». Les 36 personnes arrêtées le 20 mars étaient « accusées d'avoir porté atteinte aux biens publics, incité au confessionnalisme et résisté par la violence » aux forces de sécurité, avait, le 26 mars, indiqué l'avocat et militant des droits de l'Homme Moustapha Souleiman. Quelque 3.000 Kurdes portant des drapeaux kurdes s'étaient rassemblés le 20 mars en soirée dans le quartier Achrafié à Alep pour célébrer le nouvel an kurde, le Newroz. Les policiers sont intervenus pour les disperser en tirant des gaz lacrymogènes et les manifestants ont riposté en jetant des pierres sur les forces de l'ordre. Ces heurts surviennent alors qu'Alep, la deuxième ville de Syrie située à 350 km au nord de Damas, célèbre sa nomination

comme capitale de la culture islamique 2006 choisie par l'Organisation islamique pour l'Education, les sciences et la culture (OIEESC) pour la région arabe. Pièces de théâtre, films, conférences ainsi que tables rondes, salons du livre, concerts et défilés y ont lieu. Par ailleurs, selon le communiqué, deux étudiants Mohammad Oussama Kash (arrêté en 2003) et Abdel Rahmane al-Chérif (arrêté en 2004) ainsi que Hussein Rajab al-Aboud ont été condamnés à dix ans de prison, sans préciser les chefs d'accusation. « L'écrivain Fayez al-Hallak a été arrêté à la suite de la publication de son dernier livre et déféré devant un tribunal militaire (le 27 mars, ndlr) », selon le texte. « Ces arrestations sont injustifiées de la part du pouvoir syrien et sont nuisibles au pays », a dénoncé M. Kourbi.

De plus, le 19 mars, la Cour de sûreté de l'Etat syrien a condamné six Kurdes à des peines allant de six mois à sept ans de prison. Balkhati Abdo, Mohammad Khalil Aalo et Walat Younès, membres du Parti de l'Union démocratique, formation kurde interdite, ont été condamnés à deux ans et demi de prison pour appartenance à « une organisation secrète », a indiqué l'avocat des droits de l'Homme Anouar Bounni. Sadeq Aalo et Loqmane Othmane ont été condamnés à sept ans de prison et Ali Mahii à six mois pour avoir tenté d'« annexer une partie du territoire » syrien à un pays étranger. Un Syrien, Ahmad Haj Omar, accusé de vouloir « modifier la société et d'affaiblir le sentiment national », a en outre écopé de dix ans de prison. Un Jordano-Palestinien, dont seul le nom de famille, Abou-Mayyala, était connu, a été condamné à trois ans de prison puis à l'expulsion de la Syrie pour « atteinte à l'image de l'Etat » syrien, a poursuivi Me

Bounni. D'autre part, deux étudiants syriens, Omar Abdallah et Diab Serrieh, ont été arrêtés samedi pour avoir voulu « constituer un rassemblement démocratique de jeunes pour discuter des problèmes de la jeunesse ». Au total, huit étudiants sont incarcérés en ce moment pour avoir voulu former un groupe politique, précise Anouar Bounni.

Me Bounni, directeur du Centre syrien pour les études judiciaires, a demandé aux autorités syriennes de « cesser de mener une politique visant à terroriser la société et les militants en réprimant toute action et en ayant recours à la Cour de sûreté de l'Etat, qui est un tribunal illégal ». Par ailleurs, cinq mouvements de défense des droits de l'Homme ont demandé au gouvernement syrien dans un communiqué de « libérer immédiatement tous les détenus politiques des geôles syriennes et de prendre d'urgence des mesures sérieuses pour introduire la démocratie ». « Il est nécessaire de lever tous les interdits muselant les droits à la libre expression et à la formation de partis politiques et d'organisations de la société civile », ajoute le texte. Parmi les signataires, figurent l'Organisation syrienne des droits de l'Homme (OSDH) et les Comités de défense des libertés démocratiques et des droits de l'Homme en Syrie.

Du 12 au 17 mars 2004, des affrontements sanglants avaient opposé pendant cinq jours des Kurdes aux forces de l'ordre ou à des tribus arabes au Kurdistan de Syrie, notamment à Qamichlo et Alep, faisant 40 morts selon des sources kurdes, et 25 morts selon les autorités syriennes. L'opposant et ex-député syrien Riad Seif a été libéré dans la nuit du 13 mars, plusieurs heures après son arrestation lors d'un sit-in à Damas commémorant

les heurts ayant opposé en mars 2004 Kurdes et forces de l'ordre. M. Seif a été arrêté alors qu'il se trouvait parmi des manifestants qui avaient tenté le 12 mars de transmettre un message au Premier ministre syrien, Mohammad Naji Otri, demandant la libération de détenus politiques. Quatre militants kurdes, Ismaïl Mohammad (étudiant), Zoubeir Abdel Rahman Haïdar, Assaad Cheikho et Tamr Moustapha du Parti démocratique progressiste kurde qui ont été arrêtés en compagnie de Riad Seif, sont maintenus en détention.

En outre, l'Organisation syrienne des droits de l'Homme (OSDH) a annoncé le 12 mars l'arrestation du porte-parole de l'Organisation arabe des droits de l'homme en Syrie, Ammar Qourabi, à l'aéroport international de Damas, à son retour d'une tournée en France et aux Etats-Unis. Les autorités judiciaires ont également « renforcé les accusations » portées contre l'opposant Kamal Labouani, arrêté en novembre 2005 à son arrivée à l'aéroport de Damas en provenance des Etats-Unis. M. Labouani, fondateur du Rassemblement libéral, est accusé à présent de « contacts avec un pays étranger pour l'inciter à lancer une agression » contre la Syrie. Ce chef d'accusation est passible de « travaux forcés à perpétuité ». Auparavant, M. Labouani avait été accusé d'« avoir transmis des informations mensongères », accusation passible de trois ans de prison. Durant sa visite à Washington, M. Labouani s'était notamment entretenu avec le conseiller adjoint à la sécurité nationale du président américain George W. Bush. Ce dernier a réclamé la libération de M. Labouani.

La presse contrôlée par le Baas qui règne sans partage sur le pays depuis quatre décennies, subit bien sûr le même sort que les militants des droits de l'homme. Pour les Syriens en quête d'une information libre, la Toile représente aujourd'hui la seule bouffée d'oxygène mais l'exercice n'est pas sans risque. Quand il s'agit de politique, les Syriens préfèrent aller surfer sur *Champress* (www.champress.net), *Syria News* (www.syria-news.com) ou *All4Syria* (www.all4syria.org). De loin le plus libre, ce dernier site, qui propose de véritables revues de presse et des articles en anglais, est dirigé par Ayman Abdelnour, qui appartient pourtant au parti. En dépit de ces attaques virulentes contre le régime, M. Abdelnour, qui se targue d'avoir 16.000 abonnés, n'a pas subi les foudres du pouvoir, peut-être grâce à sa relation, jusque là de confiance, avec le président syrien Bachar al-Assad. D'autres ont été moins chanceux. Massoud Hamid, un journaliste kurde syrien de 29 ans, a été arrêté en juillet 2004 et condamné à trois ans de prison pour « appartenance à une organisation secrète », selon l'organisation de défense de liberté de la presse Reporters sans frontières, qui l'a primé pour son courage. Il avait diffusé sur un site Internet basé à l'étranger des photos d'une manifestation kurde en Syrie. Au nombre des sites très consultés figurent également Al-Hiwar Al-Moutamaden (www.rezgar.com), fondé par une coalition de partis de gauche, et Akhbar al-Charq (www.thisissyria.net), proche des Frères musulmans, une formation interdite. Le site féministe Syrian Women (www.nesasy.com) aborde des sujets sensibles au sein d'une société traditionaliste en remettant en cause les lois jugées discrimina-

toires. Comme d'autres, ils sont parfois bloqués puis rouverts au gré de l'humeur des censeurs syriens. Au-delà du problème de la censure de la Toile, une autre problème rend difficile l'accès à ces médias alternatifs: seuls 4,1% des Syriens ont accès à l'Internet, selon un rapport publié en octobre dernier par l'Arab Advisors Group, basé à Amman.

Par ailleurs, malgré les pressions régionale et internationale, la croissance économique a enregistré un taux de 4,5% en 2005, la plus forte depuis dix ans, selon la revue spécialisée, Oxford Business group. L'année écoulée s'est caractérisée par un bond de 30% des investissements étrangers directs (IDE), notamment américains (Coca-cola, Pepsi-cola, Kentucky fried Chicken) et français (fromageries Bel, électricien Legrand). Les pays arabes du Golfe sont également présents dans des projets immobiliers d'une valeur d'environ 6 milliards de dollars (Emirats arabes unis, Koweït).

Des compagnies pétrolières chinoise, russe et indienne se préparent à investir dans ce secteur, en dépit de la baisse de la production du pétrole en Syrie. Mais le principal problème reste le chômage, qui s'établit à plus de 20% de la population active, alors que le taux d'inflation s'élève à 10%, selon des chiffres officiels. De plus, le département américain du Trésor a interdit le 9 mars aux institutions financières du pays d'ouvrir ou de conserver des comptes pour la Commercial Bank of Syria (CBS), car cette banque « a été utilisée par des terroristes pour déplacer des fonds, et a blanchi de l'argent de la vente illicite de pétrole irakien ».

LES KURDES ONT CÉLÉBRÉ PACIFIQUEMENT LE NEWROZ, NOUVEL AN KURDE

PLUS de 120.000 personnes selon la police et plus de 500 000 selon les organisateurs, ont fêté pacifiquement le 21 mars à Diyarbakir, le Newroz, le nouvel an kurde, sans que des incidents majeurs ne se produisent comme le craignaient les autorités. Quelque 3.000 policiers étaient déployés pour assurer l'ordre sur la Place des Foires, à une dizaine de kilomètres du centre-ville. Le principal parti pro-kurde de Turquie, le DTP (Parti pour une société démocratique), avait, le 18 mars, choisi symboliquement de faire débiter cette année les célébrations dans la petite ville de Semdinli, aux confins de l'Iran et de l'Irak, frappée en novembre par un attentat qui a fait un mort et six blessés.

La justice a lancé des poursuites contre deux militaires turcs et un repent du PKK, soupçonnés d'être les auteurs de l'attentat à la bombe, qui visait une librairie appartenant à un ancien membre du PKK. Un général de haut rang, commandant l'armée de terre, a également été visé dans le cadre de cette affaire par un acte d'accusation lui reprochant la création supposée d'une « organisation clandestine » et des « abus de pouvoir ». Une délégation du DTP a profité de la cérémonie de réouverture de la librairie pour allumer le premier bûcher traditionnel du Newroz et appeler à un règlement pacifique de la question kurde devant une assistance de quelque 2.000 personnes. « Il n'est pas possible de régler les problèmes de ce pays avec les seuls moyens et

menaces militaires. Venez et réfléchissons ensemble, assurons l'union et la fraternité », a déclaré le co-président du DTP Ahmet Türk.

Même si les célébrations se sont généralement déroulées dans le calme ces dernières années, les autorités craignent des incidents en raison d'une recrudescence des violences après une série d'attentats sanglants attribués au PKK. Les forces de sécurité étaient sur le qui-vive, les incidents s'étant multipliés depuis juin 2004. Sur son site Internet, le PKK a appelé les Kurdes à se « soulever » contre l'Etat turc pour le Newroz et à « intensifier » la lutte armée. Les participants, qui étaient nombreux à brandir des drapeaux aux couleurs du PKK en dépit des interdictions édictées par les autorités, ont réclamé la libération d'Abdullah Öcalan et une amnistie pour les membres du PKK. « Amnistie générale pour une paix sociale », pouvait-on lire sur les banderoles déployées par les manifestants. Des avocats d'A. Öcalan ont lu à la foule un message de leur client qui a exhorté le gouvernement à déclarer une « amnistie générale » pour les combattants. « Je ne veux pas la guerre », a-t-il notamment affirmé. De nombreuses personnes ont signé une pétition en faveur de sa libération, qui purge une peine de prison à vie depuis 1999.

Des festivités étaient organisées dans l'ensemble du Kurdistan mais également dans les grandes villes turques. Plusieurs dizaines de mil-

liers de personnes se sont réunies sur une esplanade à la périphérie d'Istanbul pour allumer les traditionnels bûchers du Newroz. En dehors de jets de pierre sporadiques contre des policiers, aucun débordement n'a été constaté.

La manifestation était encadrée par 4.500 policiers soutenus par des véhicules blindés, 500 gendarmes et un millier de soldats ayant été maintenus en état d'alerte à proximité de l'esplanade. Les unités anti-émeutes de la police sont en revanche intervenues dans la nuit du 19 mars pour disperser des manifestations kurdes illégales dans des quartiers populaires d'Istanbul. A Izmir (ouest), où quelque 5.000 personnes s'étaient réunies le 19 mars, la police est intervenue quand des manifestants ont déployé des affiches représentants Abdullah Öcalan, ceux-ci ripostant avec des jets de pierre. A Mersin (sud), théâtre l'an dernier de violents affrontements avec la police, les forces de sécurité -plus d'un millier- ont fouillé les milliers de participants aux cérémonies, qui ont eu lieu sans incidents, pour saisir les drapeaux et banderoles.

Le Newroz a été célébré d'une manière festive et familiale dans l'ensemble du Kurdistan irakien où il est fête nationale ainsi que dans le Kurdistan iranien. En Syrie, les autorités ont toléré la tenue de rassemblements de célébration mais il y a eu plusieurs incidents. Dans la diaspora kurde, les concerts et célébration de Newroz s'étalent souvent sur plusieurs semaines et permettent aux Kurdes et à leurs amis de se retrouver autour de leurs musiques et de leurs danses.

AINSI QUE...

• **L'ARMÉE TURQUE COMPTE ACHETER 100 CHASSEURS POUR ENVIRON 10 MILLIARDS DE DOLLARS.** L'armée de l'air turque compte acheter 100 nouveaux appareils représentant une commande de 10 milliards de dollars et choisira le modèle d'ici la fin de l'année, rapporte le 28 mars l'agence de presse turque semi-officielle Anatolie, citant un haut fonctionnaire. Le choix se fera entre le F-35 Joint Strike Fighter (JSF) de Lockheed Martin et l'Eurofighter Typhoon, construit par le consortium éponyme formé par BAE Systems, EADS et Alenia Aeronautica, filiale de Finmeccanica, mais Ankara pourrait également panacher.

Quoi qu'il en soit les nouveaux chasseurs doivent remplacer des F-16 et des F-4, a déclaré le sous-secrétaire à l'Industrie de la Défense Mourat Bayar, cité par l'agence de presse. Il a ajouté que la Turquie voulait que sa propre industrie de la défense assure la moitié du contrat. M. Bayar, responsable des marchés publics turcs pour la défense, devrait s'entretenir avec des responsables de Lockheed Martin, du Pentagone et plus généralement de l'industrie de la défense américaine à l'occasion d'un déplacement aux Etats-Unis.

Le JSF, outre d'être le programme d'armement du Pentagone le plus coûteux avec un budget qui dépasse les 250 milliards de dollars, est un avion de combat furtif, supersonique et multifonctions. Le projet est cofinancé par les USA et huit autres pays, dont la Turquie. Les autres pays associés sont la Grande-Bretagne, l'Australie, le Canada, l'Italie, les Pays-Bas, le Danemark et la Norvège. Le projet donne toutefois lieu à un contentieux dû au fait que Washington rechigne au partage des technologies. La Turquie, dont les Etats-Unis sont le fournisseur militaire attitré, a investi 175 millions de dollars dans la phase de développement du JSF et espère décrocher cinq milliards de dollars de contrats pour sa propre industrie, croient savoir les médias turcs.

• **STRASBOURG : LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE À NOUVEAU ANKARA POUR VIOLATION DE LA LIBERTÉ DE L'EXPRESSION.** La Turquie a, le 21 mars, été condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme pour « violation de la liberté d'expression » suite à la requête du propriétaire et du rédacteur en chef d'un mensuel condamnés pour la publication d'articles sur le

problème kurde et critiquant la politique carcérale du ministre de la justice. Tayfun Koç, propriétaire de la revue mensuelle *Révolution pour l'égalité, la liberté et la paix* et Musa Tambas, son rédacteur en chef, avaient été condamnés le 24 août 1998 par la cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul, notamment pour diffusion de propagande contre « l'unité indivisible de l'Etat ». Les condamnations à des peines d'amende, à l'interdiction de la publication de la revue pendant un mois et à la confiscation des numéros litigieux avaient été suspendues, puis annulées le 6 juin 2003.

La Cour de Strasbourg a estimé que les articles, malgré leur ton quelquefois hostile, n'encourageaient pas à la violence, à la résistance armée ou à l'insurrection et ne s'analysaient pas en un discours de haine. Les juges des droits de l'homme ont par ailleurs relevé que « les peines avec sursis infligées aux requérants ont eu pour effet de censurer la profession même des intéressés, les contraignant à s'abstenir de toute publication susceptible d'être jugée contraire aux intérêts de l'Etat ». La Cour a en conséquence condamné Ankara pour violation de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme qui garantit la liberté d'expression et a alloué conjointement aux requérants 4 000 euros pour préjudice moral et 2 290 euros pour frais et dépens.

Malgré le déploiement de chars, la violence a repris hier dans la capitale irakienne.

Les affrontements déchirent chiites et sunnites à Bagdad

1^{ER} MARS 2006



Vingt-quatre heures après la levée du couvre-feu, Bagdad est à nouveau à feu et à sang. La capitale irakienne, qui avait retrouvé lundi un semblant de normalité, a été hier le théâtre d'un déchaînement de violence, dans lequel au moins 60 personnes ont été tuées, malgré le déploiement de chars en pleine ville. Un des attentats contre une mosquée chiite du quartier Al-Hourriya, qui a fait 25 morts et 43 blessés, laisse craindre une résurgence des heurts confessionnels tels que le pays a pu en connaître entre sunnites et chiites depuis le dynamitage, mercredi dernier, du mausolée chiite de Samarra. Un peu plus tôt dans la journée, trois attentats ont secoué presque simultanément des quartiers mixtes chiites et sunnites. Les violences interconfessionnelles ont coûté la vie à 379 personnes en une semaine. En outre, deux soldats



Hier, à Bagdad. Au moins 60 personnes ont été tuées hier dans la capitale et 379 en Irak depuis l'attentat du mausolée chiite de Samarra, mercredi dernier.

britanniques ont été tués hier à Amara, dans le sud du pays. Face aux risques d'une guerre civile totale, le président amé-

ricain, George W. Bush, a affirmé que les Irakiens avaient le choix entre «le chaos et l'unité», mais dit avoir reçu l'assu-

rance des dirigeants de toutes les communautés d'Irak qu'ils œuvreraient pour rétablir le calme. Le Premier ministre irakien, Ibrahim al-Jaafari, en visite en Turquie, a assuré que «les événements n'affecteront pas négativement le processus de formation du gouvernement», toujours en gestation près de trois mois après les élections générales.

Alors que le procès de Saddam Hussein a repris hier, après un mois d'interruption, un attentat à la bombe a endommagé la tombe de son père, à Takrit. Lors de la 13^e audience, le procureur Jaafar al-Moussaoui a présenté au tribunal une copie présumée d'une lettre signée par Saddam Hussein approuvant la condamnation à mort de 148 villageois chiites après l'attaque contre son cortège en 1982 à Doujaïl. Aucun des huit accusés n'a contesté l'authenticité des documents. Saddam Hussein a seulement posé des questions de détail. Le procès se poursuit aujourd'hui. ◀

C. A. (avec AFP, Reuters)

Moqtada al-Sadr pousse au crime et à la paix

Le radical chiite appelé à une réconciliation, alors que sa milice s'attaque aux sunnites.

Promane et pompier. S'il est un responsable irakien auquel les récents troubles interconfessionnels ont profité en Irak, c'est assurément le jeune et radical dirigeant chiite Moqtada al-Sadr. Alors que les hommes de sa milice, l'Armée du Mehdi, ont été en pointe des exactions antisunnites qui ont suivi le dynamitage, mercredi dernier, du mausolée de Samarra, sacré pour les chiites, il s'est payé le luxe de se poser en rassembleur et d'appeler à la réconciliation nationale entre chiites et sunnites. Dès son retour à Bassora, dimanche, Moqtada al-Sadr, âgé d'une trentaine d'années, a appelé «tous les Irakiens, sunnites et chiites, musulmans et non musulmans, à une manifestation unitaire à Bagdad pour réclamer le départ des forces d'occupation [américaines]».

Contrôle. La veille, des représentants de son mouvement avaient fait la paix avec le Parti islamique, la principale formation sunnite, qui réclamait la dissolution de sa milice, ce que demande l'armée américaine depuis un bon bout de temps. Aussi, dès son retour précipité d'une tournée dans la région, Moqtada al-Sadr a décidé de nommer un «comité de supervision» de l'Armée du Mehdi pour reprendre le contrô-

le de sa base, très remuante. Il a en outre interdit à ses partisans de se vêtir de noir, couleur de son mouvement, pour éviter toute confusion.

Au-delà de ces péripéties, la montée en puissance de Moqtada al-Sadr ne fait aucun doute. Le trublion, que le vieil ayatollah Sistani, la plus haute autorité spirituelle des chiites d'Irak, avait sorti in extremis à l'été 2004 de l'étau de l'armée américaine à Najaf, est devenu un poids lourd. Il est d'ailleurs significatif que ce soit avec son mouvement et non avec Sistani, discrédité par ses appels à manifester après la destruction du mausolée de Samarra, que les dirigeants sunnites aient voulu passer un «pacte d'honneur». L'Armée du Mehdi est restée intacte, les récents événements l'ont prouvé. Mais, surtout, Moqtada n'a cessé de gagner du poids au sein du camp chiite. Tout en rejetant en public un processus de démocratisation «sous occupation étrangère», ses partisans ont largement participé aux législatives du 15 décembre au sein de l'Alliance irakienne unifiée, la liste chiite conservatrice, grande gagnante du scrutin avec 128 députés. Une autre

Marginal il y a deux ans, Moqtada al-Sadr n'a cessé de gagner du poids dans le camp chiite, devenant l'un des trois pôles de la majorité au pouvoir.

liste, Al-Rissalioun, qui se réclame de lui, compte deux députés. Marginal il y a deux ans, Moqtada al-Sadr est devenu l'un des trois pôles de la majorité au pouvoir, aux côtés de l'Assemblée suprême de la révolution irakienne en Irak d'Abdel Aziz al-Hakim et du parti Dawa du Premier ministre Ibrahim al-Jaafari, dont le premier passage au pouvoir, de mars à décembre, a largement érodé la popularité.

Alliés. Mais Moqtada al-Sadr n'a pas renoncé pour autant à ce qui fait sa spécificité dans le

camp chiite: son antiaméricanisme virulent, qui lui a valu une certaine sympathie des sunnites, du moins jusqu'aux exactions de ces derniers jours. Récemment, il n'a pas manqué de saluer la victoire électorale du Hamas palestinien. Ces positions lui valent la bienveillante attention de l'Irak et de la Syrie, où il est accueilli avec tous les égards. Mais son nouveau statut lui a aussi valu d'être récemment reçu par les dirigeants jordanien et saoudien, pourtant les plus hostiles à l'émergence d'un pouvoir chiite en Irak. ◀

CHRISTOPHE AYAD

Le fondamentalisme et le nationalisme turcs contre les minorités religieuses

TURQUIE

Depuis l'assassinat d'un prêtre catholique, le 5 février, à Trabzon, les agressions se multiplient contre les représentants des minorités religieuses.

Istanbul

LA TURQUIE, pays à 99 % musulman, bénéficiait, jusqu'à présent, d'une réputation de tolérance à l'égard de ses minorités religieuses. Cependant, et sans que l'on sache très précisément le rôle joué par la crise des caricatures de Mahomet, plusieurs agressions perpétrées contre des représentants de la minorité chrétienne depuis le début du mois, remettent en question le bien-fondé de cette réputation.

Après l'assassinat, à Trabzon, sur les rives de la mer Noire, du prêtre catholique Andrea Santoro, abattu par un garçon de 16 ans, la presse turque cherche toujours à comprendre ce qui a pu conduire cet adolescent à commettre un tel acte : « *L'âge, l'attitude, l'environnement de l'inculpé montre vers quel avenir progresse pas à pas le pays : qui l'a orienté ? Comment a-t-il été éduqué ? Que lui inculque-t-on ?* », se demande le quotidien *Cumhuriyet*, en pointant du doigt la dérive religieuse qui, selon lui amène le pays à glisser, lentement mais sûrement, vers le radicalisme.

Plusieurs semaines plus tard, peu d'informations ont filtré sur les motivations du jeune criminel qui, après avoir crié « *Allah est grand !* » et tiré plusieurs balles sur sa victime, a été arrêté. Un certain malaise s'est donc installé.

Il est depuis nourri par d'autres incidents, plus ou moins graves, dirigés contre les minorités chrétiennes. Quatre jours après l'assassinat de Trabzon, le portail d'une église arménienne a été criblé de balles à Kayseri, au centre de l'Anatolie. Le lendemain à Izmir, un prêtre catholique a été menacé de mort par un groupe de jeunes gens qui, comme à Trabzon, ont crié « *Allah est grand !* » avant de s'éloigner.

Montée en puissance de l'extrémisme religieux

Le traitement de ces affaires par les autorités turques est tout sauf transparent. Ainsi, au lendemain de la plainte déposée par le patriarche orthodoxe arménien après le mitraillage de l'église de Kayseri, le gouverneur Osman Günes, a démenti cette agression, en reconnaissant toutefois que deux impacts de balles avaient été identifiés dans la porte : « *Il n'y a jamais eu le moindre problème ici, jusqu'à présent, a certifié Osman Günes. Nous cohabitons comme des frères...* »

Mais la montée en puissance de l'extrémisme religieux ne vise pas les seules minorités chrétiennes. Le 12 février, lors d'un rassemblement organisé à Konya contre les caricatures de Mahomet, une journaliste turque, Aliye Cetinkaya, est violemment prise à partie par un groupe de manifestants qui la frappent et lui jettent des pierres. Motif : la journaliste ne porte pas de foulard. Deux semaines après cette agression, la jeune femme tente de trouver des raisons au geste de ses agresseurs : « *Konya n'est pas une ville comme les autres...* », explique t-

elle. La ville est effectivement connue, en Turquie, pour être l'un des bastions de l'intégrisme religieux.

Responsabilité morale

Faut-il pour autant en déduire que seuls les islamistes turcs portent la responsabilité morale des dérapages qui se multiplient ? Rien n'est moins sûr. Car, si Konya est un bastion religieux, Trabzon, la ville du prêtre assassiné, est à l'inverse celui du nationalisme d'extrême droite. Ce qui n'est d'ailleurs pas forcément incompatible : « *La plupart des manifestations [contre les caricatures] ont été organisées non pas par les milieux religieux, mais par les « idéalistes », autrement dit par les ultranationalistes* », note le quotidien *Hürriyet*. Ce journal affirme que l'on assiste actuellement, en Turquie, à un « *rapprochement accru* » de ces deux courants, apparemment antagonistes, mais cependant soudés par l'appartenance commune à une religion majoritaire souvent vécue, comme l'explique l'historien et sociologue Hamit Bozarslan, comme une « *religion par défaut de la nation* ».

Tirillée entre ces deux pôles, la société civile peine à trouver sa place : « *De plus en plus souvent, j'ai l'impression d'être sommée de choisir entre ces deux extrêmes qui se rejoignent dans l'intolérance et l'obsession de l'unité turque* », se plaint la romancière Buket Uzuner. « *Je pensais, ces dernières années, que mon pays avait progressé, ajoute-t-elle. Maintenant, je crains qu'il ne soit en train de revenir en arrière.* »

MARIE-MICHELE MARTINET

MARCH 1, 2006

Herald Tribune

New surge of violence leaves 75 Iraqis dead

American envoy says fighting put nation 'on brink of civil war'

By Edward Wong

BAGHDAD: At least 75 Iraqis were killed in a maelstrom of violence Tuesday — the vast majority in five powerful bombings throughout the capital — as insurgents pushed forward with one of their deadliest offensives in weeks. The attacks came as Iraqis were still struggling to recover from the worst sectarian bloodletting of the war.

The latest wave of bombings, some aimed at Shiite areas, threatened to again heighten tension between Shiites and Sunni Arabs, even though political religious leaders are calling for calm.

The American ambassador here, Zalmay Khalilzad, declared Tuesday that last week's sectarian violence had pushed Iraq "to the brink of civil war."

Earlier Tuesday, the Iraqi cabinet — speaking before more bombings hit Baghdad — said that 379 people had been killed and 458 wounded since the bombing last Wednesday of a sacred Shiite shrine and the anti-Sunni reprisal killings that followed.

The Iraqi national security adviser, Mowaffak al-Rubaie, warned that it would take "a few months" to form a new, four-year government, and that the negotiations would proceed along a "rough road with a lot of political mines in our way."

The talks are only in their earliest stages now, and American and Iraqi officials fear that bitter, prolonged negotiations will undermine the faith of Iraqis in their leaders, reinforce sectarian distrust and strengthen the insurgency.

The Bush administration is gambling that the political process will help stabilize Iraq — and provide an exit route for some of the 130,000 American troops here — by drawing in recalcitrant Sunni Arabs, who are leading the insurgency.

In Washington, President George W. Bush, meeting with reporters before departing for a five-day trip to India and Pakistan, declined to say whether the surge in violence would affect the administration's hopes to begin reducing the number of U.S. troops in Iraq.

"The people of Iraq and their leaders must make a choice," he said. "The



Passers-by pitched in to help put out a fire in Baghdad set off by a car bomb Tuesday near a Shiite shrine that killed four people.

choice is chaos or unity. The choice is a free society or a society dictated by evil people who will kill innocents."

At a courthouse in Baghdad's fortified Green Zone, Iraqi prosecutors presented their strongest evidence against Saddam Hussein so far, presenting documents that appear to directly link Saddam to the executions of 148 men and teenage males from the Shiite village of Dujail.

The trial of Saddam unfolded on television as blast after blast rocked the capital, raining debris across entire blocks and flooding hospital wards with lacerated victims. After one car bomb exploded at noon in a Shiite district of central Baghdad, firefighters and witnesses struggled to pry two blackened bodies from the front seats of a charred sedan. The wailing crowd lifted the bodies out, shouted "God is great!" and marched down the street bearing the corpses aloft.

Nuns from a nearby convent rushed toward the flaming wrecks of cars clutching metal buckets of water.

"I'm going to sell my restaurant because I want to leave Iraq," said Nour Sabah, 52, as he watched from the sidewalk, standing atop shards of glass. "They just want to destroy the lives of people. They don't want Iraqi people to live ordinary lives."

An Interior Ministry official said at least 4 people were killed and 16

wounded in that bombing. Earlier, a suicide bomber detonated his explosives at a gasoline station in the Shiite neighborhood of New Baghdad, killing at least 23 people and wounding 51. The deadliest attack took place in the evening, when a

car bomb exploded by a marketplace in the Hurriyah neighborhood, killing at least 25 and wounding at least 43.

The U.S. director of national intelligence, John Negroponte, testifying Tuesday before the Senate Committee on Armed Services, said that the current Iraqi government was still functioning and that religious leaders had largely been a force for restraint.

Asked for his benchmark definition for civil war in Iraq, Negroponte said it would involve complete loss of central government security control, and deterioration of security forces with unauthorized militias gaining the upper hand.

Negroponte, in answer to a question about whether neighboring countries like Saudi Arabia and Iran could, in the event of civil war, get involved and side with the Sunnis or Shiites, leading to a larger conflict in the Middle East, said that it was a "possibility."

In other developments on Tuesday, Rubaie, the Iraqi national security adviser, said that security forces had arrested 10 people in connection to the bombing of the Askariya Shrine in Samarra, which houses the tombs of two revered Shiite imams. Four of those detained were guards at the shrine, and six were "terrorists," Rubaie said. He declined to give more details.

The British military, meanwhile, said two soldiers were killed Tuesday, and the U.S. military said a soldier was killed the same morning.

The New York Times

IRAK

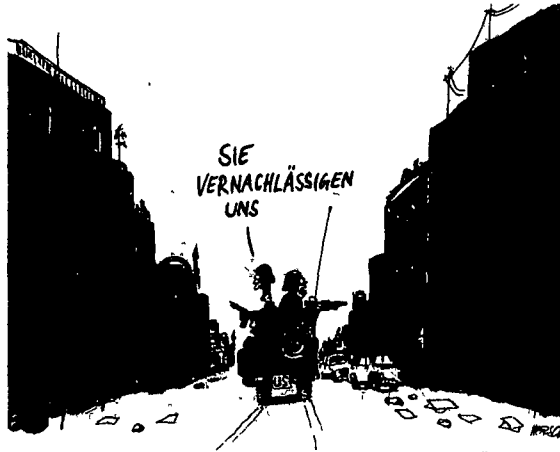
Washington coincé entre chiites et sunnites

L'attentat contre le mausolée de Samarra pourrait être le point de départ d'une véritable guerre civile. D'autant que les chiites pensent désormais que les Américains soutiennent les sunnites.

BUGUN
Istanbul

Pour des dizaines de millions de chiites, Samarra – où reposent le dixième et le onzième imam du chiisme duodécimain – est le troisième lieu saint après Nadjaf, où se trouve le tombeau d'Ali [gendre de Mahomet] et Kerbala, où Hussein, deuxième imam du chiisme, repose à jamais. L'attentat contre le mausolée de Samarra rend donc de plus en plus crédible le scénario inquiétant d'une guerre civile entre chiites et sunnites.

Ce qui a changé, désormais, c'est que les chiites irakiens, par rapport à cet attentat, mettent en cause maintenant publiquement les Etats-Unis et leur ambassadeur à Bagdad, Zalmay Khalilzad. Un jour à peine avant la destruction du mausolée de Samarra, Khalilzad avait critiqué la coalition chiite, sortie victorieuse des dernières élections législatives, déclarant que les Américains couperaient leur aide financière "si un gouvernement d'union nationale incluant les sunnites n'était pas constitué". Il avait également fait savoir que l'administration américaine était opposée à ce que certains hommes politiques irakiens liés aux milices chiites soient intégrés dans les ministères de l'Intérieur et de la Défense. En tête de ces personnalités, vis-à-vis desquelles les sunnites ont de sérieuses objections, figure le ministre de l'Intérieur Bayan Djabr, accusé d'avoir organisé une "chasse aux sunnites". Bayan Djabr, qui est chiite et turkmène, est l'ancien commandant des brigades Al-Badr, le bras



◀ Sunnites dehors.
Chiites dehors.
"Ils nous négligent."
Dessin de Horsch
paru dans
Handelsblatt,
Düsseldorf.

armé du Conseil suprême pour la révolution islamique en Irak, dirigé par Abdulaziz Al-Hakim. Les sunnites accusent aussi Bayan Djabr d'avoir intégré des Gardiens de la révolution islamique iranienne (Pasdaran) au sein du ministère de l'Intérieur irakien afin de régler sur le mode de la vengeance de "vieux comptes" datant de la guerre Iran-Irak.

C'est donc dans ce contexte que les chiites irakiens en veulent de plus en plus à l'ambassadeur américain en poste à Bagdad. Ils craignent en effet que, sous l'influence de la Jordanie, et de l'Arabie Saoudite, les Américains aient déjà commencé à soutenir les sunnites et qu'ils tentent ainsi de faire entrer ces derniers dans le nouveau gouvernement irakien dans

une proportion qui dépasserait de loin leur représentativité au niveau national. Les chiites irakiens n'hésitent même plus à dire à qui veut l'entendre qu'ils sont victimes d'une "seconde trahison" de la part des

Américains, qui fait suite à la première trahison qui avait vu les Américains laisser Saddam Hussein écraser dans le sang le soulèvement chiite de 1991. Pour toutes ces raisons, les chiites pensent que l'attentat de Samarra est une conséquence du fait que les sunnites sont désormais choyés par les Américains. Au gré des rencontres que j'ai faites lors de mon récent séjour en Irak, j'ai pu me rendre compte de cet état d'esprit. Les chiites sont en effet persuadés que les Américains ont entamé un flirt avec les insurgés sunnites.

L'une des principales erreurs de la politique américaine en Irak a sans doute été de ne pas avoir compris que la rivalité entre chiites et sunnites constitue le principal problème du pays et d'avoir ainsi d'emblée considéré que les insurgés sunnites étaient forcément des djihadistes ou des nostalgiques du baasisme. La "guerre civile entre chiites et sunnites" dure en fait en Irak depuis quatorze siècles. Les Américains semblent enfin avoir pris conscience de cette réalité. Reste à savoir comment ils vont bien pouvoir trouver une solution à ce problème de fond.

Cengiz Candar

Iraq on the brink of civil war

Iraq has moved perilously close to civil war. Everyone who knows anything about the tortured history of that country, cobbled together from disparate parts by British colonial officials less than a century ago, has always dreaded such an outcome.

Fear of civil war stayed the hand of the first President George Bush, when he turned back U.S. troops and left Saddam Hussein in power. It generated much of the opposition to the

current President Bush's invasion in 2003. Yet many critics of the invasion, including this page, believed that the dangers from civil war were so dire that U.S. troops, once in, were obliged to remain as long as there was a conceivable route to a just peace.

The only alternative to civil war is, and has always been, a national unity government of Shiites, Sunni Arabs and Kurds. Unless these mutually suspicious groups can work together,

the United States will be faced with the impossible task of trying to create a stable democracy that Iraqis have refused to create for themselves.

The chances of putting together such a government grew much smaller with the bombing of a major Shiite shrine in the largely Sunni city of Samarra last week, an attack that literally blew the lid off the simmering animosity between Iraq's two main religious factions. That hatred and distrust had been heated to a high boil by the sharp-shouldered and small-minded maneuvering over the formation of a new government.

To millions of enraged Shiites, all Sunni Arabs suddenly seemed indis-

DU 2 AU 8 MARS 2006

Conférence

INTERNATIONAL
Herald Tribune
March 2, 2006

tinguishable from the Samarra bombers. Seeing that the weak-willed and poorly disciplined Iraqi security forces had utterly failed to protect their revered mosque and shrine, Shiites looked instead to the vicious and brutal sectarian militias run by leading Shiite political parties. They promptly unleashed a torrent of bombings and killings directed against Sunni mosques, mulahs and terrified civilians.

Those bloody reprisals have so far killed hundreds of people. They confirmed Sunni fears that the Shiite-led government would not lift a finger to protect their lives, families, property and mosques from a reign of terror inflicted by militias affiliated with the leading government parties.

The desperately dangerous situation that now prevails in Iraq could never have been created by Sunni terrorists alone, or by the dithering ambivalence of Sunni political leaders, who seem unable to decide from one day to the next whether they are

ready to engage in the give-and-take of parliamentary politics. Much of the blame must also go to ambitious and revenge-minded Shiite political leaders, who, for the past year, have thwarted constitutional compromises and given members of their party militias key posts in the government security forces and Interior Ministry prisons. To this day, they continue to resist the formation of a broadly inclusive national unity government.

Some of the worst offenders on this score include the incumbent prime minister, Ibrahim al-Jaafari, who has just been nominated for another term; his crucial ally Muqtada al-Sadr, the rabidly anti-American cleric, politician and militia leader; and Abdul Aziz al-Hakim, who heads Iraq's most powerful Shiite party, the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq.

If Iraq can still be saved from its consuming hatreds, at least some of these major Shiite leaders will have to rise to the moment and abruptly change their ways. Kurdish leaders

can help by pledging to withhold their support for Jaafari's renomination unless he agrees to a broadly representative national government. And Sunni leaders will have to embrace and take part in such a government, accepting the fact that they are a minority in the population and must get used to playing a secondary, though still significant, role.

If civil war broke out, innocent Shiite and Sunni civilians would suffer first, but the repercussions could spread far beyond Iraq's borders. The Shiite south would be further propelled into the political orbit of Iran, and Kurds in the north would claim independence, probably drawing in Turkey. The oil-free western and central Sunni area would be left impoverished, a potential no man's land that could become a home base for terrorists operating around the globe.

Iraq's elected leaders can still save their country. They must now prove that they want to. Time is rapidly running out.



DU 2 AU 8 MARS 2006

STRATÉGIE

Le Pentagone tenté d'exploiter les conflits ethniques en Iran

Les militaires américains étudient de près les tensions entre les différentes minorités d'Iran, affirme le *Financial Times*. Afin de pouvoir en tirer parti en cas d'intervention musclée.

A lors que la tension monte à la frontière avec l'Irak et entre Téhéran et Bagdad, les services de renseignement des marines américains étudient de près la situation des minorités ethniques iraniennes. Des militants iraniens impliqués dans ce projet de recherche classé secret ont révélé au *Financial Times* que le Pentagone cherchait à connaître la nature et l'ampleur du ressentiment des minorités ethniques à l'égard du gouvernement central islamique et si l'Iran était susceptible de se déchirer aussi violemment que l'Irak.

Ces recherches interviennent à un moment où les relations sont très tendues entre l'Iran et les Etats-Unis. A plusieurs reprises, l'Iran a accusé les Etats-Unis mais aussi le Royaume-Uni d'encourager les attentats et le sabotage dans les régions frontalières riches en pétrole, où les Arabes et les Kurdes sont majoritaires.

D'après des spécialistes du renseignement américain, cette opération des marines prou-

verait l'existence d'un plan d'intervention militaire en Iran. Le général Rick Long, porte-parole des marines, a confirmé que le département du renseignement avait chargé Hicks and Associates, une entreprise du secteur de la défense, de mener deux projets de recherche sur les groupes ethniques irakiens et iraniens. L'objectif est d'avoir "une meilleure compréhension des différentes cultures de ces pays et donc de les respecter davantage", a-t-il déclaré. Il a refusé d'en dire plus, arguant que ces recherches étaient destinées à un usage officiel.

Hicks and Associates est une filiale de Science Applications International, l'une des plus grosses entreprises du secteur de la défense américaine, qui a joué un rôle très important dans la préparation de l'intervention militaire américaine en Irak. La plupart des analystes reconnaissent que, si en Iran le sentiment d'identité nationale est bien plus fort qu'en Irak, la diversité ethnique y est en revanche nettement plus complexe. Les minorités ethniques d'Iran parlent des langues différentes et se partagent, comme en Irak, entre sunnites et chiites. Les tensions intercommunautaires sont parfois plus vives que celles qui opposent ces communautés au régime. Le gouvernement iranien,

fortement centralisé, ne donne aucune statistique sur ces minorités ethniques - qui vivent pour la plupart dans des régions proches de frontières sensibles : avec l'Irak, la Turquie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Turkménistan, l'Afghanistan et le Pakistan.

Les Iraniens parlant le farsi ne représenteraient apparemment qu'une maigre majorité, suivis de près par les Azéris et les Kurdes dans le Nord et dans l'Ouest, les Arabes dans le Sud-Ouest riche en pétrole, et les Baloutches dans le Sud-Est. Des Turkmènes, des chrétiens de rite arménien, des Assyriens, des juifs et des tribus nomades sont en outre disséminés dans ce pays qui compte 68 millions d'habitants.

Aux Etats-Unis, le *Financial Times* a interviewé plusieurs Iraniens qui ont été invités à participer à cet effort. Certains ont refusé, y voyant une volonté de démembrer l'Iran. Mais plusieurs responsables iraniens en exil représentant des minorités ont accepté de jouer le jeu, tout en rappelant qu'ils prônaient une transition vers un Iran démocratique et fédéral et qu'ils étaient opposés à toute intervention militaire américaine. Mauri Esfandiari, le représentant aux Etats-Unis du Parti démocratique du Kurdistan iranien, qui a déposé les armes en

1997, estime que le Pentagone ne tient guère compte des analyses de la CIA et du département d'Etat, dont il se méfie depuis longtemps. A en croire Esfandiari, le Pentagone cherche à réfuter la thèse aujourd'hui en vigueur à la Maison-Blanche, selon laquelle un soutien des Etats-Unis aux minorités iraniennes aurait des conséquences désastreuses.

"Ils cherchent à déterminer si la théorie du

chaos mise en avant par le département d'Etat tient la route", assure-t-il, avant d'ajouter : "Washington ne pourrait pas attendre des Kurdes qu'ils soutiennent une invasion comme ils l'ont fait en Irak". Mais Karim Abdian, chef de l'Organisation pour les droits de l'homme de [la région arabo-phonie] d'Ahvaz, qui milite au nom des Arabes du sud-ouest de l'Irak, accuse Téhéran de brandir la menace d'une invasion

américaine pour mieux étouffer les revendications ethniques, au lieu de s'attaquer à ce qui, pour lui, constitue la cause essentielle des confiscations de terres et des discriminations. Car, ces dernières années, l'Irak a connu une recrudescence des troubles et des violences au sein de ses communautés kurde et arabe.

Guy Dinmore, *Financial Times*, Londres

IRAK



DU 2 AU 8 MARS 2006

Au bord de la guerre civile

Même les nazis ne s'en sont pas pris aux monuments historiques et n'ont pas atteint le degré de barbarie que les islamistes font régner en Irak, s'insurge Al-Hayat.

AL-HAYAT
Londres

Voici un crime devant lequel les nazis auraient reculé. Les nazis ont certes tué, persécuté, exterminé. Toutefois, ils ont hésité quand il s'agissait de s'en prendre à la mémoire de l'humanité qui se manifeste dans les grandes œuvres artistiques et dans le patrimoine architectural. Les vestiges de Rome, par exemple, ont traversé quasiment indemnes la Seconde Guerre mondiale, tout comme ceux de Paris. Dans cette guerre totale qui n'avait hésité devant aucune atrocité, il semble pourtant avoir existé un accord implicite entre les ennemis pour préserver les symboles les plus prestigieux et les créations artistiques les plus nobles de l'humanité. Peut-être cela s'explique-t-il par le fait que les nazis, même ceux qui brûlaient des hommes et des livres, comptaient dans leurs rangs des gens qui lisaient Martin Heidegger ou Carl Schmitt et écoutaient la musique de Wagner. Cela peut paraître insignifiant, négligeable et dérisoire compte tenu de l'énormité de leurs crimes et du mépris qu'ils avaient pour la vie des hommes. Néanmoins, pour l'humanité, ils gardaient un certain respect, faible, mais pas nul.

Tel n'est pas le cas des terroristes de Samarra [ville située au nord de Bagdad] qui ont fait exploser la coupole du mausolée chiite. En visant un monument chiite dans une cité majoritairement sunnite, les terroristes voulaient procéder à une épuration symbolique, chose peut-être plus retorse que toute épuration matérielle, ethnique ou confessionnelle. Les fidèles sont morts sous les décombres de l'un des plus importants sanctuaires du monde musulman dans son ensemble et non seulement des seuls chiites. Les fanatiques islamistes se fichent peut-être

► "Maintenant que nous avons installé la démocratie en Irak, nous pouvons nous retirer tranquillement." Dessin de Patrick Chappatte paru dans l'International Herald Tribune, Paris.

■ Pas toujours Washington

Les insultes pleuvent sur Condoleezza Rice. Selon les critiques, son pays est responsable de tous les malheurs de la région. "Voir la main de Washington dans les attentats contre les sanctuaires nous porterait pourtant préjudice, écrit Al-Hayat. Car, si les Américains sont dans l'impasse en Irak, les Irakiens sont dans le gouffre. Que certains Arabes se réjouissent du gouffre pourvu que les Américains subissent un échec révèle un grand mépris de soi."



de toutes ces considérations, mais tous ceux qui ont des connivences avec le terrorisme, qui les aident ou qui sont de simples sympathisants, devraient y voir un cas de conscience

plutôt que de n'y voir qu'un fait d'armes glorieux parmi tant d'autres qui s'inscrivent dans la soi-disant "résistance contre l'occupation américaine". Ils devraient enfin se départir de leur aveuglement criminel pour admettre qu'une telle opération terroriste constitue un acte autodestructeur et non un acte de résistance contre l'ennemi.

POUR AL-QAIDA, LA GUERRE CIVILE EST UNE PRIORITÉ

Cet aveuglement cynique nous a encore été livré par la réaction de la république islamique d'Irak, dont le président Ahmadinejad et le Guide suprême Ali Khamenei se sont précipités pour accuser "le sionisme et les forces d'occupation américaines" d'avoir commis ce crime. Comme si les Américains et Israël ne se rendaient pas coupables de suffisamment d'autres méfaits !

Sur l'agenda des islamistes d'Al-Qaida, semer la guerre civile en Irak

est une priorité. Ils ne s'en cachent pas ; ils le proclament, le disent et l'appellent ouvertement de leurs vœux. Les actes de vengeance ont suivi le crime de Samarra engendrant à leur tour d'autres violences, ouvrant de sinistres perspectives pour le long terme. Quelques heures après l'attentat de Samarra, d'innombrables mosquées sunnites ont été attaquées, onze imams sunnites ont été assassinés et cinquante cadavres ont été découverts par les autorités dans les environs de Bagdad. On peut donc facilement imaginer le potentiel de violence qui nous est réservé pour l'avenir.

Ce qu'il faut en retenir, c'est que la logique de la guerre civile s'est déjà nichée dans la tête des Irakiens et que son déclenchement n'est plus qu'une question de temps. Quand cela se produira, il y en aura pour de longues années de sang versé avant que les factions et les clans ne se rendent compte de cette vérité simple qui est qu'un pays, surtout aussi pluriel que l'Irak, ne peut se fonder sur la victoire d'un groupe sur un autre.

Saleh Bechir

La République islamique s'appuie sur son influence régionale pour défier l'Occident

Téhéran a multiplié, ces dernières semaines, les messages démontrant son poids dans la région.

Téhéran

« TYRANS et sionistes, prenez garde. Vous allez tomber », prévenait, vendredi dernier, Mahmoud Ahmadinejad, en visite à Kuala Lumpur, face aux pressions internationales sur son dossier nucléaire. Menacé d'un renvoi définitif au Conseil de sécurité, l'Iran aura tenu tête jusqu'à la dernière minute en multipliant, à l'instar des dernières déclarations de son président, les messages relatifs à son influence régionale et sa capacité de nuisance en cas de sanctions : accueil en grande pompe de Moqtada al-Sadr, l'imam chiite radical irakien, annonce d'un soutien financier au nouveau gouvernement Hamas palestinien, déplacement récent d'Ahmadinejad à Damas et au Koweït, et voyage de son ministre des Affaires étrangères au Liban.

Reçu à Téhéran, en janvier dernier, à la façon d'un chef d'Etat, le jeune Moqtada al-Sadr, actuellement à la tête de la plus grande

milice chiite irakienne, n'a pas manqué de se ranger du côté de ses hôtes en mettant en garde Washington contre une mobilisation de ses forces en cas d'attaque américaine en Iran. De façon générale, le renversement du régime de Bagdad, il y a bientôt trois ans, a indéniablement bénéficié au pouvoir théocratique iranien.

« Depuis la chute de Saddam, l'Iran s'est imposé comme une puissance régionale et profite pleinement de la situation », analyse Mustafa Alani, expert en contre-terrorisme au Centre de recherche sur le Golfe, basé à Dubaï.

Débarassé de l'ennemi Saddam – à l'origine d'une guerre sanguinaire qui déchira les deux pays pendant huit ans –, Téhéran dispose désormais d'alliés de taille au sein du nouveau gouvernement irakien. Mis à part Moqtada – dont les proches occupent aujourd'hui une trentaine de sièges au sein du Parlement irakien –, la République islamique entretient des liens étroits avec les deux autres grands partis chiites au pouvoir, al-Dawa et le CSRII (Conseil suprême de la révolution

islamique en Irak), dont la plupart des leaders vécurent en exil en Iran. Sans compter les Kurdes irakiens, qui furent nombreux également à fuir en Iran sous Saddam. « Tous ces gens-là ne prendront jamais aucune décision qui puisse aller à l'encontre des intérêts iraniens », note Mustafa Alani.

Solidarité musulmane

Pour lui, l'influence iranienne en Irak n'est pas seulement politique. « Elle s'appuie sur les affinités religieuses et d'importants réseaux de renseignements, dit-il. Les Américains, poursuit-il, occupent Bagdad. Mais ce sont les Iraniens qui la contrôlent. » Ainsi, d'après lui, « si les Occidentaux décident de sanctionner l'Iran dans le dossier nucléaire, alors Téhéran ira unir les Américains et les Britanniques en Irak ».

Lors de son voyage en Malaisie – qui tient actuellement la présidence tournante de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) –, Mahmoud Ahmadinejad a également joué, sans conteste, sur la fibre de la solidarité musulmane. Lui qui n'a jamais visité l'Europe n'a pas manqué, non

plus, de se déplacer récemment au Koweït et en Syrie.

L'année dernière, Téhéran et Damas avaient déjà annoncé « un front uni » face aux menaces américaines. Pour de nombreux analystes, la négation de l'holocauste par Ahmadinejad s'inscrit, ainsi, plus dans la volonté de rallier l'opinion arabe et musulmane à la cause du régime que dans un objectif

antisémite. Le récent soutien financier iranien offert aux nouvelles autorités palestiniennes se présente, lui, comme un moyen idéal de saboter la stratégie américano-israélienne d'isolement du Hamas.

Quant au projet américain d'allouer 75 millions de dollars à des mouvements d'opposition à la République islamique, Téhéran n'a pas manqué d'y répondre en suggérant à Washington de ne pas « gaspiller » son argent. « Ils feraient mieux d'utiliser l'argent pour faire une étude sur les raisons pour lesquelles l'Amérique a généré autant de haine à son égard au cours de ces dernières années », déclarait récemment Manouchehr Mottaki, le ministre iranien des Affaires étrangères.

DELPHINE MINOUI

La Turquie multiplie les initiatives diplomatiques en Palestine et en Irak

ISTANBUL

CORRESPONDANCE

Une semaine après la visite d'une délégation du Mouvement de la résistance islamique (Hamas) palestinien, Ankara planche sur l'Irak. Le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a en effet reçu son homologue irakien, le chiite Ibrahim Al-Jaafari, mardi 28 février, pour évoquer les violences interconfessionnelles qui secouent son pays : une initiative vivement critiquée par le président kurde de l'Irak, Jalal Talabani, qui estime qu'elle « n'a aucune valeur ».

Depuis quelques jours, la Turquie

consulte à tout-va. Le leader chiite Moqtada Al-Sadr devrait se rendre à Ankara et à Istanbul d'ici une semaine et l'envoyé spécial turc en Irak, Oguz Çelikkol, a rencontré le président de la région kurde, Masoud Barzani. « Il faut que les cercles politi-

ques et religieux agissent ensemble pour empêcher les terroristes d'arriver à leurs fins », a déclaré, mardi, M. Erdogan.

« C'était le moment opportun pour délivrer un message, note Altay Cengizer, conseiller du ministre des affaires étrangères, Abdullah Gül. Les Etats-Unis nous soutiennent dans nos démarches. Les contacts avec Moqtada Al-Sadr ou

avec le Hamas ne signifient pas que nous légitimons le radicalisme, mais qu'il faut les considérer comme des acteurs. »

Violences en Irak, élections en Palestine, crise des caricatures, nucléaire iranien... La diplomatie turque exploite le moindre espace libre pour faire entendre sa voix au Moyen-Orient. « Ils ont à l'esprit le passé ottoman de la Turquie. Et l'identité musulmane de ce gouvernement lui donne une légitimité pour ces négociations dans le monde musulman », explique

Cengiz Candar, éditorialiste au quotidien Bugün.

Fin janvier, le premier ministre turc avait déclaré que la Turquie était prête à jouer le rôle d'intermédiaire entre Israël et le Hamas, vainqueur des élections palestiniennes. Et, malgré l'irritation manifestée par l'Etat hébreu, l'idée a été poursuivie. « La Turquie veut aussi montrer à l'Union européenne qu'elle peut jouer un rôle important pour elle au Moyen-Orient », selon Cengiz Candar. La Turquie laïque, mais dirigée par un gouvernement conservateur musulman, veut jouer le rôle de pont entre Occident et monde musulman et, en même temps, affirmer son autonomie dans la région. ■

GUILLAUME PERRIER

Le filon de l'antiaméricanisme en Turquie

ISTANBUL

CORRESPONDANCE

En Turquie, les projections de *Kurtlar Vadisi-Irak* (*Irak, la vallée des loups*) s'enchaînent depuis un mois. Et elles se terminent presque toujours comme elles ont commencé : par une salve d'applaudissements. Le public en sort ragaillardi : « Pour une fois que ce sont les Américains qui perdent, ça fait du bien ! », lâche Osman, un étudiant de 24 ans.

La Vallée des loups fait office de défouloir et laisse libre cours au profond ressentiment qu'éprouve nombre de Turcs à l'égard de la politique américaine au Moyen-Orient. « Ce film exploite le complexe d'infériorité des Turcs », explique Mehmet Altan, l'éditorialiste du quoti-

dien libéral *Sabah*. L'antiaméricanisme fait recette. Surtout depuis le succès en 2005 de *Tempête de métal*, un roman de politique-fiction vendu à 500 000 exemplaires qui imagine une guerre mondiale entre la Turquie et les Etats-Unis, sur fond de conflit irakien.

« Le débat est ouvert, c'est un réflexe démocratique très sain, estime Burak Turna, le jeune auteur du best-seller. Les gens ont moins peur de dénoncer la politique américaine. La Vallée des loups est un film brutal et inélegant, mais il a le mérite de faire passer un message et on va voir de plus en plus d'œuvres de ce goût-là. »

Déjà, la plupart des librairies consacrent un coin aux livres sur ce thème qui alimente les théories du complot en tous

genres. Depuis l'invasion américaine de l'Irak, en 2003, les sentiments antiaméricains se répandent aussi bien chez les jeunes altermondialistes que parmi les groupes islamistes radicaux. « L'antiaméricanisme en Turquie atteint actuellement un pic, prédit pourtant Burak Turna. Cela n'ira pas plus loin. »

Une partie de la Turquie ne se reconnaît pourtant pas dans *La vallée des loups*. Il y a les pro et les anti, ceux qui plébiscitent et ceux qui boycottent. Une plainte contre le film a même été déposée à Diyarbakir par une association de protection des enfants, le jugeant « raciste et tourné avec une vision hitlérienne et nationaliste ». ■

GUILAUME PERRIER

Dimanche 5 - Lundi 6 mars 2006

Le Monde

Les négociateurs iraniens et européens ne parviennent pas à s'accorder sur le dossier nucléaire

PRÉSENTÉE comme une rencontre de la dernière chance, visant à éviter une escalade de la crise diplomatique autour des activités nucléaires de l'Iran - soupçonnées de comporter un volet militaire -, la réunion, vendredi 3 mars, à Vienne (Autriche), entre les représentants de la triade européenne (France, Royaume-Uni, Allemagne) et le négociateur en chef du programme nucléaire iranien, Ali Larjani, s'est soldée par un échec. L'Iran a refusé de renoncer à toute activité d'enrichissement d'uranium sur son territoire, insistant sur son « droit » de poursuivre des activités de « recherche et développement ».

Convoquée à la demande des Iraniens, cette ultime médiation, restée sans résultat, ouvre la voie à un durcissement de la position des

Occidentaux, alors que le Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) doit se réunir, lundi 6 mars, pour procéder à un transfert formel du dossier nucléaire iranien au Conseil de sécurité des Nations unies. Celui-ci pourrait être ensuite amené à prendre des mesures contre Téhéran.

Il était du devoir des Européens, de « négocier jusqu'au bout », a souligné le ministre français des affaires étrangères, Philippe Douste-Blazy, à l'issue des pourparlers. Mais les Iraniens « n'ont fait aucune ouverture », observe-t-il. Le ministre allemand des affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, le directeur politique du Foreign Office, John Sawers (qui remplaçait le ministre Jack Straw, alité) et le chef de la diplomatie européenne, Javier Solana,

présents à Vienne, ont fait le même constat.

Le négociateur iranien a prétendu, devant les Européens, qu'un accord avait été conclu la veille, à Moscou, lors de pourparlers russo-iraniens, sur un projet visant à confier les travaux d'enrichissement d'uranium à la Russie. L'existence d'un tel accord a été formellement démentie par le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov.

Répétant que toutes les parties devaient trouver le moyen de « sauver la face », Ali Larjani a demandé aux Européens d'autoriser l'Iran à poursuivre « pendant deux ans » des activités d'enrichissement d'uranium à petite échelle, « sous contrôle étroit de l'AIEA », tout en gelant des travaux de plus grande ampleur. Cette proposition a été aussitôt reje-

tée, les Européens y voyant, selon une source diplomatique, « un marché de dupes » qui n'écarterait pas, à terme, le scénario de fabrication d'une bombe nucléaire.

Au-delà de cet apparent dialogue de sourds, le négociateur iranien a usé d'un langage consensuel. « Nous avons même eu l'impression que, à certains moments, Ari Larjani essayait de prendre ses distances avec Mahmoud Ahmadinejad [le président iranien] », commente un diplomate.

Aucune nouvelle rencontre n'est prévue avant le 6 mars, date à laquelle le directeur général de l'AIEA, Mohamed ElBaradei, doit présenter un rapport sur le programme nucléaire iranien, qui s'est intensifié ces dernières semaines, provoquant l'irritation et la perplexité des responsables occidentaux et russes. ■

NATALIE NOUGAYRÈDE
ET LAURENT ZECCHINI

INTERNATIONAL
The Herald Tribune March 6, 2006

Iran's best friend

At the rate that President George W. Bush is going, Iran will be a global superpower before too long. For all of the axis-of-evil rhetoric that has come out of the White House, the reality is that the Bush administration has done more to empower Iran than its most ambitious ayatollah could have dared to imagine. Tehran will be able to look back at the Bush years as a golden era full of boosts from America, its unlikely ally.

During the period before the Iraq

invasion, the president gave lip service to the idea that Iran and Iraq were both threats to U.S. security. But his advisers, intent on carrying out their long-deferred dream of toppling Saddam Hussein, gave scant thought to what might happen if their plans did not lead to the unified, peaceful, pro-Western democracy of their imaginings. The answer, though, is now rather apparent: a squabbling, divided country in which the Shiite majority finds much more in common with its fellow Shiites in Iran than

with the Sunni Muslims with whom it needs to form an Iraqi government.

Washington has now become dangerously dependent on the good will and constructive behavior of Shiite fundamentalist parties that Iran aided during the Saddam years. In recent weeks, neither good will nor constructive behavior has been particularly evident, and if Iran chooses

to stir up further trouble to deflect diplomatic pressures on its nuclear program, it could easily do so. There is now a real risk that Iraq could become an Iranian-aligned fundamentalistocracy.

Fast-forward to last week's nucle-

ar deal with India, in which Bush agreed to share civilian nuclear technology with India despite its nuclear weapons programs and its refusal to sign the Nuclear Nonproliferation Treaty.

This would be a bad idea at any time, rewarding India for flouting the basic international understanding that has successfully discouraged

other countries from South Korea to Saudi Arabia from embarking on their own efforts to build nuclear weapons. But it also undermines attempts to rein in Iran, whose nuclear program is progressing and unnerving both its neighbors and the West.

The India deal is exactly the wrong message to send right now, just days before Washington and its European

allies will be asking the International Atomic Energy Agency to refer Iran's case to the United Nations Security Council for further action. Iran's hopes of preventing this depend on convincing the rest of the world that the West is guilty of a double standard on nuclear issues. Bush might as well have tied a pretty red bow around his India nuclear deal and mailed it as a gift to Tehran.

Nucléaire iranien : pourquoi il faut être pessimiste

L'analyse
de Luc de Barochez *

S'il veut empêcher l'Iran de se doter de la bombe atomique, le monde peut-il éviter un grave conflit ? Trois ans après l'intervention militaire américaine en Irak, la question se pose avec acuité. « *Guerre possible, paix improbable* » (1) : voilà comment d'éminents spécialistes voient aujourd'hui la situation autour de l'Iran, en détournant la formule (« *Guerre improbable, paix impossible* ») par laquelle Raymond Aron, voici un demi-siècle, décrivait la guerre froide.

Depuis que l'ampleur du programme atomique de l'Iran a été révélée, en août 2002, rien n'a pu convaincre Téhéran de le suspendre. Ses implications militaires sont, malgré les dénégations officielles, évidentes aux yeux des experts. Les trois pays européens – France, Royaume-Uni, Allemagne – qui ont pris la responsabilité de négocier avec Téhéran n'ont rien obtenu. La dernière rencontre en date, le 3 mars à Vienne, a été un échec. L'Iran a repris au dé-

nucléaire iranien est bien militaire, ne peut pas non plus certifier qu'il est exclusivement civil. Les inspections renforcées, qu'elle a menées depuis 2003 en Iran, ne lui ont pas permis d'exclure l'existence de centres nucléaires secrets ou de matériel caché.

Les experts estiment qu'au rythme actuel, une bombe atomique iranienne sera une réalité, dans trois à dix ans. Elle poserait trois types de dangers. D'abord, sa doctrine d'emploi serait-elle rationnelle ? Venant d'un pays dont le président affiche son objectif de « *rayer Israël de la carte* », on peut craindre le pire. Ensuite, elle aurait un lourd impact sur la course aux armements au Moyen-Orient, puisque l'Arabie saoudite, l'Égypte et sans doute la Turquie seraient puissamment incitées à se doter elles aussi de la bombe. Enfin, c'est tout le système mondial de prévention du risque atomique qui s'écroulerait, puisque sa clé de voûte, le traité de non-prolifération nucléaire (TNP), ne servirait plus à rien si un de ses pays signataires – et qui en respecte officiellement les dispositions – pouvait impunément acquérir l'arme suprême.

Ni les États-Unis, ni la France, ni la Grande-Bretagne, ne sont disposés à laisser l'Iran se doter de cet atout stratégique. Mais comment faire pour l'en empêcher ? Téhéran est en position de force. Toute crise impliquant ce pays prend ipso facto un caractère pétrolier. Les Iraniens le savent et en jouent. La République islamique dispose des troisièmes plus importantes réserves mondiales de pétrole. Elle exporte 2,7 millions de barils par jour dont la plus grande part vers l'Asie (le Japon dépend pour 15 % de ses importations pétrolières de l'Iran, la Chine pour 13 %), mais aussi vers l'Europe (0,8 mbj). Si bien qu'on voit mal quelles sanctions internationales pourraient efficace-

ment frapper l'Iran sans faire flamber le prix du brut.

Les crises régionales renforcent la main de l'Iran. Ses principaux ennemis, les talibans à l'est et Saddam Hussein à l'ouest, ont été éliminés (par les États-Unis !) ces cinq dernières années. Téhéran contrôle la situation en Palestine via les mouvements islamistes, au Liban grâce au Hezbollah, en Afghanistan et surtout en Irak, qui détient aussi d'énormes réserves de pétrole où les partis chiites pro-iraniens dominent désormais la vie politique. Sur tous ces fronts, une guerre de basse intensité est déjà en cours entre Téhéran et Washington. L'affrontement nucléaire n'en est que le témoignage le plus visible.

Les efforts diplomatiques, déployés par les Européens pour contraindre l'Iran à renoncer à ses ambitions, furent d'autant plus louables qu'ils risquaient fort d'être condamnés à l'impasse, puisque l'un des principaux acteurs, les États-Unis, en était absent. Les dirigeants américains, qui ne reconnaissent pas la légitimité du régime des mollahs, refusent de donner les garanties de sécurité qu'ils sont seuls à pouvoir donner à l'Iran pour le convaincre de renoncer à la bombe.

Quand la diplomatie traditionnelle est impuissante, il reste les sanctions. A plusieurs étapes au cours des pourparlers chaotiques menés depuis 2003, les États-Unis et les Européens en ont brandi la menace. Mais les deux questions soulevées par d'éventuelles sanctions n'ont toujours pas trouvé de réponse : leurs conséquences, notamment pétrolières, ne seraient-elles pas trop négatives pour la communauté internationale ? et un consensus international suffisamment fort, incluant notamment la Chine et la Russie, peut-il être construit pour imposer ces mesures

à l'Iran ? La tournée du secrétaire d'État américain, Condoleezza Rice, dans le Golfe en février a montré que même les monarchies arabes, qui seraient parmi les premières menacées, ne comprennent pas pourquoi il y a un problème avec une bombe iranienne et pas avec la bombe israélienne. En outre, faire pression sur l'Iran peut, à l'inverse de l'effet recherché, renforcer le régime des mollahs en fusionnant les courants nationalistes et fondamentalistes de l'opinion iranienne.

Une intervention militaire, sur le terrain ou par la voie aérienne, est entourée d'énormes risques, à supposer même qu'Israël, menacé de riposte immédiate, ou les États-Unis, embourbés en Irak, en aient les moyens. Au bout du compte, la communauté internationale n'a le choix qu'entre de mauvaises solutions. Et les deux années qui viennent sont cruciales. Attendre l'élection présidentielle américaine et une éventuelle révision (d'ailleurs bien hypothétique) de la politique des États-Unis à cette occasion ferait perdre un temps précieux.

(1) L'expression a été employée au cours d'un récent colloque du Club de Monaco, une discrète instance de réflexion sur les problèmes du Moyen-Orient et de la Méditerranée réunissant, sous la houlette de l'ancien ambassadeur de France Claude de Kémoularia, d'importantes personnalités internationales.

* Rédacteur en chef du service étranger du Figaro.

« Téhéran est en position de force. Toute crise impliquant ce pays prend ipso facto un caractère pétrolier. Les Iraniens le savent et en jouent »

but de l'année l'enrichissement de l'uranium, qu'il avait cessé en 2003. De vastes zones d'ombre persistent autour de ses intentions. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), si elle n'a pas établi avec certitude que le programme

LE FIGARO

7 mars 2006

PROCHE-ORIENT

Les ambitions d'Ankara

La Turquie a reçu des représentants des islamistes du Hamas. Et pourrait proposer ses bons offices dans le conflit israélo-palestinien

De notre correspondante

Khaled Mechaal, le chef du bureau politique du Hamas, en exil en Syrie, n'est passé à Ankara qu'en coup de vent, le 16 février. Mais les effets de sa visite n'ont pas fini de se faire sentir. Car la Turquie se voit ainsi subitement conférer un rôle dans le processus de paix au Proche-Orient... ou ce qu'il en reste.

Par manque de temps ou par crainte de paraître indulgent à l'égard de ce diable sorti des

urnes, la mise en scène de cette embarrassante visite fut terne, au bas mot. La délégation du Hamas a été reçue au siège du parti au pouvoir, l'AKP (Parti de la justice et du développement), évitant soigneusement tout décorum. Le Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, a renoncé au dernier moment à rencontrer Mechaal et ses amis ; c'est son bras droit, le ministre des Affaires étrangères Abdullah Gül, qui les a écoutés, en tant que n° 2 du parti. Et, quand il fallut paraître devant la presse, les sigles habituellement très visibles de la formation politique ont été maladroitement masqués. Ces précautions n'auront pas été suffisantes pour calmer le trouble initial d'Israël, allié régional de la



Le chef du bureau politique du Hamas, Khaled Mechaal, le 16 février, à Ankara.

Turquie, qui a cependant, dans un second temps, réaffirmé sa confiance en Ankara. La réaction américaine a été plus pragmatique : « L'important, a commenté le département d'Etat, ce sont les messages qui ont pu être donnés. » Une attitude qui ne surprend pas Beril Dedeoglu, professeur en relations internationales à l'université de Galatasaray, pour qui une telle visite a nécessairement reçu l'assenti-

ment préalable de Washington. Erdogan lui-même s'est félicité d'avoir pu donner « les bons messages au bon moment. Dans ce cas de figure, a-t-il ajouté, seule la Turquie pouvait le faire ».

Reste que le Hamas n'a pas renoncé au terrorisme. La Turquie veut espérer, pourtant, que l'initiative à risques de l'AKP pourra être valorisée lorsque les passions électorales seront retombées en Israël et en Palestine. ●

Nükte V. Ortaç

Le film turc qui hurle avec les loups

Numéro 1 au box-office en Turquie, avec 3,5 millions d'entrées, *Kurtlar Vadisi Irak* (*Irak : la Vallée des loups*) fait désormais un tabac en Allemagne. Depuis sa sortie, voilà trois semaines, le film a attiré plus de 200 000 spectateurs. Les ressortissants de la communauté turque, en particulier, adorent. D'où un certain malaise. Car cette superproduction à 8 millions d'euros – un record absolu, dans l'histoire du 7^e art turc – est une œuvre raciste, anti-américaine, antisémite et antikurde. Plusieurs leaders politiques de droite, dont le ministre-président (conservateur) de Bavière, Edmund Stoiber, ainsi que des députés Verts ont réclamé l'interdiction de ce « concentré de haine anti-occidentale ».

Long-métrage violent et



Une affiche du film *La Vallée des loups*, dans une rue d'Istanbul, le 2 février.

hypernationaliste, *La Vallée des loups* s'inspire d'un fait réel : en juin 2003, l'armée américaine a arrêté dans le nord de l'Irak 11 membres des forces spéciales turques, en pleine mission « clandestine ». Afin de venger à l'écran cette

humiliation nationale, les scénaristes ont trouvé une solution simple : récrire l'Histoire. Deux heures durant, dans une écriture cinématographique plus proche de celle de *Rambo* que de celle de Resnais, le public voit d'héroïques officiers d'Ankara infliger aux Américains une déroute sans appel.

Les Yankees, mal élevés et avides de sang, comme il se doit, ont pour chef un certain Sam – comme l'Oncle du même nom – tuent pour le plaisir et provoquent un carnage en pleine fête de mariage. Comme si cela ne suffisait pas, un autre personnage incarne un médecin juif, actif dans le trafic d'organes vers Londres et Tel-Aviv, qui préfère s'approvisionner auprès de blessés plutôt que sur des cadavres... A

l'intention de ceux qui n'auraient toujours pas compris, l'un des seconds rôles, veule et peureux, arbore kipka et papillotes. Les membres de l'administration kurde, enfin, dans le nord du pays, apparaissent comme un ramassis d'incapables.

Interdit aux moins de 16 ans outre-Rhin (et aux moins de 7 ans en Turquie), *La Vallée des loups* suscite l'écœurement. Pour l'Allemand Cem Özdemir, député européen (Vert) d'origine turque, « ce genre d'œuvre a pour objectif non seulement de divertir, mais également de véhiculer des idées racistes ». Cependant, ajoute-t-il, censurer ce film serait inutile, voire contre-productif : « Cela ne ferait que renforcer l'attrait pour ce film nauséabond. » ●

Axel Gylden

Special report Sunnis and Shias



Does it have to be war?

CAIRO

Iraq is the obvious example, but not the only one, of new and alarming hostility between the two faiths

EVEN before the invasion three years ago, there were warnings that the shock of violent change could fragment Iraq into ethnic and sectarian parts. Iraqis themselves have tended to dismiss such fears. But the spectre of a civil war, pitting the historically dominant Sunni minority against the newly enfranchised Shia majority, is now looming, most alarmingly.

In the early morning of February 22nd, saboteurs overcame guards at the Askariya shrine at Samarra, north of Baghdad, an important site of Shia pilgrimage. The explosives they planted did more than destroy the gilded dome that hoods the tombs of the 10th and 11th imams in what most Shias believe to be a divine chain of leadership among descendants of the Prophet. The bombs ignited an unprecedented spate of sectarian bloodletting. At least 500 Iraqis have lost their lives in the past week alone, cut down by suicide bombs or summarily shot, for no reason other than that they belonged to a different sect from vengeance-bound vigilantes.

The current upsurge in violence may

yet be contained. Some Iraqis even speak of the events as a wake-up call that could prompt a general retreat from the precipice. But there is a seeming inexorability to the circle of attrition that began in August 2003 with the bombing of another Shia shrine, the mosque of Imam Ali at Najaf, which killed a prominent cleric and some 85 of his followers.

Calls for calm from Shia leaders, effective at first, lost their appeal over time. Shadowy Shia groups began to hunt down individual Sunnis. One recent scandal revealed the existence of an underground prison in central Baghdad, where Iraq's interior ministry, now led by members of a Shia political party, routinely tortured scores of suspected Sunni insurgents. Militant Sunni factions, bent in their turn on revenge, have caused even greater grief. Accusing Shias of collaborating with Iraq's western occupiers, they have targeted them singly and in groups, at mosques, funerals, bus stations and anywhere frequented by the nascent police force largely manned by Shia recruits.

The violence has clearly driven a wedge into Iraqi sensibilities. In each election since the toppling of the Baath party, voters have opted in ever-greater proportion for parties with explicitly sectarian platforms. These parties have taken over government ministries, and turned them into fiefs manned by their supporters. In regions such as the environs of Baghdad, where the two sects overlap most closely, sectarian slayings have prompted fearful households to move to zones where their own sect predominates—a sparse but grim evidence of ethnic cleansing.

Things might not have turned out this way, were it not for the sequential misfortunes of recent history. Discrimination against Shias was pervasive but generally mild before the cruel and turbulent rule of Saddam Hussein. His regime, dominated by Sunni clans from his home town of Tikrit, not only persecuted religious Shias, but systematically crushed alternative bases of Sunni power. Its collapse left Sunnis, many of whom were bitter opponents of the regime, with no credible leaders to resort to except for religious ones.

A recent, authoritative report by the International Crisis Group explains how three subsequent years of occupation aggravated such divisions. It notes, for example, how American administrators alternately overestimated the influence of the secular Iraqi politicians they favoured, and unwittingly empowered religious factions by applying sectarian formulas to govern- ▶▶

Iraq

The killing fields

BAGHDAD

As Sunnis and Shias fight each other on the ground in Iraq

CIVIL war hasn't begun in Iraq yet, at least not in the open way many feared imminent last week after the bombing of the Shia mosque at Samarra. But the tide of sectarian killing, ending several hundred lives, that followed the bomb blast has made the prospect worryingly real.

To thousands of bereaved Iraqis, the war was already upon them, even before the shrine was bombed. After it, Shias were killed at random by Sunnis manning road-blocks. Others were killed in their tightly packed slums by rockets and mortars. Sunnis were executed by Shia militias, who also seized or attacked at least a score of Sunni mosques and murdered more than half a dozen Sunni clerics. Many of the bodies at Baghdad's main morgue had been shot in the head, in the back, or garrotted.

American and Iraqi troops prevented worse violence, as did a 20-hour curfew that lasted for four days. Within hours of the bomb, Iraqi soldiers, under their own instruction, guarded mosques and manned checkpoints. American forces were at first often confined to their bases. But hours later they were thickly deployed in Baghdad, with combat soldiers working 12-hour shifts.

In western Baghdad, only two mosques, both Sunni, were damaged, though eight formerly Sunni mosques were seen flying black Shia flags. In southern Baghdad, which has few Iraqi troops and is a hive of mainly Sunni insurgency, scores of Shias were killed. Eastern Baghdad, including the vast slum of Sadr City, named after the clerical father of a radical Shia leader, Muqtada al-Sadr, witnessed mass protests, serious damage to, or the takeover of, dozens of Sunni mosques, and reports of kidnappings and executions by Mr Sadr's militia, the Mahdi army.

In Baghdad's poor, western Shula district, hung with Shia holy flags, the charred wreckage of two cars parked outside a primary school signalled the seventh mortar attack on the district in a week. "You cannot protect us and our government cannot protect us," a retired army colonel who lives locally told American soldiers at the scene. "People feel very frustrated and some cannot control their frustrations."

As so often happens when Iraq experiences a particularly horrific few days, politicians and religious leaders piously called for national unity. Among

the loudest voices was that of Mr Sadr, a man adept at turning religion and nationalism, violence and patronage, to his advantage. Mr Sadr was out of the country when the shrine was destroyed. He swiftly returned, to rally the ragged Shia masses in Basra and Baghdad, and to find his black-shirted fighters seizing mosques and committing murders. After holding talks with Sunni clerics, Mr Sadr played peacemaker, offering his fighters as guardians of the Sunni mosques that they had stolen. To cement their tentative alliance, Mr Sadr and the Sunnis agreed that America had been behind the shrine's bombing, with, of course, Israel's support.

Sectarian violence, pitting Sunnis against Shias, and Sunni Arabs against Kurds, has been the insurgency's main subtext. The violence wells from multiple grievances, beginning with Shia and Kurdish resentment of the Sunnis who profited from Saddam Hussein's patronage. Many Sunnis, to whom Mr Hussein gave stolen Shia and Kurdish property, have now themselves been violently dispossessed.

After America removed Mr Hussein, and dismantled the vestiges of his state, including his army, Shia militias (some of which had fought on the enemy side in the Iraq-Iran war) rushed in to fill the void. Unsurprisingly, the first half-decent Iraqi force that America managed to raise to fight the insurgents, the paramilitary units under the control of the interior ministry, have turned out to be strongly influenced by Shia militias.

The interior ministry troops have been accused of many of the atrocities committed in the relentless tit-for-tat killing against Sunni insurgents. A notable example of Sunni violence was the murder in April 2005 of at least 58 Shia villagers near Salman Pak, south of Baghdad, their corpses thrown into the Tigris river. By May, the Shias were clearly taking reprisal. Several prominent Sunni clerics were murdered, and by January this year, according to one estimate, 60 Sunni imams had been killed since the fighting began.

Sunnis are terrorised by these incidents, just as Shias are terrorised by insurgent attacks. In this atmosphere, false reports of sectarian threats and attacks are abundant in Baghdad and elsewhere. It doesn't make much difference. Fact and rumour combine to create a fearsome atmosphere.



Tit-for-tat wrecks a Sunni mosque

ment appointments.

Iraq's experience may be unique, yet it is far from being the only example of tension between Sunnis, who make up 85% of the world's 1.5 billion Muslims, and the multiple sects of the Shia minority. In places as far apart as Pakistan and Lebanon, a centrifugal momentum appears to be exacerbating sectarian feelings. The emergence of revolutionary Iran as an ambitious Shia regional power, and potentially as a nuclear-armed state, has combined with the coming to power of Shias in Iraq to encourage greater assertiveness by Shias in the many countries where they have been historically disenfranchised.

This, in turn, has aroused the awareness of Sunnis to what many see as strangers in their midst. Shia empowerment has been matched by the evolution of radical Sunni chauvinism. Saudi Arabia's Wahhabists, for example, have always taken a dim view of Shias, but this has been amplified by the country's oil wealth (which happens to be in the region where Shias live), and twisted by some into the violence of terrorist groups, such as al-Qaeda.

Living together, amicably

In fact, throughout most of Islam's 14 centuries, the Shia-Sunni divide has been peaceful. Geography, for one thing, largely separates the sects. Both the far west and east of the Muslim world are solidly Sunni. Moroccans or Indonesians hardly know what a Shia is. Egyptians or Bangladeshis have little knowledge of what Shias believe. Shias have tended to cluster in small, often isolated communities in the centre of the Muslim world—in the Levant, the Indian subcontinent, Yemen and the Gulf—▶

Special report Sunnis and Shias

► and on the Arabic-, Turkish- and Urdu-speaking fringes of historic Persia.

In terms of basic rituals, such as prayer and fasting, the two are not radically different. Before the modern era, the practice of Sunni Islam in many places was imbued with folk beliefs, such as veneration of Sufi saints, that softened the contrast with Shia customs. In mixed cities such as Baghdad and Beirut, the sects often intermarried. Some Iraqi tribes include clans from both. And while at times Shias have thrived under Sunni rule, in Mughal India for example, Sunnis fared well during the reign of the Fatimids, an illustrious and tolerant Ismaili Shia dynasty that ruled Egypt, the Levant and the heart of what is now Saudi Arabia from the 10th to the 12th centuries.

More recently, concerned Muslims have made sincere attempts to reconcile the branches. In 1959, for example, the Grand Sheikh of Cairo's al-Azhar University, the foremost seat of Sunni scholarship (founded, incidentally, under Fatimid rule), issued a fatwa that officially recognised mainstream Shiism as a legitimate school of thought.

In India today, the Shia scholar, Maulana Kalbe Sadiq, has won a large following among both Sunnis and Shias with his passionate calls for Islamic ecumenism. Mr Sadiq often declares that the two branches share 97% of their beliefs, cautioning that extremists from both sides are as big a danger to Islam as its infidel enemies. Both Sunni and Shia leaders in Iraq frequently call for national unity. Less comfortingly, evidence has emerged of radical elements in the Iranian regime giving furtive aid to extremist Sunni groups, allowing the passage of some al-Qaeda members from Afghanistan to Iraq.

Yet the danger of conflict has always existed, ever since the murder, 29 years after Muhammad's death in 632AD, of the Caliph

Ali, who was the Prophet's son-in law and the father of his grandchildren, Hassan and Hussein. The word shia derives from the Arabic *shī'at* Ali or the partisans of Ali, and referred at first to the political faction that believed leadership of the Muslim community should remain in the hands of the Prophet's family. When the caliphate passed instead to a rival branch of Muhammad's tribe, other disgruntled groups, including many non-Arabs recently converted to Islam, joined the Shia cause, which drew further emotive strength following the martyrdom of Hussein at the hands of a Sunni army.

How it all began

Over time this political division deepened into doctrinal splits, with each branch elaborating its own interpretations of *sharia*, or religious law. Sunni Muslims preserved their unity by coming to accept four rival, but equally valid legal schools of varying rigour. Shia Islam followed a different course. It continued to split into subjects over questions of whom to recognise as the imam, a leader whose blood links to the Prophet were held to render him an infallible interpreter of God's will.

Whereas the Zaydis in Yemen recognised only five succeeding imams, Ismailis recognised seven, and Jaafaris 12, before the line of the imamate passed into occlusion, meaning that the imam is hidden but will one day return. The Jaafari, or Twelver branch now predominates among Shias, while most Ismaili communities are small and scattered, although esoteric offshoots of Ismailism, such as the Druze and Syria's Alawites, remain concentrated in the mountain redoubts of the Levant, their historic refuges from persecution.

While often remote from each other in beliefs, all these Shia sects retain relatively defined clerical hierarchies. The Jaafaris,

who make up around nine in ten Shias, sustain a loosely church-like clergy through the application of a tax. The faithful are expected to pay one-fifth of their personal profits every year to whichever of several rival ayatollahs they choose as a *marja*, or source of authority. This tax base has given the Jaafari clergy both power and independence, while the pressure of constituents' choice has pushed them towards relatively innovative interpretations of scripture. In imposing laws over such things as inheritance and marriage, their rulings appear sometimes to be guided by practical considerations as much as by sanctified texts.

Sunni clerics in Iraq have tended to view the pursuit of *jihād* against the occupation as a binding religious obligation, but clash with each other over how best to pursue it. Most Shias, by contrast, have bowed to the quiet words of Grand Ayatollah Ali al-Sistani, the country's foremost *marja*. His counsel has been that although infidel invaders are a threat, their presence is likely to be temporary, so there is no need to oppose them physically so long as their presence brings some benefit.

Clerical agendas

There is a powerful subtext to such arguments. The main benefit that the ayatollah has in mind is an end to centuries of Sunni domination, culminating in Mr Hussein's brutal suppression of the 1991 Shia uprising. And the underlying fear that provokes violent Sunni resistance is no longer of becoming an American colony, but of being swamped and politically marginalised by the 60% Shia majority, which is supported by non-Arab Iran.

Among a growing number of extremist Sunnis, there is a further fear, which is that Shias are a sort of fifth column, whose historical mission it is to undermine the faith. Ultra-puritan Sunnis, known as *takfiris*, denounce the Shias as apostates from Islam, and claim that it is therefore legal to kill them (incidentally, it is *takfiri* mosques that the Shias now claim they are targeting in revenge). Radical Iraqi insurgents, aligned with al-Qaeda, have inflicted the most horrific casualties not on American troops, but on unarmed Shia civilians.

Belief in Shia perfidy has prompted discrimination against Shia communities in other places. Vicious sectarian attacks in Pakistan targeting the country's 20% Shia minority (costing 4,000 lives over the past two decades) are often explained by their perpetrators as being a weapon against Indian infiltration via imagined agents. Sometimes, the attacks are ascribed to Indian saboteurs in the first place.

Saudi Arabians are inclined to excuse discriminatory practices against the kingdom's 15% Shia minority, such as denying them promotion in government service, on the grounds that Iran, or perhaps Amer-►



Shias in Kashmir lament what happened in Baghdad

The Economist March 4th 2006

Special report Sunnis and Shias

ica, wants to enlist them as part of a plot to grab the huge oilfields that lie along the largely Shia-populated Gulf coast. (But this does not explain the even starker persecution of the small Ismaili Shia community that lives in the oil-free south of the kingdom.) A worry that the 60% Shia majority in the small island state of Bahrain will rally to the command of foreign ayatollahs is one reason that keeps the country's Sunni ruling family from granting its citizens greater rights. Similar paranoia may be what prompted the Egyptian authorities in 2004 to arrest leading members of the country's minuscule Shia community, and hold them under the country's emergency laws.

In the case of Lebanon, such fears are less self-serving and more concrete. The poorest of the country's many sects, the Shia emerged during the 1975-90 civil war as a highly organised force, largely due to the tenacity and discipline of Hizbullah, the militia-cum-party that took the lead in hounding Israel out of its long, messy occupation of the Shia-dominated south. But Hizbullah's main supplier of arms and cash is Iran, whose supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, the party officially recognises as its spiritual *marja*. In opposition to the anti-Syrian trend that has swept Lebanese politics over the past year, Hizbullah remains loyal to Syria, because Syria is allied to Iran. Many Lebanese, including quite a few Shias, now accuse the group of holding the country hostage to Iranian policy, particularly during the current stand-off between Iran and Israel.

Examples of recent sectarian hostility proliferate. In India last year, Shia Muslims broke away from a long-established board that governs Muslim family law to establish their own board. Shortly afterwards, three people were killed in a communal riot in the mixed, hitherto quiescent city of Lucknow. In sleepy Kuwait, where Shias have formally protested that their 30% share of the population is not matched by a similar share of top posts, Sunni militants sprayed a Shia mosque with gunfire.

It's politics, stupid

Yet taken together, what all these examples really show is that the essential splits between Sunnis and Shias, beginning with their original schism, have had far more to do with politics than with doctrine. If Shias have been cast as traitors, it has been because their survival depended on internal unity, and occasionally on aligning themselves with stronger powers.

As for the fear, expressed by Jordan's King Abdullah at the end of 2004, of the formation of a "Shia arc" stretching from Lebanon through Iraq to Iran and the Gulf, it might be noted that the Shia themselves do not necessarily share common political interests. Iran, for instance, has often favoured "Christian" Armenia in its nasty

and continuing border disputes with "Shia" Azerbaijan. Many Iraqi Shias are perplexed and dismayed by the enthusiasm of their Lebanese brothers in Hizbullah for perpetual "resistance" against the Great Satan which, after all, rescued them from Baathist rule.

The Shia clergy themselves are hardly united, and seldom have been. Through-



His future in jeopardy

out much of the 19th century gangs backing rival ayatollahs clashed in the holy city of Najaf. Bitter debate has persisted in modern times over the crucial issue of relations with the state. Ayatollah Khomeini, the father of the Iranian revolution, aroused fierce opposition from other *marjas* with his declaration of *Velayet al Faqih*, or the rule of the jurist, which was, in effect, a ruling that only learned religious scholars were qualified for worldly power. Even within Iran, many clerics believe closeness to power has tainted rather than embellished their reputation. And in Iraq, part of Mr Sistani's reluctance to commit his followers to *jihad* rests with his unwillingness, as a matter of principle, to take on the mantle of military command.

The likelihood of a grand Shia alliance, then, is slim. And since Sunni-Shia differences are largely political, they are surely also possible to resolve. Yet there is a rising sense in both communities, and not only in Iraq, of some kind of impending historical showdown.

One obvious factor is the upsetting of old balances by the intrusion of western power, not only in Iraq, but in Afghanistan and more widely, through the global campaign against Islamist terrorism. But this

intrusion was in turn largely provoked by something else, the radicalisation of large numbers of Sunni Muslims, fired by ideas of a return to "pure" Islam and of uniting Muslims into a single nation modelled on the early caliphate.

The most famous proponent of such ideas, Osama bin Laden, has always carefully refrained from any reference to the Shias. Yet he and many fellow-travellers adhere to a school of thought, influenced by Saudi Wahhabism among other currents, which holds the rival sect to be an elemental threat to Islam as a whole.

Before their overthrow, Mr bin Laden's protectors in Afghanistan, the Taliban, mounted merciless pogroms against that country's Shia minority, the Hazara, on purely doctrinal grounds. It is the parties in Pakistan most closely aligned to al-Qaeda that have bombed Shia mosques and torched Shia villages, simply because they hold the Shia to be infidels. Mr bin Laden's lieutenant in Iraq, Abu Musab al-Zarqawi, refers to Shias as *al-Rafida*, a Wahhabist slur meaning rejectionists or turncoats. They are the near enemy, as opposed to the American far enemy, he says, "and far more destructive".

The vast majority of Sunni Muslims find such notions as repulsive as anyone, yet even milder forms of Sunni chauvinism have had nasty effects. Pakistani analysts, for instance, tend to trace the origin of communal strife to the 1980s, when General Zia ul-Haq, then in power, tried to bolster his legitimacy by imposing Islamic law. The trouble was that his laws were those of the Sunni majority, and met with protest from Shias. Their resistance, in turn, provoked radical Sunnis to form vigilante groups, which in some cases recruited among peasants working on large, Shia-owned estates. The result was tit-for-tat killings, culminating in a series of bloody bomb blasts at Shia mosques.

The lesson to learn from all this

If there is a lesson in Pakistan's experience, it is one that Mr Sistani, as well as many Sunni leaders, would recognise. It is that it is a bad idea, especially in a confessionally diverse society, to bring religion and state too close together. That appears to be a lesson that other Muslim societies, where political expression often takes a sectarian course, will have to learn the hard way.

Luckily, the extreme example of Iraq remains an exception. Even there, what underlies the impulse to adhere to sectarianism is the fact that alternative possibilities of political allegiance have lost credibility. That is a temporary phenomenon, a result of the failure of secular parties and leaders such as Mr Hussein. In time, Muslims of both sects, who now cling to political manifestations of Islam, may find that the common ground of secular politics is a better place to contest their rights. ■

Le numéro 2 de l'armée turque mis en cause

Il est soupçonné dans un attentat antikurde.

Le commandant de l'armée de terre turque a été mis en cause par un procureur dans le cadre d'un attentat commis en novembre dans une zone kurde. Une accusation qui a irrité l'armée, alors que les rebelles kurdes intensifient leurs opérations depuis

l'été. Selon l'acte d'accusation du procureur de Van (Est), le général Yasar Büyükanit et plusieurs de ses subordonnés sont notamment soupçonnés d'avoir créé à la fin des années 90 une «organisation clandestine criminelle» pour lutter contre le PKK, guérilla

indépendantiste kurde. L'armée contre-attaque en accusant ce magistrat d'outrepasser ses pouvoirs. Le général Büyükanit, un dur du camp laïque, devrait, en principe, être nommé à la tête d'une armée qui se considère comme la gardienne des principes fonda-

teurs de la République. Selon les médias, cet acte d'accusation est un «prétexte pour les discréditer», alors qu'un parti issu de la mouvance islamiste (AKP) est au pouvoir en Turquie depuis 2002. Le général a affirmé qu'il irait si nécessaire devant un tribunal. ◆ AFP

Caricatures: la Turquie, musulmane d'abord

Les réactions à Ankara écornent sérieusement, à Bruxelles, l'image de la laïcité républicaine.

Ankara envoyé spécial

En tout et pour tout, il y a eu, en une, la reproduction d'une miniature moghole du XIV^e siècle afin de rappeler que la tradition permettait de montrer le visage du Prophète: même *Cumhuriyet* («la république»), l'austère quotidien des héritiers proclamés de Mustafa Kemal – le créateur de la République laïque turque sur les décombres de l'Empire ottoman – préféra jouer profil bas. Le monde musulman s'embrasait avec la publication des caricatures de Mahomet. Dans plusieurs pays arabes, notamment en Jordanie et au Maroc, des journalistes assumèrent le choix courageux de montrer ces dessins afin de permettre à leurs lecteurs de juger. Mais, dans la Turquie démocratique qui a commencé en octobre dernier ses négociations d'adhésion avec l'Union européenne, personne n'osa. «C'est à la fois terrible et révélateur de l'évolution des esprits dans le pays», se désole Yavuz Önen, président de la Fondation pour les droits de l'homme de Turquie.

Manifs et boycott. La tempête se calme; y compris en Turquie, mais l'affaire laissera des traces dans les relations entre

le gouvernement islamiste modéré au pouvoir à Ankara et les Vingt-Cinq. Certes, s'il y eut de massives manifestations de rue, elles furent pour l'essentiel pacifiques. Le seul incident violent fut l'assassinat d'un prêtre italien catholique à Trébizonde par un jeune exalté (voir *Libération* du 28 février). Le malaise n'en reste pas moins palpable, d'autant que le gouvernement a laissé certains de ses députés lancer des campagnes de boycott. «Les rétorsions commerciales sont une manière de réagir sans commettre de violence et, afin de donner l'exemple, j'ai fait retirer tous les produits danois et norvégiens dans nos rayons», explique Vahit Kiler, député de Bitlis (Sud-Est), par ailleurs propriétaire de la chaîne homonyme de supermarchés.

Lettres. «L'image de la Turquie est sérieusement écornée à Bruxelles car le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan a réagi d'abord en tant que représentant d'un pays musulman. Certes, il parlait au nom d'un islam modéré, mais sans comprendre que l'enjeu n'était pas le dialogue entre les civilisations, mais celui de la liberté d'expression dans un Etat de droit», analyse Cengiz Aktar, directeur du

centre d'études sur l'Union européenne à l'université Balıcesehir d'Istanbul et éditorialiste du quotidien *Vatan*. Le Premier ministre, ancien maire islamiste du grand Istanbul, a ainsi écrit une lettre à ses «chers collègues» d'une centaine de pays, déplorant notamment «l'inclination à utiliser cette situation pour mettre à l'épreuve la patience du monde islamique et sa conception de la liberté», et critiquant «une telle arrogance culturelle». Il rappelait aussi qu'aucune «liberté sur la terre ne peut être utilisée pour dégrader ou insulter des croyances, des valeurs ou des symboles sacrés».

Dans la même ligne, l'Organisation de la conférence islamique, actuellement présidée par le Turc Ekmeleddin İhsanoglu, s'active pour convaincre les Nations unies de voter une résolution condamnant toutes les offenses aux religions et aux prophètes.

«La crise des caricatures a révélé à quel point le nationalisme turc est en train de se refonder autour du socle de l'islam sunnite», insiste Cengiz Aktar, qui dénonce «la sainte alliance entre nationalistes et religieux». Déjà, dans les années 80, pour faire barrage au communisme, l'armée et certains secteurs de l'appareil

Selon le Premier ministre turc, aucune «liberté sur la terre ne peut être utilisée pour dégrader ou insulter des croyances, des symboles sacrés».

d'Etat avait mis en avant une idéologie «turco-islamique». Et cela explique en partie pour-

quoi les journaux kémalistes ont été aussi véhéments. «Ils sont nationalistes avant d'être laïcs et leur premier réflexe a été

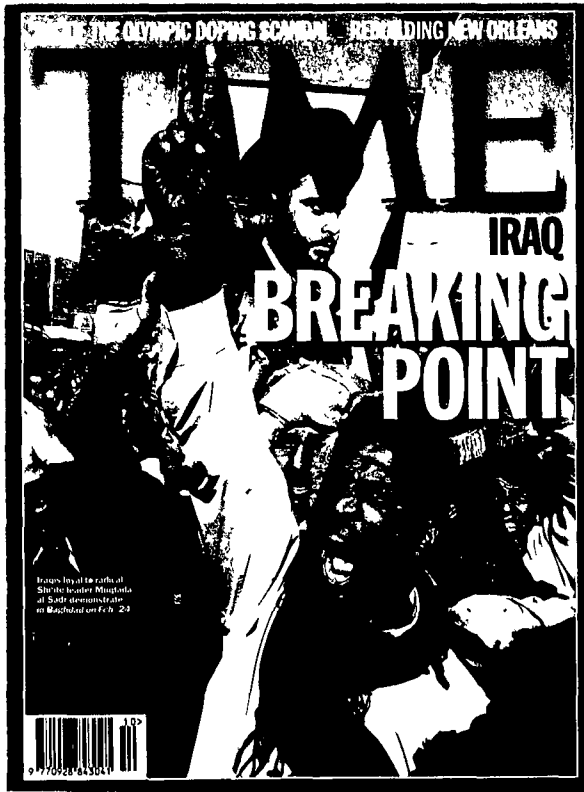
de réagir non pas sur le contenu des dessins, mais en fonction de leur provenance, les voyant comme une offense de l'Occident»,

renchérit Baskin Oran, professeur de sciences politiques à l'université d'Ankara. Même les journaux satiriques sont restés discrets. «Pour la première fois, je ne me sens pas solidaire de collègues caricaturistes car ces dessins qui ont blessé le monde islamique sont mauvais et pleins de préjugés», expliquait le dessinateur Metin Üstündağ,

de l'hebdomadaire *Penguen*, plusieurs fois poursuivi par le Premier ministre. Et il y a aussi la peur. Nul n'a oublié les violences de Sivas, en juillet 1997, où une trentaine d'intellectuels furent brûlés dans un hôtel attaqué par une foule d'islamistes en furie après la publication d'extraits des *Versets sataniques* de Salman Rushdie par le défunt écrivain satiriste Aziz Nesim, bouffeur d'imams devant l'Eternel. ◆

MARC SEMO

MARCH 6, 2006



AN EYE FOR AN EYE

CIVIL WARS, AS A GENERAL RULE, DON'T ANNOUNCE themselves when they arrive. But how else to label what Iraqis witnessed in their streets last week? What other term could describe the sight of armed and angry Shi'ite mobs rampaging through Baghdad and other cities, dragging Sunnis into the streets and executing them, looting their homes and burning down their mosques? The proximate cause of the violence was the bombing of al-Askari, the sacred Shi'ite shrine in Samarra, but that attack could only partially account for the hatreds unleashed. A government-imposed curfew briefly interrupted the slaughter; after dark the fighting resumed. Ordinary citizens guided assassins to the homes of their neighbors. Iraqis like Isam al-Rawi, a Baghdad University geology professor and Sunni politician, kept their guns close and loaded. "I have to be ready for anything," he says. For him, the decapitation of the mosque in Samarra was an omen of doom. "I said to myself, 'This is it. The Shi'ites are going to go mad. This is the start of the civil war.'"

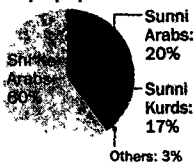
Such dire predictions have been made before and proved wrong. But this time Iraq got a very real, very frightening glimpse of what war with itself might look like. After three days of violence, more than 200 people

As the violence in Iraq grows more shocking and brutal, TIME explores the roots of the murderous rage—and why the U.S. may be powerless to stop it
By Aparisim Ghosh/Baghdad

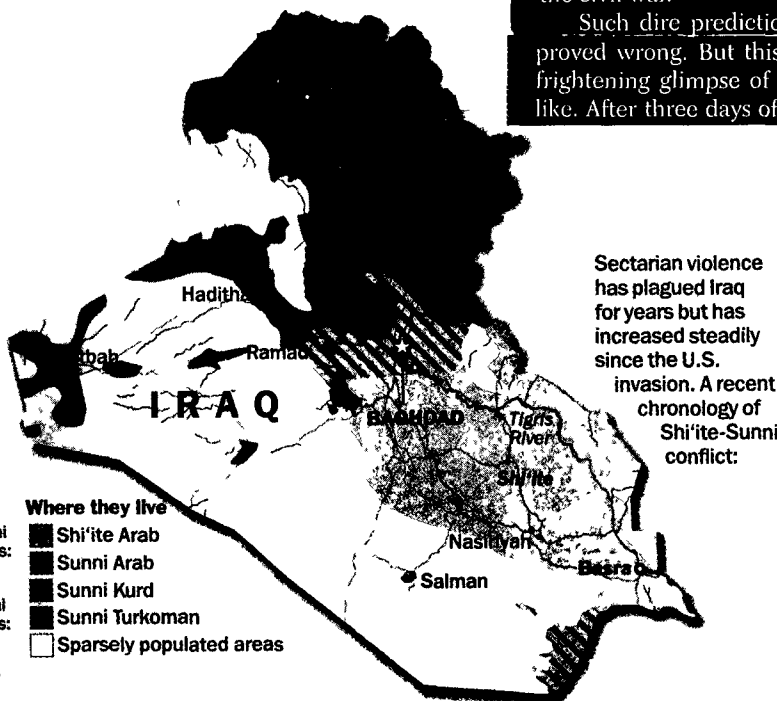
A Nation Divided

Shi'ites make up 60% of Iraq but have long been ruled by Sunnis. In mixed areas like Baghdad, their rivalry has exploded

Iraq's population



Where they live



Sectionarian violence has plagued Iraq for years but has increased steadily since the U.S. invasion. A recent chronology of Shi'ite-Sunni conflict:

▼ AUGUST 2003
Four months after the fall of Saddam Hussein, a car bomb kills leading Shi'ite politician Ayatullah Mohammed Bakir

al-Hakim and 90 others near Najaf's Tomb of Ali

JANUARY 2004
A letter found in the possession of a captured al-Qaeda



SABAH ARRAR—AFP/Getty

▶ were killed, and Sunni groups claimed at least 100 mosques were damaged. The extent of the carnage left many with the uneasy sense that the long-simmering hostility between the country's two main sects has at last boiled over—and that the fragile, feckless institutions of authority in Iraq have no means of holding the anger back. "This was the worst-case scenario we all hoped would never happen," said a Western adviser to the Iraqi government. "We've always known that when the Shi'ites ran out of patience, Iraq would run out of political options."

The outbreak of communal conflict has raised the nightmarish prospect of an even wider and more destabilizing war that would tempt the country's neighbors to intervene on behalf of the partisans. And the violence threatens to spoil the overriding U.S. objective in Iraq: brokering the formation of a broadly representative government, which the Bush Administration has hoped would defuse the Sunni-led insurgency and facilitate a substantial withdrawal of U.S. troops. To protest the other side's excesses, Sunni and Shi'ite leaders have both walked away from U.S.-led negotiations on the new government.

Caught off guard by the mayhem and powerless to stop it, U.S. officials could only offer general expressions of optimism. "Obviously it's a blow," Secretary of State Condoleezza Rice told journalists as her plane crossed Iraqi airspace after a five-day swing through the Middle East, "but whenever someone tries to tear them apart, [Iraqis] find a way to get back together." Over the weekend, President George W. Bush spent an hour on seven phone calls to Iraqi leaders, expressing condolences, thanking them for their appeals for calm and urging them to continue



working to form a new government. In private, U.S. officials sounded guarded. "This is plainly a test for the Iraqi government," says a well-placed national-security official. "What the outcome will be is not entirely clear." A U.S. anti-insurgency official in Baghdad was even more blunt: "It looks like all hell is about to break loose here."

Some leaders of Iraq's warring sects are urging their followers to step back from the brink, but not everybody is listening. The violence that racked the country in the hours after the Samarra explosion subsided briefly after the imposition of a daytime curfew last Friday but soon flared up again. The radical Shi'ite leader Muqtada al-Sadr publicly called on his Mahdi Army militia, which perpetrated much of the anti-Sunni violence in Baghdad, to halt their attacks. But having endured so much pain at the hands of Sunni militants, many moderate Shi'ite leaders are reluctant to entrust se-

curity to government forces. A statement released by Grand Ayatullah Ali Husaini Sistani, Iraq's most revered cleric, called for nationwide demonstrations and seven days of mourning. It added that if the government was unable to protect religious sites, "then the believers will do it, with the help of God." Bush described Sistani's statement as "constructive and very important," but to Sunni ears, it sounded like a call for the Shi'ites to take the law into their own hands. A source close to Sistani told TIME that "he feels that the situation has become unbearable and says it has become too hard to control the streets."

The U.S. may have little choice but to try to take them back. The seeming inability of the U.S.-trained Iraqi security forces to quell the violence was especially worrying to U.S. com-

operative details
Abu Mousab
al-Zarqawi's
ambitions to
provoke Shi'ites
and start a civil
war in Iraq

MARCH 2004
More than 180
Shi'ites in Karbala
and Baghdad are
killed in suicide
bombings

APRIL 2004
Supporters of
Shi'ite cleric
Muqtada al-Sadr
stage an uprising
against U.S.
troops in several
Iraqi cities



▲ **AUGUST 2004**
Pro-Sadr forces
clash with the U.S.
in Baghdad and
Najaf. After the

intervention of
Grand Ayatullah Ali
Husaini Sistani, the
rebels agree to end
their insurgency

DECEMBER 2004
More than 60
Shi'ites are killed
in bombings in the
holy Shi'ite cities
of Najaf and
Karbala

▶ **JANUARY 2005**
In multiparty
elections, Shi'ites
and Kurds turn
out, but most
Sunnis boycott
the polls. A
coalition of Shi'ite
religious parties
wins a majority

NOVEMBER 2005
U.S. troops
discover 173
prisoners, mostly



Sunnis, some
bearing signs of
torture, held in a
government-run
bunker

DECEMBER 2005
The Shi'ite
alliance wins the

most seats in
national elections
but not enough
to govern
without Sunni
participation

▼ **FEB. 22, 2006**
The bombing of a

sacred Shi'ite
shrine in Samarra
sparks sectarian
violence that leaves
more than 200
dead, including a
group of foreign
Arab prisoners in
Basra, below



PROFILE

THE WILD CARD

Radical cleric Muqtada al-Sadr loathes the U.S.—and may be its best hope for preventing a civil war

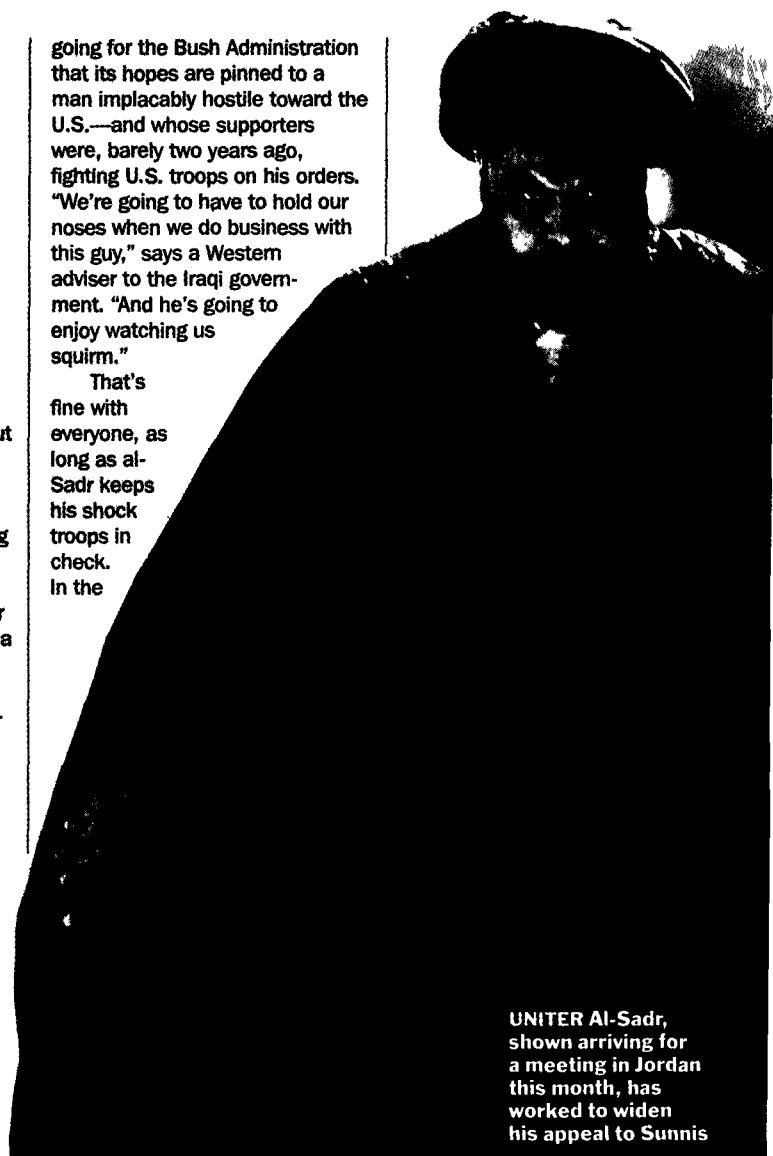
Muqtada al-Sadr, the radical Shi'ite leader, doesn't like to miss out on the action. As Iraq convulsed in sectarian violence last week, al-Sadr was stuck in Beirut, on the final leg of a grand tour of Middle Eastern capitals. He was being feted by heads of state across the region, a remarkable achievement for a politician-cleric who has neither been elected to any office nor completed his religious education. After hearing news of the destruction of the Shi'ite shrine in Samarra, al-Sadr cut his trip short to return to Iraq to marshal his Mahdi Army, a militia of bristling young Shi'ites who had swarmed the streets, torching Sunni mosques and girding for war. But a government-imposed curfew had closed airports and sealed borders, leaving al-Sadr locked out. His mood was surly. An aide told TIME that when he tried to brief al-Sadr on talks over the formation of Iraq's new government, he snapped, "The government can go to hell."

Damning Iraq's political process comes easy to a man who more than once has pushed it to the edge of the precipice. But these days al-Sadr is part of the process: In December's general elections, his candidates won 32 seats, giving him a decisive voting bloc in the 128-member Shi'ite alliance that dominates the new parliament. But unlike most other Iraqi leaders, al-Sadr commands a genuine popular following, which is why the surge of violence is likely to give him even more influence over the country's future.

To a substantial extent, the prospects of averting a full-blown civil war will depend on how al-Sadr chooses to deploy his militia—as a revenge-seeking lynch mob or as enforcers of Shi'ite restraint. Because of his popularity with the Shi'ite masses, any effort to broker a cease-fire between the sects and form a durable Iraqi government that can contain the violence will require his active cooperation. It's an indication of how badly things are

going for the Bush Administration that its hopes are pinned to a man implacably hostile toward the U.S.—and whose supporters were, barely two years ago, fighting U.S. troops on his orders. "We're going to have to hold our noses when we do business with this guy," says a Western adviser to the Iraqi government. "And he's going to enjoy watching us squirm."

That's fine with everyone, as long as al-Sadr keeps his shock troops in check. In the



UNITED PRESS PHOTOGRAPHY
UNITER Al-Sadr, shown arriving for a meeting in Jordan this month, has worked to widen his appeal to Sunnis

manders, since any U.S. withdrawal is predicated on Iraq's taking charge of its own security. Just as disturbing was the reappearance of Shi'ite militias on the streets, flaunting their weapons and often riding along with police and military patrols. A former high-level Bush Administration official told TIME that the violence may scuttle White House hopes of reducing troop levels this year. "It's unrealistic to think 2006 is a year of transition," he says. "What's holding things together and preventing this spark from turning into civil war is the presence of our troops in large numbers." But he doubts the White House is ready to concede publicly that it may not be able to bring substantial numbers of troops home. "I don't think they've come to terms with that yet. They need to see more of what they've seen over the last few days to come to terms with that."

However shocking in scale and ferocity, the eruption of sectarian violence last week

was not totally unexpected. For months, hundreds of dead bodies have been turning up in streets, ditches and sewers in and around Baghdad—most of them bearing unmistakable signs of military-style execution. Almost all the dead are Sunni males, many of whom had been arrested by men wearing police uniforms. Sunni politicians have long blamed those deaths on Shi'ite death squads operating within Iraqi police and security forces. U.S. officials now privately concede that the death squads may indeed exist. In response to mounting allegations that Shi'ite militants were carrying out atrocities against Sunnis with the knowledge, if not the support, of the Shi'ite-run Interior Ministry, U.S. Ambassador Zalmay Khalilzad last week threatened to block U.S. funding to Iraq if the new government didn't turn away from sectarianism. "We are not going to invest the resources of the American people to build forces run by people who are sectarian."

But if Khalilzad intended to soothe the anxieties of the Sunnis the U.S. has tried to coax into the government, his comments only further outraged Shi'ites. For their part, Shi'ite politicians point out that thousands in their community have been killed in Sunni terrorist attacks since the fall of Saddam Hussein. "After every tragedy, every time that the terrorists pour [gasoline] over our emotions, we tell our people to be patient, to remain calm," said Jassim al-Mutairi, a political aide to al-Sadr. "But each time, we worry that the next [terrorist] attack will be the one to light the match."

The Samarra explosion was surely designed to set sectarian hostilities aflame. No group has yet claimed responsibility for the bombing of al-Askari, but suspicion fell on al-Qaeda in Iraq. Its leader there, Abu Mousab al-Zarqawi, subscribes to an extremist Sunni view that regards Shi'ism as an apostasy and all shrines as idolatrous abominations. Al-Zarqawi, whose

ALI JAREKJI—REUTERS

immediate aftermath of the Samarra bombing, he was heart-eningly subdued, ordering his followers to refrain from attacking Sunnis. After having participated in the orgy of anti-Sunni violence in the 24 hours following the attack, al-Sadr's fighters gradually responded to their leader's call. In a few places, his supporters were even credited with protecting Sunni mosques. For the more optimistic observers, those reports seemed to confirm the notion that it is better to have al-Sadr inside the Iraqi government, trying to hold it together, than to leave him outside, threatening to throw the torch. "This is the only constructive force in Iraq," says Salah al-Din al-Mutridi, a senior al-Sadr aide. "This is the only responsible leader."

For U.S. officials, al-Sadr remains a tough nut to swallow. Since the fall of Saddam Hussein in 2003, al-Sadr's behavior has ranged from irritating to intolerable. Details of al-Sadr's personal life are a closely guarded secret: he is thought to be in his mid-30s. He is married and has children, although his aides won't disclose how many. He

bears a name revered by Shi'ites all over the world: al-Sadr's father and uncle were influential and popular ayatullahs murdered by Saddam's regime. Muqtada was a virtual unknown in Iraq until the U.S. invasion, after which he began building his power base through often ruthless means: his supporters were blamed for the April 2003 assassination in Najaf of an influential pro-Western ayatullah. (The U.S. initially fingered al-Sadr for the murder, then quietly let the matter drop. Al-Sadr has denied any involvement in the murder.)

the two months since Iraq's general election, he has shown he will be a disruptive figure in the heart of any new government. He scuttled a plan that would have replaced Prime Minister Ibrahim al-Jaafari—who is widely distrusted by Sunnis—with the more acceptable Adil Abdul Mahdi, and his refusal to deal with secular politicians like former Prime Minister Iyad Allawi has confounded U.S. attempts to nudge the Shi'ites to form a national unity government. "We did our best to bring [al-Sadr] into the political process," says Redha

forces and police, and in the aftermath of the Samarra bombing, many police vehicles in Baghdad were openly flying Mahdi Army colors—black and green. Sunni groups say policemen did nothing to stop the violence last week. In some places, they claim, policemen joined the mobs to kill Sunnis and defile their mosques.

But al-Sadr does have one potential trump card: his strident anti-Americanism has helped him broaden his support base, so that many Iraqi Sunnis regard him as the only Shi'ite leader they can trust. Sunni groups contributed men and material to support the Mahdi Army's uprisings against U.S. forces, and elements of the Mahdi Army fought alongside Sunni insurgents in the battle of Fallujah in fall 2004. "He is somebody who has fought against the occupying forces," says Abdul Salam al-Kubaisi, spokesman for the Association of Muslim Scholars, the leading Sunni clerical body. "All other Shi'ite leaders are seen as collaborators because they cooperate with the Americans." Al-Sadr stayed true to form after the Samarra bombing, lacing his statement with an angry condemnation of the "Crusaders" and demands for their withdrawal from Iraq. If al-Sadr can prevent the chaos in Iraq from turning into civil war, there's good reason the U.S. might even oblige. —By **Aparisim Ghosh. With reporting by Christopher Allbritton/Baghdad**

Because he is popular with the Shi'ite masses, any effort to broker a cease-fire between the sects and contain the violence will need his aid

In the first half of 2004, he became a nationalist hero to many Iraqis after leading two armed uprisings against U.S. forces. His Mahdi Army is made up of thousands of poor Shi'ites, the majority of whom live in a densely populated Baghdad suburb that bears al-Sadr's family name. Little more than rabble, the Mahdi Army was no match for U.S. troops, but at least 29 American service members were killed in battles with al-Sadr's forces.

Al-Sadr has moderated his image by embracing elections and joining the political process. But in

Jawad Taqi, a senior leader of SCIRI, the largest Shi'ite party. "But [the Sadrist] believe wrong things about democracy."

The biggest concern for many Iraqis is al-Sadr's unwillingness to disarm the Mahdi Army militia, which has a long record of inflammatory and often criminal behavior. In areas where al-Sadr's fighters hold sway, they use brute force to impose a strict Islamic code. They are frequently accused of kidnapping and assassinating those who resist them. Many Mahdi Army fighters have been absorbed into the Iraqi security

group comprises mainly foreign jihadis, has encouraged his followers to attack Iraqi Shi'ite targets.

They could hardly have picked a more provocative one than al-Askari. It is associated with three venerated Shi'ite imams, including the Mahdi, or Hidden Imam, who is believed to have disappeared in 878 into a tunnel directly under al-Askari. The two imams buried in the shrine were the Mahdi's father and grandfather. Most Shi'ites believe that the Mahdi will one day reappear as a messiah to bring justice to the world. That makes al-Askari one of Shi'ite Islam's holiest sites, exceeded in veneration only by the shrines of Najaf and Karbala. Even Samarra's Sunnis hold al-Askari in high esteem. The expression "to swear by the shrine" is routinely used by both communities. Insurgent groups that have occasionally operated out of Samarra since the fall of Saddam's regime made sure to give al-Askari a wide berth. And when U.S. and

Iraqi forces stormed Samarra in October 2004, they took special care not to damage the shrine. Struggling to explain their emotions at the sight of the shattered dome, many Shi'ites cited the U.S. response to the collapsing towers of the World Trade Center. "This is our 9/11," became a common refrain for Shi'ite commentators.

The grief hardened quickly into fury. Within 12 hours, Shi'ites across the country torched mosques, gunned down clerics and kidnapped Sunni families at gunpoint. As the violence escalated, it became less discriminating: among the victims were three journalists working for al-Arabiya television who were abducted and executed while reporting in Samarra. Gunmen then attacked the funeral cortege of one of the journalists, killing one person. On its way back from the cemetery outside Baghdad, the convoy was hit by a bomb, killing two others. On both sides, not all the stories of slaughter and desecration were immedi-

ately verifiable, since the violence and curfews—extended through last weekend—restricted the movements of journalists. But the authenticity of the allegations mattered less than their effect on a scared and sullen population. Omar Saad, 73, saw his Sunni mosque in the northern Baghdad district of al-Shaab being attacked twice on the same day by armed Shi'ite militias dressed in black—the uniform of the Mahdi Army. The mosque's guards fought off the attack until they ran out of ammunition. The militias then entered the premises and trashed it, torching everything inside. They returned in the evening with explosives and leveled the building. "Now there isn't a mosque anywhere near us, so we haven't heard the call for prayer for two whole days," said Saad. "It feels like something fundamental is missing from our lives."

The feeling of loss was shared by all Iraqis, who struggled to make sense of what

their countrymen had wrought. Although the violence of last week may have been sparked by a single act of provocation, it came in the context of a history of Shi'ite-Sunni enmity. The roots of the sectarian divide lie in a schism that arose shortly after the death of the Prophet Muhammad in the 7th century. Under Saddam, communal hostilities in Iraq were suppressed, their very existence denied. Beneath the surface, though, relations between the two sects have always been tainted by prejudice and discrimination. Although Shi'ites make up the majority in Iraq, the country was long ruled by a Sunni elite, often under the patronage of a foreign power, like the Ottoman and British empires. Sunnis historically had a monopoly on the best education and jobs, especially in government and the military. As a result, many Sunnis see themselves as Iraq's natural ruling class, and the Shi'ites as poor, superstitious rabble.

The U.S. invasion upended the "natural" order: in the past two elections, the Shi'ites have finally made their numerical superiority translate into political power, leaving many Sunnis bitter and resentful over their diminished status. It didn't help that many of the new Shi'ite ruling parties have ties to Iran, feeding Sunni suspicions about Shi'ite loyalties. In private, some Sunnis refer to Shi'ites as Iranians or Persians—in other words, traitors.

In turn, fanatical Shi'ites regard Sunnis as descendants and followers of the murderers of their most revered heroes. That resentment culminated in the rule of Saddam, who outlawed important Shi'ite observances, had many top Shi'ite clerics murdered and finally, after the first Gulf War, ordered a massive campaign of murder and repression of Shi'ites. Now politically ascendant, some Shi'ites want reckoning for those and other historical wrongs. They regard the assassination of Sunnis by death squads as eye-for-an-eye justice. Even some moderate Shi'ites, who condemn extrajudicial killings, view Sunnis as deluded losers who are supporting terrorist groups in a futile bid to regain their monopoly on power.

Yet the two sides have more in common than they openly admit. Iraq's Arab Shi'ites and Sunnis come from the same

ethnic stock (the Kurds, a different ethnic group, tend to be Sunni) and share the same language and diet. They even dress alike, although Shi'ites have a special fondness for black, a color associated with one of their historic heroes. From appearance alone, a Shi'ite would not be able to identify a Sunni on the streets of Baghdad any more than a Catholic would be able to point out a Protestant in the U.S.

Indeed, what makes the rise of sectarian violence so chilling is precisely the dif-

war? Iraq has done so before. In the summer of 2004, when al-Sadr's fighters battled U.S. forces in several cities, Iraqi leaders warned of a potential Shi'ite insurgency. In the end, the Mahdi Army was cornered, and Sistani ordered the fighters to go home. But taking a beating from an overwhelmingly superior force of foreigners is one thing. It is hard to see either Shi'ites or Sunnis backing down from a more evenly balanced sectarian fight, if only because the burden of history makes it impossible for either side to admit defeat.

Given the failure to head off last week's conflagration, U.S. hopes of averting an ignominious defeat in Iraq now hinge on whether it can bring the fighting to an end. The biggest fear is that the breakdown of order could draw neighboring countries into the conflict, with Iran intervening on behalf of the Shi'ites and Arab states supporting the Sunnis. Some U.S. military officers say privately that the turmoil has vindicated their insistence that it's premature to turn over security duties to the Iraqis. "This week's events support our caution and unwillingness to pull out troops too quickly," says a senior military officer. "The civilian leadership wants us to move faster, faster, but it's a little bit of 'We told you so.'"

But the U.S. has few good options left. Public patience with the mission in Iraq is likely to keep eroding as long as it appears that U.S. troops are standing in the middle of a reli-

gious shooting war. Civil wars are notoriously difficult to mediate without taking one side, and it doesn't help that in Iraq, battling Shi'ites and Sunnis seem to agree on only one thing: that the U.S. is ultimately to blame for the mess. Khalilzad is pleading with Shi'ites and Sunnis to return to talks on forming a new government. Still, it could be weeks, even months, before a workable new government is in place in Baghdad. That would be bad news for Washington, which desperately wants a quick political solution in Iraq. But most Iraqis would gladly trade last week's carnage for a few more months of political uncertainty. —With reporting by Christopher Allbritton and Youssef Basil/Baghdad, Mike Allen, Timothy J. Burger and Sally B. Donnelly/Washington and Elaine Shannon with Rice



MOURNING A young Sunni watches his father worship at a mosque in Baghdad. In the wake of the violence, some Iraqis defied a curfew to attend Friday prayers

ficulty involved in carrying it out. Some Shi'ite mobs last week stopped people in the street and demanded to see their ID cards, looking for Sunni names. Each sect regards some names as taboo, usually because they are associated with hated figures from history. But that too is imprecise: the vast majority of Muslim names are used by both sects. In the end, as is often the case in sectarian wars, many of the victims of last week's violence were simply fingered by their neighbors.

Can a country in which neighbors are ratting one another out to bloodthirsty mobs drag itself back from the brink of civil

Turquie : deux policiers tués dans une attaque attribuée aux Kurdes



DIYARBAKIR (Turquie), 6 mars 2006 (AFP) - 17h33 - Deux policiers ont été tués et cinq autres blessés lundi dans le sud-est de la Turquie, dans une attaque de leur véhicule attribuée à la rébellion kurde, ont annoncé les autorités locales.

Deux assaillants, membres présumés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), ont ouvert le feu avec des fusils sur le véhicule de la police alors que celui-ci roulait dans le centre de la ville de Batman, selon ces sources qui ont précisé qu'une opération de ratissage était en cours pour tenter d'arrêter les coupables.

Deux policiers sont décédés peu après leur arrivée à l'hôpital des suites de leurs blessures.

Par ailleurs, un passant a été blessé par l'explosion d'un engin placé sous la voiture d'un officier de l'armée, garée devant son domicile à Idil, une ville proche des frontières avec l'Irak et la Syrie.

Les autorités soupçonnent le PKK d'être l'auteur de cet attentat, car il a souvent utilisé cette méthode pour soutenir sa lutte séparatiste.

Au cours du week-end, un groupe radical kurde, dont les autorités affirment qu'il sert de couverture au PKK, a revendiqué un attentat à la bombe visant un bâtiment de police dans la grande ville touristique d'Izmir, dans l'ouest de la Turquie. L'attentat a fait un blessé.

Le conflit dans le Sud-Est anatolien a fait au moins 37.000 morts depuis que le PKK, considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis, a pris les armes pour obtenir l'indépendance en 1984.

Les incidents dans la région se multiplient depuis juin 2004, date à laquelle le PKK a mis fin à une trêve unilatérale avec le gouvernement qui durait depuis cinq ans.

Le HCR exhorte des réfugiés kurdes iraniens à se rendre au Kurdistan d'Irak



AMMAN, 6 mars 2006 (AFP) - 17h32 - Le Haut commissariat de l'Onu aux réfugiés (HCR) a exhorté lundi des réfugiés kurdes iraniens qui avaient fui l'Irak pour un no man's land le long de la frontière jordanienne à se rendre au Kurdistan irakien.

Dans un communiqué, l'Agence onusienne a estimé que les 190 Kurdes iraniens qui avaient fui un camp à l'ouest de Bagdad début 2005 pour une zone désertique dans l'ouest du pays "se sont mis eux-mêmes dans une situation risquée" et ne peuvent être aidés par le HCR pour des raisons logistiques.

Le HCR leur demande de profiter d'un accord passé en septembre entre l'Agence onusienne et le gouvernement régional du Kurdistan d'Irak pour s'installer à Kawa, dans la province d'Erbil, dans le nord de l'Irak, indique le communiqué.

"Pour des raisons administratives et sécuritaires, le bureau (du HCR) de Amman ne peut accéder librement (aux réfugiés) résidant hors des frontières jordaniennes", a dit Anne-Marie Deutschlander, représentante du HCR en Jordanie.

"La frontière irako-jordanienne n'est ni un lieu sûr, ni un endroit où le bureau du HCR en Jordanie peut avoir accès pour fournir aide et protection", ajoute le communiqué.

"Les réfugiés à la frontière mettent leur famille (...) et eux-mêmes dans une situation risquée", poursuit-il.

L'Agence onusienne a promis de fournir une assistance financière et des moyens de transports aux réfugiés qui souhaiteraient s'installer au Kurdistan irakien, où des logements, des rations alimentaires et des écoles seront mis à leur disposition.

Selon le HCR, ces Kurdes iraniens demandent à entrer en Jordanie dans un camp de transit mis en place après l'invasion de l'Irak par les forces de la coalition en mars 2003, avant d'être installés par le HCR dans un pays tiers.

Ces Kurdes, qui avaient fui l'Iran après la révolution islamique, vivaient jusqu'à début 2005 dans un camp de réfugiés près de Ramadi, à l'ouest de Bagdad, une place forte des insurgés.

La Jordanie, qui abrite déjà 1,7 million de réfugiés palestiniens, a refusé à plusieurs reprises d'accueillir davantage de réfugiés pour des raisons économiques et démographiques.

Un général accusé dans le cadre d'un attentat: enquête contre le procureur

ANKARA, 8 mars 2006 (AFP) - 13h01 - Le ministre turc de la Justice Cemil Cicek a annoncé mercredi avoir donné son feu vert à l'ouverture d'une enquête sur un procureur qui, dans le cadre d'un attentat anti-kurde, a mis en cause un haut responsable de l'armée.

L'enquête devra examiner le bien-fondé d'un acte d'accusation controversé préparé par le procureur de Van (est), Ferhat Sarikaya, concernant un attentat commis en novembre dans une zone kurde, a affirmé le ministre, cité par l'agence Anatolie.

Ce document qui a défrayé la chronique en Turquie, pays qui souhaite adhérer à l'Union européenne et où l'armée est considérée comme l'institution la plus respectée, met en cause le commandant de l'armée de terre, le général Yasar Büyükanit.

Le général est soupçonné d'avoir créé à la fin des années 1990 une "organisation clandestine" alors qu'il était en poste dans le sud-est à majorité kurde, selon l'acte d'accusation dont l'AFP s'est procuré une copie.

Il est également soupçonné d'avoir "influencé" les autorités judiciaires par ses propos en faveur d'un sous-officier accusé d'être l'instigateur d'un attentat, le 9 novembre, qui avait fait un mort et six blessés dans une librairie de Semdinli, une localité du sud-est.

Une vague de violences avait embrasé la région à la suite de l'attentat, la population kurde réagissant à ce qu'elle percevait comme une provocation organisée par des éléments incontrôlés de l'armée.

Les accusations contre le général se basent essentiellement sur les témoignages d'un homme d'affaires local au passé obscur. Le document a provoqué l'ire de l'armée, qui lutte contre les rebelles séparatistes kurdes dans le sud-est anatolien depuis 1984.

L'opposition au parlement a évoqué une tentative de déstabiliser l'armée tandis que le gouvernement dominé par le Parti de la Justice et du Développement (AKP), issu de la mouvance islamiste, a affirmé ne rien avoir à voir avec le document.

Selon les observateurs, ces accusations émanent des milieux islamistes et visent à barrer la route à la nomination cet été du général Büyükanit à la tête de l'armée.

Le général est perçu comme un faucon au sein de l'armée, qui se considère comme la gardienne des principes laïques, fondements de l'Etat turc.



Deux soldats tués, 10 blessés dans un accrochage avec des rebelles kurdes

DIYARBAKIR (Turquie), 10 mars 2006 (AFP) - 08h39 - Deux soldats turcs, dont un officier, ont été tués et dix autres blessés dans un accrochage survenu tard jeudi dans l'extrême sud-est de la Turquie avec des rebelles kurdes, ont indiqué vendredi des sources de sécurité locales.

L'affrontement s'est produit près de Silopi, à la frontière avec l'Irak, a-t-on précisé de même source.

Le conflit dans le Sud-Est anatolien a fait au moins 37.000 morts depuis que le PKK (parti des Travailleurs du Kurdistan), considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis, a pris les armes pour obtenir l'indépendance, en 1984.

Les incidents dans la région se sont multipliés depuis juin 2004, date à laquelle le PKK a mis fin à une trêve unilatérale avec Ankara qui durait depuis cinq ans.

Jeudi, trois personnes ont été tuées dans un attentat-suicide attribué au PKK à Van (est).

Ces incidents surviennent avant la fête du Newroz qui annonce l'arrivée du printemps, le 21 mars, et lors de laquelle les Kurdes de Turquie, qui constituent une communauté de quelque dix millions de personnes, réclament habituellement des droits accrus.

Govt talks overwhelmed by tension and division



Kurdish President Massoud Barzani speaking in this file photo. Barzani has been an outspoken opponent of the incoming Iraqi Prime Minister Ibrahim Al Jaafari.



Iraq's President Jalal Talabani speaking to reporters in this file photo. Talabani, who heads the Kurdish bloc in the Iraqi National Assembly, has publicly said the Kurds and Sunnis want Jaafari removed as Prime Minister.

Globe Correspondent

The blasts in the Shiite holy shrines of Samara worsened fragile Shiite-Sunni relations in Iraq, and plunged negotiations for a new government into further crisis.

In the political arena, the complex and drawn-out talks to form the new government received a further blow as Prime Minister Ibrahim Al Jaafari visited Turkey.

"The visit may be an effort to satisfy the Sunni Arabs of Iraq through the (Sunni) party of the Turkish PM Rajab Tayib Erdogan," said Mousa Ahmad, the head of the Kurdistan Institute for Political Issues, a think-tank institute in Irbil.

Officials in the Kurdish list rebuked Jaafari for the visit and described it as "infuriating and a blunder."

"We are suspicious because the Turkish policies are negative towards the Kurdish issue," Mahmoud Othman, a Kurdish member of the Iraqi National Assembly told Radio Free Europe. Mr. Jaafari failed to notify

Kurdish officials in the Iraqi government of his visit to Turkey.

Sunnis, however, have been persistent in their opposition to Jaafari. The visit resulted in Kurds and Sunnis once again demanding that the United Iraqi Alliance (UIA) reconsider their

nomination of Jaafari as PM candidate.

Kurds want Kirkuk to be incorporated into the northern region of Kurdistan and suspect Jaafari of having delayed the implementation of Article 58 in the TAL, which aims to normalize the situation of Kirkuk, during his

term in office.

Meantime, observers warn of the serious consequences of worsening sectarian violence in Iraq:

"If the conflict between Shiites and Sunnis further escalates then it would be impossible for them to live together within the boundaries of one state," stated Moussa Ahmad. The current organized violence may turn into a real civil war, which may in turn, lead to the country's disintegration, he added.

Sunni leaders are denouncing the Shiite-led interior ministry for launching random and sectarian-motivated attacks against Sunni neighborhoods of the capital. Last year, secret jails run by Shiite militias close to the interior ministry were discovered in which Sunnis were tortured

The sectarian fighting shows the failure of the US-trained Iraqi army and police to contain the situation. The US hopes to hand over responsibility for security to Iraqis and withdraw its troops gradually.



Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan, welcomes his Iraqi counterpart Ibrahim al-Jaafari as he arrives for a meeting in Ankara. AFP PHOTO

For the Kurdish leadership, the situation in Iraq is more of a wait and see game. Kurdish President Massoud Barzani has threatened that Kurds may break away from Iraq should it descend into an open civil war between Shiites and Sunnis. For now, however, Kurdish leaders in Baghdad claim to be acting as mediators, aiming to ease tensions between Shiites and Sunnis.

This has sparked different reactions among the ordinary people in Kurdistan. "That's none of our business if they (Shiites and Sunnis) fight or don't, we have our own grievances and concerns in Kurdistan to deal with," said Awat Hamid, a college graduate from Irbil. "They (Kurdish leaders) should first try to put Kurdish house in order and solve

their own problems."

While considering reconciliation between Shiites and Sunnis as difficult, others support the current Kurdish approach towards Shiite-Sunni conflict. To them, it is the road leading to independence.

"There is a belief among the Kurdish leadership that Kurds shouldn't initiate the separation of the Kurdistan Region, but wait for the situation to go in a direction so they (Iraq's Arabs) themselves ask Kurds to separate," argued Ahmad from the Irbil think-tank.

However, politicians in Baghdad are still optimistic that further tensions can be avoided and a common agreement forged.

"One thing common between all the lists that they have to look to the future with the same eye and real-

ize that there is no choice but to work together," Hiwa Othman, media advisor of the outgoing Iraqi President Jalal Talabani told the Globe in a phone interview from Baghdad. He added that the creation of a government of national unity is the agenda on the negotiating table. Othman affirmed that there has been no official response on the part of the UIA to the calls by the opposition for Jaafari to step down.

Even if Shiites do not reconsider their prime minister candidate, the other blocs may be successful in rejecting him in the parliamentary vote. In that event, it has been suggested that Kurds, Sunnis and the secular list of former PM Ayad Allawi may create a parliamentary bloc larger than that of the Shiites. This would enable them to nominate their own

candidate for the position of prime minister.

According to the Iraqi constitution the Iraqi National Assembly must convene within a maximum period of one month after the announcement of election results. The results of the December elections were announced on 10 February 2006. The new parliament is expected to meet either this Thursday or Saturday.

Voices on the streets of Kurdish cities offer an easy solution:

"Before too much blood is shed, it is better for each of the three main groups (Kurds, Shiites and Sunnis) to peacefully say goodbye to each other," said Rashid Rahman, an elementary school teacher from Sulaimaniya.

Saddam-era judge admits sentencing Shiites to die

By Robert F. Worth

BAGHDAD: A former judge in Saddam Hussein's Revolutionary Court acknowledged Monday that he had sentenced 148 Shiites to death in 1984, but he said they had received a proper trial and had confessed to trying to assassinate the former Iraqi leader at the instigation of Iran.

The former judge, Awad al-Bandar, spoke as defendant testimony continued in the trial of Saddam and seven others in connection with mass tortures and executions after the failed assassination attempt in 1982. The first high-level defendants testified Monday, and Saddam was expected to speak on Tuesday.

The chief prosecutor and judge often seemed amazed at Bandar's defense of his role in the trial of the 148 Shiites. Bandar said that the 1984 trial had taken two weeks and that the dock in his courtroom had often been packed as the men moved in and out.

The prosecutor, Jafar Musawi, then showed Bandar documents indicating that 46 of the 148 defendants had been "liquidated during interrogation" prior to the two-week trial.

Prosecutors have said in the past that the entire 1984 trial was a sham, but this time Bandar seemed not to understand the prosecutor's efforts to undercut him.

"Is it a strange thing that a defendant died during interrogation?" he asked.

The prosecutor drove his point home shortly afterward: "People were dying during interrogation and the strange thing is that they were afterward being referred to the Revolutionary Court to get the death penalty."

Bandar angrily denied that. But he invoked the war with Iran as a necessary context for his actions, saying, "We had an external enemy and an internal enemy," and that the would-be assassins were members of the dissident Dawa Party with links to Iran.

Saddam himself offered a similar self-defense two weeks ago when he admitted ordering the trial, though he

stopped short of saying he had signed the execution order that prosecutors have introduced as documentary evidence.

Several of the defendants have questioned the authenticity of those documents, or suggested that they were marred by commonplace errors.

"The typist must have made a mistake," Bandar said, when asked why the records of the Revolutionary Court showed no mention of any defense lawyers for the 148 Shiites who were executed.

Aside from Bandar, all the defendants who have given direct testimony

this week have denied any role in the torture and executions carried out after the assassination attempt, in the Shiite village of Dujail. Taha Yassin al-Ramadan, a former vice president in Saddam's government, said he had no connection to the events in Dujail.

But Ramadan insisted on reading a lengthy statement alleging that he was tortured after his capture in August 2003. His captors included an American, he said, and they demanded to know where Saddam was hiding. When he told them he did not know, they beat and kicked him for days.

The other four defendants are local Baath Party officials who are accused of playing roles in the crackdown that followed the assassination attempt. Three testified Sunday, saying they were innocent of any wrongdoing, and disavowing earlier signed statements given to investigators. But they have described terrifying scenes on the days in question in Dujail, with warplanes bombing orchards near where the assassination attempt took place and security officers storming the town.

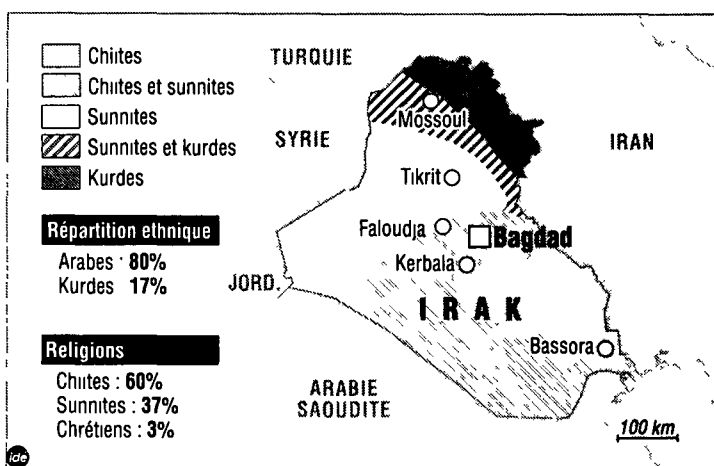
A fourth local official, Muhammad Azawi Ali, testified Monday, saying he had been in the Baath Party headquarters in Dujail on the day in question. But he also said he is illiterate and had not understood the statement he had given investigators earlier. "I am innocent, I am innocent, I am innocent!" he said as he finished his testimony.

The New York Times

Herald INTERNATIONAL Tribune

March 14, 2006

La séparation ethnique est en marche en Irak



MOYEN-ORIENT

Sous l'effet de la violence sectaire, des régions mixtes commencent à se vider de leur minorité. Chiïtes et sunnites se séparent pour faire face aux représailles communautaires.

LENTEMENT mais sûrement, une séparation ethnique est en marche dans plusieurs régions sensibles d'Irak. Il ne s'agit pas encore d'épuration à grande échelle, comme les Balkans en ont connu dans les années 90. Entre Tigre et Euphrate, les déplacements de populations ne répondent pas à un ordre politique clair, mais plutôt à une peur diffuse de règlements de comptes entre confessions, quand ce n'est pas tout simplement à une rumeur de représailles née d'un regain de violence sectaire, comme ce fut le cas fin février après le dynamitage d'une mosquée chiïte à Samarra.

« Il suffit désormais qu'un groupe armé menace les habitants de telle région pour qu'ils abandonnent leurs maisons », s'inquiète Wathab al-Sadi, un intellectuel irakien réfugié en France.

Trois gouvernorats à population mixte (chiïte et sunnite) sont

le théâtre de ces premiers mouvements : Bagdad, Hilla, et Dyala.

Trois zones où, depuis plus de deux ans, la guérilla sunnite multiplie les attentats contre les chiïtes et leurs mosquées. « Ni les Américains ni notre gouvernement ne peuvent nous protéger », s'écrie un colonel chiïte à la retraite du quartier de Shoula, à l'ouest de Bagdad.

Au sud de la capitale, où la rébellion est puissante face à des troupes irakiennes claisemées, de nombreux chiïtes ont été tués dans les représailles qui ont suivi la flambée de violence à Samarra. Résultat : à Dora, Saidiyeh et Amaryah, des familles entières ont quitté leurs maisons pour se réfugier dans des quartiers chiïtes.

50 employés de sécurité enlevés à Bagdad

■ Cinquante employés d'une société de sécurité privée ont été enlevés hier à Bagdad par des hommes armés vêtus de l'uniforme des commandos de police. Toujours à Bagdad, dix-huit corps, criblés de balles, ont été découverts dans un minibus par l'armée américaine. Ailleurs

Dans ce climat électrique, les haines passées refont surface.

Ce n'est pas un hasard si les premières représailles massives anti-chiïtes ensanglantèrent le « triangle de la mort », ce vivier sunnite au sud de Bagdad, dans lequel Saddam Hussein puisait nombre de ses centurions. En avril 2005, 58 villageois chiïtes de Maidan furent jetés dans le Tigre par des insurgés sunnites.

« Aujourd'hui, ce sont les chiïtes qui expulsent des sunnites dans la région de Maidan », déplore al-Sadi.

Depuis un an, effet, des militaires chiïtes ont infiltré les forces de sécurité du ministère de l'Intérieur, qui sont accusées d'être responsables d'actes de vengeance contre des sunnites.

Au pouvoir, certains dirigeants chiïtes se sentent pousser des ailes. Après le dynamitage de la mosquée de Samarra, des douzaines de mosquées sunnites de bastions chiïtes à l'est de Bagdad ont été prises d'assaut. De nombreux sunnites étaient, quant à

eux, exécutés, le plus souvent par des miliciens de Moqtada Sadr, le leader radical chiïte qui exploite le cocktail explosif de la religion et de la politique en Irak. A Kirkouk, au nord de la capitale, de nombreux sunnites, favorisés sous Saddam Hussein, ont également été dépossédés de leurs maisons.

Depuis des mois, les responsables américains à Bagdad sont hantés par un scénario catastrophe : des zones mixtes qui se vident pour se transformer en autant de citadelles chiïtes ou sunnites, et des forces de sécurité contrôlées exclusivement par des factions chiïtes qui se retrouveraient face à une guérilla islamo-nationaliste sunnite. Une perspective d'affrontement à l'issue incertaine.

Aujourd'hui, Washington fait les frais de sa politique d'après-

guerre, qui a consisté à punir les sunnites au profit des chiïtes et des Kurdes. Désormais, une course contre la montre est lancée pour éviter une guerre civile aux effets dévastateurs pour le Moyen-Orient.

Bataille à fronts renversés

A court terme, la priorité va à la formation rapide d'un gouvernement d'union nationale, dans lequel les sunnites disposeraient de portefeuilles importants, pour apaiser la guérilla. Washington y tient. Mais la bataille se tient à fronts renversés. Ses alliés de l'alliance chiïte, vainqueur des dernières élections législatives, ne veulent pas partager le pouvoir. Certaines factions de la mouvance chiïte pourraient aller jusqu'à mettre un terme à leur stratégie de coopération avec les Américains. D'autant que ces derniers sont décidés à « déconfessionnaliser » les forces de sécurité et à obtenir la tête de Bayan Jabr, le ministre de l'Intérieur proiranien.

Pour éteindre les braises de la discorde confessionnelle, les Américains n'hésitent plus à revenir sur certains dogmes. Ils ont ainsi commencé à déléguer localement, la sécurité à de puissantes tribus dans les bastions de la guérilla. La composition mixte de certaines d'entre elles leur confère, en effet, un rôle clé contre l'éclatement d'une guerre civile. Dans les zones, aujourd'hui à risques, l'appartenance tribale prime souvent sur les attaches religieuses. Un « édreton » utile face à la menace. Et tant pis s'il s'agit d'un retour aux bonnes vieilles méthodes de Saddam Hussein. Il y a urgence.

GEORGES MALBRUNOT

Cheney warns Iran of 'consequences'

Tough message comes as Rice, in talks with Russian minister, remains hopeful

By Brian Knowlton

WASHINGTON: With tensions rising over the Iranian nuclear program, Secretary of State Condoleezza Rice said Tuesday that the United States still hoped negotiations could resolve the standoff, but Vice President Dick Cheney warned somberly of "meaningful consequences" if they did not.

"The Iranian regime needs to know that if it stays on its present course the international community is prepared to impose meaningful consequences," Cheney said in a speech here to a pro-Israel lobbying group, the American Israel Public Affairs Committee.

The comments came as Foreign Minister Sergey Lavrov of Russia, whose country is playing a central role in talks with Iran, was in Washington meeting with Rice and President George W. Bush. Intensive international efforts are under way to resolve the matter short of sanctions by the United Nations Security Council.

Hours before the unusual meeting with Bush — presidents generally receive heads of state in the Oval Office but not lower-ranking officials — Lavrov insisted that Russia had not departed from the U.S.-European position on Iran.

Lavrov, who spent hours with Rice on Monday and Tuesday, denied reports that Russia had floated a possible compromise to allow Iran to enrich a small amount of uranium on its soil while Russia enriched more uranium for it. The United States had immediately rejected the idea.

"There is no compromise proposal," Lavrov told reporters, standing alongside Rice, "and there could not be any compromise proposal."

Russia, he said, was working to bring Iran into compliance with the International Atomic Energy Agency, which demanded last month that Tehran end work that could eventually lead to nuclear weapons.

"The Russians," Rice agreed, "did not tell us of any new proposal." She added that "enrichment and reprocessing on Iranian soil is not acceptable." But she also said that the United States still hoped for a solution through negotiations under the UN's nuclear monitoring agency.

Rice noted that the United States did not expect the Security Council to decide on sanctions when it met this week. The United States is not seeking economic or other penalties immediately, partly because of the reluctance

of Russia and China. Beijing said Tuesday that it wanted to give negotiations more time.

But reflecting growing administration concerns about Iran, Cheney issued a decidedly tougher message.

"For our part," he said, "the United States is keeping all options on the table in addressing the irresponsible conduct of the regime." His language, considered to encompass possible military action, did not represent a new U.S. position, but could be seen as provocative in Tehran in the current charged context.

Later at a White House briefing, Scott McClellan, the presidential spokesman, was asked whether Cheney meant "to threaten military action." "He stated what the president has repeatedly stated," McClellan said. "He was stating our policy." But he also said that "we're pursuing a diplomatic solution."

Separately, Defense Secretary Donald Rumsfeld joined the criticism of Iran.

"They are currently putting people into Iraq to do things that are harmful to the future of Iraq, and we know it," he told reporters. This, Rumsfeld said, was "an error in judgment." The administration has long complained that Iran was allowing insurgents to infiltrate Iraq, but Rumsfeld added new precision, seemingly drawing a link to the government: He said the Iranians were sending "Quds force-type people," or forces of the Islamic Revolutionary Guard.

General Peter Pace, chairman of the Joint Chiefs of Staff, said at the same news conference that he did not know whether this cross-border movement had increased or whether the Iranian government was behind it.

But asked the same question, Rumsfeld expressed no such doubt. "Well, of course," he said. "The Revolutionary Guard doesn't go milling around willy-nilly."

Lavrov's visit came amid contradictory reports about Russian talks with Iran.

An unidentified diplomat in Vienna told The Associated Press that Iran had offered to suspend full-scale enrichment for as much as two years.

On Monday, reports that Russia had floated the idea of allowing Iran to do a small amount of enrichment on its own

soil drew immediate U.S. objections. Rice telephoned the IAEA director, Mohamed ElBaradei, to reiterate that Iran "must cease all enrichment-related activity," a State Department spokesman said.

Lavrov said Tuesday that an earlier

U.S.-backed Russian proposal to conduct uranium enrichment activities for Iran on Russian soil remained on the table, if Tehran reinstated a moratorium on enrichment on its soil and allowed renewed IAEA scrutiny. Rice said Washington still supported this Russian approach.

International reaction to Iranian nuclear ambitions has crucially tested U.S.-Russian cooperation.

Nonproliferation, particularly regarding Iran and North Korea, has been one of the most productive areas of cooperation. But strains have grown on many other issues, as many in Washington decry a worrying re-emergence of authoritarian trends in Moscow.

President Vladimir Putin of Russia raised eyebrows in Washington by inviting leaders of the militant group

Hamas, which now controls the Palestinian Parliament, to Moscow.

Lavrov said that invitation had been issued merely to convey forcefully to Hamas leaders that they must end all terrorist activities and recognize Israel's right to exist. "Somebody should start imposing upon Hamas the need to listen to the international community," he said.

The foreign minister said the talks with Hamas had even raised hopes that the group might support the U.S.- and European-endorsed "road map" for lasting peace with Israel.

Russia's key roles with both Iran and Hamas complicate U.S. efforts to press Russia over what Rice has called a disturbing erosion of democratic guarantees.

Concerns that Putin has usurped legislative and regional authorities, has interfered in neighboring states and has intimidated Russian businessmen have led to a sweeping re-examination of U.S.-Russian relations, particularly as Russia prepares to be host to a Group of 8 summit meeting this summer.

Cheney, who is said to be increasingly skeptical about the directions Putin is taking, recently ordered a top-level review of those relations; Rice, a Russia expert who is said to favor a more issues-driven approach, ordered a review, too.

The private Council on Foreign Relations unveiled its own study of U.S.-Russian ties recently.

One of its co-chairmen, former Senator John Edwards, the Democratic vice presidential candidate in 2004, said that it must be made clear to Moscow that Iran "is a litmus test with Russia." "We need Russia with us in the Security Council. We need them to be strong, to be willing to support sanctions."

He said Iranian nuclear ambitions amounted to the greatest crisis for U.S. diplomacy since the Cuban missile crisis.

International Herald Tribune

Herald  Tribune

MARCH 8, 2006

Iran returns fire, warning the U.S. of 'harm and pain'

After last chance, nuclear case to go to UN

By Elaine Sciolino

VIENNA: Negotiating over Iran's nuclear program has come to resemble an endless session of global poker.

In the latest round, played on Wednesday in the boardroom of the international nuclear agency here, distrust trumped diplomacy.

The Iranian side upped the ante by blaming the United States for Iran's predicament — action against the country in the United Nations Security Council next week — and threatening retaliation.

"The United States may have the power to cause harm and pain, but it is also susceptible to harm and pain," Javad Vaedi, a senior Iranian nuclear negotiator, told reporters at the end of the meeting. "So if the United States wants to pursue that path, let the ball roll."

Asked what ball-rolling meant — using oil as a weapon or destabilizing the region, for example — Ali Asghar Soltanyeh, Iran's ambassador to the agency, dodged the question. He said that the matter would be "carefully" studied back home.

But this was no offhand remark. The threat was contained, in almost the same wording and with the same mixed metaphor, in Iran's speech to the 35-country board of the International Atomic Energy Agency and in a separate formal statement.

In Iran, meanwhile, President Mahmoud Ahmadinejad vowed that those who want to "violate the rights of the Iranian nation will quickly regret their action."

The meeting Wednesday was Iran's last chance to promise to curb its sensitive nuclear activities and avoid judgment by the Security Council. Instead, Iran held firm to its position that it has the sovereign right to continue to make small amounts of nuclear fuel for research purposes at its vast uranium enrichment plant at Natanz.

The agency board disagreed: The Security Council will take up Iran's case next week.

Consideration of the Iranian case on Wednesday was a diplomatic ritual. It formally ended the regularly scheduled quarterly session of the nuclear board, in which a number of nuclear issues were discussed.

Last month, the agency voted by an overwhelming majority to report Iran's case for judgment to the Security Council, but gave Tehran a grace period of

one final month to take remedial steps before the Security Council would act. A number of board members, as well as Iran, delivered speeches, but no formal resolution was introduced.

On the other side of Vienna, and underscoring the fluid nature of Iran's policy making, Oil Minister Kazem Vaziri-Hamaneh gave assurances on Wednesday that Iran would continue to export crude even if economic sanctions were imposed.

Noting that sanctions "could affect" the oil market and raise prices, he said, "it will not affect our decision to continue our supply. Oil flow is continuing. The exports will not be stopped."

The Bush administration was quick to focus on Iran's threats.

"Provocative statements and actions only further isolate Iran from the rest of the world," the White House spokesman, Scott McClellan, said in New Orleans.

Iran's threats came a day after Vice President Dick Cheney declared — without any specifics — that the Security Council would "impose meaningful consequences" on Iran if it proceeded with uranium enrichment activities.

The Bush administration's envoy to the nuclear agency, Gregory Schulte, kept up the fierce tone on Wednesday, telling reporters that "the leadership in Tehran has thus far chosen a course of flagrant threats and phone negotiations."

Uncertainty about Iran's intentions, coupled with persistent threats from Washington about punitive measures, prompted pleas for caution and a return to negotiations.

"Everybody is looking forward to a political settlement," Mohammad ElBaradei, the agency's director and the current holder of the Nobel Peace Prize, said at the end of the meeting on Iran's nuclear program.

He added: "What we need at this stage is cool-headed approaches. We need for people to lower the rhetoric."

ElBaradei called on Iran to resolve outstanding issues of concern and restore the world's confidence "to get out of the hole that we're in today."

He underscored that in the long term, the United States holds the key to building Iran's trust with the world. Stressing that it was a personal view, he said that once security issues begin to be discussed with Iran, "the U.S. should be engaged into a dialogue."



A huge crowd turned out to hear a speech Wednesday by President Ahmadinejad in a town in western Iran. AP

The outcome of Wednesday's meeting was a setback for Russia, which is opposed to using the Security Council as a vehicle to punish Iran. In recent days, Russia floated — and, under American pressure, withdrew — a face-saving proposal to restart negotiations

that would have allowed Iran to conduct some small-scale uranium enrichment eventually.

In his speech to the board on Wednesday, Russia's ambassador, Grigory Berdennikov, called on Iran to "fully cooperate" with the nuclear agency "without delay" so that its case could be dealt with in a "normal, routine" way inside the atomic energy agency.

The Russian foreign minister, Sergey Lavrov, said Wednesday after meeting with the United Nations secretary general, Kofi Annan, that "I don't think sanctions as a means to solve a crisis has ever achieved a goal in recent history."

The New York Times

Herald Tribune

March 9, 2006

Focus on general hits a Turkish sore point

By Sebnem Arsu

ISTANBUL: A rift between the Islamic-leaning government and the secular military showed signs of rekindling this week.

A civilian prosecutor suggested in court that a prominent general had led a covert force conducting illegal operations in the Kurdish southeast. This went to the heart of many allegations of illegal practices by the military's handling of the Kurdish conflict. Over two decades, more than 30,000 Turks have died in that fighting.

Ferhat Sarikaya, the prosecutor, did not specifically charge the general, Yasar Buyukanit, who is the head of Turkish land forces and is spoken of as the future head of all the armed forces. The court lacked formal authority to do so.

Buyukanit has said he would defend himself if a military tribunal pursues the case. It involves the bombing of a bookstore in the town of Semdinli, in which three suspects were seized by crowds and nearly lynched. The three turned out to be undercover agents of a paramilitary force operating under the Interior Ministry.

The first hints of an association between the general and this bombing came last year when Buyukanit acknowledged knowing one of the suspects, who served under him and was a "good fellow." His remark was noted by

the prosecutor, who added the suggestion that the general had tried to interfere with judicial procedures.

Until recently, it would have been unimaginable to see active members of the military stand trial. But with the democratic reforms Turkey has taken in preparation for entry in the European Union, several retired members of the army have been tried for corruption.

"For a general like Mr. Buyukanit to be subject to charges as serious as they are means a lot for the transparency in Turkey," said Sami Kohen, a columnist in the newspaper Milliyet. "Many taboo subjects that were unimaginable to debate a few years ago are fading one by one."

Umit Firat, a Kurdish publisher, said he was excited to see progress now being made in the courts in Turkey.

"We have been complaining about misconduct of the military for years, but they have never been put in a legal frame," Firat said. "Now, the real challenge is to make sure that these claims are examined in accordance with law, free of any political influence."

Before Turkey's democratic reforms, Kurds in the southeast, unable to address grievances against the army in local courts, applied to European human rights courts, many times winning compensation.

Opposition politicians and parts of the media have questioned the motives

of Sarikaya, the chief state prosecutor in Van, in eastern Turkey, who prepared the indictment. They say he is politically motivated and cite earlier charges he raised against a university rector for abusing his position for financial gain, when his supporters maintained that his only crime was to be too secular in a conservative environment.

Sarikaya dismissed claims that the indictment mentioning the general was based on thin evidence. "I did what my duty required me to do," the prosecutor was quoted as saying in Milliyet.

Although there may well have been military misconduct in the southeast, Kohen said, "General Buyukanit is an ultra-secular personality, a name totally disfavored by the ruling party."

He said the general has indirectly criticized the government for tolerating Muslim fundamentalist tendencies.

All this went too far for Prime Minister Tayyip Erdogan. "No one will gain anything through efforts to make this country's esteemed commanders appear weak," Erdogan said. "I condemn and denounce efforts by many columnists in trying to pit the government against our military."

The New York Times

Herald INTERNATIONAL Tribune

March 10, 2006



DU 9 AU 15 MARS 2006

IRAK

Un pays où tous les métiers sont dangereux

AZ-ZAMAN

Bagdad

Les organisations internationales de journalistes affirment que l'Irak est l'endroit le plus dangereux au monde pour exercer ce métier. Mais cela ne veut pas forcément dire qu'en Irak il soit moins dangereux d'en exercer un autre. En réalité, toutes les occupations comportent des risques. Prenez les barbiers [bannis par les islamistes] : certains postent des gardes devant leurs salons, afin d'écarter le risque d'at-

taques des groupes armés. Ou, depuis peu, les religieux : imams et muezzins paient de leur vie pour avoir travaillé pour le ministère des Affaires religieuses et ont dû organiser leur auto-défense face aux menaces de mort que l'on profère contre eux sous divers prétextes. Quant au métier de député, il avait paru alléchant à beaucoup puisqu'il promettait notabilité et privilèges. Aujourd'hui, il s'avère mortel pour ceux qui ne bénéficient pas en permanence d'une escorte de gardes du corps et ne sont pas affiliés à une tendance politique qui leur assure la protection de son propre groupe armé. Ceux-là ne sont en sécurité qu'à l'intérieur de la zone verte [protégée par les troupes américaines]. Dès qu'ils la quittent, ils risquent de faire une ultime fois la une des journaux, sous forme de titre annonçant leur mort. Du côté des professeurs d'université, plus de deux cents d'entre eux ont été assassinés sans qu'aucune poursuite judi-

ciaire soit engagée, car les coupables ont beau avoir pignon sur rue, personne ne semble capable de les identifier.

Chaque jour, des centaines de personnes se sentent menacées par telle ou telle organisation agissant pour des raisons souvent contradictoires. Ce n'est pas qu'il y ait un groupe qui s'en prendrait spécifiquement aux scientifiques et aux personnes qualifiées, comme certains le prétendent. Il faut plutôt parler d'une alliance implicite contre tout ce qui incarne la culture et le savoir. Car un Irak qui s'enfonce dans l'ignorance sera une proie plus facile pour les voisins qui se tiennent aux aguets pour réaliser leurs objectifs. Ce dont nous aurions besoin, ce serait d'organisations internationales de défense des professeurs, des députés, des imams, des prêtres et des coiffeurs. Vienne le jour où nous pourrions de nouveau dire que certains métiers sont plus dangereux que d'autres !

Fatih Abdulsalam

March 7, 2006

INTERNATIONAL
Herald Tribune

U.S. faces latest trouble with Iraqi forces: Loyalty

Sectarianism rife in Shiite-dominated police

By Edward Wong

BAGHDAD: For much of the war in Iraq, U.S. military commanders have said their most important mission here was to prepare Iraqi security forces to take over the fight against the Sunni-led insurgency. But with the threat of full-scale sectarian strife looming larger, they are suddenly grappling with the possibility that they have been arming one side in a prospective civil war.

Now, they are making it a central goal to weed out ethnic or religious loyalties from the Iraqi forces, particularly in the police, which is controlled at the highest levels by Iranian-backed religious Shiite parties. Militiamen loyal to conservative clerics have flooded the police ranks in Baghdad and the south, and reports of uniformed death squads have risen sharply in the past year.

The U.S. military risks alienating religious Shiite leaders with its efforts, but could win some favor among recalcitrant Sunni Arabs, further drawing them into the political process. It is trying an array of possible solutions, including affirmative action programs for Sunni Arabs in police academies, firing Shiite police commanders who appear to tolerate militias and deploying 200 training teams composed of Americans who had been police officers or military policemen to Iraqi police stations around the country, even in remote and risky locations.

For example, U.S. commanders say they have ensured that a new academy class of 1,200 paramilitary recruits is virtually all Sunni, to shift from Shiite dominance. Recently, U.S. advisers in Baghdad had a Sunni replace a Shiite paramilitary commander who appeared to tolerate Shiite militiamen. The new commander purged the ranks. Now, Shiite officers in that unit no longer openly display stickers of Moktada al-Sadr, the radical cleric, on their guns or cars, the U.S. advisers say.

Several of the initiatives, like the overhauling of the sectarian makeup of some academy classes, have been going on for months but are now being done on a larger scale. Others, such as the deployment of the new police training teams, are just getting started on any significant level.

There is no quick fix, senior military officials acknowledge: Besides resistance from Shiite politicians, cleansing the police forces could take years because sectarian loyalties have become so entrenched and because police officers are rooted in their communities.

The police came under harsh criticism during the violence following the

bombing of a Shiite shrine in Samarra on Feb. 22. In the immediate aftermath of the explosion, as mobs led by Shiite militiamen attacked dozens of Sunni mosques and left hundreds dead, many police units stood aside out of confusion or sectarian loyalties, according to Iraqi witnesses. Iraqi security forces asserted their presence only after clerics called for calm.

General George Casey Jr., the top U.S. commander in Iraq, said Friday that police officers allowed militiamen through checkpoints in eastern Baghdad, where much of the violence occurred.

The Iraqi Army poses less of a problem than the police, because the U.S. military has direct operational control over it and because the Americans took more care in building it up.

The military's efforts to revamp the police are taking place alongside a strong push by the U.S. ambassador, Zalmay Khalilzad, to get Iraqi politicians who are forming the new government to appoint a nonsectarian figure as head of the Interior Ministry, which controls the police.

"When you're forming a government, you can't form it with any kind of sectarian element," said Major General J.D. Thurman, commander of the 4th Infantry Division, charged with controlling Baghdad. "That's got to be put aside, particularly with military forces."

police is in some ways more crucial than that of the army, because the Americans want the police to handle all security inside Iraq.

The units believed to be most plagued by militia recruitment and sectarian loyalties are the police paramilitary forces, which have a total of 17,500 fighters, the U.S. military says. The regular blue-uniformed police force numbers 89,000. But there are serious doubts about whether anyone has an accurate overall tally.

The paramilitary forces are divided three ways: the commandos, the public-order brigades and a mechanized brigade that will soon be shifted to the army.

The Interior Ministry is accused of sponsoring death squads in police or paramilitary uniforms. Khalilzad has been outspoken in his criticism of the interior minister, Bayan Jabr, and hinted last month that the Americans may withhold financing if sectarianism continues to dominate the security forces.

U.S. commanders say recent scrutiny of the public-order brigades, which were expanded after Sciri took control of the Interior Ministry in early 2005 and whose 7,700 members do light infantry duty, showed that virtually all the members were Shiites.

"When we stood them up, we didn't ask, 'Are you Sunni or are you Shia?'" Major General Joseph Peterson, the U.S.

There is no quick fix, senior military officials acknowledge: Cleansing the police could take years.

Officials at the most powerful Shiite party, the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, or Sciri, which oversees the Interior Ministry, have sharply lashed out at the Americans, arguing that the majority Shiites have the right to control security because Saddam Hussein's Sunni-dominated government used security forces to abduct, torture and kill Shiites on a mass scale.

"The Shiites were beheaded by the security forces before and we are not ready to be beheaded again," said Hadi al-Amiri, leader of the Badr Organization, Sciri's militia trained in Iran. "We can relinquish any part of the government except for the security forces."

The attempts to erase sectarianism dovetail with a broader U.S. initiative to strengthen police training by diverting more resources from mentoring the Iraqi Army. The military hopes to have 200,000 Iraqi police officers in place by early next year. The development of the

officer overseeing police training, said in an interview at a base in Taji, as he was visiting incoming soldiers assigned to advise the Iraqi police. "They ended up being 99 percent Shia. Now, when we look at that, we say, 'They do not reflect the population of Iraq.'"

No accurate census of Iraq exists, but the country is believed to be about 60 percent Shiite Arab, 20 percent Sunni Arab and 20 percent Kurdish (most Kurds are Sunni). The Americans have pushed the Interior Ministry to diversify the forces. All recruits in the public-order brigades have to go through a six- or seven-week training course, with 1,200 in each class. The Americans ensured that the last three classes enrolled greater numbers of Sunni Arabs: The first of those was 42 percent Sunni Arab, the second 92 percent Sunni and the third, which is just starting, is virtually all Sunni, Peterson said.

U.S. officers say that when they try to talk to Iraqi commanders about the reli-

gious or ethnic breakdown of the forces, the commanders tend to shy away from those conversations, as most Iraqis do, saying they prefer to think of themselves as one people rather than in terms of sect.

Colonel Gordon Davis, the top adviser to the public order brigades, said the senior commander of that force, a Shiite Arab from the old Iraqi Army, addresses the issue only with much reluctance. "You shouldn't be talking like this," he tells us," the colonel said in an interview at the Iraqi command base in Kadhimiya, a Baghdad neighborhood.

Davis said his advisers have no qualms about removing Iraqi commanders if it becomes evident they have sectarian loyalties.

For much of last year, the 2nd Public Order Brigade had a particularly bad reputation. It was accused by many Iraqis, especially Sunni Arabs, of torture and illegal killings. Its ranks were filled with men recruited from eastern Baghdad who were loyal to Sadr, the firebrand Shiite cleric who has led two rebellions against the Americans.

The head of the brigade was the former police chief of Nasiriya, a southern city under the sway of hard-line Shiite parties, and was "rumored to tolerate" militias, Davis said. The Americans replaced him with a Sunni Arab commander in December, who then fired 160 people below him, presumably because he suspected those men of ties to militias, the colonel said.

Davis said that having the Sunni Arab in charge proved helpful during the militia-driven violence the day of the shrine bombing. The brigade was dispatched to guard Sunni mosques around Baghdad. While the Sunni commander spoke to Sunni imams to calm them, his Shiite officers tried to placate the raging Shiite mobs.

Matthew Sherman, a former Interior Ministry adviser, though, said the commandos also have significant numbers of Shiites loyal to Sciri. Major General Adnan Thabit, a Sunni Arab, is head of the commandos in name only, he said, having ceded control to Shiite partisans. "They've just taken a more kind of political bent over the past 10 months or so," Sherman said.

The New York Times

Car bombs strike 4 markets in Shiite part of Baghdad, killing scores

By Edward Wong and Robert F. Worth

BAGHDAD: Six car bombs exploded at dusk Sunday in four crowded markets in Sadr City, a Shiite area of eastern Baghdad, killing at least 46 people, wounding more than 200 others and spurring Shiite militiamen with Kalashnikov rifles to take to the streets, an Interior Ministry official said.

The bombings took place about 6 p.m., just after the leaders of Iraq's major political blocs met for the first time in two weeks, signaling a new sense of urgency in talks to form a government.

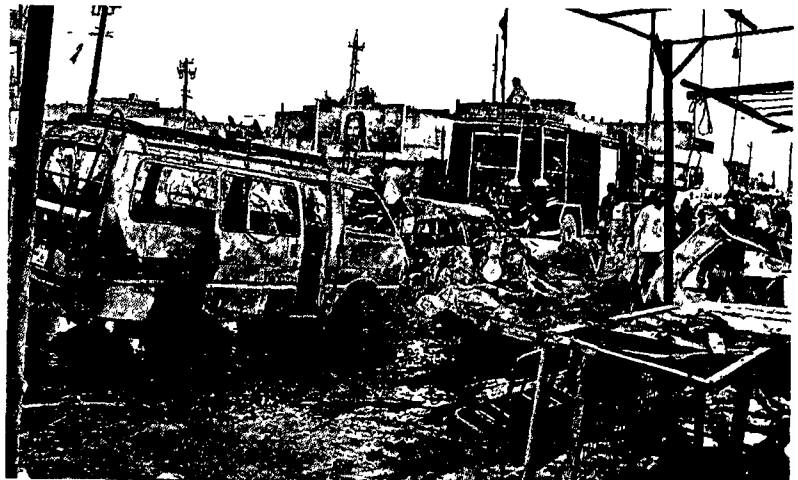
The explosions, the deadliest single assault in Baghdad in weeks, threatened to unleash a wave of sectarian violence similar to the one that followed the bombing of a Shiite shrine last month.

The powerful blasts set vehicles aflame and scattered body parts across city blocks in Sadr City, which is named after the father of the firebrand cleric Moktada al-Sadr. In the gathering darkness, with ambulances wailing through the streets, black-clad militiamen loyal to Sadr raced among the debris and set up checkpoints.

The scene evoked the aftermath of the Askariya Shrine bombing in the northern city of Samarra on Feb. 22, when the Mahdi Army, Sadr's militia, streamed out of Sadr City and organized mobs to attack Sunni mosques in eastern Baghdad, leaving hundreds dead and pushing Iraq to the edge of civil war.

The Iraqi Islamic Party, a conservative Sunni Arab group, released a statement condemning the bombings, apparently sensing the potential for deadly anti-Sunni reprisals.

"Every time the political groups try to start negotiations to reach common opinions among them, we are surprised by a bloody incident aimed at destroying the political process and inflicting more damage among our people," the



Wissam al-Okaili/Agence France-Presse

SHIITES ATTACKED IN BAGHDAD — Dozens of people died from car bombings at dusk at four crowded markets in the Sadr City neighborhood.

party said.

The political leaders who met Sunday have been mired in rancorous negotiations over a candidate for the office of prime minister and had failed to come together in one room since Feb. 25. But at the urging of the U.S. ambassador, Zalmay Khalilzad, the leaders convened in the fortified Green Zone on Sunday afternoon. They promptly decided to set Thursday as the date of the first session of Parliament.

Khalilzad appeared afterward with the Iraqi politicians at an outdoor news conference and gave an unusually blunt assessment of the state of the country.

"I think the situation is such that there's a degree of vacuum in authority," he said. "The need on an urgent basis to form a government of national unity is there."

In the early afternoon, the trial of Saddam Hussein had resumed, entering a new phase as the court heard testimony from defendants for the first time. Three of Saddam's co-defendants,

all of them former lower-level officials of the Baath Party, denied any role in the torture and killings in the 1980s of 148 men and boys from the Shiite village of Dujail. The defendants faced intense questioning from the presiding judge and the prosecutor.

At the political meeting, which took place at the headquarters of the Kurdistan Democratic Party, leaders representing the main Shiite bloc, the Kurds, the Sunni Arabs and a secular bloc agreed to continue discussions Tuesday.

Officials said they recognized that the major issues were the conflicts over the post of prime minister and the definition of a national unity government, but they did not directly address these issues.

The New York Times

Herald Tribune March 13, 2006

L'autre Irak existe, celui des Kurdes

Autonome, le Kurdistan irakien connaît une relative prospérité.

L'Irak semble voué aux kamikazes et aux bombes. Pourtant, découvrir Erbil, capitale du Kurdistan, flanquée d'une puissante citadelle et riche de 3000 ans d'histoire, c'est plonger dans un Irak différent et apaisé. L'aéroport de la ville située à 250 km au nord de Bagdad est sous la surveillance des troupes sud-coréennes. Sans compter, aux alentours, les pechmergas, combattants kurdes aujourd'hui intégrés à l'armée irakienne et chargés de veiller à la sécurité de la région.

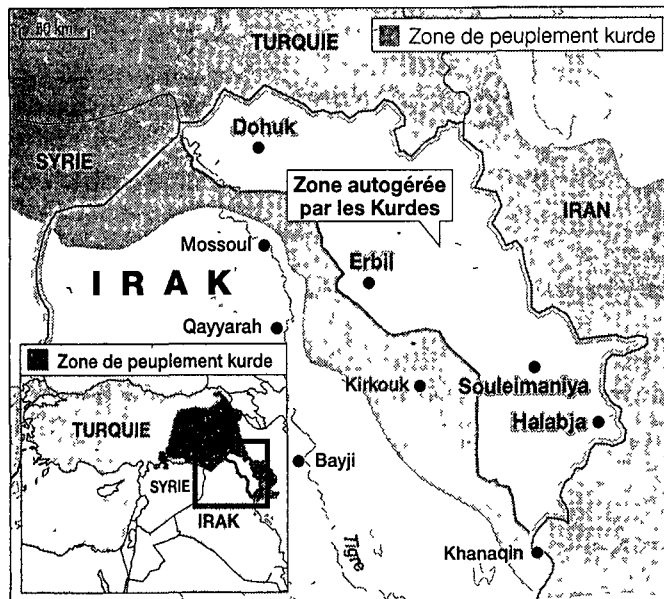
Ainsi, le Kurdistan échappe depuis 1991 au contrôle de Bagdad. Le pays et ses quatre millions d'habitants bénéficient d'une grande autonomie. Une constitution récente lui accorde de larges compétences. Si le pays affiche une certaine prospérité, c'est grâce à la vente du pétrole irakien, le Kurdistan percevant 14% de cette manne. L'argent est réinvesti par le gouvernement dans des travaux publics : écoles, routes, logements.

Un ingénieur kurde, qui a passé 15 ans à Dallas (USA) où il y a fait ses études, est rentré il y a un an avec femme et enfants : « J'ai ici un travail plus intéressant qu'aux USA, se réjouit-il. J'ai la responsabilité de la modernisation du réseau routier et en particulier de l'autoroute qui va vers la Turquie,

je fais travailler des entreprises allemandes »

Erbil est donc en chantier. Sur un périphérique encombré ouvert depuis quelques mois, on voit encore des Mercedes portant le « D » de l'Allemagne. Un centre commercial se construit ainsi que de nombreux immeubles, toujours entourés de murs, sécurité oblige.

Ici, la plupart des entrepreneurs sont Turcs, ainsi que le matériel importé. La Turquie avec ses 10 millions de Kurdes, redoute les désirs d'autonomie du Kurdistan d'Irak. Ce qui ne



Des enfants, des étudiantes... 1991 et le massacre des Kurdes sont loin.

l'empêche pas d'être la principale bénéficiaire du boom économique. La grande route vers la frontière turque est encombrée de camions citernes qui transportent du pétrole vers la Turquie où il est raffiné avant de revenir ici en bidons d'essence vendus au bord des routes.

Les jeunes Kurdes, ceux né après 1991 et qui ont grandi dans le Kurdistan irakien libéré, n'ont pas connu comme leurs aînés la répression et les massacres. Ils sont aujourd'hui impatients de mieux vivre mais

craignent aussi une regression de leur bien-être actuel.

Les séquelles du passé sont toujours présentes. Ainsi Saddam avait fait détruire plus de 4 000 villages chrétiens près de la frontière turque. La population avait fui à l'étranger, une autre partie s'installant aux alentours de Bagdad. Aujourd'hui, ils reviennent au pays ou bien repartent vers Toronto, la plus grande ville assyro-chaldéenne du monde avec Sarcelles (France). Le Président Barzani a pris récemment une loi pour protéger les propriétés des villageois as-

syro chaldéens en interdisant aux non-chrétiens d'acheter leurs terrains ou leurs maisons.

Quand on circule dans la campagne à 40 km d'Erbil, on est frappé par l'absence d'arbres dans la morne plaine qui précède la montagne. Séquelles, là encore. Saddam Hussein les avait fait brûler afin que personne ne puisse y trouver refuge. Mais l'espoir renaît. Des milliers d'arbustes, donnés par des horticulteurs français, ont été replantés à leur place.

Marie-Ange LAUMONIER

Eastern Kurdistan political parties meet to form a United Front

Kurdish National Congress
March 14, 2006

Eastern Kurdistan (Iran) Political Parties Meet to Form a United Front
March 6, 2006 - Hawler

During the Independence Conference in Southern Kurdistan held November 10 & 13, 2005 at the Universities of Salahadeen and Sulaimany, Kurdish parties from Eastern Kurdistan - expressed their strong desire for creating a united front. The Kurdish National Congress of North America (KNC) launched an initiative to bring the interested parties together to form an alliance that would strengthen the Kurdish cause in the fight for democracy and the rights of Kurdish people in Kurdistan living within the borders of Iran.

The KNC initiated discussions with the following parties who had voiced their interest, as the first step towards realizing a united front amongst all Kurdish parties of Eastern Kurdistan.

Democratic Party of Iranian Kurdistan – (PDKI)
Komala Party – Iranian Kurdistan
Komala - Communist Party of Iran (CPI)
Organization of Iranian Kurdistan Struggle
Revolution Union of Kurdistan – Iran

After five months of preparation and discussion, the parties came to the conclusion that via further dialogue and continued meetings Kurdish unity is achievable and should be given top priority.

The KNC invited the interested parties to meet on March 6, 2006 in Hawler and the following parties accepted KNC's invitation:

Democratic Party of Iranian Kurdistan – (PDKI)
Organization of Iranian Kurdistan Struggle
Revolution Union of Kurdistan – Iran

The representative of Komala Party and Komala-CPI expressed their support of the front by phone and in a formal letter respectively. They were not able to attend the meeting yet remained supportive of the plan and hoped to be able to participate in more inclusive meetings in the future.

The meeting started with a minute of silence in respect for those who have given their lives for Kurdistan. The KNC thanked all the parties for their genuine support and their commitment to forming the front and working together. A great deal of discussion was concentrated on the vision of the parties to form the front based on

consensus, not on voting power, which makes every one an equal partner. Discussions were also focused on finding the best mechanism for enlarging this front to be more comprehensive and include more parties and organizations which believe in the principle of unifying Kurds in the fight for self-determination.

All Parties were in support of KNC role to facilitate discussions around the unified front and asked the KNC to follow up their initial steps until the front is successfully formed. In return the KNC committed to continued efforts on the creation of the united front. The parties agreed to meet again and emphasized the importance in bringing the other two parties to the next meeting.

Kurdish National Congress of North America
Email: knc@kurdishnationalcongress.org
Tel: 410-350-4301 or 949-583-1417

Kurdish problem cannot be solved with rhetoric

3/14/2006 The New Anatolian - By Ilnur Cevik

After Prime Minister Recep Tayyip Erdogan declared last summer that there is a Kurdish problem in Turkey but then failed to do something about it, a group of Turkish intellectuals apparently decided to take matters into their own hands and organized a conference. The meeting organized by the Helsinki Citizens Union at Istanbul's Bilgi University took up the "Kurdish problem" over the weekend and as usual there was much talk that really added up to nothing.

Once again intellectuals talked with each other and came up with dazzling statements but hardly produced any concrete and practical measures that could help end the Kurdish problem.

We need to address these issues in a bold and brave manner. We have to look at the two sides of the coin and discuss in detail the things that appear on both sides of this coin. We have to put aside the taboos on the Kurdish question and face the realities, no matter how ugly they are.

Can anyone really understand the facts about the Kurdistan that has been created in northern Iraq and what this means to the Kurds as a whole?

When you discuss such issues, all the parties involved and their influential officials should be represented if there is to be a real debate about the Kurdish issue and if we really want genuine solutions to emerge. You cannot impose solutions on anyone on the Kurdish issue because they will not be just or lasting. The solutions you come up with must be acceptable to all sides.

Very few people like Diyarbakir Mayor Osman Baydemir and Kurdish politician Ahmet Turk were at the Istanbul meeting representing one side of the coin, but that is not enough if you sincerely want to get somewhere.

It's time to face the realities in a bold manner. There are two sides to the coin and we are obliged as Turks to look at the issue from a Kurdish perspective.

Yes, Turkish mothers and fathers have lost their sons in combat against the terrorist Kurdistan Workers' Party (PKK) in the mountains of eastern and southeastern Turkey. Every day soldiers and policemen are losing their lives while we have a growing army of widows and orphans. The Turkish nation is angry and frustrated that so many lives have been lost in the campaign against terrorism and want the PKK to account for its crimes. This is a legitimate demand that cannot be taken lightly, and that is why the leaders of this terrorist organization should remain in prison.

But on the other side of the coin you have thousands of mothers and fathers grieving for their sons and daughters who were with the PKK and lost their lives in security operations over the years. We have fathers and mothers whose villages were burnt down by security forces or who were subjected to atrocities from state officials who then sent their children into the mountains as an act of revenge to join the PKK. As a matter of fact the bulk of the 38,000 lives lost in the terrorism campaign between 1984 and 2006 stated by the authorities are in fact PKK militants or innocent Kurds.

The PKK unleashed its terrorism campaign to ruin our country, killing people not only in Turkey but also in northern Iraq. The Turkish state hit back through its military in a brutal manner that led to all kinds of atrocities that have alienated our citizens of Kurdish origin, who started feeling they were third-class citizens. Turkish authorities and some military officials later realized the gross mistakes they had made, but it was too late.

The day we face these realities on both sides and that the Turkish conservative and nationalist elements realize that there was and still is suffering on all sides and the day the Kurds understand that the PKK cannot be a counterpart in any meaningful dialogue, then we may get somewhere.

We have to create the conditions where our conservatives and nationalists can sit at a table to discuss the Kurdish issue with the Kurds in earnest without hurting or insulting each other. For this, all sides have to acknowledge the realities of the other side.

Bomb allegations threaten Turkey's uneasy balance

Financial Times ANKARA / 13 March 2006 / by Vincent Boland

The military officer tipped to become Turkey's most senior general later this year is at the centre of a political and legal storm over allegations that he tried to disrupt the country's bid to join the European Union.

General Yasar Buyukanit, currently the commander of land forces, has not been charged with any crime. But a prosecutor investigating a bomb attack in Kurdish-dominated south-eastern Turkey last November has alleged that he obstructed justice by intervening on behalf of a soldier implicated in the attack.

Rogue elements of the security forces were blamed by locals for planting the bomb in the town of Semdinli, killing one person and leading to some of the worst civilian unrest in the south-east since the fight against Kurdish separatism officially ended in 1999. The prosecutor's investigation resulted from EU pressure on Turkey to investigate the attack and the allegations against the military.

The allegation against Gen Buyukanit has caused such a fuss in part because it breaks a longstanding taboo in Turkey that decrees that the military top brass is untouchable. It also impinges on the sensitive issue of the conduct of the armed forces in the fight against Kurdish separatism. Perhaps for these reasons, the prosecutor's motive in making the allegation has been questioned.

The government has ordered an investigation into the prosecutor. The opposition has accused the government of fomenting the controversy to try to block Gen Buyukanit's elevation to chief of the general staff, a post he is due to assume in August. Deniz Baykal, leader of the opposition Republican People's party, said Turkey was facing "a conspiracy" against the general staff.

The controversy has not only distracted from the investigation into the Semdinli incident. It has disturbed the balance between the political and military realms in Turkey, where the position of the armed forces is undergoing a significant change. Reforms made with the encouragement of the EU mean the military is no longer first among equals in the constitutional settlement, and its role in the political arena, through its domination of the national security council, has been diminished.

Because its position is shifting, the military may feel vulnerable to criticism or political and legal meddling. Commentators say this may explain why the general staff's reaction to the prosecutor's investigation, and the allegation he has levelled against Gen Buyukanit, has been so defensive, and why the media has rallied around.

Cengiz Aktar, an academic and newspaper columnist, said: "Leaving aside who is right and who is wrong [in the case], the fact that such an investigation can be started at all is something new in Turkey. We do not yet know where it will lead, but it is a very symbolic moment."

Diplomats said the government, rooted in political Islam, and the military, which sees itself as the guardian of Turkey's secular state, had a constructive relationship that has made sweeping constitutional reform possible. "They see eye to eye on many things, and neither side would want that to change," one diplomat said.

Still, commentators say, Gen Buyukanit, the most outspoken of Turkey's senior generals, may be less of a consensus figure than the current chief of staff. The relationship between the military and

the government may indeed change when he takes up the job. Burak Bekdil, a writer and military affairs analyst, said the most obvious effect of the prosecutor's allegations against the general was that they "raised the stakes in the cold war between the two opposing ideologies that rule different offices in Ankara."

Baydemir says Kurdish question has socioeconomic aspects

ANKARA / 13 March 2006 **Turkish Daily News**

Addressing a conference on the unrest in Turkey's Southeast known as the Kurdish question, Osman Baydemir, mayor of the predominantly Kurdish southeastern city of Diyarbak, said the problem has economic, social, political and cultural aspects.

"To me the problem is economic, social, political and cultural. It has a legal basis. In order to overcome this problem there is a need for a project or a roadmap encompassing all of those details," Baydemir was quoted as saying by the Anatolia news agency on the second day of a conference at Istanbul's private Bilgi University, where Turkish and Kurdish intellectuals discussed a peaceful resolution to the Kurdish problem.

Baydemir said the opening up of the Kurdish Question to discussion by academics was a step forward. "If we can overcome the Kurdish problem and start a process of discussing the problem through peaceful means, we will have the chance of opening the path of democratization to a great extent," he added.

When devising a culture policy, Baydemir said, one should start with language. "In my opinion, being a very different, multicultural and multilingual society should not be reason for division. To the contrary, it is necessary to understand that this can only emerge as a result of diversity, unity and solidarity," he said.

Ankara lifted emergency rule in southeastern Anatolia in recent years and has allowed the Kurdish language to be taught in private courses and used in television and radio broadcasts.

It is also compensating villagers who were displaced during the security forces' fight against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in the 1990s.

More than 45 Turkish and Kurdish intellectuals, politicians and journalists of various political leanings participated in the conference, titled "The Kurdish Question in Turkey: Ways for a Democratic Settlement." The two-day event, which opened on Saturday under strict security measures after nationalists threatened to disrupt it, was designed to promote ways of ending the problem, which has long impeded Turkey's efforts to join the European Union.

During the "Minority Concept" session of the same conference, prominent Turkish academic Baskın Oran said the Kurds in Turkey were claiming minority rights although they rejected the concept.

Oran, a professor of political science at Ankara University, emphasized that the Kurds in Turkey were not a minority but a constituent element of the country.

Another speaker at the conference, retired Ambassador İtler Türkmen, said there should be no room for violence during a solution to existing problems. "Everyone who wants to make progress on this [Kurdish] problem should refrain from using violence," Türkmen said.

The fight with the PKK has claimed some 37,000 lives since the terrorist group began agitating for self-rule in southeastern Turkey in 1984.

In a landmark speech in August 2005 Prime Minister Recep Tayyip Erdogan promised that the Kurdish problem would be resolved with "more democracy," but the government has since failed to introduce any concrete measures and PKK terrorists have intensified their attacks.

Mithat Sancar, an academic from Ankara University, said the Kurds in Turkey should ask first whether they want a solution on the basis of integration of the society in which they live or disintegration. "It's not enough to say, 'We're in favor of unity'," he added.

The Kurd Card

By Charles Krauthammer
The Washington Post

Lost amid the news of all the bloodletting in Iraq is an important political development: The Kurds have switched sides. In the first parliament after the first set of elections, they allied themselves with the Shiite slate to produce the current Shiite-dominated government led by Ibrahim al-Jafari.

Now the Kurds have joined with the opposition Sunni and secular parties to oppose the Shiite bloc. The result is two large competing coalitions: (a) the Kurd-Sunni-secular bloc, which controls about 140 seats in the 275-seat parliament and would constitute the barest majority, and (b) the Shiite bloc, which itself is a coalition of seven not-always-friendly parties and controls

130 seats, slightly less than a majority.

If only it were that simple, Iraq would have a new, secular-oriented government. But to protect minorities and force the creation of large governing coalitions, the Iraqi constitution essen-

tially requires a two-thirds majority to form a government.

If we had that requirement in the United States, we might still be trying to settle the 2000 election. In Iraq, the result for now is stalemate, which could lead to disaster if the whole system disintegrates because of the impasse. Or it could

lead to a more effective, less sectarian government than Jafari's.

The key question is who is going to control the two critical ministries: interior and defense. In Iraq, as in much of the world, interior does not control the national parks. It controls the police. And under the current government it has been under Shiite control and infiltrated by extreme Shiite militias. Some of these militias launched vicious reprisal raids against Sunnis after the bombing of the Golden Mosque in Samarra, jeopardizing the entire project of a national police force exercising legitimate authority throughout the country.

The main objective of U.S. Ambassador Zalmay Khalilzad, who worked miracles

in Afghanistan, is to make sure that the Interior Ministry is purged of sectarianism by giving it to some neutral figure, perhaps a secular Sunni with no ties to the Baath Party. Similarly with the Defense Ministry, which controls the army. The army has, by most accounts, handled itself well following the mosque bombing and subsequent riots, and it has acted as a reliably national institution. It is essential that it not get into sectarian hands.

Political success in Iraq rests heavily on these two institutions. Which is why these negotiations, tiresome and endless as they seem, are so important.

The immediate issue is the prime ministership. An internal ballot among the Shiite bloc brought, by a single vote, another term for Jafari. The critical vote putting him over the top was the faction controlled by Moqtada al-Sadr, the radically anti-American and pro-Tehran cleric whose home base is the Shiite slums of Baghdad. For Sadr, a weak and corruption-ridden government that allows conditions to deteriorate would be the perfect prelude to his gaining power.

Not all parts of the Shiite coalition are happy either with Jafari's ineffectiveness or with his political dependence on Sadr. Splits are already appearing in that uneasy alliance. But the most important challenge to Jafari is the Kurds. They are wary of Sadr and unhappy with Jafari, under whom everything -- services, security, trust -- is deteriorating.

Admittedly, part of their calculation is sectarian.

This is, after all, Iraq. Jafari has impeded Kurdish claims on Kirkuk and infuriated the Kurds by traveling to Turkey (which opposes all

Kurdish ambitions) without their approval and with a traveling party that did not include a single Kurd.

The Kurd-Sunni-secular bloc wants a new prime minister who will establish a national unity government. Because the United States wants precisely the same outcome, the Kurd defection is very good news in a landscape of almost unrelenting bad news. The other good news is a split in the Shiite bloc, with a near-majority that favors a more technocratic prime minister and is chafing at Sadr's influence. Additionally, the Sunni insurgency is in the midst of its own internecine strife between the local ex-Baathists, who are not particularly religious and want power, and Abu Musab al-Zarqawi's foreign jihadists, for whom killing Shiites combines sport and religion and who care not a whit for the future of the country. There are numerous reports of Sunni tribes declaring war on these foreign jihadists and of firefights between them.

The security situation is grim and the neighboring powers malign. The one hope for success in Iraq is political. The Kurdish defection has produced the current impasse. That impasse has contributed to the mood of despair here at home. But the defection holds open the best possibility for political success: an effective, broad-based national unity government that, during its mandatory four-year term, presides over an American withdrawal.



Iraqi President Jalal Talabani addressing reporters together with the outgoing Iraqi Prime Minister Ibrahim Jaafari. The Kurds have switched sides. In the first parliament after the first set of elections, they allied themselves with the Shiite slate to produce the current Shiite-dominated government led by Ibrahim al-Jafari.

Turkey at Crossroads

Azad Aslan
Globe Political Editor

A Turkish civilian prosecutor accused a top Turkish general, Yasar Buyukanit, who reportedly had led a covert force conducting illegal operations in the Kurdish southeast. Not only such accusation caused turmoil in Turkish politics but, more importantly, it is suggested that Turkey is on a crossroad to reformulate its internal and external politics.

Accusation directed to Buyukanit, who is most likely to be the next Turkish Chief of Staff in August, is not only important due to his top military position, but it also indicates the growing policy-conflicts among the Turkish established institutions.

These conflicts are between Turkish military and its financial institution, OYAK (Armed Forces Pension Fund), a large business corporation that has close economic link with France and German companies, and Turkish industrialists as represented by TUSIAD (Turkish Industrialists' and Businessmen's Association). Turkish military represent Kemalism and secularism against so-called Irtica (rise of radical Islam) and bölücü terör (separatist terror). Since the establish-

ment of Turkish Republic, the army has been the main political player in Turkish politics, most particularly on the fundamental issues such as the Kurdish question and the role of religion in the state.

The current AKP (Justice and Development Party) government, despite its Islamic orientation, shares vision with TUSIAD to reform some of the fundamental principles of Turkish establishment, mainly the Turkish state policy towards the Kurdish issue.

Since the first Gulf War in 1991, the Kurdish question has become an international issue and has received international and regional attention. The overthrow of Baathists regime in Iraq and the Kurdish role it played in the conflict, as well as the dominant political position of Southern Kurds, has made it almost impossible for Turkey to carry out its existing Kurdish policy, which is based mainly on denial and repression.

There is not a clear-cut and coherent US Kurdish policy. The general line, however, that the US is pursuing in regard to Kurds is to promote recognition of Kurdish identity and minority rights of Kurds within the existing nation-states borders. The US pressure on Kurds in Baghdad to step

back from their demand of self-determination is a clear confirmation of such a U.S. policy towards the Kurds issue. The US presence in the Middle East in general, and in Iraq, specifically, coupled with Turkey's insistence to join the EU, forces Turkey to reevaluate its Kurdish policy. In such a dynamic political juncture, now Turkey struggles to find a way to get out of the impasse.

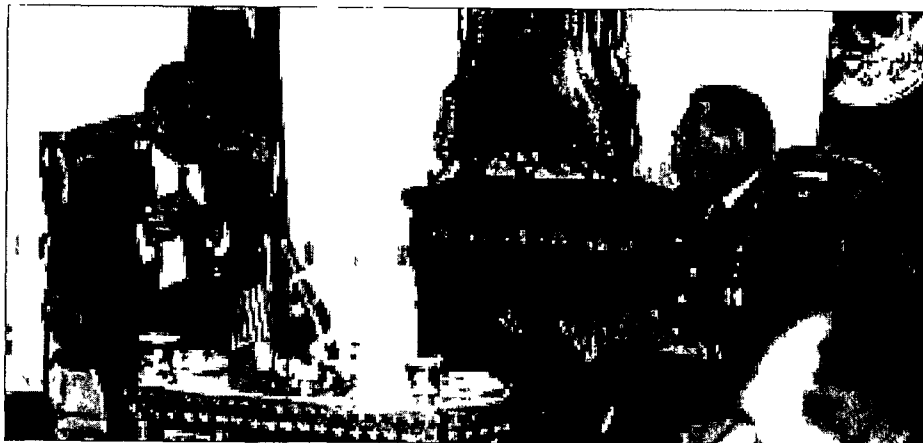
For the Turkish army, even basic recognition of Kurdish identity seems to be difficult to stomach. The constitutional changes promulgated necessary in order to join the EU further diminishes the absolute political power of the army.

The Shemdinli incident last November, which caught Turkish army red-handed in instigating terror in Kurdish provinces, and the recent indictment of a top Turkish general indicate that the army is still resorting to its old tactics of fostering terror in Kurdistan in order to preserve its power and financial interests through OYAK; at the same time trying to resist the pressure from the EU to diminish the military role in civilian politics. The contradiction in PKK's policy, in effect, democratic solution for Kurdish question and at the same time having armed guerrillas situated

in Kurdistan Mountains, further provides ample opportunities for the army to pursue its objectives. In that sense Kurds became an instrument in the power struggle within Turkey.

Faced with opposition from the military, the government and TUSIAD attempt to promote reforms in order to bring Turkish politics in line with the EU and to align its politics with that of the US policy in the Middle East. In this connection, it should be noted that the Turkish army is not opposed to US policy in the region. The Turkish military desires to be a main US ally; provided that the US do not engage in Kurdish politics.

Kurds should not be involved in this conflict. Northern Kurds should create a national platform to develop and to pursue a common agenda. The united position of Southern Kurds could provide an example for northern Kurds to emulate. It should be remembered that Kurds are neither a minority nor citizens of any existing nation-state. As Sheikh Ubeydullah Nehri once said Kurds are a nation apart. Thus, Kurds are entitled to establish their own state, to possess and to control their land and resources. In short the only political solution for the Kurds is self-determination.



US Secretary of Defense Donald Rumsfeld speaking to Yasar Buyukanit, a top Turkish Army General, in this file photo. It should be noted that the Turkish army is not opposed to US policy in the region. The Turkish military desires to be a main US ally; provided that the US do not engage in Kurdish politics.

la Croix
13 mars 2006

Le débat s'ouvre en Turquie sur la question kurde

ISTAMBOUL (Turquie)
De notre correspondante

Les intellectuels turcs ont pris goût à la formule. À l'automne dernier, ils brisaient le tabou le plus tenace en Turquie en parvenant à organiser, malgré une forte résistance des milieux nationalistes, une conférence sur le génocide arménien. Ils ont réédité l'expérience ce week-end, réunis à nouveau à l'université Bilgi d'Istanbul. Cette fois-ci, une cinquantaine d'intellectuels turcs et kurdes a débattu, devant une salle comble, autour du thème « La question kurde en Turquie, la recherche d'une solution démocratique ».

Les débats se sont déroulés sous haute protection policière tout le week-end. Des groupuscules ultranationalistes avaient menacé de saboter la rencontre. Finalement, seuls quelques opposants nationalistes de gauche ont manifesté à l'ouverture de cette conférence. Les participants ont pour la plupart appelé les autorités à accélérer le règlement de la question kurde. Ils ont également appelé la guérilla sécessionniste du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) à cesser la violence. « La société civile doit s'emparer de la question et ne pas la laisser aux politiques », explique Murat Belge, professeur de littérature. « Nous cherchons à réveiller le gouvernement dont les promesses de cet été sont restées lettre morte », précise Cengiz Candar, éditorialiste au quotidien *Bugün* et co-organisateur du rendez-vous.

REPÈRES

LES KURDES EN TURQUIE

■ On estime que les habitants de Turquie se définissant d'abord comme Kurdes représentent au moins 12 millions de personnes, sur une population totale de 72 millions

■ De 1984 à 1999, le conflit entre les forces de sécurité et les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a fait 37 000 morts et des centaines de milliers de personnes déplacées. Le PKK est considéré comme une organisation terroriste par l'Union européenne et par les États-Unis

En août dernier, des propos du premier ministre avaient suscité un immense espoir: en visite à Diyarbakir, la « capitale » politique des Kurdes de Turquie, Recep Tayyip Erdogan avait reconnu publiquement l'existence « d'un problème kurde » et déclaré que sa résolution passait par « plus de démocratie ». Mais ce discours, jamais tenu jusqu'alors par un chef de gouvernement, « n'a rien donné dans la pratique par la suite », résume Murat Belge. Il n'y a eu que quelques avancées timorées. Le Haut Conseil de l'audiovisuel vient de donner son feu vert à une radio et à deux chaînes de télévision régionales, Gün TV et Söz TV, pour émettre en kurde. L'équivalent du CSA turc satisfait ainsi à une exigence de l'Union européenne, qui réclame un effort particulier sur les droits culturels de cette minorité.

Mais avec la surveillance étroite dont ces médias feront l'objet et un cahier des charges ultrarestrictif, il fait peu de doute que la popula-

tion kurde continuera d'orienter sa parabole pour capter les émissions du Kurdistan irakien voisin ou celles de Roj TV, la chaîne pro-PKK hébergée par le Danemark. « Symboliquement, il s'agit tout de même

« Le processus de démocratisation prendra du temps. Le gouvernement ne peut pas agir librement: des forces au sein de l'État cherchent à freiner toute évolution. »

d'une petite victoire pour notre langue », pense l'avocat Ali Fuat Bucak. Pour cet ancien réfugié politique en France, rentré au pays depuis dix ans, « le processus de démocratisation prendra du temps. Le gouvernement ne peut pas agir librement: des forces au sein de l'État cherchent à freiner toute évolution. »

Depuis une semaine, une polémique illustre justement ces résistances d'une partie de l'État. Le commandant de l'armée de terre, le général Yasar Büyükanit, est accusé d'entraves à la justice dans l'enquête sur un attentat perpé-

tré à Semdinli, près des frontières irakienne et iranienne. L'explosion d'une bombe dans une librairie avait fait un mort et six blessés. Une vague de violences avait ensuite embrasé la région, la population réagissant à ce qu'elle percevait comme une provocation organisée par des éléments incontrôlés de l'armée. Selon l'enquête, le poseur de la bombe serait de fait un sous-officier. Mais, mercredi dernier, le ministre de la justice Cemil Cicek a annoncé avoir donné son feu vert à l'ouverture d'une enquête sur le procureur qui a mis en cause le général Büyükanit. L'armée suspecte des milieux islamistes de chercher à affaiblir celui qui apparaît comme le prochain chef d'état-major.

Les tensions restent vives dans le sud-est montagneux anatolien. En 2004, Abdullah Öcalan, le leader du PKK qui purge une peine de prison à vie, a exhorté du fond de sa cellule ses troupes à reprendre les armes, rompant ainsi la trêve en vigueur depuis 1999. Les combats, dont l'intensité avait diminué cet hiver, semblent reprendre avec vigueur. Jeudi dernier, deux soldats sont morts lors d'un accrochage avec les rebelles du PKK à Silopi, près de l'Irak. La veille à Van, trois personnes avaient été tuées et 19 autres blessées dans ce qui semble être un attentat suicide. Ce regain de violence a lieu à quelques jours de Newroz, le nouvel an kurde, célébré le 21 mars, événement qui s'accompagne traditionnellement d'une montée de la tension

LAURE MARCHAND



Commentaire

L'option pacifique

Par Jean-Christophe Ploquin



■ La rencontre qui a permis à une cinquantaine d'intellectuels de réfléchir à une issue démocratique à

la question kurde, ce week-end, à Istanbul, est importante. Elle a montré la capacité du milieu universitaire turc à s'emparer de sujets brûlants et à les exposer sur la place publique, pour qu'ils

fassent l'objet du débat le plus large possible. Le calme qui a entouré cette manifestation témoigne en outre de la volonté des autorités de ne pas autoriser les dérapages ultranationalistes. La question kurde en Turquie, qui reste soumise à des pressions très contradictoires, évolue sous l'influence de plusieurs facteurs. Les Kurdes, d'abord, sont en bonne partie lassés par la guerre civile qui a ravagé le sud-est de la Turquie, où ils sont majoritaires. Ils aspirent au développement économique et la lutte contre la pauvreté devient pour beaucoup l'exigence du moment. Le gouvernement

post-islamiste de Recep Tayyip Erdogan, qui lutte sourdement contre le «laïcisme» de l'armée, sait par ailleurs que celle-ci perdra une partie de sa légitimité si le calme s'impose dans le Sud-Est. Il a donc intérêt à répondre à certaines demandes kurdes, notamment en ce qui concerne les droits culturels. L'Union européenne, de son côté, demande qu'Ankara respecte les minorités et trouve des moyens de pression dans le cadre de la candidature turque à l'adhésion. Enfin, la situation en Irak donne un formidable élan aux Kurdes du monde entier, grâce au quasi-État qui s'est formé au nord de

ce pays. Sous la protection des États-Unis, les deux principaux leaders kurdes d'Irak, Massoud Barzani et Jalal Talabani, sont parvenus à garder deux fers au feu. D'une part, ils participent intensément à la vie politique à Bagdad: Jalal Talabani est le président irakien et les Kurdes ont su depuis trois ans faire alliance avec les chiites, tout en veillant à la défense de leurs intérêts. D'autre part, la région kurde, au nord du pays, connaît un développement exceptionnel, grâce à la sécurité relative qui y prévaut et par le biais d'un renforcement des institutions politiques, économiques,

éducatives, culturelles et des médias. Les dirigeants de cette région enclavée la conçoivent comme un pôle de rayonnement au profit des Kurdes des pays voisins, Turquie, Iran et Syrie. Cette nouvelle donne géopolitique est liée à la présence américaine en Irak. L'instabilité pourrait resurgir rapidement si les GI devaient se retirer. En attendant, les élites turques, y compris les généraux, doivent en tenir compte et cela peut les conduire à chercher, sur leur sol, une voie pacifique pour assurer la paix et le bien-être de tous les citoyens du pays.

Kurdish leadership exerts political muscle

The Kurdish factor in Iraqi politics

By Herminia Thacker
Globe Staff Writer

The resiliency of the Kurds is most commendable. Going back to the conquests of the Arabs, Turks and the Mongols, the Kurdish spirit appears to soar higher with each violent experience. The Kurds have been subjected to extreme suffering; they have been strafed, tortured, bombed, and showered with chemical weapons; some of them have been buried alive by tyrannical despots.

It was 87 years ago when the Kurds formally and officially registered their desire for autonomous Kurdish state before a world assembly. Since then the Kurdish people have been at the receiving end of promises and betrayals from stronger nations, which were quick to explore to

their advantage the Kurdish aspirations for self-determination. Subsequent foreign flags that have been planted on Kurdish soil had made contact with oil, a commodity highly valued in the western world. Oil, a natural resource, has caused the Kurd anguish and misery; nevertheless, oil has also served as a bargaining tool in his perpetual pursuit for autonomy.

Foreign intervention has resulted in the appointment of a district for the Kurdish population, with Hawler as the capital. From this point on, a Kurdish entity has become an active player in the political theater of Iraq. It would be hard to ignore the fact that a Kurd has assumed the presidency of the country after the collapse of the Baathist dictatorship. In addition, television images of the Kurdish leader being received by the Western powers were

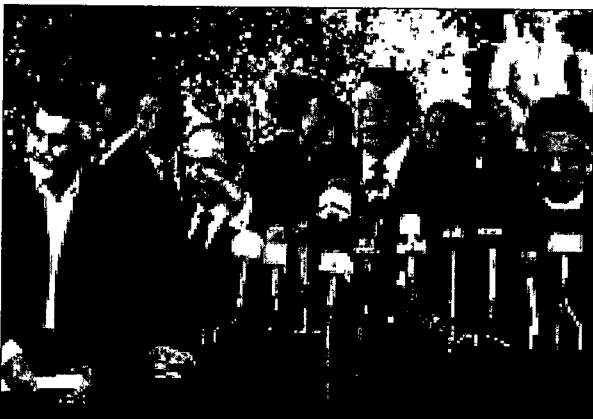
transmitted globally. The Kurdish issue has arrived and is here to stay.

The Kurds have become adept in the political gamesmanship associated with democratic processes. During the last elections, the Kurds entered an alliance with the Shiite list that resulted in a government dominated by Shiites under the leadership of Ibrahim al-Jaafari. The recent developments in Baghdad -again- have underscored the role the Kurd is capable of playing and willing

to play. Faced with the current impasse over the formation of a new Iraqi government, which is centered on the prime ministership, the impatient Kurds sprung into action and realigned themselves with Sunni and secular memberships to oppose the Shiite slate. The Kurds are not ready to sit back and watch the parade goes by. The unhappiness over Jaafari's ineffective stewardship, his com-

radeship with Sadr, Jaafari's foot dragging on the Kirkuk issue, and Jaafari's trip to Turkey without coordination with and the exclusion of the Kurds from his traveling party have only amplified the dissatisfaction of the Kurds.

The Kurd-Sunni-secular club is in the market for a new prime minister who would deliver a national and united government. This search for new personnel is compatible with the ambitions of the United States. It is significant to note that the Kurd switch generated the present impasse in Baghdad. But the Kurds' action opens the door for the best political success; namely, an effective national unity government that during its term would oversee an American withdrawal. The Kurds have come a long way - make no mistake about it



Sunni politician Adnan al-Dulaimi, Kurdish regional president Massud Barzani, Iraqi President Jalal Talabani, Abdel Aziz al-Hakim, chief of the Shiite United Iraqi Alliance attend a joint press conference at the end of their meeting in Baghdad, 12 March 2006.

REPORTER
GLOBE

March 14, 2006

PATH TO PARTITION?

Iraq's hardening divisions put U.S. vision of unity in doubt

Shiites, Sunnis, Kurds move toward quasi-states

By Philip Shishkin
And Yochi J. Dreazen

THE BOUNDARIES between ethnic and sectarian regions in Iraq are beginning to harden.

Shiites and Sunni Arabs are retreating to areas dominated by their own religious sects. The national security forces are increasingly taking on a Shiite tint, infuriating Sunnis and fomenting their insurgency. Kurds effectively run their own region and are signing independent oil deals with foreign companies.

Baghdad shopkeeper Alaa al-Najafi has watched years of peaceful co-existence in his mixed Sunni-Shiite neighborhood collapse since Sunni insurgents bombed a landmark Shiite shrine in Samarra, Iraq, on Feb. 22. In Mr. Najafi's neighborhood, Dora, uniformed Iraqi security personnel stood aside as black-clad Shiite militiamen pulled Sunni men from their homes and businesses, according to witnesses. Mr. Najafi says Shiite fighters attacked a Sunni mosque near his house although he pleaded with them not to.

The bodies of many of the Sunni men were later found in an empty lot, residents say, leading his Sunni friends to move their families to Sunni-only neighborhoods and organize their own armed patrols. "It is impossible to live here anymore," he says. "People have gone crazy." Mr. Najafi sold his grocery store and is planning to move to the Shiite-dominated city of Najaf.

Since the fall of Saddam Hussein, U.S. and Iraqi leaders have envisioned that a central government would serve as a unifying force, divvy up oil revenues and field an army loyal to the whole nation. Yesterday, U.S. President George W. Bush said that is still an achievable vision. He urged Iraqi political leaders to "reach out across political,

religious and sectarian lines, and form a unity government that will earn the trust and the confidence of all Iraqis." Iraq's parliament goes into session Thursday.

Mr. Bush condemned violence on both sides and appeared to agree with Sunni complaints about

Rifts widening

Hardening divisions among Iraq's three sectarian and ethnic groups suggest that U.S. officials and Iraqi leaders may be failing to hold the country together, with three quasi-states emerging: in the north, ethnic Kurds, who constitute 15% to 20% of the population; in the south, Shiite Muslims, who make up about 60% of the population; and in the center, an unhappy Sunni-Muslim population, constituting 18% to 20% of the population.



the Shiite-dominated security forces. The president said the U.S. was working to weed out senior security officials with ties to sectarian militias, recruit more Sunni Arabs into the forces and ensure that Iraqi police personnel were serving "all Iraqis without discrimination." He said, "The only path to a future of peace is the path of unity."

Nonetheless, three quasi-states appear to be taking shape within Iraq:

In the north, ethnic Kurds, who rebelled against Iraq's central government under Mr. Hussein, have already codified their autonomy. Iraq's new constitution grants them a de-facto military arm and considerable independence from Baghdad. The Kurds make up between 15% and 20% of Iraq's population.

In the predominantly Shiite south, private militias backed by local government and religious figures enforce Islamic social codes. Many Shiite leaders, even in the federal government, favor establishing a formally autonomous region for themselves like the Kurdish area in the north, with control over southern Iraq's abundant oil. Shiites make up about 60% of Iraq's population.

Squeezed in the center, an unhappy Sunni community, probably between 18% and 20% of Iraq's total population, occupies portions of Baghdad and an impoverished swath of the country's midsection.

These areas lack the oil reserves of the north or south. They are home to the Iraqi insurgency, which targets both American forces and, increasingly, Shiites. On Sunday night, assailants detonated car bombs at several outdoor markets in Sadr City, a Shiite slum in Baghdad, killing at least 48 people.

"The notion of living together is getting more difficult," says Mahmoud Othman, a Kurdish member of Iraq's parliament. "In reality the country is heading toward having cantons, communities, federal areas."

Some argue the U.S. and Iraqi governments should stop trying to keep the country together and begin preparing for a partition that might be inevitable, or even desirable. "Rather than the folly of continuing a course of action of holding a country together where the residents clearly don't want it, we would do much better to have a managed breakup," says Peter Galbraith, a former American ambassador to Croatia who has long advocated partitioning Iraq.

Iraq was cobbled together after World War I by British diplomats, who took three provinces of the just-defeated Ottoman Empire—Basra, Baghdad and Mosul—and merged them into a single state. In assembling the new na-

tion, the British decided to empower Iraq's Sunni Arab minority, believing that the Shiites' religious devotion made them unsuitable to govern a modern state.

In the decades after Iraq received its independence in 1932, a succession of Sunni autocrats used Iraq's military and security services to crush secession movements among both the Shiites and Kurds. The Sunni-led crackdowns peaked with Mr. Hussein, a Sunni from the central Iraqi city of Tikrit, who killed tens of thousands of Kurds and Shiites following failed uprisings in the late 1980s and early 1990s. The violence left Shiites and Kurds deeply wary of central authority and resentful of Sunnis.

Natural though a partition may seem, it could bring on tremendous violence. The Sunnis would almost certainly refuse to accept being consigned to a landlocked ministate. The dissolution of Iraq could trigger regional instability by encouraging separatist feelings among the Shiite minority in Saudi Arabia and Kurdish minorities in Syria and Turkey.

Also, it would be difficult to peacefully untangle ethnically mixed areas such as the cities of Mosul, Kirkuk and Baghdad. More likely the separation would happen at gunpoint, with tens or hundreds of thousands of people forcibly uprooted from their homes.

Already there are some examples of this. Kurds complain that Shiite security forces in the southern city of Basra are trying to push them out of the Shiite-dominated city. Sunni Arabs say the Kurds are systematically working to drive them out of Mosul and the oil-rich city of Kirkuk to cement their grasp on northern Iraq. The Kurds say they are trying to right a historical wrong: Mr. Hussein had forced many of them out of Kirkuk to increase Arab dominance of the country. (The Kurds are mostly Sunni but not Arab.)

Further disintegration of Iraq would be particularly bloody in Baghdad itself, a mixed city that is home to about one-fifth of Iraq's 26 million citizens.

U.S. government officials acknowledge the dangers posed by the increase in sectarian tensions but say the Bush administration remains committed to a unified, federal Iraq. A senior administration official in Washington says he believes Iraq's sectarian groups will ultimately reach a political compromise because each understands that the likeliest alternative is a civil war that could draw other countries into the fray.

The official said Iraq's Shiites, Sunnis and Kurds continue to coexist peacefully in many parts of the country and noted that Iraq has a decades-old tradition of strong central government. Even local fire departments across the country tech-

nically answer to the Ministry of the Interior in Baghdad.

The U.S. policy for Iraqi unity has stressed the importance of a central authority to disburse oil money for reconstruction, the building of a new national army and police force, and a diverse lineup of leaders imbued with a willingness to look beyond group interests.

Each plank of that plan, however, is now under great stress. In northern Iraq, the Kurdish regional government is signing oil deals with Norwegian, Turkish and Canadian companies, ignoring the Oil Ministry in Baghdad.

The Kurdish government signed its first deal during the waning days of the formal American occupation in June 2004, striking an agreement allowing the small Norwegian company DNO ASA to drill for oil there. Kurdish officials have since signed deals with Heritage Oil Corp. of Canada and a pair of Turkish companies, allowing them to drill in long-dormant oil fields and search for new ones. A Kurdish official in Washington says his government is also in talks with a handful of British companies and at least one American company. He says the deals are explicitly allowed by Iraq's constitution and the Kurds have to take matters into their own hands because the central ministry is too slow.

Many Shiites in southern Iraq, which holds the bulk of Iraq's oil deposits, are agitating to create a region with similar autonomy to make its own deals. Shiite leaders pushed through a provision in the constitution clearing the way for such a move.

It draws the support of grassroots leaders such as Abdul Jabbar al-Akabi, who is chairman of a provincial council in the southern Shiite-dominated province of Maysan. He and other local officials say the central government has given them far too small a share of the region's oil revenue. That has left the province with unpaved roads, untreated sewage and a faltering medical system. "This is like an island on the sea of oil," he says. "Why don't we have all these facilities?"

On security matters, ethnic and religious loyalties have hampered the effort by U.S. officials and the Iraqi government to build a national army and police force—an effort on which Washington has spent billions of dollars. Iraqi security forces regularly cooperate closely with Shiite militias affiliated with the country's largest Shiite political parties. The continued existence of the militias infuriates many Sunnis.

Iraqi security personnel in the southern city of Basra travel the city in cars emblazoned with pictures of Shiite leaders such as radical cleric Muqtada al Sadr. They pledge open allegiance to him and other Shiite religious leaders. Witnesses who declined to give their names for fear of reprisals say men in Iraqi police and army uniforms have bombed liquor stores, churches, and Sunni mosques in Basra and arrested many Sunnis who were never seen again.

In Baghdad, American soldiers have uncovered one Shiite-run facility where Sunnis were detained and mistreated. U.S. officials acknowledge there are credible reports of Shiite militias and death squads operating with a nod from the Interior Ministry.

One of the best-known Shiite militias is the Badr Organization, formerly known as the Badr Brigade, which got its start in Iran in the 1980s battling Mr. Hussein's rule from exile. The group's head, Hadi al-Ameri, thinks Shiite militias have a useful role to play. "The militias are made up of people who fought the [Hussein] regime for years. They are brave and honest. How could you touch them now?" he says in an interview. "The militias can bring order back and control security" while obeying the law, he says.

Ordinary Sunnis complain that Shiite fighters are targeting them solely because of their Sunni identity. A Sunni-sounding name, they say, is often enough to attract unwanted—and occasionally violent—attention from the Shiite-dominated security forces.

Omar al-Ayesh, a mechanical engineer in Baghdad, says that security forces at checkpoints frisk him especially roughly and regularly taunt him because he has a first name common among Sunnis. After hearing rumors that other men named Omar had been killed because they were Sunni, he left his home and moved into a Sunni part of the city. "I have a very big problem because of my name," he says.

The original Omar, one of the early Sunni Muslim rulers, opposed Imam Ali, Prophet Muhammad's cousin and son-in-law, who is revered by Shiites. That makes "Omar" a primarily Sunni name. Mr. Ayesh has officially applied to change his first name to the neutral-sounding "Ammar."

The Shiite crackdown on Sunnis suspected of ties to the insurgency has led some Sunnis to take a surprising step: asking the U.S. military for assistance. Late last year, city elders in Fallujah, a onetime stronghold of the Sunni insurgency that was subdued after a U.S. offensive in 2004, pleaded for U.S. help in restraining the Shiite security

forces regularly raiding the city.

"We have great fear for detainees held by the Ministry of the Interior. Please either let them go or turn them over to the custody of the U.S. Marines," Sheik Kamal Shakur, the head of Fallujah's city council, asked U.S. Ambassador Zalmay Khalilzad during a visit to the city at the time. In February, Mr. Shakur was shot to death near a mosque in Falluja by unknown assailants.

The Ministry of Interior, which controls all of Iraq's police and paramilitary forces, has long been a source of deep concern to U.S. officials. The Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, part of the Shiite coalition that was the big winner in January 2005 elections, successfully pressed for control of

the ministry. Hard-liner Bayan Jabr, a former senior leader of the Badr Brigade militia, became interior minister.

Many U.S. officials worried that the ministry under Mr. Jabr would assume an increasingly sectarian bent. "My office was very vocal on this and we raised a number of red flags," says Matthew Sherman, who served as a senior U.S. liaison to Iraq's Interior Ministry from 2004 until January of this year. "But some people didn't fully recognize this problem."

The recognition sank in during the latter part of last year as reports of Shiite security forces abusing Sunnis began piling up and U.S. troops discovered an Interior Ministry prison where Sunni detainees appeared to have been tortured. The U.S. responded by promising to increase its oversight of Interior Ministry forces. Mr. Khalilzad, the U.S. ambassador, recently demanded that the ministries of defense and interior be led by nonsectarian officials—a direct attack on Mr. Jabr that outraged his supporters. The Interior Ministry has promised to investigate alleged abuses but vehemently denies its employees are involved in extrajudicial killings or torture.

"We call upon our faithful security forces to continue strongly confronting terrorists but with more consideration to human rights," Ayatollah Abdul-Aziz al-Hakim, the leader of the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, said early last month.

"Iraq's Sunnis perceive the 'national' army and police force as a Shiite-Kurdish militia on steroids...and the more threatened Sunnis feel, the more likely they are to fight back even harder," writes Stephen Biddle, a former Army War College historian, in the March/April issue of Foreign Affairs.

Growing Shiite domination of the security forces has undermined efforts to build a broadly representative central government. In December elections, the Shiite parties dominated the voting and became the largest bloc in the national assembly, though they still need the support of other groups to govern. The Shiite groups have hardened their positions in the face of the Sunni-dominated insurgency.

"Shiites genuinely believe they could run the country and beat the insurgency if the U.S. would just get out of the way," says Mr. Biddle. "That leaves them in little mood to compromise."

That is apparent in discussions over the Iraqi constitution, which was approved by a narrow margin in an October referendum. Sunni leaders reluctantly agreed not to oppose the document, although it creates a path for Shiite autonomy, because the Shiites, under U.S. prodding, promised to consider amending it later. But a range of Shiite and Kurdish leaders have recently said they are no longer willing to make any changes.

—Munaf Ammar
and Haqqi Hamudi
contributed to this article.

Dangerous Stalemate in Iraq

By Donald L. Horowitz

There are currently two crises in Iraq. One is the obvious crisis of sectarian violence; the other is the less obvious crisis of government formation. The two are related.

The elections in December produced a more or less predictable result: four major blocs of seats. Shia parties in the United Iraqi Alliance (UIA) received 128 seats out of 275, short of a majority to form a government. The principal Kurdish list, with 53 seats, came in second; the main Sunni parties gained 44 and the intersectarian list of Ayad Allawi won only 25. Together the Shia UIA and the Kurds would easily have a secure majority; and if they accommodated Sunni demands for changes in the constitution, Sunni parties could join a government that spanned the major cleavages in the society and undercut the basis of the insurgency.

Something peculiar happened on the way to such a happy outcome. The Shia and Kurds, who had so completely dominated politics and constitution-making in post-invasion Iraq, fell out. By an intraparty majority of one vote, the Shia chose as their candidate for prime minister the sitting occupant of that office, Ibrahim al-Jaafari—the one candidate the Kurdish president Jalal Talabani could not abide. For their part, the Kurds, who had profited handsomely from their close relationship with the Shia, turned their back on that relationship and demanded a national unity government, including not only the Sunnis but Mr. Allawi's secular party as well. Moreover, they demanded that the interior and defense ministries, implicated in some sectarian violence, be assigned to neutral figures and that a new "national security council" be created to check, in some unspecified way, the formal institutions created by the constitution. The Kurds and all their allies have about 136 seats,

short of a majority, just as the Shia are. And so there is a perfect stalemate.

That stalemate feeds the insurgency, not only by freeing up politically-affiliated militias to attack their sectarian enemies, but by creating an interregnum whose uncertainty is the ideal environment for the intergroup violence that often occurs in the midst of vacuums of authority. Reciprocally, the violence creates bitterness that makes it harder for political leaders to span the chasm that divides them. For the

moment, even the deep disenchantment of Sunni leaders with the constitution has been shelved as the raw struggle over who will control Iraq takes center stage.

Why the Kurds defected from an alliance that had served them so well is a bit mysterious. After all, the constitution they crafted with the Shia suits their interest in

going their own way with a Kurdish region in the north. What is very clear is that the alignment of nearly all Shia on one side and nearly everyone else on the other is exceedingly unhealthy. The Shia are a majority in Iraq, in a country long deprived of majoritarian institutions. Majorities want majority rule, and a majority that sees itself as cheated of its rightful place in government is a dangerous organism.

For proof, consider a single, obscure but important instance: the Punjab election of 1946 in India. The Punjab was then divided among a Muslim majority, a Hindu minority and a Sikh minority. The Muslim League was overwhelmingly favored by the Muslim popu-

lation but fell just short of a majority. A small Muslim splinter party joined Hindu and Sikh politicians, enabling them to form a government and cheating the vast majority of Muslims out of a government they saw as rightfully belonging to them. The result was horrendous violence that helped open the door to the partition of India, with a death toll in the hundreds of thousands. There are examples of the same phenomenon in other countries where majorities are shut out.

The same could easily happen in Iraq if an anti-UIA alignment manages to secure enough seats to form a government. Some think a civil war is already under way, but an inclusive government stands at least some chance of averting the worst. It will not be easy to negotiate such a government. A coalition would be easier to form if the UIA abandoned its insistence on Mr. Jaafari as its prime ministerial choice and thought seriously about the negative effects of biased interior and defense ministries. Many informed Iraqis think Mr. Jaafari has been an ineffective prime minister. The UIA could also rethink its insistence on a less-than-fully inclusive government this time around. It is true that ministerial positions and other perquisites of governing normally go to the best electoral performers. But these are not normal times, in which a winner-take-all mentality should prevail: It is imperative that everyone who can dampen the violence find a place in government. That will also mean Shia compromises on the constitution so disliked by Sunni, even if those negotiations take place over a more extended period than the four months contemplated for amendments to the current constitutional deal.

On the Kurdish-Sunni-secular side, it needs to be recognized that depriving the Shia plurality of a first-among-equals position in government is a very bad idea. It is

not only of dubious democratic legitimacy: More importantly, an anti-UIA coalition risks explosive violence that will put Iraq on the road to disaster—to years of strife, or secession and territorial partition, or even to internationalized Sunni-Shia warfare that can embroil the whole region. Responsible people on both sides of this new divide have to step back from their maximum demands,

lest pursuing them place everyone, every party and every group in dire jeopardy. Likewise, if the U.S. government entertains any notion that supporting an anti-UIA coalition provides a convenient way to exclude Iranian influence from Iraq, attractive though that notion may be, the costs of indulging such an idea will be far too high to contemplate.

Finally, some thought should be given to the proportional-representation (PR) electoral system that, in combination with the Kurdish defection, has produced the present impasse. List-system PR is the preferred electoral system of many international advisers helping in the creation of transitional institutions. In Iraq's first elections, it might have been hard, though not impossible, to choose another electoral system; and other systems might also have produced inconclusive results in the recent elections. But some such systems would have offered at least a chance of a more definitive electoral outcome, and on those grounds, among others, might have been preferred. An outcome that creates a protracted interregnum during which armed gangs go about their gory business while statesmanship is in hiding should not be anyone's idea of a reasonable transition to democracy.

Mr. Horowitz is the James B. Duke Professor of Law and Political Science at Duke University and author of, most recently, "The Deadly Ethnic Riot" (University of California, 2001).

THE WALL STREET JOURNAL.

MARCH 14, 2006



Ibrahim al-Jaafari

Alienated Iran Kurds draw strength from their Iraqi cousins

Kurdish autonomy in Iraq is fuelling a wider cultural renaissance, reports Gareth Smyth

Two illegal Iranian Kurdish parties are launching new satellite television stations – joining the five Kurdish-language channels already beamed into Iran – and stepping up their long-running conflict with the government in Tehran.

With half of Iran's 68m population is Persian and half from other ethnic groups, there has been ethnic unrest recently in Kurdish areas, the mainly Arab south-west and among Baluchis in Iran's far east. This has sparked fears among politicians in Tehran that the

US may see ethnic conflict as an opportunity to bring about political change in Iran.

A Tehran-based Kurdish intellectual said the growth in Kurdish television reflected the achievement of political autonomy in a federal Iraq and a wider cultural renaissance among the 25m Kurds divided between Iran, Turkey, Iraq and Syria.

The Kurdish parties turning to TV – the Kurdistan Democratic party of Iran and Komaleh – are far longer established than opposition parties among Iran's other

ethnic groups. Both have roots in the 1940s, when the Kurds briefly set up an independent republic in the city of Mahabad.

Komaleh, a leftwing party, has launched *Roj Halat* (Rising Sun) with so far an hour every evening, and the larger KDPI will soon open *Tishk* (Light). Both parties have operated clandestinely under both the Shah and, after 1979, the Islamic Republic.

Existing Kurdish channels – either from the Iraqi Kurdish parties or European stations backing Turkey's Kurdistan Workers party (PKK) – have an immediacy and intimacy for Kurds that is lacking in Los Angeles-

based Iranian opposition stations whose outlook is Persian nationalist.

Iraqi Kurdish TV beams in art and culture as well as images of a Kurdish parliament, endorsed by Iraq's new constitution, and of Iraq's Kurdish president and foreign minister.

The contrast with Iran, which has twice as many Kurds as Iraq, is stark. Iran's Kurdish areas had the lowest turnout in last year's presidential election of any region in Iran.

Many Kurds say they are disillusioned after eight years of unfulfilled promises from reformist president Mohammad Khatami of job opportunities and posts in

central government.

They now feel, as Sunni Muslims, alienated by the focus on Shia Islam by President Mahmoud Ahmadi-Nejad.

"For Kurdistan, the policy of reformists and conservatives is the same, since the Islamic Republic inherited the centralism of the Shah," says Bahram Valad-Baigi, former editor of *Ashti*, one of several Kurdish newspapers closed last year, and who faces court charges of undermining national security and encouraging separatism.

"In general, the situation of the Kurds in Iran has been better than Iraq or Tur-

key because our language and culture is closer to Iran," he says. "But politically Iraq is now ahead of us."

Mr Valad-Baigi insists he wants "equality" within Iran and not separation. But he refuses to condemn the exiled parties, who last year abandoned a policy of autonomy with a call for a federal Iran. "They are abroad, we are here in Iran," he says, "but our demands are the same."

It is nine years since the KDPI gave up "armed struggle" after Iranian troops attacked its headquarters in northern Iraq. But Iranian Kurdistan has grown restive with periodic demonstrations since Iraq's interim constitution was agreed in 2004. A new militant group, *Pejak*, apparently allied to the PKK, has clashed intermittently with Iranian security forces.

Many Kurds say they have no wish to return to violence. "Our priorities are knowledge and increasing education," said the intellectual. Kurds never attack unless they are first attacked themselves."

Kurds are also wary of the US, despite America's role in bringing about a federal Iraqi Kurdistan and its recent talk of funding opponents of the Islamic Republic.

But Iran's Kurds also sense that a new era is opening when history may finally move in their direction.

« LA PRESSE DE LA MANCHE », jeudi 16 mars 2006

Les mots d'exil d'Ahmet Ziték

C'est un livre surprenant et attachant qui a été présenté hier au café littéraire, à la bibliothèque Jacques-Prévert de Cherbourg : « Pense que... » parle d'exil. Son auteur, Ahmet Zirek est Kurde et a fui la Turquie en 1980.



Ahmet Ziték devant les illustrations de « Pense que », présentées à la bibliothèque Jacques Prévert.

« **Pense qu'en attendant de quitter ce monde, tu as dû quitter ton village à quatre ans, tu as dû quitter ta ville à treize ans, ton pays à dix-huit ans, et ton continent à vingt-cinq.** » En quelques mots, Ahmet Ziték résume sa vie. Il est né il y a une cinquantaine d'années au Kurdistan turc. Comédien, les autorités turques lui ont vite fait comprendre qu'elles goûtaient peu ses activités culturelles. Il en sera même chassé par les baionnettes, au matin du coup d'Etat du 12 septembre 1980. L'exil, le refuge à Paris, avec un statut d'apatride. « **On est d'autant plus en exil quand ont est apatride** », observe Zmorda Chkimi, metteuse en scène au sein de la compagnie Nue Comme L'œil, qui accompagne à Cherbourg Ahmet Ziték.

Un choix que revendique le comédien, dans une sorte de mélancolie « **La notion d'exil est assez personnelle : chacun vit son propre exil. C'est une notion un peu perdue, un peu irréaliste, un peu galvaudée, mais qui existe bel et bien.** »

Il en a même fait le sujet d'un livre, intitulé « Pense que... », publié il y a deux ans à compte d'auteur. Pas de

grandes digressions philosophiques, mais de courtes réflexions qui toutes commencent par ces deux mots, pense que, qui se révèlent d'une grande force, d'une sensibilité, d'une ironie, d'une justesse, d'une efficacité étonnantes.

A la fois introspection et témoignage, ce livre raconte des bribes d'une enfance plus tout à fait innocente, d'une tyrannie à la douleur lancinante, d'un exil qui fait perdre les repères. Des repères géographiques - « **Pense que les étoiles te manquent à Paris** » - culturels - « **Pense que tu ne sais pas dans quelle langue tu penses** » - autant que religieux - « **Pense que tu es entré dans les lieux de culte de chaque religion, mais qu'aucun ne t'a réconforté.** »

Ahmet Ziték livre aussi un acte militant dans cet ouvrage. Le propos est dirigé contre l'opresseur turc, avec à la fin de l'ouvrage une lettre ouverte adressée au secrétaire général des Nations Unies, l'interpellant sur l'article premier de la Déclaration universelle des droits de l'homme alors que la Turquie est candidate pour entrer dans l'Union européenne. Il a

aussi une portée plus large que pourraient revendiquer nombre de peuples : « **Pense que tu pries pour la survie d'un dictateur... pour qu'il te laisse le temps de témoigner.** »

« Pense que » est enfin et surtout une belle leçon de vie.

Un bel objet aussi, avec des illustrations réalisées par Marie-Noëlle Perriau, la femme d'Ahmet Ziték et décoratrice, à partir des quelques photos que le Kurde avait pu emmener dans son exil. Elles restent exposées dans le hall de la bibliothèque Jacques-Prévert.

Ce soir à 20 h 30 dans la salle Paul-Éluard, dans le cadre du festival « Femmes dans la ville », Zmorda Chkimi et sa compagnie Nue Comme L'œil proposeront une autre lecture, ou plutôt une « mise en lecture » des textes de « Pense que ». Deux panneaux figurant les pages du livre : sur l'un défilera une vidéo de Noémie Flament, des routes, des paysages, des gestes, des visages croisés au cours d'une vie d'exil, sur l'autre une comédienne et un clarinettiste tour à tour dans l'ombre et la lumière...

J. L.

Science très politique

Orwell en Turquie



Salih Akin,
linguiste, université
de Rouen - CNRS.

L'événement est passé presque inaperçu, la communauté scientifique internationale ne s'est pas indignée, et pourtant, on croirait lire 1984 de George Orwell: il y a quelques mois, le ministère turc des Forêts et de l'Environnement modifiait les noms latins de trois espèces animales sous prétexte qu'ils renfermaient les termes *Arménie*

et *Kurdistan*. Rapporté par quelques dépêches d'agences de presse et mentionné dans un article de Philippe Videlier [1], le procédé utilisé par le ministère turc rappelle fort bien ce que P. Siblot a appelé « la police des mots » [2].

Les faits remontent au mois de février 2005: le Programme des

internationale, dont deux principes élémentaires sont l'usage des noms latins et la mention du lieu de vie des espèces. Le ministère des Forêts et de l'Environnement y verra une « menace contre l'intégrité de l'État » turc. Et rebaptise derechef les animaux. *Ovis Armeniana* devient *Ovis Orientalis Anatolicus*, *Capreolus Capreolus Armenius* se transforme en *Capreolus Capreolus Capreolus*, et *Vulpes Vulpes Kurdistanicum*, le renard roux du Kurdistan, s'appelle désormais en Turquie *Vulpes Vulpes*.

Dans *Hürriyet*, le journaliste turc Yalçın Dogan s'indigne [3]. Mais pas de la décision ministérielle. Il préfère s'insurger contre ces appellations décidées par des « étrangers afin de diviser la Turquie ». Même argumentaire du côté du ministère. « Ces intentions sont tellement évidentes que même des espèces que l'on trouve uniquement dans notre pays ont été baptisées de noms allant contre l'unité turque. »

La communauté scientifique internationale, elle, reste silencieuse à l'heure où les négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne sont en cours. Les chercheurs turcs non plus ne pipent mot: sans justifier leur silence, il peut s'expliquer par les risques et menaces pour leurs activités et leurs carrières de toute déclaration ou prise de position jugée hostile aux « intérêts nationaux ». La Turquie, rappelons-le, a laissé le sociologue

Ismail Besikci passer dix-sept ans en prison pour ses recherches sur les Kurdes et poursuit à ce jour, pour délit d'opinion, plus de vingt-deux universitaires, écrivains et journalistes [4].

Retour à Orwell. En Turquie, l'idéologie officielle est fondée sur le déni de l'existence des Kurdes. Puisque les Kurdes n'existent pas, il ne peut pas y avoir de noms évocateurs de la réalité kurde, fût-ce à travers les noms d'espèces animales et botaniques. C'est dans cette vertigineuse illusion qu'en supprimant le nom d'une chose on peut supprimer la chose elle-même que les autorités turques ont appelé les Kurdes des « Turcs montagnards ». C'est aussi dans cette logique qu'une centaine de noms d'espèces botaniques et animales spécifiques du Kurdistan et nommées de ce fait dans la nomenclature scientifique internationale par *Kurdistanicum*, *Kurdistanica*, *Kurdica*, *Kurdicum*, *Kurdicus*, n'est pas enseignée dans les cours de biologie au lycée et à l'université. Même démarche de travestissement pour les Arméniens. En Turquie, nombreux sont les exemples d'infiltrations idéologiques dans la science. Il est aujourd'hui du devoir des chercheurs du monde entier de ne pas laisser faire, et de s'opposer aux censeurs. ■ S. A.

[1] « En Turquie, le déni à l'œuvre », *Le Monde* du 24-25 avril 2005

[2] P. Siblot, « La police des mots », in *Discours social/Social Discourse*, n° 7, p. 49, Montréal.

[3] *Hürriyet* du 1^{er} mars 2005

[4] *Libération* du 29 décembre 2005

Les noms d'espèces animales et botaniques évocateurs de la réalité kurde sont bannis, puisque les Kurdes « n'existent pas »...

Nations unies pour le développement (PNUD) décide de subventionner une action de protection d'espèces en voie de disparition menée par la Fondation turque de chasse et de protection de la vie sauvage. Les animaux en question: le mouton *Ovis Armeniana*, le chevreuil *Capreolus Capreolus Armenius* et le renard roux *Vulpes Vulpes Kurdistanicum*. Dans ses correspondances avec la Fondation turque, le PNUD utilise classiquement les noms tirés de la nomenclature scientifique

Le Monde
Samedi 18 mars 2006

Irak L'ambassadeur américain à Bagdad reconnaît que les Etats-Unis ont

« commencé à discuter » avec la guérilla

Washington, inquiet du jeu iranien, va « parler avec Téhéran de son rôle en Irak »

Dans un entretien au « Monde », Zalmay Khalilzad affirme « ne pas croire que la guerre civile soit inévitable »

BAGDAD

ENVOYÉ SPÉCIAL

Accusé par le président George Bush d'armer certains insurgés et d'infiltrer le pouvoir à Bagdad, la République islamique d'Iran vient d'accepter de discuter avec vous de l'Irak. Une bonne nouvelle ?

Nous avons offert de discuter avec les Iraniens à la demande de plusieurs dirigeants irakiens. Nous sommes prêts à parler avec tous les voisins de l'Irak, l'Iran inclus. Mais, soyons clairs, il ne s'agit pas de négocier l'avenir de l'Irak avec eux. Nous avons quelques soucis concernant la politique qu'ils mènent et le rôle qu'ils entendent jouer en ce qui concerne l'Irak. Nous allons en parler avec eux, nous sommes ouverts à une discussion sur toutes les questions à propos de ce pays. Ils ont

leurs, nous avons les nôtres, nous en parlerons. Vous savez, ce n'est pas la première fois que je fais cela avec les Iraniens, ce n'est pas nouveau pour moi. **C'est vrai, vous avez discuté avec eux sur l'Afghanistan, pays dont vous êtes originaire et où vous êtes retourné comme ambassadeur des Etats-Unis jusqu'en 2005. Mais que pourriez-vous**

CHIFFRES

67 MILLIARDS. La Chambre des représentants a donné son feu vert, jeudi 16 mars, au déblocage de 67 milliards de dollars pour financer les interventions en Irak et en Afghanistan. La facture totale approche 400 milliards.

30 MORTS PAR JOUR. Le nombre de victimes des violences interconfessionnelles est passé de 10 à 30 par jour à Bagdad depuis le bombardement de la « Mosquée d'or » de Samarra, le 22 février, a déclaré, jeudi, un porte-parole de l'armée américaine.



Zalmay Khalilzad, l'ambassadeur des Etats-Unis en Irak, ici entouré de ses garde du corps à Bagdad le 12 mars, reconnaît que « nous avons sans doute commis des erreurs, nous ne sommes pas parfaits ».

leur offrir en échange de l'arrêt de telle ou telle de leurs actions en Irak ?

Ha, ha ! Je ne vais pas vous le dire ici. Nous aurons une bonne conversation, soyons-en sûr. Ils me connaissent, ils savent d'où je viens, je parle leur langue couramment.

Trois ans après l'invasion de l'Irak par les troupes américaines, les tueries sont plus fréquentes que jamais et le pays semble au bord de la guerre civile. Quelles erreurs avez-vous commises ?

Je ne crois pas que la guerre civile soit inévitable. J'admets que la sécurité est un problème. Nous avons sans doute commis des erreurs, nous ne sommes pas parfaits. J'admets que, depuis trois ans, la polarisation confessionnelle, entre chiites et sunnites surtout, a augmenté. Nous sommes venus ici, nous avons renversé le régime de Saddam Hussein, nous sommes responsables de beaucoup de choses, je ne crains pas de le dire. Mais, si nous partions maintenant, si nous disions « OK, on rentre », nul doute que les perspectives d'une guerre intercommunautaire augmenteraient et risqueraient de déborder au-delà des frontières irakiennes. C'est le sort de la région et, au-delà, l'avenir du monde, qui se jouent ici. Pensez-vous que la sécurité des Etats-Unis ou celle de la France serait assurée si nous ne parvenions pas à remettre l'Irak dans la bonne direction ?

Mais comment faire désormais ? N'est-il pas déjà trop tard, avec toutes ces tueries quotidiennes ?

Je ne le pense pas. Je crois que, si les dirigeants irakiens parviennent à bâtir ce gouvernement d'unité nationale que nous espérons d'eux et dont ils acceptent désormais

« Nous voulons que chaque communauté irakienne participe au développement du pays »

Zalmay Khalilzad

l'idée, si les peurs de la minorité sunnite sont prises en compte et les droits de la majorité chiite respectés, nous avons une bonne chance d'éviter le pire. Nous sommes engagés en Irak dans un double processus de construction d'un Etat et d'une nation. L'Etat baasiste a été détruit par nous avec toutes ses institutions. Et puis, bien que l'Irak soit un vieux pays, vous avez

trois grandes communautés différentes dont il faut faire une nation. Je pense que la solution fédérale, incluse dans la nouvelle Constitution, est la meilleure. C'est difficile, ce sera long, mais il n'y a pas d'alternative.

Comment faire pour inclure les arabes sunnites, qui rejettent cette Constitution et forment toujours l'essentiel de l'insurrection à laquelle vos troupes font face ?

Il faut distinguer entre les terroristes djihadistes d'Abou Moussab Al-Zarakaoui [chef d'Al-Qaida en Irak], les baasistes qui veulent le retour de l'ancien régime et les groupes armés

qui se présentent comme la « résistance nationale ». Avec les deux premiers, il n'y a rien à négocier, nous les pourchassons. Avec les autres, nous avons commencé à discuter. Mais ils sont divers, divisés, et ce n'est pas simple. Nous leur offrons de déposer les armes et de rejoindre le processus politique.

Ne craignez-vous pas que la majorité chiite, qui a gagné les élections et à qui vous demandez maintenant de faire une place plus grande aux sunnites dans les instances gouvernementales, les administrations et les forces de sécurité, ne finisse par se rebeller à son tour contre vous ?

Il y a toujours le danger que certains fassent un mauvais calcul. Mais nous ne sommes pas venus ici pour favoriser tel ou tel groupe. Nous voulons que chaque communauté irakienne participe au développement du pays. Chacune d'entre elles y a intérêt. Les sunnites, qui sont généralement plus éduqués et plus prospères que les chiïtes, ont des craintes légitimes. Nous leur tendons la main. Mais je leur dis : « Vous ne pouvez pas avoir un pied dans la violence armée et un autre dans le processus politique, vous devez choisir. »

C'est un discours américain assez nouveau. Vos deux prédécesseurs à ce poste – Paul Bremer et John Negroponte –

ne parlaient pas ainsi. Qu'est-ce qui a provoqué ce tournant ?

Je ne veux pas juger ce qu'ont fait les autres. J'insiste seulement sur ce point : pas plus qu'en Afghanistan vous ne pouvez construire une nation et édifier un ordre démocratique solide si l'une ou l'autre des communautés majeures de ce pays ne participe pas. L'alternative est une guerre sans fin qui joue en faveur du terrorisme et des extrémistes. Les parties en cause doivent faire des compromis et je pense qu'elles y sont prêtes. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICE CLAUDE

Les Kurdes de Turquie réclament un statut officiel pour leur langue

ISTANBUL, 12 mars 2006 (AFP) - .12h03 - "Je veux chanter dans ma langue natale, c'est mon droit le plus légitime", explique Nilüfer Akbal, une chanteuse populaire kurde qui exhorte à la levée de toutes les restrictions imposées sur la langue kurde en Turquie, pays qui espère rejoindre les valeurs européennes.

Cette jeune artiste, très connue dans le sud-est anatolien à majorité kurde dont elle est originaire, estime que si la Turquie veut se démocratiser c'est avant tout par la langue kurde qu'elle doit commencer.

"J'ai toujours vécu le sentiment d'être l'autrui, celle qui est différente des autres", c'est-à-dire les Turcs, dit-elle au deuxième et dernier jour d'une importante conférence d'intellectuels turcs et kurdes qui se sont penchés à Istanbul dans les locaux d'une université privée sur les moyens d'une solution pacifique au vieux conflit kurde qui ternit l'image de la Turquie au sein de l'Union européenne.

Chanter en Kurde est autorisé depuis le milieu des années 1990 mais Mme Akbal déplore encore de nombreux préjugés: "Quand je dis à quelqu'un que je fais de la musique kurde, on me regarde d'un air bizarre, comme si j'étais une +terroriste+", dénomination officielle des autorités d'Ankara pour désigner les rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes), explique l'artiste.

A l'instar d'autres artistes kurdes, elle dénonce des pressions des autorités policières. "Nous les artistes kurdes, nous sommes fichés à la police et on doit présenter un casier judiciaire vierge à chaque fois que nous voulons donner un concert", affirme la chanteuse.

Désireuse d'affermir sa crédibilité en tant que régime démocratique afin de s'intégrer à l'UE avec laquelle elle a entamé en octobre des négociations d'adhésion, la Turquie autorise en 2003 l'enseignement, à titre privé, de la langue kurde ainsi que son usage dans des émissions publiques.

Mais les Kurdes de Turquie estimés à plus de 12 millions sur une population de 72 millions en demandent davantage et appellent le gouvernement d'accorder à la langue kurde le statut de langue officielle.

La constitution turque interdit l'utilisation d'une autre langue que le turc, seule langue officielle, dans les établissements publics.

Le principal parti pro-kurde de Turquie, le DTP (Parti pour une société démocratique) a demandé la semaine dernière au gouvernement d'accorder à la langue kurde le statut de langue officielle, un appel qui a eu peu d'effets à Ankara.

"Nous insistons pour que le kurde soit enseigné à l'école et dispose d'un statut officiel", a expliqué Ahmet Türk, un ancien député kurde, vice-président du DTP présent à la conférence.

Plusieurs établissements privés d'enseignement du kurde ont ouvert leur portes après les réformes pro-européennes d'Ankara mais ils sont actuellement tous fermés, faute notamment de fonds et d'élèves.

"Le kurde n'a pas de prestige social (...) les gens savent qu'ils ne peuvent l'utiliser dans la fonction publique et le commerce mais seulement dans la vie quotidienne, chez eux, et n'envoient donc pas leurs enfants l'étudier dans les écoles privées", a relevé Salih Akin, chercheur à l'Université de Rouen, en France.

Il a exhorté le gouvernement à amender la constitution pour que le kurde devienne "la deuxième langue officielle" de la Turquie.

la Croix
17 mars 2006

Le Parlement irakien se réunit sans majorité constituée

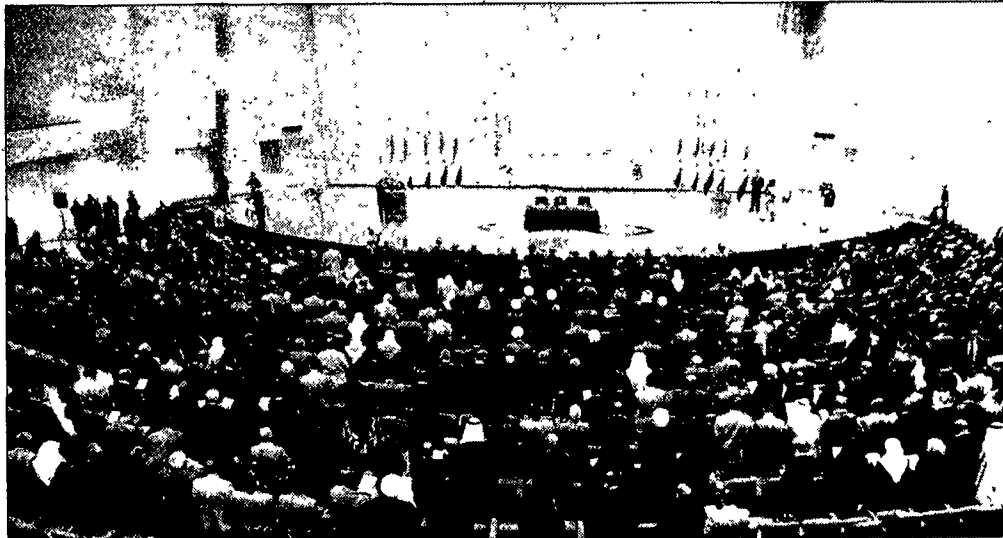
Une réunion protocolaire du Parlement irakien a eu lieu hier alors que le gouvernement d'union nationale n'est toujours pas formé

Trois mois après son élection, le Parlement irakien a tenu hier à Bagdad une session inaugurale protocolaire, alors que les tractations politiques butent toujours sur le choix d'un premier ministre et la formation d'un gouvernement d'union nationale. Lors de la session qui n'a duré que quarante minutes, les 275 députés réunis dans le secteur fortifié de la Zone verte à Bagdad, au milieu d'un imposant dispositif de sécurité, ont prêté serment sans désigner leur président. « Selon la Constitution, la séance doit désigner le président et ses deux adjoints mais après consultations avec les blocs politiques, il a été décidé de la laisser ouverte dans l'attente d'un accord » sur un gouvernement d'union nationale, a déclaré le doyen d'âge des députés, le sunnite Adnane Pachachi.

Ce dernier a appelé ses compatriotes à « démontrer à tout le monde qu'ils ne seront pas entraînés dans une guerre civile » et les leaders politiques à se placer « au-dessus des considérations confessionnelles pour former un gouvernement d'union nationale ». Il a été interrompu brièvement par le puissant leader chiite, Abdel Aziz Hakim, chef du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRIL), qui a protesté contre le caractère politique de cette interven-

tion, soulignant que la session n'avait qu'un caractère protocolaire.

La session a commencé par la lecture de versets du Coran et une minute de silence a été ensuite ob-



Ouverture du Parlement irakien, hier. La session a commencé par la lecture de versets du Coran et une minute de silence a été observée en souvenir de l'attaque à l'arme chimique en 1988 contre les habitants de Halabja

servée pour marquer l'anniversaire de l'attaque à l'arme chimique en 1988 contre les habitants de Halabja. Dans cette ville kurde, des heurts entre des habitants et des forces de

l'ordre avaient fait mercredi un tué, un adolescent de 14 ans, et six blessés. Les manifestants protestaient contre l'incurie des services publics et la corruption des autorités. Dans

de violents heurts, des membres des forces de l'ordre ont tiré contre les manifestants bloquant l'entrée de la ville pour empêcher les convois officiels d'y rentrer. Durant la manifestation, les habitants ont attaqué

un monument érigé à la mémoire des victimes de l'attaque du 17 mars 1988 par l'armée de Saddam Hussein, qui avait fait 5000 morts en une seule journée.

Le doyen d'âge des députés a appelé ses compatriotes à « démontrer à tout le monde qu'ils ne seront pas entraînés dans une guerre civile ».

Pendant ce temps, à Bagdad, les corps de 25 personnes ont été découverts mercredi soir et jeudi matin dans différents quartiers, selon le ministre de l'intérieur. Mardi déjà, les

autorités avaient affirmé avoir retrouvé les cadavres de 87 hommes en moins de vingt-quatre heures, dont 39 dans un fossé de six mètres sur huit dans un terrain vague de Kamaliyah, un quartier de l'est de Bagdad à majorité chiite.

HASSAN JOUINI
(AFP)

► Les forces de sécurité irakiennes sont un facteur de tension alors que l'armée américaine voulait se reposer sur elles

Les États-Unis cherchent une stratégie en Irak

La menace de guerre civile en Irak met à rude épreuve la stratégie militaire des États-Unis. L'état-major américain cherche de toute urgence à s'adapter à la situation qui prévaut depuis le dynamitage d'un mausolée religieux très vénéré par les musulmans chiites, à Samarra, au nord de Bagdad,

le 22 février. Cette attaque aurait été perpétrée, selon les premiers éléments de l'enquête, par des agents extrêmement expérimentés dans le maniement d'explosifs et qui appartiendraient aux anciennes forces spéciales de Saddam Hussein. Menée selon toute probabilité par des sunnites, elle a provoqué des

représailles de la population chiite qui semblent se poursuivre trois semaines plus tard.

La guerre en Irak paraît ainsi évoluer d'un conflit mené par des insurgés, essentiellement sunnites, visant des objectifs militaires ou policiers, à des violences intercommunautaires entre chiites et

sunnites susceptibles de se transformer en une guerre des religions. Les troupes de sécurité irakiennes, constituées pour l'essentiel de chiites et de Kurdes, sont elles-mêmes devenues une source de tension. Juste après l'attentat de Samarra, elles avaient laissé le champ libre aux milices chiites dans certains secteurs de Bagdad. Dans ce contexte, la stratégie américaine

consistant à former des forces de sécurité irakiennes pour les poster en première ligne devient contre-productive.

À Washington, George W. Bush espérait pourtant qu'en formant de nouvelles forces irakiennes, il favoriserait le retour des 133 000 hom-

mes du corps expéditionnaire américain en Irak. Son idée était même, d'effectuer un premier retrait significatif cet été, avant les élections américaines dites de mi-mandat.

Aujourd'hui, la dégradation de la situation en Irak, trois ans après son

déclenchement le 20 mars 2003, assombrit l'horizon politique du président américain. Selon un sondage publié hier par le *Wall Street Journal* et NBC News, 61 % des Américains désapprouvent la gestion du dossier irakien par George Bush. Avant-hier, une enquête réalisée par l'institut

World Public Opinion a montré que 54 % des Américains interrogés jugeaient que la guerre en Irak avait été «une mauvaise décision» et 67 % qu'elle n'était pas nécessaire pour la défense des États-Unis.

JEAN-CHRISTOPHE PLOQUIN

Les Américains changent de stratégie et se tournent désormais vers les sunnites.

Massacres interconfessionnels au quotidien en Irak

15 MARS 2006



Pour l'Irak, le pire scénario est en marche: celui de la guerre civile. Depuis l'attentat du 22 février contre la Mosquée d'or de Samarra, l'un des principaux symboles chiïtes, il ne se passe pas une journée sans que des dizaines d'Irakiens soient exécutés collectivement pour des motifs confessionnels. En deux jours, ce sont les corps de 80 personnes, surtout sunnites, qui ont été retrouvés à Bagdad, soit dans des fosses communes, soit dans une camionnette - un bilan qui ne prend pas en compte la province. La plupart des cadavres portaient des traces de torture.

Exécutions. Parmi eux figurent 13 sunnites exécutés dans la banlieue chiïte de Sadr City, fief de l'Armée du Mehdi, la

milice du jeune chef islamiste radical Moqtada al-Sadr, qui, pourtant, a toujours plaidé pour que sunnites et chiïtes fassent cause commune contre l'«envahisseur» américain. Ces dernières exécutions semblent avoir été commises en représailles aux six attentats de dimanche, qui ont tué 46 personnes et en ont blessé 204 autres dans cette partie de la ville. C'était la première fois que des explosions aussi violentes frappaient Sadr City, jusqu'à présent relativement épargnée. En effet, Moqtada al-Sadr et ses partisans, à la différence des autres leaders chiïtes, ne sont pas considérés comme des «collaborateurs des forces d'occupation américaines» par les groupes sunnites, y compris par les plus fanatiques comme celui du Jordanien Abou Moussab al-

Zarqaoui. «Maintenant, les gens, quel que soit l'endroit où ils vivent, ont peur de quitter leur quartier, leur maison, d'aller d'un point à un autre de Bagdad. Ce n'est pas encore la guerre civile, mais nous sommes à la merci d'un autre big bang comme celui de Samarra», indique Moayed al-Windawi, un professeur irakien de sciences po-

litiques réfugié à Amman et joint par téléphone.

Ressentiment. Ces prémices d'une guerre civile généralisée inquiètent les États-Unis au point de provoquer un changement de stratégie. Dans la foulée de l'invasion américaine de mars 2003, qui avait permis aux chiïtes de recouvrer un pouvoir dont ils étaient privés depuis des siècles, Washington avait favorisé l'émergence d'un leadership chiïte et kurde. Une politique qui avait alimenté le ressentiment de la minorité sunnite et profité à la rébellion.

A présent, l'administration américaine se tourne vers les sunnites. L'ambassadeur américain à Bagdad, Zalmay Khalilzad, a ainsi reconnu et déploré l'existence d'«esca-

drons de la mort» chiïtes liés aux ministères de l'Intérieur et de la Défense, ce que dénonçaient depuis longtemps les sunnites. Dès lors, il a mis son veto sur l'attribution de ces deux ministères à des hommes marqués par le confessionnalisme. Khalilzad

a fait aussi des déclarations destinées à séduire les sunnites. Il a annoncé que les forces américaines allaient se retirer et ne garder aucune base militaire permanente. Et qu'il dialoguait avec les «hommes armés», s'appêtant même à discuter avec, selon ses propres termes, «la résistance qui veut le bien du pays».

Inquiétude. S'agit-il d'un tournant dans la politique américaine ou d'une simple tactique pour surmonter une période difficile? «Il y a un changement dans la stratégie américaine et une plus grande compréhension depuis l'arrivée de Zalmay Khalilzad», reconnaissait Saleh Motlak, chef du Front irakien pour le dialogue national (11 sièges sur 275 au Parlement), cité par l'AFP. «La solution est entre les mains des États-Unis. Ceux qui ont dé-

truit l'équilibre doivent faire preuve de courage pour le rétablir», a-t-il ajouté, après avoir déploré la politique «confessionnelle» des États-Unis. S'il y a un tournant américain, il semble répondre aussi à une autre inquiétude: une certaine détérioration de la situation dans le Sud chiïte où l'Iran est particulièrement actif.

Dans l'immédiat, l'ambassadeur américain négocie avec les chefs parlementaires pour arriver à former le nouveau gouvernement, où les sunnites devraient être mieux représentés. La tâche n'est pas facile: les partis islamistes chiïtes (majoritaires au Parlement) souhaitent la reconduction du Premier ministre (pro-iranien) Ibrahim al-Jaafari, les Kurdes et les sunnites la refusent. ◆

JEAN-PIERRE PERRIN



Halabja, la martyre, se rebelle contre l'administration kurde



HALABJA (Irak), 16 mars 2006 (AFP) - 17h30 - Les habitants de Halabja, exaspérés par les promesses officielles non tenues, ont incendié jeudi le monument aux 5.000 martyrs de l'attaque aux armes chimiques de 1988, en protestant contre l'administration kurde qu'ils accusent de corruption.

La manifestation, qui a pris une tournure violente avec la mort d'un adolescent, a surpris par son ampleur d'autant plus qu'elle a coïncidé avec le 18ème anniversaire de l'attaque menée le 17 mars 1988 par l'armée du président déchu Saddam Hussein qui avait révélé au monde la nature cruelle de son régime.

Au départ, des centaines d'étudiants se sont rassemblés près du monument aux martyrs avec l'intention de barrer l'entrée de la ville aux officiels de l'administration locale de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) du président Jalal Talabani.

La foule a vite gonflé. En deux heures, des milliers d'habitants ont fait cause commune avec les étudiants, frustrés de voir leur ville, située à 300 km au nord de Bagdad, négligée malgré les promesses officielles.

Hamza Ali, un étudiant, exprime le sentiment général. "Jusqu'ici, rien n'a été donné à notre ville. A chaque anniversaire, les responsables viennent, promettent et s'en vont. Ce sont tous des menteurs", dit le jeune homme qui a perdu son père et l'un de ses frères dans l'attaque de 1988.

Un ouvrier de 30 ans, Laik Salah, qui a perdu cinq des siens, renchérit en qualifiant l'administration de l'UPK de "la plus corrompue de la région autonome du Kurdistan".

Très vite, des frictions commencent avec les forces de sécurité et les manifestants commencent à marcher sur le monument aux martyrs qui comprend un musée, une salle de réunion et une exposition de photographies.

Aux jets de pierre, les gardes ripostent par des coups de feu, tuant un adolescent de 14 ans, Kourda Ahmed, et blessant six manifestants. Vite débordés, ils se replient et les manifestants mettent le feu au monument.

"Nous y avons mis le feu parce que les autorités collectent beaucoup d'aides d'organisations internationales qu'elles volent. Nous ne voyons pas la couleur de cet argent", dit un manifestant, Kardo Hassan.

Rizin Walid, un étudiant, ajoute: "nous ne voulons pas de ces menteurs", en parlant des responsables que les manifestants ont empêchés d'accéder à la ville en bloquant les routes avec des pierres et en mettant le feu dans des pneus.

Jaro Ali, une étudiante, estime quant à elle, que les habitants avaient le droit de manifester disant que rien n'a été fait pour la ville ni au niveau de la reconstruction, ni à celui du développement.

Un responsable local s'est dit totalement surpris par la tournure des événements. "Il y a deux jours, une délégation d'étudiants est allée présenter les doléances des habitants au chef du gouvernement (de l'UPK) Omar Falah et il a promis de donner une suite à leurs demandes", a indiqué Chaho Mohammed.

"Nous sommes surpris d'autant plus que les manifestants ont incendié le monument aux martyrs qui est le symbole de la ville", ajoute-t-il.

A l'occasion de la commémoration du massacre de Halabja, M. Talabani a appelé jeudi ses compatriotes à barrer la route à tout retour de la dictature.

"La tragédie de Halabja et les massacres qui ont suivi contre les Kurdes et les Irakiens nous incitent à renforcer notre unité, à barrer la route aux partisans de l'ancien régime, aux terroristes et à ceux qui tentent de ressusciter la dictature", a dit le président kurde dans une déclaration, rappelant que ce massacre avait donné le coup d'envoi à la campagne d'Anfal, au cours de laquelle 180.000 Kurdes avaient été tués et 4.500 villages détruits.

Kurdish Protesters Destroy Shrine in Rage Against Their Leadership

MARCH 17, 2006

The New York Times

By ROBERT F. WORTH

HALABJA, Iraq, March 16 — For nearly two decades, Kurds have gathered peacefully in this mountainous corner of northern Iraq to commemorate one of the blackest days in their history. It was here that Saddam Hussein's government launched a poison gas attack that killed more than 5,000 people on March 16, 1988.

So it came as a shock when hundreds of stone-throwing protesters took to the streets here Thursday on the anniversary, beating back government guards to storm and destroy a museum dedicated to the memory of the Halabja attack.

The violence, pitting furious local residents against a much smaller force of armed security men, was the most serious popular challenge to the political parties that have ruled Iraqi Kurdistan for the past 15 years. Occurring on the day the new Iraqi Parliament met for the first time, the episode was a reminder that the issues facing Iraq go well beyond fighting Sunni Arab insurgents and agreeing on cabinet ministers in Baghdad.

Although Kurdistan remains a relative oasis of stability in a country increasingly threatened by sectarian violence, the protests here — which left the renowned Halabja Monument a charred, smoking ruin — starkly illustrated those challenges even in Iraq's most peaceful region.

Many Kurds have grown angry at what they view as the corruption and tyranny of the two dominant political parties here. They accuse their regional government of stealing donations gathered to help survivors of the poison gas attack. The town's residents chose Thursday to close off the town's main road and rally against government corruption. When government guards fired weapons over the protesters' heads, the crowd went wild and attacked the monument.

The sudden and deliberate destruction of such a well-known symbol of Kurdish suffering clearly stunned officials with the Patriotic Union of Kurdistan, which governs the eastern part of the Kurdish region. But many local people, including survivors of the 1988 attack — said the Patriotic Union was to blame, having transformed the monument into an emblem of its own tyranny and greed.

"All the money given by foreign countries has been stolen," said Sarwat Aziz, 24, as he marched to the



Residents examined debris of the Halabja Monument, which was ruined yesterday in a protest of the Patriotic Union of Kurdistan-led government.

museum in a crowd of furious, chanting young men. "After 18 years, Halabja is still full of debris from the war, we don't even have decent roads."

Several protests have occurred in recent months against the Patriotic Union of Kurdistan, led by Iraq's president, Jalal Talabani, and the Kurdistan Democratic Party, which runs western Kurdistan and is led by Massoud Barzani. But nothing has come close to the violence that erupted Thursday in Halabja.

Apparently unnerved by the prospect of publicity, party militia members tried twice to confiscate the cameras of a photographer for The New York Times who was leaving Halabja by car Thursday evening, and only stopped after an appeal to high-ranking party officials.

At a hastily arranged news conference in Halabja, Emad Ahmad, the acting regional prime minister and a Patriotic Union of Kurdistan official, said the party would "try to address any defects and corruption that exist within the administration." He said the demonstration had started peacefully only to be overtaken by outsiders, and he hinted that Islamic radicals might be to blame.

"There is a hand behind this, and we must cut off the hand," Mr. Ahmad said.

An Islamic opposition movement operates in Halabja, though there were no signs that it had a role in organizing the demonstration.

By all appearances, the attack on the Halabja Monument was an authentic expression of popular rage.

The crowd contained young and old, men and women. Most seemed to view the museum — which was inaugurated in September 2003 at a ceremony attended by Colin L. Powell, then the secretary of state — as the prop of an unjust government.

"That monument over there has become the main problem for Halabja," said Bakhtiar Ahmad, nodding at the museum, with its distinctive yellow crown-shaped roof. "All the foreign guests are taken there, not to the city."

Nearby, Tara Rahim, a quiet 19-year-old dressed in a neat black cloak and head scarf, said she had come to honor her sister Zara, killed in the 1988 attack, and to stop the Patriotic Union of Kurdistan from taking advantage of the anniversary.

"Kurdish officials used Halabja to gather money," she said, standing with a group of eight other identically dressed young women. "Millions of dollars has been spent, but nothing has reached us."

The protest began about 9 a.m., when local residents poured onto Halabja's main road and ignited tires. As the crowd grew, protesters moved toward the monument and hurled stones at a sign outside that read, in Kurdish, "No Baathists Allowed Here." It collapsed in pieces.

About 40 Patriotic Union of Kurdistan guards, gathered around the monument, began firing long machine-gun bursts into the air. The sound echoed like thunderclaps against the towering wall of snow-capped mountains that forms the

Iranian border, a few miles away.

The shooting only enraged the crowd, and as the guards retreated in a panic, the protesters reached the monument and began smashing its windows and glass display cases with stones. Inside, protesters poured propane from a can and set fire to it. Within minutes, flames were licking from the windows and a thick column of black smoke was twisting into the bright blue sky.

The security guards moved back toward the monument, and some began firing weapons into the retreat-

ing crowd. One bullet sliced through the chest of Kurdistan Ahmed, a 17-year-old high school student, and he collapsed onto the grass, dying.

By noon, it was over. One protester was dead, six were wounded, and most of the Patriotic Union of Kurdistan guards had retreated to their compound on the edge of town, leaving the monument a blackened hulk of broken glass and shattered tiles.

At the hospital, anxious mothers searched for their sons. "I fled the gas attack with no shoes, and now I must come here to see if my relatives have been shot," cried Roshna

Sidiq, 31, her face heavy with grief.

The violence made a surreal contrast with the peaceful mountain landscape, where, only a few hundred yards away, shepherds in traditional Kurdish dress tended their sheep on fields as green as Eden.

Later, family members and friends gathered in a Halabja mosque to recite Koranic prayers over the youth's body, wrapped in a blanket on the floor. Many sobbed uncontrollably, repeating his name.

"Kurdistan," they wailed, clutching their faces. "Oh, my Kurdistan."

Bush désigne l'Iran comme le pays le plus « menaçant »

Moyen-Orient Selon un proche de l'ayatollah Sistani, les Iraniens « sont infiltrés partout » en Irak

Sans le dire ouvertement, le président George W. Bush commence à tirer les leçons de l'aventure irakienne dans laquelle il a entraîné son pays et quelques-uns de ses alliés en mars 2003. La version 2006 de la doctrine stratégique de sécurité nationale, qui devait être rendue publique jeudi 16 mars, confirme sur certains points le texte précédent de septembre 2002 mais propose aussi des accents nouveaux. C'est ainsi que la principale mise en garde concerne maintenant Téhéran : « Il n'y a pas de plus grande menace venant d'un seul pays que celle provenant de l'Iran », déclare le texte. Ce document a

été mis au point sous la direction de Stephen Hadley, conseiller pour la sécurité nationale à la Maison Blanche, mais il porte aussi la marque de la secrétaire d'État, Condoleezza Rice. Il s'agit d'empêcher le régime des mollahs de se doter d'armes de destruction massive, notamment nucléaires. La diplomatie doit réussir, « si l'on veut éviter une confrontation », dit la doctrine réactualisée. L'avertissement arrive au moment où le dossier du nucléaire iranien vient d'être transféré au Conseil de sécurité des Nations unies.

Plus généralement, l'administration Bush réaffirme que la nécessité de l'action préventive « reste la même ». Celle-ci avait été inscrite dans le texte de 2002, comme complément à la stratégie traditionnelle de dissuasion et d'endiguement, pour faire face aux « Etats voyous », aux groupes terroristes et à une éventuelle connexion entre les deux.

Le nouveau document évite l'expression de *coalition of willing* (alliance des volontaires) qui avait été utilisée au moment de la guerre en Irak pour désigner les pays qui avaient soutenu les Américains, par opposition à ceux qui avaient refusé. Certes, les Etats-Unis doivent toujours « être prêts à agir seuls » mais ils reconnaissent qu'« il y a peu d'effet dura-

ble que nous puissions obtenir sans la coopération constante de nos alliés et partenaires ». L'aveu vaut pour l'Irak, où les conflits entre communautés font chaque jour des victimes sans que les forces de la coalition soient à même de rétablir un semblant d'ordre.

La nouvelle doctrine stratégique ne renie pas la promotion de la démocratie à travers le monde, qui a été la caractéristique de la politique de George Bush depuis les attentats du 11 septembre 2001. Mais elle prend en compte les difficultés et les revers de cet engagement, en constatant que les élections produisent parfois « des résultats indésirables ». « Notre stratégie nationale de sécurité est idéaliste en ce qui concerne ses buts et réaliste en ce qui concerne les moyens », affirme le document.

Celui-ci marque aussi une inflexion dans l'attitude de l'administration américaine vis-à-vis de la Russie. En 2002, ce pays était sur la voie de la démocratie. Il manifeste maintenant « des tendances à une diminution de l'engagement pour la liberté et les institutions démocratiques ». ■

Ali Dabbagh : « Les Iraniens se sont infiltrés partout »

BAGDAD ENVOYÉ SPÉCIAL

Conseiller occasionnel du grand ayatollah Ali Al-Sistani, le chef spirituel des 14 millions de chiites irakiens, par ailleurs membre chiite de la commission des affaires étrangères du Parlement, rédacteur parmi d'autres de la nouvelle Constitution irakienne, universitaire spécialisé dans l'étude des partis religieux, Ali Dabbagh, qui réside dans la « zone verte » fortifiée au cœur de Bagdad, est très pessimiste sur l'avenir de l'Irak.

« Nous avons tout essayé depuis trois ans, déclare-t-il au Monde, et

nous en sommes à nous massacrer chaque jour un peu plus. Il y a un risque très sérieux de guerre civile. Le fossé entre chiites et sunnites ne cesse de se creuser. Le consensus entre les trois communautés qui composent ce pays est introuvable. La Constitution, qui, sous la pression américaine, a été rédigée trop vite, est pleine de contradictions et elle restera inacceptable pour la plupart des membres de la minorité sunnite. Beaucoup d'entre eux s'imaginent toujours majoritaires dans ce pays. L'attentat contre le mausolée d'or à Samarra, le 22 février, restera notre 11-Septembre. Bien pire que si quelqu'un avait

tué l'ayatollah Sistani lui-même. »

« On ne peut plus modérer la majorité chiite, désormais. Nous n'y arriverons pas, poursuit-il. L'intervention américaine nous a libérés de Saddam Hussein, mais elle a ouvert l'enfer sous nos pieds. La manière dont les premiers "gouvernements" irakiens, transitoire et intérimaire, ont été constitués par les Américains, avec des quotas par confession et ethnicité, a formalisé les divisions. Les deux élections et le référendum organisés en un an ont chaque fois aggravé la situation. On ne peut pas forcer les gens à vivre ensemble s'ils ne le veulent plus. L'Etat central n'existe pas. Chaque groupe tire dans sa direction. Si l'on veut éviter le pire, il va nous falloir trouver une autre solution très vite. »

Modèle plus confédéral

Retré d'un exil de vingt ans en avril 2003, comme la plupart des personnalités de l'actuelle équipe dirigeante à Bagdad, M. Dabbagh, titulaire de la nationalité canadienne, a une idée assez claire de ce qu'il faut faire : « Nous sommes quelques-uns à travailler sur un nouveau modèle, moins fédéral et plus confédéral, comme celui en vigueur aux Emirats arabes unis. Sachant que les Kurdes ont déjà leur quasi-Etat et que le chef de l'Alliance chiite - Abdel Aziz Al-Hakim - ne renoncera pas à son idée d'unification des provinces chiites du sud, ce pourrait être la solution pour empêcher les tueries. »

Officiellement, les Américains

sont opposés à la partition du pays. Mais d'autres forces étrangères sont à l'œuvre en Irak. « Les services iraniens se sont infiltrés par-

tout dans les structures du pouvoir, au ministère de l'intérieur surtout. Ibrahim Al-Jaafari le sait bien, mais il ne peut rien y faire, dit M. Dabba-

gh. Savez-vous que les salaires des brigades Badr [une milice d'environ dix mille hommes formés en Iran, qui portent à présent l'unifor-

me de la police irakienne] sont toujours réglés par Téhéran ? » ■

P. C.

Iran and U.S. agree to talks about Iraq

Accord could affect nuclear stalemate

By Michael Slackman

TEHRAN: Iran and the United States agreed Thursday to hold direct talks on how to halt sectarian violence and restore calm in Iraq, marking a potential rapprochement between the two sides since the West accused Iran of trying to develop a nuclear weapons program.

But while the United States and Iranian officials cast the agreement in very narrow terms, exclusive to Iraq, the development added a new and potentially important element to the standoff over Iran's nuclear ambitions.

Iran's chief nuclear negotiator, Ali Larijani, who said he would soon send a team of negotiators to Iraq to meet with U.S. representatives there, also suggested in an interview that the overture would not be without some cost.

"I think Iraq is a good testing ground for America to take a harder look at the way it acts," Larijani said in an interview in his office. "If there's a determination in America to take that hard look, then we're prepared to help."

The announcement in Tehran came against the backdrop of discussions in the United Nations Security Council over the prospect of censuring Iran for its nuclear activities.

The United States and Europe have accused Iran of developing a weapons program, while in Tehran officials insist they are working to produce peaceful energy. Both sides have been looking for leverage in the increasingly heated conflict, and Iran has long alluded to the prospect that it could be a help — or hindrance — in Iraq, where a majority of the population are Shiite Muslims. Iran is the only Shiite theocracy in the world.

Larijani, secretary of Iran's Supreme National Security Council, said he would send negotiators to Iraq to meet with the U.S. ambassador there, Zalmay Khalilzad.

After briefing members of Parliament on the developments around the nuclear issue, he said that the decision on Iraq was made only after receiving a request from an Iraqi Shiite, Abdul Aziz al-Hakim, a leader of the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq. Larijani also said that Khalilzad had reached out to Iran on several occasions asking for help.

"Hakim urged the Iranian govern-

ment to do this because he said it was necessary for security in Iraq," said Larijani's spokesman, Hossein Entezami.

The agreement was the first tangible sign that Iran has taken a step back from its full-bore confrontational approach with the United States and Europe over its nuclear program. Since June, Iran has moved aggressively in defiance of the West, opening its nuclear facilities and moving ahead with small-scale uranium enrichment.

The combative approach of Iran's leaders had won wide support at home when it was seen to be working. But with Iran unable to win the unequivocal support of Russia, and the International Atomic Energy Agency referring the case to the Security Council, there have been growing concern in Iran — and a desire among some to move away from all-out confrontation.

While Iran held true to many threats — it reopened its nuclear facilities and canceled its voluntary cooperation with Europe over inspections — it did not resume industrial-level enrichment when it was referred to the Security Council,

as it had threatened. Entezami said Iran "did not want to provoke."

Larijani, who ran for president in the last election, sat for more than an hour in his office defending Iran's right to develop nuclear energy, while berating the United States as arrogant, evil and disrespectful of other countries.

But, in between the invective, he held out the prospect that Iran might be able to help America in calming Iraq. He did not mention that Iran would also stand to gain from calm next door, and from the presence of a strong Shiite dominated government that would likely be receptive to Iranian influence.

"We have repeatedly said that we are willing to help bring stability in Iraq and bring to power a democratic government," Larijani said. "We are prepared to give our hand. But the condition is that the United States should respect the

vote of the people. Their army must not provoke from behind the scenes."

The conflict over Iran's nuclear issue has become intertwined with issues that stretch far beyond whether or not Tehran will be able to pursue its ambitions. Diplomats here, for example, said that Europe and Russia had both tried to

use the case to re-establish their influence and prestige in international affairs. But direct talks between the United States and Iran over Iraq would mark the first public linking of the nuclear issue and events beyond Iran's border.

And so Iraq became the latest playing field in a battle between two countries — Iran and the United States — which remain deeply distrustful of each other. The United States and Europe have repeatedly accused Iran of lying and have noted that this crisis only began after the IAEA discovered that for more than

a decade Iran had been concealing aspects of its nuclear program.

In Tehran, European diplomats said that on the nuclear issue alone at the moment there did not appear to be room for common ground. A European diplomat said that the West would never accept Iran's bottom line: uranium enrichment on Iranian soil as part of a research and development program. And one diplomat said that the statements coming from Iran about a desire to have direct talks with the United States were as much a local political calculation, where many people would like to see an improvement in relations between the two countries.

"Is there a deal out there that gives them enrichment? No," said the diplomat, who requested anonymity because of the sensitive nature of the discussion.

The New York Times

Herald INTERNATIONAL Tribune

March 17, 2006

Op-Chart

NINA KAMP, MICHAEL O'HANLON AND AMY UNIKEWICZ

The State of Iraq: An Update

As we reach the third anniversary of the start of the war, the confusion on the ground in Iraq seems to have spread to American generals' public pronouncements. Last Monday, just days after saying that pacification efforts with the Iraqis were going "very, very well," Gen. Peter Pace, chairman of the Joint Chiefs of Staff, told an audience that Iraq is "a place that is having some real difficulties right now" and that "everything is in place if they want to have a civil war." Unfortunately, an examination of trends in Iraq backs up General Pace's later, more sober comments.

The country's economy continues to disappoint. Although it had a fairly quick recovery in 2003 and early 2004, when gross domestic product was restored to Saddam Hussein-era levels, violence and instability have prevented much further progress. And while subsidies for gasoline and some other goods, which have been costing the Iraqi government about \$10 billion a year, or a third of gross domestic product, have been reduced, projections that the country's economy will grow by 10 percent a year for the rest of the decade look increasingly suspect. Current growth sputters along at less than 5 percent despite sky-high prices for oil exports. Most utilities (except telephones and Internet services) are still performing below Baathist-era levels. Unemployment remains very high.

Politically, Iraqis have been stalemated in forming a new government since the impressive Dec. 15 elec-

tions, primarily over issues like ensuring fair distribution of Iraq's oil revenue and devising ways to reintegrate lower-level former Baathists into society. This political inertia reinforces the widespread Sunni Arab sense of estrangement. And it contributes to remarkably high levels of Sunni Arab approval for violence against coalition troops (almost 90 percent) and even against their own government.

Paradoxically, most of what good news there has been this winter is on the security front. American troop fatalities in Iraq have declined relative to last fall's typical levels. Fatalities among Iraqi security forces have also gone down, as have car bombings. Unfortunately, civilian casualties have been as high as ever and, since the Feb. 22 bombing of the Samarra mosque, sectarian violence is worse than at any time since the invasion.

All that said, according to public opinion polls, more than 60 percent of Iraqis (though very few Sunni Arabs) remain bullish on the future. And Iraqi security forces continue to improve, with far higher percentages having reached the upper half of the four-tier readiness rating system. These statistics may point to the possibility of a troop drawdown strategy for the United States — but while a strategically passable outcome still seems within reach, it is increasingly hard to believe that there are the makings of a major success for American foreign policy in Iraq. □

The New York Times

MARCH 19, 2006

	FEBRUARY 2004	FEBRUARY 2005	FEBRUARY 2006		FEBRUARY 2004	FEBRUARY 2005	FEBRUARY 2006
U.S. Troop Fatalities	21	103	52	Iraqi Security Personnel (in thousands)	232	232	232
Iraqi Security Force Fatalities	65	103	52	Iraqi Security Forces in Top Two Tiers of Readiness (in thousands)	10	10	54
Car Bombs (very rough)	10	103	52	Oil Production (in millions of barrels per day; prewar: 2.5)	2.3	2.1	2.1
Iraqi Civilians Killed by War	280	150	150	Household Fuel Availability (percent of estimated need)	88	54	54
Estimated Number of Insurgents	5,000	4,000	4,000	Electricity Production (average megawatts; prewar estimate: 4,000)	4,100	3,700	3,700
Estimated Number of Foreign Terrorists	400	800	800	Unemployment Rate (percent)	33	33	32
Average Number of Daily Attacks by Insurgents	21	30	30	Expected Sunni Arab Share of Iraq's Future Oil Revenue (percent)	20	20	20
Top Baathists/Terrorists at Large	37	37	26	Cumulative U.S. Aid Spent (in billions of dollars)	5.6	5.6	13.4
Intelligence Tips Received From Iraqis	400	400	4,000	Iraqis Optimistic About Their Future (percent)	65	65	65
U.S./Other Foreign Troops in Iraq (in thousands)	115/24	115/24	115/20	Iraqis Favoring Concrete Timeline for U.S. Withdrawal (percent)	76	76	97

Nina Kamp and Michael O'Hanlon are, respectively, a senior research assistant and a senior fellow at the Brookings Institution in Washington. Amy Unikewicz is a graphic designer in South Norwalk, Conn.

Irak Le premier ministre, contesté par les Kurdes et les sunnites, affirme au « Monde »

qu'il veut rester en place

M. Jaafari refuse de négocier avec des « terroristes »

BAGDAD
ENVOYÉ SPÉCIAL

Dans le bunker américain qui abrite le Tribunal spécial irakien, au cœur de la « zone verte » fortifiée du centre de Bagdad, Saddam Hussein se croit encore « président de l'Irak » et lance des anathèmes à ses juges. A un kilomètre de là, derrière les mêmes fortifications mais dans une jolie demeure posée au mitan d'un petit lac artificiel, jadis occupée par l'un des fils de l'ex-raïs, un autre Irakien, Ibrahim Al-Jaafari, s'évertue à convaincre les Américains, les Kurdes et les Arabes sunnites, qui ne veulent plus de lui, de le laisser gérer le pays pour les quatre années à venir.

Jeudi 16 mars, en un lieu tenu secret, mais toujours dans la « zone verte », les 275 députés irakiens élus il y a trois mois devaient enfin tenir leur séance inaugurale. Et aussitôt se séparer à nouveau jusqu'à une date indéterminée. Selon la Constitution approuvée par référendum le 15 octobre 2005, les députés ont désormais

60 jours pour élire un nouveau président de la République – Jalal Talabani, l'actuel chef de l'Etat, se représente –, un président du Parlement, un premier ministre et un nouveau gouvernement. Une gageure quand on sait les profondes divisions ethniques, confessionnelles et politiques qui séparent désormais les partis, tandis que le pays sombre dans un communautarisme chaque jour ou presque plus meurtrier.

Premier ministre intérimaire, chiite, le docteur Ibrahim Al-Jaafari, rentré d'un exil de vingt années après l'invasion américaine en 2003, s'efforce de convaincre qu'il reste l'homme de la situation. Pas

question pour lui de se rendre aux injonctions de ses opposants. « J'ai été élu par le peuple le 15 décembre, démocratiquement choisi le 12 février par la majorité des élus de la liste qui a remporté les élections et à laquelle j'appartiens [l'Alliance chiite, par une voix de majorité] pour être son candidat au poste de premier ministre. Je respecte la Constitution, je reste à mon poste », déclare-t-il au Monde, mercredi 15 mars, dans sa résidence. Pour ce petit homme sombre de 59 ans, chef d'un parti chiite religieux membre de l'Alliance, le Dawa, c'est aux autres, les Américains, les Kurdes et les Arabes sunnites, qui rejettent sa candidature, de « respecter la démocratie » qu'ils ont voulue.

Pour M. Jaafari, Américains, Kurdes et Arabes sunnites, qui rejettent sa candidature, doivent « respecter la démocratie »

On laisse entendre un peu partout qu'il a laissé l'Iran infiltrer ses agents dans toutes les institutions et surtout au ministère de l'intérieur, qui contrôle des milliers des « forces spéciales », « commandos » et autres milices à 99 % chiites, qui constitueraient, selon la minorité sunnite, autant d'« escadrons de la mort » qui turent et assassinent à tour de bras ? « Tout cela est faux. C'est un jeu politique, et les partis sunnites qui disent cela sont parfois eux-mêmes infiltrés par des terroristes. » Les Kurdes ? « Ils pensent qu'avec moi comme chef du gouvernement ils ne prendront pas la ville de Kirkouk aussi vite qu'ils le veulent. Je leur rappelle la Constitution : d'abord un recensement en 2006, et une décision finale avant la fin 2007. Je m'y tiendrai. »

Les critiques à peine voilées du puissant ambassadeur des Etats-Unis à Bagdad, Zalmay Khalilzad, qui l'accuse à mots couverts de ne pas lutter assez efficacement contre le communautarisme qui ensanglante le pays ? « Il sait que

nous avons fait tout ce que nous avons pu pour empêcher les tueries. » Washington, qui règle pas mal d'additions, préférerait quand même quelqu'un de moins « sectaire » ? « Pour moi, seule l'efficacité compte. Je ne m'occupe pas de savoir si tel ou tel ministre est chiite ou sunnite, je cherche le meilleur. Dans mon prochain gouvernement, je ne tolérerai aucun ministre sectaire

ou lié à une milice quelconque. Je chercherai de bons technocrates. » C'est précisément ce que réclament les Etats-Unis. « C'est une affaire irakienne. Je rappelle que nous avons retrouvé notre souveraineté l'an dernier. »

L'ambassadeur américain prétend désormais séparer « les terroristes des combattants de la résistance nationale »

et, si possible, dialoguer avec cette dernière ? Malin, M. Al-Jaafari reprend mot pour mot le discours tenu naguère à Washington : « En démocratie, il n'y a pas de « résistants », seulement des terroristes. Quand nous les aurons réduits, nous demanderons à nos amis étrangers de quitter l'Irak. » ■

PATRICE CLAUDE

Le Monde
17 mars 2006

Sunni parties oppose any role for Iranians

Leave Iraqi affairs to the Iraqis, they say

By Kirk Semple

BAGHDAD: Sunni Arab political leaders on Friday denounced an agreement between the United States and Iran to hold face-to-face talks about Iraq, saying the conversations would amount to “unjustified interference” by foreign nations in Iraq’s domestic affairs.

The Iraqi Consensus Front, the coun-

try’s main Sunni Arab political bloc, said it was “not committed, under any circumstances, to any results of these negotiations” and insisted that Iraq’s affairs should be managed by Iraqis alone.

The Sunni Arab leadership has long criticized Tehran’s influence over Iraq’s powerful Shiite religious parties, and its opposition to the bilateral talks could add an obstacle to the grinding efforts

by Iraq’s political leaders to forge a coalition government.

“The Iraqis in the current government should have these talks with the Iranians and talk about the level of intervention of Iran,” said Naseer al-Ani, a member of the Sunni Arab bloc.

The agreement between the United States and Iran was announced on Thursday.

Ali Larijani, general secretary of Iran’s Supreme National Security Council, said he was acting at the request of Abdul Aziz al-Hakim, leader of the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, a powerful Shiite party with ties to Iran.

The criticism by the Consensus Front came as leaders of Iraq’s major political blocs, as well as the U.S. ambassador to Iraq, gathered in the compound of Pres-

Herald
March 18-19, 2006

ident Jalal Talabani to discuss the formation of a new Iraqi government.

Several participants said the discussions focused on the proposal to create a kind of national security council for Iraq. Some groups, including the Sunni Arab parties, want such a council to have binding authority; others, including the Shiite leadership, are insisting that it have only an advisory mandate, participants said.

A working group representing the blocs planned to meet on Saturday to consider the various notions for a council and would submit its conclusions to the political leaders at their next summit, scheduled for Sunday, officials said.

In Halabja, Kurdistan, militias loyal to the Patriotic Union of Kurdistan, the party governing the eastern part of the autonomous region, began a crackdown after a riot Thursday in which demonstrators destroyed a museum dedicated to the thousands of victims who perished in a poison gas attack by Saddam Hussein's security forces in 1988.

Many Kurds have grown angry at what they view as the corruption and tyranny of the two dominant political parties in Kurdistan, and have accused

their regional government of stealing donations gathered to help survivors of the poison gas attack. The riot first began as a popular rally against government corruption but erupted in violence after government guards fired weapons over the protesters' heads.

"I recognize there is discontent — for political reform, for the need for fighting corruption, for improving services," Barham Saleh, a Kurd and Iraq's planning minister, said in an interview on Friday. "But that can not justify this violence of a few."

He said that "radical Islamists" may have taken advantage of the situation to foment violence.

U.S. and Iraqi troops continued a sweep for insurgent hideouts near the town of Samarra on Friday. About 50 people were detained, though 17 were later released after questioning, said Lieutenant Colonel Edward Loomis, a spokesman for the 101st Airborne, which is leading the operation. Troops have uncovered several weapons caches, he said, though he did not reveal the size of the finds.

The operation has garnered widespread media attention, in part because

Samarra is where a revered Shiite shrine was bombed by insurgents last month, triggering a wave of sectarian violence. But the military has not suggested in its comments that this assault was a direct response to the bombing.

The operation was also the first significant military offensive in several months. The American military command has been trying to ratchet back its visibility and encourage Iraqi security forces to take the lead in security their country.

The U.S. command announced Thursday that it had employed more than 50 aircraft in the operation and described it as the largest "air assault" — the insertion of troops by helicopter — since the U.S.-led invasion in 2003.

Some television networks on Thursday erroneously translated the phrase to mean "air strikes," conjuring images for some people of the "shock and awe" bombing campaign that heralded the start of the war. But there were no reported aerial bombardments this week, and Loomis said Friday that the U.S. and Iraqi forces had suffered no casualties.

The New York Times

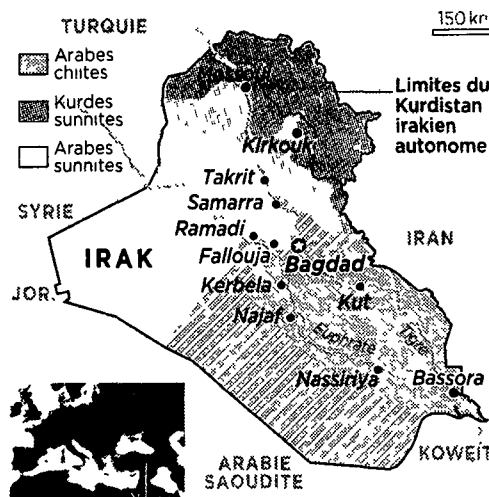
Guerre civile, un terme de moins en moins tabou

Alors que les violences interconfessionnelles se multiplient, l'Irak n'a toujours pas de gouvernement.

20 MARS 2006

Pour la première fois en Irak, une personnalité politique de premier plan a prononcé hier les mots tabous, ceux que personne n'acceptait d'entendre: «guerre civile». «Chaque jour, nous perdons en moyenne 50 à 60 personnes à travers le pays, peut-être plus. Si ce n'est pas une guerre civile, alors Dieu seul sait ce que peut être une guerre civile», a déclaré Iyad Allaoui, l'ex-Premier ministre du gouvernement intérimaire. Sur la BBC, il ajoutait: «Non seulement l'Irak va s'effondrer mais le sectarisme va se répandre dans toute la région et même l'Europe et les Etats-Unis ne seront pas épargnés par toutes les violences qui pourraient en résulter [...]. Nous n'avons peut-être pas encore atteint le point de non-retour, mais nous en approchons.» **Hantise.** Des propos qui ont aussitôt été réfutés par d'autres dirigeants, dont le prési-

dent irakien, le Kurde Jalal Talabani, qui, pourtant, n'avait jamais caché sa crainte d'en arriver là. Comme pour donner raison à Allaoui, trois missiles Grad étaient tirés peu après sur Kerbala au moment où des centaines de milliers de pèlerins chiïtes y affluaient. L'attaque, qui n'a pas fait de victimes, n'avait à l'évidence pas d'autre but que d'attiser encore les violences interconfessionnelles. La hantise du pouvoir irakien est d'ailleurs qu'un second attentat frappe un autre sanctuaire chiïte ou sunnite, ce qui rendrait la situation encore plus incontrôlable. Celui contre la Mosquée d'or de Samarra, fin février, avait en effet provoqué



pas prêts à mettre fin à leurs discordes en dépit de la gravité de la situation. Aussi, trois mois plus tard, l'Irak n'a-t-il toujours pas de gouvernement. Malgré de fortes pressions américaines, représentants chiïtes, sunnites et kurdes n'arrivent toujours pas à surmonter leurs litiges confessionnels pour former un cabinet d'union nationale. Les conflits traversent même les communautés puisque l'actuel blocage résulte notamment de la rivalité entre deux islamistes chiïtes: l'actuel Premier ministre Ibrahim Jaafari et Adel Abdel Mahdi, favorable à une réelle ouverture du gouvernement aux sunnites.

un déchaînement des affrontements interreligieux. Lors des dernières élections, le seul grand parti à avoir dépassé les considérations confessionnelles était précisément celui d'Allaoui: il n'a obtenu que... 25 sièges (sur 275). Les partis chiïtes qui les ont remportées ne semblent toujours

La responsabilité des affrontements intercommunautaires a souvent été imputée à la communauté sunnite. Cette dernière n'a en effet jamais accepté que les chiïtes s'emparent d'un pouvoir qu'elle détenait depuis des siècles. C'est ce qui motive largement sa rébellion. A l'inverse, la Marjaya (les institutions chiïtes), représentée par le grand ayatollah Ali Sistani, a toujours plaidé pour l'unité de l'Irak «dans toutes ses com-

«Nous n'avons pas atteint le point de non-retour, mais nous en approchons.»

Iyad Allouï, ex-Premier ministre irakien

posantes et ethnies» ainsi que le refus de la lutte armée. C'est grâce à ces religieux chiïtes que la guerre civile a longtemps été freinée. Mais aujourd'hui, Sistani semble dépassé. Les Brigades al-Badr, une milice armée liée à l'ASRII, l'un des principaux partis chiïtes, formée en Iran sur le modèle des

Gardiens de la révolution, ont ainsi pris le contrôle du ministère de l'Intérieur. Elles y ont formé des escadrons de la mort, responsables de dizaines d'assassinats de sunnites. On accuse aussi Bayan Jadr, l'actuel ministre de l'Intérieur, de posséder des salles de tortures secrètes réservées aux prisonniers sunnites.

Massacrées. La guerre civile est-elle encore maîtrisable? Cela semble difficile dès lors que l'Etat n'existe

quasiment plus. Déjà en grande partie détruit par Saddam Hussein, qui avait fait de l'Irak sa propriété personnelle, il a été achevé par la dissolution de l'armée, ordonnée par Washington. Quant aux forces de police, elles sont systématiquement massacrées par la guérilla sunnite et remplacées par des milices confessionnelles. ◀

JEAN-PIERRE PERRIN

A l'occasion du Nouvel An kurde, des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées à Diyarbakir

En Turquie, la fête de Newrouz a été paisible

Plus de 120 000 personnes, selon la police, ont fêté pacifiquement hier à Diyarbakir, chef-lieu du sud-est majoritairement kurde de la Turquie, le Newrouz, le Nouvel An kurde, sans que des incidents majeurs ne se produisent comme le craignaient les autorités. 3 000 policiers étaient déployés pour assurer l'ordre sur la place des Foires, à une dizaine de kilomètres du centre-ville, sans cependant intervenir.

Même si les célébrations se sont généralement déroulées dans le calme ces dernières années, les autorités craignaient des incidents en raison d'une recrudescence des violences après une série d'attentats sanglants attribués aux rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Le rassemblement d'hier s'est d'ailleurs rapidement transformé en manifestation de soutien à Abdullah Öcalan, chef du PKK, qui purge une peine de prison à vie depuis 1999 dans une prison du nord-ouest, avec la présence d'affiches géantes le représentant.

Durant toute la journée, des festivités ont été organisées dans l'ensemble du sud-est anatolien. Sept policiers ont été légèrement blessés par des jets de pierres à Diyarbakir et à Silopi, plus au sud, a rapporté l'agence de presse Anatolie.

Les Kurdes de Turquie, une communauté de 12 millions de personnes, profitent habituellement du Newrouz pour réclamer des droits accrus et afficher, pour nombre

d'entre eux, leur soutien au PKK, qui combat depuis 1984 les forces turques. Le conflit, qui a fait plus

de 37 000 morts, a longtemps entravé les efforts de la Turquie pour rejoindre l'Union européenne avec laquelle elle a finalement entamé en octobre dernier des négociations d'adhésion.

«Nous avons fait le maximum pour que le Newrouz se déroule pacifiquement cette année», explique Ahmet Türk, vice-président du principal parti prokurde, le Parti pour une société démocratique (DTP), qui organisait les festivités. Les forces de sécurité étaient sur le qui-vive,

les incidents dans les zones kurdes s'étant multipliés depuis juin 2004, date à laquelle le PKK a mis fin à une trêve unilatérale avec Ankara qui a duré cinq ans. Sur son site Internet, le PKK avait en effet appelé les Kurdes à se «soulever» contre l'Etat turc pour le Newrouz et à «intensifier» la lutte armée. Le PKK est considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, les États-Unis et l'UE.

À Diyarbakir, les participants, qui étaient nombreux à brandir

des drapeaux aux couleurs vert-jaune-rouge du PKK en dépit des interdictions édictées par les autorités, ont réclamé la libération d'Öcalan et une amnistie pour les rebelles. «Amnistie générale pour une paix sociale», pouvait-on lire sur les banderoles déployées par les

manifestants qui ont crié en kurde «*Biji serok Apo*» – «Vive le président Apo» (surnom d'Öcalan).

Des avocats d'Abdullah Öcalan ont lu à la foule un message du détenu, qui a exhorté le gouvernement à déclarer une «*amnistie générale*» pour les rebelles. «*Je ne veux pas la guerre*», affirme encore le chef séparatiste. De nombreuses personnes ont signé une pétition en faveur de sa libération.

Une organisatrice de la campagne, qui a refusé de décliner son identité, a déclaré que «*si des millions de gens considèrent Öcalan comme leur leader, l'Etat (turc) doit le reconnaître comme un interlocuteur*». «*Tant qu'il est en prison, il ne peut y avoir de paix*», a-t-elle ajoutée.

SIBEL UTKU BILA
(AFP)

la Croix
22 mars 2006

TROIS ANS DE GUERRE | Zalmay Khalilzad, l'ambassadeur américain en Irak, est le musulman le plus haut gradé de Washington. Le président Bush lui confie les missions les plus sensibles : Kaboul et Bagdad

L'Afghan de Bush veut sauver l'Irak

BAGDAD
ENVOYÉ SPÉCIAL

L'histoire se passe à Bagdad, peu après la chute du régime de Saddam Hussein, le 9 avril 2003. Une limousine noire suivie d'une escouade de commandos américains s'arrête sur une avenue du centre-ville. Un grand homme mince au teint bistre s'en extirpe et se dirige vers une échoppe. Il commande une glace, échange quelques mots d'arabe avec le marchand et puis s'en va.

Personne ne l'a reconnu, peu connaissait encore son visage. Il s'appelle Zalmay Khalilzad. C'est un Américain d'origine afghane. Quand le même homme sort aujourd'hui dans Bagdad, c'est en convoi blindé, avec une escadrille d'hélicoptères tournoyant au-dessus.

En ce printemps 2003, ce n'est pas la première fois que Zalmay Khalilzad est en Irak. Un an avant, envoyé spécial du président américain George W. Bush auprès des « *Irakiens libres* », il dirigeait une discrète réunion des différents groupes anti-Saddam Hussein au Kurdistan autonome. Quelques mois après, en décembre 2002, c'est encore lui, à Londres cette fois, qui obligera les divers groupes, qui piaffent d'impatience mais se querellent déjà sur le partage des dépouilles du régime baasiste, à unifier leurs rangs avant l'offensive finale.

M. Khalilzad revient donc en Irak dans le sillage de la « *victoire* » américaine. Il accompagne un général à la retraite nommé Jay Garner, que le président Bush a chargé d'installer une administration temporaire pour reconstruire le pays et mettre un terme à la pagaille. Quelques jours plus tard, surprise, M. Garner et son compagnon au teint bistre sont rappelés à Washington. A la demande de Donald Rumsfeld, le secrétaire à la défense, le vieux général qui a rejeté l'idée de dissoudre toutes les institutions du pays, dont cette armée irakienne qui a si peu résisté à l'invasion, est brusquement remplacé par Paul Bremer. Nous sommes le 9 mai 2003.

On connaît la suite. Deux années durant, l'élégant proconsul Bremer, qui n'entend goutte à l'arabe et ignore tout ou presque de l'histoire du Moyen-Orient, se laissera bernier par toutes sortes d'anciens exilés, les mêmes qui avaient fait croire à l'administration américaine leurs fables sur de prétendues armes de destruction massive. Sous le règne de Bremer, l'armée, la police, les administrations et toutes les institutions nécessaires à la survie de l'Irak sont dissoutes ou désorganisées. Le pays sombre dans l'anarchie. Des centaines de mil-



liers d'hommes en colère sont jetés sans ressources sur le pavé. Beaucoup, au sein de la communauté sunnite, iront rejoindre une guérilla alors balbutiante.

En juin 2005, la Maison Blanche redemande donc à l'homme que George Bush surnomme « *Zal* » et qui aime les glaces de retourner à Bagdad éteindre l'incendie. M. Khalilzad hésite. Il est en Afghanistan, un pays qu'il aime. Comme envoyé spécial du président américain dès avant la chute des talibans, fin 2001, puis comme ambassadeur à Kaboul à partir de septembre 2003, c'est lui qui met en place la transition conduisant à l'élection du président afghan Hamid Karzaï.

Avant d'accepter de revenir jouer les pompiers en Irak, Zalmay Khalilzad passe un coup de fil à son mentor, Zbigniew Brzezinski, conseiller à la sécurité nationale sous Jimmy Carter dans les années 1970 et architecte, avec M. Khalilzad, du soutien américain aux moudjahidins afghans alors en lutte contre l'occupation soviétique. « *J'ai dit à "Zal" qu'il ne devait accepter qu'à condition d'être chargé de notre politique là-bas, pas seulement son exécutant*, a raconté l'ancien conseiller démocrate. *Ses prédécesseurs ne connaissaient rien à ce pays.* » « *Zal* », lui, s'en occupait déjà comme conseiller politique à la défense lors de la première guerre du Golfe, en 1990.

Dans l'antichambre du vaste bureau qu'il occupe aujourd'hui au premier étage du palais de la République édifié par Saddam Hussein au cœur de ce qui est

devenue la « *zone verte* » fortifiée de la capitale, il refuse, jeudi 16 mars, de digresser plus avant sur le passé. « *Inutile, je ne veux pas parler de mes prédécesseurs.* » Il reconnaît « *les erreurs commises après l'invasion* » de 2003, mais n'ira pas plus loin.

Winston Churchill disait qu'on pouvait toujours « *compter sur l'Amérique pour trouver la bonne solution à un problème... après qu'elle aura essayé toutes les autres.* ». L'immigré afghan qui dirige à présent la plus grande ambassade américaine au monde – 5 000 fonctionnaires, militaires et employés sous contrat – nous dit à peu près la même chose. « *Nous corrigeons nos erreurs, nous apprenons d'elles, c'est presque dans notre nature.* »

M. Khalilzad ne cache pas combien il fut « *mécontent* » de la décision, prise par George Bush senior, de laisser le dictateur irakien au pouvoir après son éviction du Koweït en 1991. « *Les Irakiens se retrouvaient à la fois avec Saddam Hussein et avec des sanctions. Stratégiquement, moralement, c'était une faute. Selon moi, nous nous devions de les débarrasser des deux.* »

En janvier 1998, un « *groupe de gens* » associés, comme lui-même alors, au très conservateur Project for a New American Century (PNAC), lui offre d'ajouter son nom au bas d'une pétition au président Bill Clinton réclamant « *un changement de régime* » en Irak. « *J'étais d'accord avec ça, j'ai signé.* » Paul Wolfowitz, Richard Perle, Donald Rumsfeld et

Le Monde
Mardi 21 mars 2006

d'autres, aussi. De là date, prétend-il, cette réputation de néoconservateur qu'il « conteste » avec force. « Je n'ai jamais travaillé avec Perle, dit-il. On raconte que je suis un protégé de Wolfowitz, qu'il m'aurait engagé à la défense. C'est faux. On dit qu'il m'aurait fait entrer au département d'Etat au milieu des années 1980. Encore faux. Je suis entré à la défense via l'Institut pour la paix. »

« Néocoon » ou pas, en politique étrangère, M. Khalilzad est un vrai conservateur. Il croit au « rôle unique » de l'Amérique dans les affaires du monde. Il soutient le concept de guerre préventive et souscrit à la doctrine réaffirmée à Washington, qui consiste à écraser dans l'œuf toute émergence d'une puissance concu-

rente à celle des Etats-Unis. Bref, « Zal » est un faucon. « Mais un faucon oriental qui sait de quoi il parle », remarque un de ses collaborateurs. De fait, sourit Barham Saleh, un dirigeant politique kurde, « personne ici ne peut lui raconter de conneries ».

A défaut d'être simple, sa mission irakienne est claire. Dans un premier temps, « Zal » doit s'assurer, si possible avant les élections de novembre outre-Atlantique, du minimum de stabilité et de progrès politiques nécessaires au retour au pays d'une partie conséquente des 133 000 boys en uniforme déployés en Irak. L'opinion américaine l'exige. Pour y parvenir, l'homme a une tactique et une stratégie à plus long terme. D'abord empêcher l'éclatement du pays

et éviter la guerre civile qui se profile. Pour cela, il entend contraindre les parties rivales, chiites, sunnites et kurdes, à constituer aussi vite que possible un gouvernement d'unité nationale, « la seule digue à notre disposition », explique-t-il.

En quelques mois, l'idéologue pragmatique décrit par beaucoup est parvenu à établir un dialogue avec divers groupes rebelles armés. Il s'apprête à discuter avec l'Iran. Les faucons de Washington le laisseront-ils longtemps conduire les choses à sa guise ? « J'ai toujours en tête le texte de ma démission, dit-il. Mais je tremble pour l'Amérique et le reste du monde à l'idée que nous puissions échouer. » ■

PATRICE CLAUDE

IRAK

George Bush ne prévoit pas de retrait militaire avant la fin de son mandat

TROIS ANS après le début de l'offensive américaine, le 20 mars 2003, le président américain George Bush, a, mardi 21 mars,

persisté dans son refus de s'engager sur une échéance quelconque concernant le rapatriement des 133 000 soldats. « Tout ce que je peux dire, c'est que je prendrai mes décisions quant au niveau des troupes sur la base de ce que diront les commandants sur le terrain », a-t-il dit, ajoutant de façon ambiguë : « Cette décision sera prise par les futurs présidents [américains] et les futurs gouvernements d'Irak. » « Je crois que nous allons réussir. Si je n'étais pas optimiste, je retirerais nos troupes. Si je ne pen-

sais pas que nous avons un plan pour la victoire, je n'exposerais pas nos hommes au danger », a-t-il poursuivi.

« Je comprends les conséquences de cette guerre, mais je connais aussi les conséquences de ne pas parvenir à notre objectif en partant prématurément. L'Irak deviendrait un foyer d'instabilité, un endroit à partir duquel l'ennemi pourrait comploter, prévoir et attaquer. » « Nous devons être sûrs de gagner, et je pense que nous allons gagner », a-t-il conclu. - (AFP.)

Le Monde
23 mars 2006

Le rapport d'une fondation s'inquiète de la montée du nationalisme turc

Le nationalisme menace les droits de l'homme en Turquie

ISTAMBOUL

De notre correspondante

La montée du nationalisme est devenue la principale menace pour les droits de l'homme en Turquie, selon le rapport 2005 publié hier par la Fondation d'études économiques et sociales (Tesev). « Assurément, l'exacerbation de ce sentiment nationaliste constitue la menace principale, analyse Baskin Oran, professeur de sciences politiques à l'université d'Ankara, qui a supervisé cette étude.

Le rapport souligne les progrès enregistrés par la Turquie en 2005, comme l'entrée en vigueur

d'un code pénal rénové et la progression de la liberté d'expression. Mais de nombreuses atteintes noircissent le tableau. Les intellectuels ont subi des attaques et ont été poursuivis par des groupuscules ultranationalistes pour « insulte à l'identité natio-

nale » au nom du controversé article 301.

Les péripéties judiciaires de l'écrivain Orhan Pamuk, qui avait évoqué le génocide arménien dans un journal suisse, ont été les plus médiatisées. Mais une trentaine d'intellectuels ont subi le même sort. Le succès de librairie de *Mein Kampf* publié par douze éditeurs, le lynchage de jeunes militants d'extrême gauche par une foule en colère, le récent attentat de Semdinli perpétré par des militaires... Autant de signaux d'un nationalisme vigoureux.

Cette atmosphère, alourdie par le ressentiment contre l'Union européenne qui impose ses normes, atteint les minorités non musulmanes. « En Turquie, elles sont devenues le symbole de l'Autre, comme les musulmans en Europe »,

précise Baskin Oran, lui-même poursuivi pour un rapport accablant sur le droit des minorités.

Se développe également une rhétorique sur le thème des « missionnaires chrétiens, menace pour l'intégrité de la Turquie ». L'an dernier, pour le Noël grec-orthodoxe, des militants d'extrême droite ont perturbé la traditionnelle immersion de la croix dans les eaux de la Corne d'Or à Istanbul, avec des slogans comme « Ici c'est la Turquie, aime-la ou quitte-la ! » L'assassinat du Père Santoro à Trébizonde en février a eu lieu dans ce climat. Selon Baskin Oran, « cette crispation nationaliste va se poursuivre quelques années. Mais, à moyen terme, rien ne peut menacer la démocratie ».

LAURE MARCHAND

la Croix
24 mars 2006

In Placid Iraqi Kurdistan, Strife to the South Elicits Little Sympathy

By ROBERT F. WORTH

SULAIMANIYA, Iraq, March 19 — Like most young Kurds in this northern city, Asad Ali does not speak Arabic. He has heard about the rising wave of sectarian killings down in Baghdad, but it seems a world away from the quiet rhythms of daily life here in Kurdistan.

So when a discussion broke out near an outdoor book market about whether there would be civil war between Shiite and Sunni Arabs in Iraq, Mr. Ali, a 24-year-old who wears rimless glasses and blue jeans, did not hesitate to give his opinion.

"It is beautiful that our enemies are killing each other," he said with a grim chuckle.

It is not an unusual view here. Kurdistan may be part of Iraq in the legal sense, but most Kurds view the Arabs, whether Sunni or Shiite, as foreign oppressors. The fact that the Arabs are now fighting among themselves evokes little sympathy.

For many Kurds, the main danger of a civil war is that it might spread northward, threatening the relative stability they have enjoyed since the American invasion in 2003. Although Kurdistan is virtually an ethnic monolith, the major cities on its borders, Kirkuk and Mosul, have substantial Arab populations and are far more violent.

So the prospect of a civil war makes many Kurds yearn all the more fiercely for separate national status. Some even say such a war might help them make their case.

"I think the violence down in Baghdad will lead Kurdistan to independence," said Muhsin Khidir, 30, who was taking a cigarette break near the booksellers. "We don't want that kind of fighting here. If civil war breaks out in Iraq, I'm sure we will have the support of the international community, and we'll just declare ourselves independent."

Older Kurds, who came of age before Kurdistan became an autonomous region in 1991, tend to be more worried about the violence in central Iraq, and more hopeful that their own political leaders can play a mediating role. But they too wonder whether a broader conflict might have accidental benefits.

"I don't like to get my rights in the tragedy of others," said Asos Hardi, 43, a journalist who helped found Hawlati, Kurdistan's main independ-

ent newspaper. "But if it will happen and Iraq will become a second Afghanistan, why should we continue with them? It is a logical question."

Kurdistan had its own civil war in the 1990's, when its two main political parties fought for control. Many Kurds do not want to become involved in another war. They are also deeply resentful of Iraqi Arabs, who carried out brutal attacks on Kurdish villages during the reign of Saddam Hussein.

Evidence of that animosity can be found almost anywhere. At the outdoor book market — which sits under a vast mural of Sheik Mahmoud al-Hafeed, the rebel leader who is con-

sidered the father of modern Kurdistan — one of the most popular titles is a paperback called "The Bloody History of the Arabs: A Summary." On its cover was a lurid color illustration of a hooded skeleton strangling a beautiful young woman.

But separating from Iraq would be difficult, if not impossible. Apart from any objections the Arabs might raise, Turkey has at least 12 million Kurds within its borders, and has made clear that it would not tolerate an independent Kurdistan. Iran and Syria have Kurdish populations, too, and would probably also object.

At the book market, those facts

Hopes that civil war might lead to Kurdish independence.

prompted a brief debate about which group was the Kurds' worst enemy.

"Who's the worst? It's clear that it's the Arabs," said Hiwa Muhammad, a 21-year-old English major.

"I disagree, I think the Turks are the worst," interjected Luqman Saleh, 32, a store clerk. "So many Kurds were killed by the Turks."

"No, the main enemy of the Kurds is the Persians," said Jamil, a 50-year-old engineer. "I can prove it: they are against our religion, because we are Sunnis. And they are against our national identity as Kurds."

For a brief moment last year, it seemed that the friendless Kurds had found an ally in the Iraqi Shiites. Both groups suffered atrocities under Mr. Hussein, and after emerging from the January 2005 elections as the two largest blocs, they agreed to form a governing coalition.

The amity did not last long. Iraq's Kurdish president, Jalal Talabani, accused Ibrahim al-Jaafari, the Shiite prime minister, of ignoring Kurdish demands. Last month, Mr. Talabani was furious after Mr. Jaafari went on a state visit to Turkey, the Kurds' historic nemesis, without informing him.

Mr. Jaafari was soon being portrayed in Kurdish newspapers as the latest in a long line of betrayers of the Kurds. The Kurdish leadership sent a letter to the Shiites saying they could not work with Mr. Jaafari, and demanding that he be replaced.

Since then, there has been speculation here that the Sunni Arabs might make better political allies than the Shiites. But with government talks in a stalemate and talk of a possible civil war in the air, many Kurds would rather not take sides.

"It's clear that the civil war will be intensified," Mr. Ali said with a shrug. "The Shiites have come to power, and the Sunnis won't accept it. But we have a Kurdish proverb, 'If the fire is far from me, it's not a problem.'"

The New York Times

March 23, 2006



Heurts entre policiers et kurdes à Alep (Syrie): plusieurs arrestations

ALEP (Syrie), 20 mars 2006 (AFP) - 20h14 - Les forces de sécurité syriennes ont dispersé de force lundi un rassemblement de plusieurs milliers de kurdes célébrant le nouvel an kurde à Alep (nord), et plusieurs manifestants ont été arrêtés, a indiqué un militant des droits de l'homme.

Selon ce militant présent sur place, Moustapha Souleimane, "quelque 3.000 kurdes se sont rassemblés en soirée dans le quartier Achrafié à Alep pour célébrer le Newroz, en portant des bougies et des drapeaux kurdes, et les forces de sécurité sont intervenues pour les disperser".

"Les policiers ont tiré des gaz lacrymogènes sur les manifestants qui ont refusé de partir et ces derniers ont jeté des pierres sur les forces de l'ordre", a-t-il indiqué à l'AFP.

Deux policiers ont été très légèrement blessés et des manifestants ont été arrêtés dans ce quartier à majorité kurde, a-t-il ajouté, sans être en mesure de préciser leur nombre.

Selon le correspondant de l'AFP sur place, une voiture continuait de brûler après les heurts, alors que plusieurs cabines téléphoniques ont été endommagées. Les forces de sécurité étaient déployées en force après la dispersion des manifestants.

Ces heurts surviennent alors qu'Alep, la deuxième ville de Syrie située à 350 km au nord de Damas, célèbre sa nomination comme capitale de la culture islamique 2006 pour la région arabe. Pièces de théâtre, films, conférences ainsi que tables rondes, salons du livre, concerts et défilés y ont lieu.

En mars 2004, des affrontements sanglants avaient opposé pendant cinq jours des Kurdes aux forces de l'ordre ou à des tribus arabes dans le nord de la Syrie, notamment à Qamichli et Alep, faisant 40 morts selon des sources kurdes, 25 morts selon les autorités syriennes.

L'armée refuse d'autoriser des poursuites contre un de ses chefs



ANKARA, 20 mars 2006 (AFP) - 09h59 - L'armée turque a refusé lundi d'autoriser des poursuites "infondées" contre l'un de ses chefs, mis en cause par un procureur dans le cadre d'un attentat anti-kurde, et a demandé au gouvernement de faire toute la lumière sur une "attaque injustifiée" visant ses rangs.

"A la suite d'une enquête détaillée et suivant les résultats obtenus (...) il a été décidé que des poursuites ne sont pas nécessaires," précise un communiqué de l'état-major des armées.

Une autorisation de l'armée est nécessaire pour qu'un officier puisse être jugé.

Le commandant de l'armée de terre, Yasar Büyükanit, deuxième général de la hiérarchie militaire, est soupçonné dans un acte d'accusation controversé d'avoir créé à la fin des années 1990 une "organisation clandestine" alors qu'il était en poste dans le sud-est à majorité kurde.

Il est également soupçonné d'avoir "influencé" la justice par ses propos en faveur d'un sous-officier accusé d'être l'instigateur d'un attentat, le 9 novembre, qui avait fait un mort et six blessés dans une librairie de Semdinli, une localité du sud-est.

Une vague de violences avait embrasé la région à la suite de l'attentat, la population kurde réagissant à ce qu'elle percevait comme une provocation organisée par des éléments incontrôlés de l'armée.

Le général est perçu comme un faucon au sein de l'armée, qui se considère comme la gardienne des principes laïques, fondements de l'Etat turc, alors que la Turquie est dirigée depuis 2002 par un parti aux origines islamistes.

Quatorze rebelles kurdes tués dans des violents combats avec l'armée turque



DIYARBAKIR (Turquie), 25 mars 2006 (AFP) - 14h39 - Quatorze rebelles kurdes du PKK (parti des Travailleurs du Kurdistan) ont été tués lors d'une opération de l'armée dans l'est de la Turquie, a-t-on indiqué samedi de sources de sécurité locales à Diyarbakir, chef-lieu du sud-est anatolien majoritairement kurde.

Il s'agit des plus violents combats de ces derniers mois, a-t-on précisé.

Un précédent bilan faisait état de douze tués.

Les affrontements se sont produits près de la localité montagneuse de Senyayla, dans la province reculée de Mus.

Onze rebelles ont été tués dans une première série d'accrochages et trois autres abattus ensuite, selon les autorités.

Le conflit dans le Sud-Est anatolien a fait au moins 37.000 morts depuis que le PKK, considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis, a pris les armes pour obtenir l'indépendance en 1984.

Les incidents dans la région se multiplient depuis juin 2004, date à laquelle le PKK a mis fin à une trêve unilatérale avec Ankara qui durait depuis cinq ans.

Turkey and the EU ■ By Sinan Ulgen

Dangerous frustration is creeping in

ISTANBUL

Turkey's talks to join the European Union began barely six months ago, but already the mood in Turkey has begun to sour. The initial jubilation has been replaced with alarm, and even anger, as skepticism about admitting a relatively poor, Muslim country into the bloc has spread across the continent.

Admitting Turkey into the EU was never going to be easy. The country is large, populous and borders on the Middle East.

The attitude of European public opinion toward Turkey can best be described as lukewarm. EU leaders must take that into consideration. But they should not deprive Turkey of the promise of full membership that it has aspired to for decades.

Yet this is what is happening. The terms for opening negotiations with Turkey were riddled with unprecedented conditions.

A safeguard was inserted allowing the bloc to restrict the free movement of Turkish labor into the EU even if Turkey manages to get in, breaching one of the hallmarks of the EU's vaunted single market.

Special arrangements for agriculture and regional aid were mentioned. The argument that Turkey should be granted a "privileged partnership" that falls short of membership has failed to subside.

Perhaps the most draconian measure was taken by France, which amended its constitution in April 2005 to allow for a national referendum on all future attempts by the EU to expand. Until then, parliamentar-

ry approval of a candidate country's application to join the EU had been sufficient.

The French government justified the measure on the grounds that the French public had grown wary of expanding the EU's borders any further.

Now, the change may be replicated by other member states, allowing European publics to directly vet future countries that want to join the bloc.

As if all of these conditions were not enough to control the pace of Turkey's progress towards accession, Austria, the current EU president, is trying to

change the rules even further.

It has been pressing to insert tough political conditions on criteria Turkey must satisfy in fields that are normally not heavily scrutinized for membership, such as education and culture.

Finally, after failing to deliver on its promise to alleviate the economic isolation of the Turkish Cypriots after they voted "yes" in a referendum on reunifying the divided island in April 2004, the EU is insisting that Turkey lift its embargo on Greek Cypriot ships.

This sequence of events is already denting domestic support for the EU in Turkey, with a growing swathe of Turkish public opinion questioning whether Turkey should become a full member.

According to a recent poll by TNS-PIAR, support for EU membership in Turkey has dropped 13 percent, from 72 to 58 per cent, since last year — an all-

time low and a significant decline in a country where the EU has been unquestioningly embraced by the political establishment for decades.

The risk is that an anti-EU backlash in Turkey could halt vital political reforms such as better rights for women and minorities that have been driven by the carrot of EU membership.

The EU was able to exert maximum influence and bolster domestic reforms in Turkey by offering an impressive menu of benefits crowned by the ultimate reward of full accession. But recent developments are undermining the credibility of this reward.

Even if accession is officially on the table, Turks increasingly perceive the deterioration in the likelihood of achieving it.

No credible political leader can realistically be expected to espouse a seemingly losing cause. As a result, a serious national reappraisal of seeking full membership cannot be ruled out.

Should that happen, political volatility in a larger

An anti-EU backlash in Turkey could halt vital political reforms.

March 29, 2006

INTERNATIONAL
HERALD TRIBUNE

region already beset by major instabilities would increase. It would then be up to historians to try to understand the causes which led the normally slow moving EU pendulum to swing from one end to the

other in a matter of months.

Sinan Ulgen is chairman of the Center for Economics and Foreign Policy Studies, Istanbul.

26 Mar 2006
By Bill Steigerwald
Iraq, Tribune Review

It's time to partition Iraq

Turn the channel. Except for the final score, the war in Iraq is over.

We played hard and did many good things. But we had a lousy game plan and really bad coaches. We lost.

After three years, the grand illusions the Bush administration foolishly took us to war for -- to free Iraq, to defeat the terrorists in their own backyard, to seed democracy in the Middle East, whatever -- are less attainable than ever.

The bloody sectarian and ethnic violence of the last few weeks may or may not signal the start of the oft-predicted civil war between the Kurds, Sunnis and Shiites. But some experts say the violent unraveling of Iraq -- plus the inability or unwillingness of its new leaders to create a working central government -- are signs that the nation of Iraq is breaking apart. That's the last thing the Bush administration wants. It's still stubbornly wedded to its original, unrealistic idea of re-creating a strong national government in Baghdad that can keep the three factions happy and from cutting each others' throats every other holy day.

But Peter Galbraith, a former ambassador to Croatia, and Ivan Eland, a senior fellow at the libertarian Independent Institute, have a better idea: They both think the best way to "rebuild" a better post-Saddam Iraq always was, and still is, to partition it.

Galbraith, betraying his Democrat genes, calls his plan "a managed breakup." But he and Eland both advocate decentralizing government power in Iraq, an artificial country whose borders and Sunni-dominated power structure were created after World War I by British diplomats.

The more you know about Iraq's history, people and geography, and the more you talk to Galbraith and Eland, the more sense partition makes.

Iraq is similar to the former Yugoslavia and the former Soviet Union, which Galbraith says were both "killed by democracy." Partitioning Iraq -- i.e., allowing its major ethnic and religious groups to set up and rule their own turf -- would create many messy political, economic and security problems. Who gets how much oil revenue is the big one.

The U.S.-leaning Kurds up north and the Iran-leaning Shia down south favor a breakup, Eland says. The Sunnis (Saddam's home tribe, centered around Baghdad) are against it. But if the Sunni get a cut of the oil wealth, Eland suspects they'll play along. Meanwhile, what all three groups fear equally, he says, is a central government with a strong military that can be seized by a future Saddam and used to oppress them.

A breakup of Iraq is inevitable, Galbraith and Eland both agree, so why fight it? As Galbraith says, "If we seek to maintain an unitary Iraq, we will commit ourselves to an endless occupation of the country and we're not likely to succeed."

Unfortunately, neither Galbraith nor Eland sees any interest for a partition inside the Bush administration. Eland thinks Washington is still pushing a unified Iraq in part because of the president's unwillingness to give up the idea of having permanent military bases there.

What the Bush administration wants or hopes for in Iraq has been moot for a long time, however. Partition will happen eventually anyway -- violently or peacefully. The best thing for us to do now to salvage our blunder in Iraq, Eland says, is help the breakup process and work for a peaceful and stable Iraq, not thwart it.

Then, Eland says, we could tell the Iraqis: "We've toppled Saddam. We've helped you mediate this settlement. We've provided incentives for various groups to do things. And now we're saying goodbye."

Moscou aurait livré à Saddam Hussein les plans de bataille américains en Irak

NEW YORK
CORRESPONDANT

La Russie avait, durant l'invasion de l'Irak en 2003, une « taupe » au sein du commandement américain, et a informé Saddam Hussein des plans de ce dernier, selon de nouveaux éléments du rapport de l'armée américaine sur la chute du régime baasiste irakien – « Saddam's Delusions : The View from the Inside » (« Les illusions de Saddam : la vision de l'intérieur ») – rendus publics vendredi 24 mars. Ce rapport de 210 pages a été réalisé pour l'état-major américain à partir d'entretiens avec des dizaines de dirigeants irakiens et de centaines de documents récupérés à Bagdad. Il avait été partiellement déclassifié fin février.

Deux documents irakiens font état de renseignements militaires transmis par

Moscou pendant la guerre. Le premier, envoyé à Saddam Hussein le 24 mars 2003, fait référence à « des informations obtenues par les Russes de sources se trouvant au sein du commandement central américain » à Doha, au Qatar. « Les Etats-Unis auraient changé de stratégie et estimerait qu'occuper des villes irakiennes est impossible. La stratégie est d'isoler l'Irak de ses frontières occidentales », précise le document.

Une lettre du ministère des affaires étrangères en date du 2 avril 2003 et également adressée à Saddam Hussein évoque la transmission de plans de bataille américains par les services de renseignement russes, via leur ambassadeur à Bagdad. Selon ces informations, « les Américains font mouvement pour isoler Bagdad par le sud, l'est et le nord. La plus importan-

te concentration de troupes – 12 000 hommes et 1 000 véhicules – se trouve autour de Kerbala. Les bombardements vont se concentrer autour et dans la capitale, coupant les routes vers la Syrie et la Jordanie ».

« Les renseignements stratégiques russes étaient étonnamment similaires à ce que le général irakien responsable de la défense de Bagdad avait reçu comme informations sur ce qu'il devait attendre de l'offensive américaine », souligne le rapport.

Vendredi, lors d'une conférence de presse, le principal auteur du rapport, Kevin Woods, déclarait ne pas avoir de raisons de douter de l'authenticité des documents irakiens. Le général de brigade Anthony Cucolo, de l'état-major, a ajouté que la décision de Moscou d'aider Saddam Hussein était, pour lui, « dictée avant tout par des intérêts économiques ».

Ces révélations d'une collaboration militaire étroite et tactique avec un ennemi des Etats-Unis pourraient durablement affecter les relations entre Washington et Moscou. ■

ERIC LESER

Le Monde
Dimanche 26 - Lundi 27 mars 2006

Rival Shia groups unite against US after mosque raid

Baghdad officials end link with coalition in protest

Minister claims 37 victims were tied up and killed

Jonathan Steele and Qais al-Bashir Baghdad

Senior ministers from the three main Shia factions united yesterday to denounce an American raid on a Baghdad mosque complex in which at least 20 people died, opening the biggest rift between the US and Iraq's majority Shia community since the toppling of Saddam Hussein.

"At evening prayers, American soldiers accompanied by Iraqi troops raided the

Mustafa mosque and killed 37 people," said Abd al-Karim al-Enzi, the security minister, who belongs to the Dawa party of the prime minister, Ibrahim al Jaafari. "They [the victims] were unarmed. They went in, tied up the people and shot them all. They did not leave any wounded."

Baghdad's governor, Hussein Tahan, a member of the rival Supreme Council for the Islamic Revolution of Iraq (Sciri), announced that local officials were ending their contacts with the Americans in protest at the killings. "The Baghdad provincial council has decided to stop dealings in regards to services and politics with the coalition forces because of the

cowardly attack on the mosque," he said.

The interior minister, Bayan Jabr, also of Sciri, who has been strongly criticised by the US embassy for his links with Shia militias, told Al-Arabiya TV: "Entering the

mosque and killing worshippers was a horrible violation. Innocent people inside offering prayer at sunset were killed."

Exactly what happened on Sunday night is in dispute, but in a political sense it no longer matters. Tension between the Americans and Shia leaders had been rising for weeks, since Washington started pushing for Mr Jabr's replacement as police minister and went on to oppose Mr Jaafari remaining as prime minister.

The Americans insisted yesterday that they had raided the complex after receiving intelligence that it was being used to hold hostages, store weapons and harbour insurgents. "In our observation of the place and the activities that were going on, it's difficult for us to consider this a place of prayer," said Lieutenant Colonel Barry Johnson, a spokesman. "It was not identified by us as a mosque ... I

think this is a matter of perception." A brief US communique in the first hours after the incident said "no mosques were entered or damaged".

At the mosque complex yesterday there was a large hole in the door of the prayer hall. A grenade lay on the floor. The wall of the imam's house next door had been blasted open. Rooms were bloodstained and four cars were burnt out.

"Just before prayers at 6.15, we were

surprised by US and Iraqi national guards raining fire on us. Anyone who went out was shot dead," Ihssan Kamel Ali, who was in the mosque at the time, said yesterday. "The national guard came in first, then the Americans. They had a man with a Lebanese accent with them. He sneered at us and said what we were reading was not the Qur'an. I heard sounds of explosions. I saw between 17 and 20 bodies.

What upset me most was that there was a wounded man. An Iraqi soldier asked an officer what to do with him. The officer said 'Just finish him off'."

Iraqi police identified seven of the dead as members of the Mahdi army, a militia formed by the radical cleric Moqtada al-Sadr. Salam al Maliki, the transport minister who heads a group of 30 MPs loyal to Mr Sadr, said Shia leaders suspended discussions yesterday on forming a new government in protest at the assault.

In another setback, a suicide bomber attacked a joint US-Iraqi base near Tal Afar in northern Iraq. The explosion killed 40 Iraqis, according to the defence ministry, most of them would-be recruits queuing to be registered. No Americans died.

The Guardian
March 28 2006

Bush intervenes in Iraq: He 'doesn't accept' Jaafari

By Edward Wong

BAGHDAD: Senior Shiite politicians said Tuesday that the U.S. ambassador has told Shiite officials to inform the Iraqi prime minister that President George W. Bush does not want him to remain the country's leader in the next government.

It was the first time the Americans have directly intervened in the furious debate over Iraq's top job, the politicians said, and it has inflamed tensions between Washington and some Shiite leaders.

The ambassador, Zalmay Khalilzad, told the head of the main Shiite political bloc at a meeting Saturday to pass on a "personal message from President Bush" to Ibrahim al-Jaafari, whom the Shiites want to retain as prime minister for four more years, said Redha Jowad Taki, a Shiite politician and member of Parliament who was at the meeting.

Khalilzad said that Bush "doesn't want, doesn't support, doesn't accept" Jaafari to be the next prime minister, said Taki, a senior aide to Abdul-Aziz al-Hakim, head of the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq. It was the first "clear and direct message" from the United States on the issue, Taki said.

The Americans have harshly criticized the Jaafari government in recent months for supporting Shiite militias that have been fomenting sectarian violence and pushing Iraq closer to civil war. Khalilzad has sharpened his attacks in the last week, saying the militias were now killing more people than the Sunni-led insurgency.

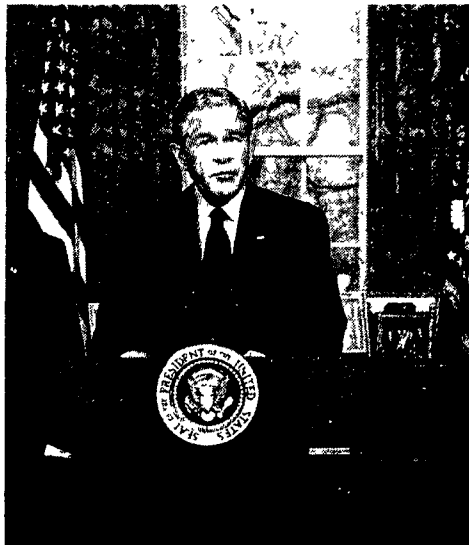
There is growing concern among officials in Washington that Jaafari is incapable of reining in the private armies, especially since Moktada al-Sadr, the anti-American cleric who leads the most volatile of the militias, has become Jaafari's strongest backer.

Haider al-Ubady, a spokesman for Jaafari, said the prime minister had heard of the ambassador's verbal message through officials in his party. Ubady accused the United States of trying to subvert Iraqi sovereignty and weaken the Shiite ranks. "How can they do this?" he asked. "An ambassador telling a sovereign country what to do is unacceptable."

He added: "The perception is very strong among certain Shia parties that the U.S., led by Khalilzad, is trying to unseat Jaafari."

A spokeswoman for the American Embassy here declined to comment directly on what Khalilzad discussed in his meeting Saturday, though she confirmed that the ambassador did see Hakim. The two meet regularly to discuss Iraq's political situation.

"The decisions about the choice of the prime minister are entirely up to



the Iraqis," said the spokeswoman, Elizabeth Colton. "This will be an Iraqi decision."

Bush, in general comments about Iraq, said at the White House on Tuesday that he was pleased the Iraqis were "continuing to discuss who will fill the key slots in the government."

Tensions between Shiite leaders and the United States had been rising for months. They boiled over Sunday night after an assault by U.S. and Iraqi forces on a Shiite mosque in northern Baghdad. Shiite leaders have asserted that at least 17 civilians were killed in the battle, while U.S. military commanders said the soldiers had fought insurgents.

The reported pressure from the U.S. government over Jaafari's nomination is another sign of the White House's acute impatience over the deadlocked talks to form a four-year government. The nomination has become one of the most contentious issues in those talks, with the main Kurdish, Sunni Arab and secular blocs calling for the Shiites to replace Jaafari.

U.S. officials say the delay in installing a government has created a power vacuum where lawlessness is thriving and a low-level civil conflict is raging.

Shiite leaders on Monday suspended their participation in the government negotiations, saying they were enraged by the mosque assault.

Meanwhile, at least 19 people were abducted in three incidents in Baghdad on Tuesday, in the biggest wave of kidnappings in a month, an Interior Ministry official said.

In one incident, 15 men in Iraqi Army uniforms dragged at least six people from a money exchange shop and stole nearly \$60,000 in currency. The other cases involved people dressed as Interior Ministry commandos snatching people from two electronics shops. Last month, gunmen in commando uniforms kidnapped 35 people from the of-

fices of a security company. A handful have been released.

In addition, police officers in western Baghdad discovered 14 bodies on Tuesday. All had been executed with gunshot wounds to the head, apparently the latest victims of sectarian bloodletting.

Such violence has shaken confidence in Jaafari. Among Iraqis, he has come under widespread criticism for failing to smash the Sunni-led insurgency, letting Shiite death squads run rampant and doing little to improve reconstruction.

Jaafari won the nomination by one vote in a secret ballot last month among the 130 legislators of the main Shiite bloc. Hakim, the bloc's leader, had put one of his deputies, Adel Abdul Mahdi, up for nomination.

But Jaafari, who is thought by observers here to be a favorite of Iran, won with the support of Sadr, the cleric who controls at least 32 parliamentary seats.

Before the parliamentary elections in December, Mahdi, one of two vice presidents, was talked about as a possible American favorite for the post of prime minister.

A Maoist turned Islamist and free-market advocate, he met with White House officials in Washington last autumn. But Americans still harbor some suspicions: Like all leaders in his party, he has close ties to Tehran and to the Badr Organization, a powerful Iranian-trained militia.

He has said in the last week that he supports Jaafari as long as the Shiite bloc does, too. Khalilzad met with Mahdi on Tuesday to try to patch up relations in the wake of the mosque assault.

The Iraqi Constitution approved by voters last autumn says the largest bloc in Parliament, in this case the Shiites, gets to nominate the prime minister. But a two-thirds vote of the 275-member Parliament is essentially needed to install the new government.

So as long as the other major blocs remain opposed to Jaafari, the process is at a standstill.

In recent months, Khalilzad has championed Sunni Arab inclusion in the next government while criticizing Shiite oversight of the current government, especially the security forces.

As bodies pile up in the streets, believed to be the work of death squads, the ambassador has forcefully demanded that the Shiites disband their militias, especially the Mahdi Army, which is run by Sadr.

All that has led to growing Shiite distrust of the Americans.

The New York Times

Herald INTERNATIONAL Tribune

MARCH 29, 2006

Privatizations draw investors' gaze to Turkey

By Ben Holland

ISTANBUL: When Metin Kilci was hired by the Turkish prime minister in 2003 to find buyers for state-run companies, his first task was to persuade investors to take him seriously.

"The predominant attitude was suspicion," said Kilci, president of the Privatization Administration. "Turkey had been saying for 20 years that it was going to sell these companies, then not doing it. Investors didn't believe us."

In a sign of how far he has come, Kilci oversaw more than \$16 billion in asset sales in 2005, a change that was noticed in European financial capitals.

"European companies are starting to think seriously about Turkey," said Nick Field, of WestLB Asset Management U.K. in London.

Turkey's biggest privatization deal to date was the sale of its fixed-line telephone company, Turk Telekomunikasyon, which had been put up for sale seven times in the past decade and then pulled off the market at the last minute after objections from the army or the courts. Turk Telekom was finally sold in July to Saudi Oger, a Saudi Arabia-based construction company owned by the Hariri family of Lebanon, which paid \$6.6 billion for a 55 percent stake.

In addition, the Turkish government since 2004 has sold shares of an oil refinery, a state-owned bank and the national airline to private hands. And in December, the British cellphone service provider Vodafone Group joined the bidding for Telsim Mobil Telekomunikasyon Hizmetleri, the second-biggest Turkish mobile phone operator, with an offer of \$4.55 billion.

This burst of free-market activity appears to have persuaded investors that Turkey is worth a wager. The benchmark Istanbul Stock Exchange National 100 index rose 59 percent in 2005, making Turkey one of the top performers in Europe. It has added 7.4 percent this year as of March 27.

The government of Prime Minister Recep Tayyip Erdogan has helped to spur the markets by encouraging foreign investment, as it seeks European Union membership and pursues a program backed by the International Monetary Fund to cut inflation and debt.

After lifting restrictions on outside ownership of Turkish telecom operators and cutting paperwork to make it easier for foreign companies to start businesses, Erdogan has indicated that he will soon ease curbs on foreign ownership of media assets and real estate.

"That's going to prove important," said Field of WestLB. "Turkey was unwilling to sell any business to foreigners in the past, but that's beginning to change."

Investment by international compa-



General Electric paid \$1.56 billion last year for 26 percent of Garanti Bank amid growing foreign interest in Turkish lenders.

nies has been one of the main drivers of Turkey's economy, which is now performing well. Gross domestic product grew at about 6 percent in 2005, while inflation has fallen to about 8 percent in February from 70 percent in 2002.

Exports reached \$73.7 billion last year, more than double the figure for 2002, according to the Turkish Exporters Assembly. That has helped the country cut its budget deficit to about 2 percent of GDP in 2005, down from 16 percent in 2001.

"Whichever variable you look at, it's a big improvement," said Serhan Cevik, an emerging-markets strategist at Morgan Stanley in London.

Still, Erdogan and Kilci, head of the Privatization Administration, continue to struggle with the country's nationalist tendencies, and their privatization push has had setbacks. On Feb. 2, a court suspended the \$4 billion sale of the oil refiner Tupras Turkiye Petrol Rafinerileri to Koc Holding, Turkey's biggest private company, for \$4 billion. The sale, which had closed a week before, was opposed by labor groups.

"Tupras must be returned to the state without delay," Mustafa Oztaskin, head of Petrol-Is, the labor union that filed the challenge, said after the verdict. "Otherwise, we'll take industrial action."

The government has decided not to implement the verdict, after consulting lawyers who advised that there was no practical way to reverse the sale, the Vatan newspaper reported Tuesday, without saying where it got the information.

That legal challenge is by no means

unique. Kilci said his agency was facing about 160 lawsuits from unions, opposition parties and other groups trying to halt the sale of state companies. Court verdicts could be a serious obstacle to new sales, he admitted.

"It's an important factor, I can't deny it," Kilci said. "When investors make decisions, they look at country risk, and this is one of the things they will take into account."

That does not appear to be deterring potential bidders. And given Turkey's vigorous economic expansion, and its promise to the IMF to reduce the state's role in banking, overseas financial companies are now taking a strong interest in local lenders.

In August, General Electric Capital, GE's consumer finance unit, paid \$1.56 billion for a 26 percent stake in Garanti Bank, the country's third-biggest non-state-owned bank, with \$27 billion in assets. In February 2004, the French lender BNP Paribas paid \$217 million for a 42 percent stake in Turk Ekonomi Bankasi, a retail bank with \$5.2 billion in assets.

At least five Turkish lenders, including Akbank, the No. 2 non-state-owned bank after Isbank, have said they may seek international partners.

"Prices are going up because there are more and more buyers and fewer and fewer targets," said Jacob Grapengiesser with East Capital Asset Management in Stockholm. That kind of investor enthusiasm amounts to a vote of confidence in Turkey's plan to transform its economy.

Bloomberg News

March 29, 2006

Herald Tribune

LA GUERRE
EN IRAK

Un rapport déclassifié du Pentagone sur l'invasion de l'Irak, en mars-avril 2003, révèle que le raïs craignait un coup d'Etat mais n'a jamais cru à la victoire américaine

Saddam comptait sur Paris et Moscou

NEW YORK
CORRESPONDANT

« Pour Saddam Hussein, les Etats-Unis étaient un tigre de papier. Il croyait que la France et la Russie le protégeraient. Ignorant les réalités militaires, logistiques et technologiques, Saddam vivait dans une bulle créée par l'atmosphère de peur instillée dans la bureaucratie civile et militaire. Même à la veille d'une guerre qui allait détruire son régime, sa plus grande crainte était celle d'un coup d'Etat. »

Ce récit inédit de l'invasion américaine de l'Irak de mars-avril 2003 se trouve dans un rapport de 210 pages baptisé « *Saddam's Delusions: The View from the Inside* » (« Les illusions de Saddam : la vision de l'intérieur »). Il a été réalisé pour l'état-major militaire américain à partir d'entretiens avec des dizaines d'ex-dirigeants irakiens et des centaines de documents officiels récupérés à Bagdad. Il a été partiellement déclassifié fin février, et de nouveaux éléments ont été dévoilés par le Pentagone, vendredi 24 mars, notamment l'aide apportée à Saddam Hussein par les services de renseignement russes.

Jusqu'au dernier moment, le dictateur ne croyait pas à une attaque. « *Le plus important élément dans le calcul stratégique de Saddam était sa confiance dans la France et la Russie* », explique le rapport. Selon son ministre des affaires étrangères, Tarek Aziz, cette conviction tenait aux intérêts économiques des deux pays. « *La France et la Russie avaient des millions de dollars de contrats en Irak, avec comme contrepartie implicite que leur position serait favorable au régime. Et les Français voulaient montrer au monde leur poids au sein du Conseil de sécurité de l'ONU* », indique le rapport.

Moscou aurait été beaucoup plus loin. Deux documents irakiens font état de renseignements militaires transmis par la Russie pendant l'invasion.

Le premier, envoyé à Saddam Hussein le 24 mars 2003, fait référence à « *des informations obtenues par les services d'espionnage russes de sources se trouvant au sein du commandement central américain à Doha (Qatar)* ».

Une lettre du ministère des affaires étrangères, en date du 2 avril 2003 et toujours adressée à Saddam Hussein, évoque la transmission de plans de bataille américains via l'ambassadeur russe à Bagdad, Vladimir Titorenko. Selon ces informations, « *les Américains font mouvement pour isoler Bagdad par le sud, l'est et le nord. La plus importante concentration de troupes*



Le 9 avril 2003, les troupes américaines ont quasiment achevé la conquête de Bagdad. Entourés d'habitants de la capitale, les soldats de la 3^e division s'apprentent à abattre une statue monumentale de Saddam Hussein. ALEXANDRA BOULAT/VII

– 12 000 hommes et 1 000 véhicules – se trouve autour de Kerbala. Les bombardements vont se concentrer autour et dans la capitale, coupant les routes vers la Syrie et la Jordanie et créant le chaos et la confusion pour forcer les habitants à fuir. L'assaut sur Bagdad ne devrait pas être lancé avant l'arrivée de la 4^e division d'infanterie autour du 15 avril 2003. » En fait, l'assaut sera donné par la seule 3^e division, le 5 avril 2003.

D'après Ibrahim Ahmad Abd Al-Sattar, le chef d'état-major de l'armée irakienne, Saddam Hussein estimait que, même si ses appuis internationaux le lâchaient et si les Etats-Unis lançaient une campagne terrestre, Washington céderait aux pressions et arrêterait la guerre avant d'arriver à Bagdad. Pour son interprète personnel, Saddam Hussein pensait que ses forces « *offriraient une résistance héroïque et infligeraient de telles pertes aux Américains qu'ils cesseraient d'avancer* ». Le dictateur était convaincu, selon ses propres mots, « *que l'Irak ne serait en aucun cas comme l'Afghanistan. Nous ne laisserons pas la guerre devenir un pique-nique pour les soldats américains et anglais* ».

Le rapport rejette aussi la thèse de l'administration Bush selon laquelle Saddam Hussein aurait planifié l'insurrection : « *Il avait dispersé un important matériel militaire dans le pays avant le début de la guerre, mais c'était seulement pour le mettre à l'abri* ». Le 30 mars, le secrétaire de Saddam Hussein demandait au ministre des affaires étrangères de transmettre aux gou-

vernements français et russe la décision de Bagdad de n'accepter qu'un « *retrait inconditionnel* » des forces américaines. « *L'Irak est en train de gagner, et les Etats-Unis s'enfoncent dans la défaite*. »

Saddam Hussein croyait tellement en réchapper qu'il n'avait pas préparé sa fuite. Ses déplacements pendant l'invasion, reconstitués par l'enquête, montrent à la fois qu'il agissait dans l'improvisation et que les services de renseignement américains n'ont jamais su où il se trouvait.

Le président irakien n'était pas en effet dans les endroits bombardés pour tenter de l'éliminer, le 19 mars 2003, au début de l'offensive, et le 7 avril, à la fin. Utilisant des informations fournies par la CIA, le président George Bush a précipité l'attaque en ordonnant le bombardement, le 19 mars, des fermes de Dora, un complexe au sud-ouest de Bagdad. Un agent américain avait signalé que Saddam Hussein se trouvait sur place. Les attaques avaient été précises et, pendant un court instant, des officiels américains ont même cru que Saddam Hussein avait été blessé ou tué. En fait, il était à des kilomètres de là. Tout de même ébranlé, le raïs irakien s'était alors réfugié dans une cache à Bagdad, d'où il a fait une déclaration télévisée.

Portant de façon inhabituelle d'épaisses lunettes, de nombreux spécialistes américains avaient cru que le personnage à l'écran était un sosie. C'était bien Saddam Hussein. D'habitude, ses discours étaient imprimés en gros caractères pour qu'il puisse les lire sans lunettes, mais, ce jour-là, il n'avait pas d'imprimante. ■

ERIC LESER

WAS IT WORTH IT?

Three years into the Iraq war, TIME posed the question to a wide array of experts and thinkers. The answers may surprise you

WILLIAM F. BUCKLEY JR.

No. Emphatically no. Were we wrong to undertake what we did? The objectives were sound, but our reach proved insufficient to realize them.

Buckley is a conservative author and syndicated columnist

TOMMY FRANKS

Yes. America remains very proud of and very thankful to our sons and daughters serving in Iraq and around the world in the cause of freedom. The events of 9/11 taught us a valuable lesson: ignoring terrorism will not make the problem go away. The sacrifices of our military

HOW GULF WAR II COMPARES

■ Total length ■ U.S. involvement

World War I

■ 1 year, 7 months

World War II

■ 3 years, 8 months

Korean conflict

■ 3 years, 1 month

Vietnam*

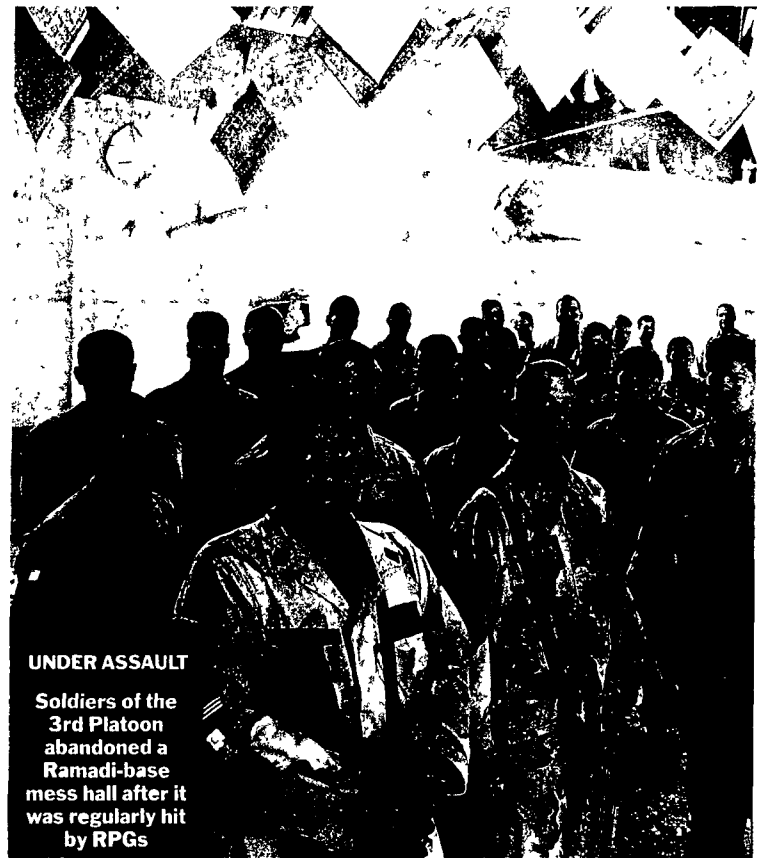
■ 8 years, 7 months

Gulf War II

■ 3 years +

Sources: Encyclopedia Americana Facts on File

*American combat troops were formally committed in 1964 although "military advisers" had fought covertly since the mid 50s



UNDER ASSAULT

Soldiers of the 3rd Platoon abandoned a Ramadi-base mess hall after it was regularly hit by RPGs

FRANCIS FUKUYAMA

I believe that the balance sheet for the war at this moment is quite negative. The war foreclosed the possibility of Saddam restarting his WMD programs and replaced his dictatorship with Iraq's new democracy—both real gains. Balanced against these gains are costs that go well beyond the direct human and financial ones. The occupation of Iraq has served as a tremendous stimulus for Arab and Muslim anti-Americanism and thus has made radical Islamist terrorism significantly worse than it would otherwise be. America's reputation around the world has taken a huge hit among ordinary people who are now more likely to associate our democracy with scenes of prisoner abuse than with the Statue of Liberty. We, of course, do not know what the future will bring, but the upside potential of Iraq's post-Saddam order looks more and more limited. The central state will remain

weak for years to come, and where the Shi'ite parties have established their rule, we get not a liberal democracy but an Iranian-style rule by clerics.

Fukuyama is a professor at the Johns Hopkins School of Advanced International Studies and the author of America at the Crossroads: Democracy, Power, and the Neoconservative Legacy

HISHAM KASSEM

Sadly, I have to say yes. It is difficult to commend such a bloody scene. But it achieved something useful. Parallel to the chaos and bloodshed, there is a political

process evolving in Iraq. Bloodshed is the price of the transition from Saddam's psychopathic dictatorship. The losses would have been higher had Saddam stayed on. You could easily see that regime lasting another 30 years, under his sons and top generals. Negotiating with Iraq was not an option. There had to be a military intervention. You have a bloc of 22 countries in the Arab world dominated by authoritarianism and dictatorship. It is not a bloc you could engage politically and pressure for reform. By military intervention, the U.S. is able to pressure the region into adopting the reforms we are beginning to see across the region that might avert many countries from becoming failed states. The world cannot put up with state failure in the backyard of the world's oil fields, Israel and Europe.

Democracy activist Kassem is vice chairman of the Egyptian daily newspaper Al-Masry al-Youm

BERNARD-HENRI LEVY

No. Because it was the wrong target: Iran and Pakistan are infinitely more threatening. Because it was the wrong approach: the

members and their families are giving Iraqis a chance for freedom. And a free Iraq serves not only Iraqis. It will stand as a model in the Middle East, a model that represents to millions of people that there is an alternative to terrorism.

As chief of U.S. Central Command, General Franks, now retired, oversaw the invasion of Iraq

neoconservatives, who put no stock in government policy at home and thus can't do so abroad, produced no plans for democratic nation building. And, above all, because this war, which aimed to reduce the number and strength of terrorists, has instead increased them. What was needed was to break the infernal cycle of the "clash of civilizations," à la Sam Huntington and Osama bin Laden. Instead, the war breathed new life into it. In short, rarely have the famous words of Blaise Pascal rung more true. "He who would act the angel becomes the beast." What begins as a noble moral intention to bring down a tyrant becomes a political disaster and a gigantic step backward in the long, necessary war against fascism. A field of ruins!

French philosopher Lévy is author of the recently published American Vertigo

ANNE-MARIE SLAUGHTER
Is the cause of freeing a people and pushing for progressive political and economic change in the most dangerous region in the world worth fighting and dying for? Undoubtedly. But has *this* war—with its disdain for allies and institutions, its willful blindness to any scenario other than easy victory and immediate democracy, and its planners' irresponsibility so deep as to be immoral in failing to protect the heritage, infrastructure and lives of a people who never asked for war—been worth it? Squandering lives and vast sums of money through a combination of arrogance and negligence can never be worth it. And if the Administration had been willing to make a full and honest assessment of the true costs and the uncertainty of the benefits before invading Iraq, I doubt that a majority of the American people would have supported the war.

Slaughter is the dean of the Woodrow Wilson School of Public and International Affairs at Princeton University



LAWRENCE B. WILKERSON
I'm principally a strategist, and from that perspective the war has been a disaster. First, the foremost winner has been Iran: it rid itself of its greatest threat, Saddam and his military, without firing a shot; won the Dec. 15 Iraq elections; owns the south, particularly Basra; and has felt the freedom to elect Mahmoud Ahmadinejad, who, in turn, has felt the freedom to reclaim leadership of radical Islam, leadership Osama bin Laden claimed on 9/11. Second, the foremost loser—after Iraq itself—has been Israel, whose leaders must now fear more than ever the new strategic maneuver room afforded Iran by the U.S.'s ineptitude. Third, the general war against global terrorists has been affected greatly by the failure in Iraq. Recruiting among Muslim ranks has been

“THE OBJECTIVES WERE SOUND, BUT OUR REACH PROVED INSUFFICIENT TO REALIZE THEM.”

—WILLIAM F. BUCKLEY JR.

aided significantly, while America has squandered the upper hand in the world of ideas, which is the real battlefield of this conflict.

U.S. Army Colonel Wilkerson, now retired, was chief of staff for Secretary of State Colin Powell

MICHAEL YOUNG
Yes, Iraq was worth it, because it exposed more clearly than ever the brutal underpinnings of Arab nationalist rule. From an Iraqi perspective, there is much uncertainty today but also no nostalgia for the savagery of Saddam's rule. From the U.S.'s perspective, the struggle to stabilize Iraq will discourage similar endeavors in the future, but the war also highlighted how subcontracting American interests in the Middle East to supposedly stable Arab dictatorships is no longer viable. The shoddy edifice that U.S. soldiers so quickly dismantled in Iraq is no less present in countries Washington considers allies. Iraq may or may not be the pivot of a regional democratic resurgence, but it is a reminder to Americans that much can be gained by challenging the debilitating status quo if the aftermath is gotten right. Unless democracy becomes a cornerstone of Washington's efforts, its alliances will seem more than



ever built on a mountain of illegitimacy.

Young is opinion editor at Lebanon's Daily Star newspaper

BERNARD KOUCHNER

No, because of the way Americans went about it. I think it was up to the international community to pull together and get rid of Saddam for the Iraqi people. I have long argued for the "right to intervene." But you have to succeed. To do that, you need the international community standing with you. Saddam had been a major assassin in his country for 35 years. What difference would a few weeks have made? They should have done as we did in Kosovo, setting up a contact group and relying on international cooperation and peacekeepers.

Kouchner, former U.N. administrator for Kosovo, co-founded France's Médecins Sans Frontières and Médecins du Monde

CHIBLI MALLAT

Yes, the U.S.-led war to get rid of the dictatorship was worth it for most Iraqis and for those who, like me, supported them against one of the most ruthless governments in modern history. But for the young Marine from Oklahoma or the

child in Iraq blown up this past week or the one before, it wasn't. Better things must obtain from the demise of Iraq's dictatorship, even if it is largely accepted now that the end of Saddam's rule represents a positive precedent for Iraq and the modern Middle East. Democratic Iraq, like democratic Germany or Japan, might make all the sacrifices less painful.

Mallat is an Arab democracy campaigner and a candidate for Lebanese President

RICHARD HAASS

After three years, my answer would be no, although any judgment at this point is necessarily an interim one. The war has absorbed a tremendous amount of U.S. military capacity, the result being that the U.S. has far less spare or available capacity to use in the active sense or to exploit in the diplomatic sense. It has weakened our position against both North Korea and Iran. It has exacerbated U.S. fiscal problems. The war has also contributed to the world's alienation from the U.S. and made it more difficult to galvanize inter-



INHERITING THE FIGHT

U.S.-trained Iraqi soldiers now stand guard at checkpoints like this one in Ramadi

national support for U.S. policy toward other challenges. Iraq's legacy could also lead to renewed American public resistance to international involvement.

Haass, a former aide to President George H.W. Bush, is president of the Council on Foreign Relations

KENNETH ROTH

When this war started, human rights were only a very minor reason to enter Iraq. Human rights became more of an after-the-fact justification only when it turned out that there were no WMD or prewar links to international terrorism. So, no, I don't think the war should have ever been or can now be justified as a successful humanitarian intervention. The extreme measure of military invasion should be reserved for stopping ongoing or imminent mass slaughter, and that wasn't happening in Iraq in March 2003. Humanitarian intervention might have been justified to stop the Anfal genocide in 1988 against the Kurds, but there was nothing like that going on in 2003. Clearly, Saddam was an awful dictator,

but there are many awful dictators in the world, and toppling an awful dictator, in my view, does not justify military intervention.

Roth is the executive director of Human Rights Watch

DAVID M. KENNEDY

From the outset, the war was a colossally bold and breathtakingly risky gamble. Unfortunately and unsurprisingly, the U.S. has failed to beat the odds. Forget about WMD and links to al-Qaeda. The real purpose for invading Iraq was the extravagant ambition to transform the political culture of the entire Middle East. The Bush Administration bet American might and good intentions against the accumulated weight of centuries of religious rivalry, tribal tensions, wanton bloodletting and authoritarian rule. Even American hyperpower has proved no match for the burden of all that sorry history.

Kennedy is a history professor at Stanford University and a 2000 Pulitzer Prize winner

Islamic KIU to be included in the Administration

Nechirvan Barzani takes office vows social justice

Omer Fetah: 2006 budget still not unified

Globe Correspondent

In a joint press-conference with his deputy, Omer Fetah, Sunday, the incoming Kurdish Prime Minister, Nechirvan Barzani, said that social justice will become number one priority of his administration.

"This unified administration, which is a direct product of decades of struggle and thousands of martyrs, will work in line with principles of national unity and social justice. This Cabinet will make sure to be a Cabinet of the people for the people," Barzani, 39, said as he promised more public control of government affairs.

The announcement follows more than a decade of division between the two ruling parties, Kurdistan Democratic Party (KDP) and Patriotic Union of Kurdistan (PUK). In the aftermath of the Civil War of 1994, each party set up its own administration, with one single parliament in the Kurdish capital of Irbil. In the run up for Iraqi Elections last year the two parties went into a pact to strengthen Kurdish position in Baghdad, where talks were held on formation of Iraqi federal government which also facilitated the formation of a unified body of rule in the de facto independent Kurdish region of Iraq.



The incoming Kurdish Prime Minister Nechirvan Barzani enters the Presidential office Sunday, March 26, 2006. Nechirvan Barzani has 30 days to present his cabinet to the Kurdish Parliament. GLOBE PHOTO: Azad Tashkiri

Fetah to become a powerful Deputy Prime Minister

Omer Fetah, the former Prime Minister of the PUK administration will assist Nechirvan Barzani as his Deputy Prime Minister. This is still not clear whether Fetah will be based in Irbil or in his home town of Sulaimaniya, yet much point to a powerful Deputy Prime Minister who at least for the rest of this year will be in charge of the monetary issues of Sulaimaniya governate.

"The budget will become unified, but due to

technical difficulties during 2006, the budget will remain split between Sulaimaniya and the rest of the region," Fetah said adding that "with certainty" there will be a

unified budget next year.

It is not just the budget which faces serious uncertainty. The destiny of four Ministerial Departments has yet to be decided. The Ministries of Justice, Interior, Finances and the Peshmerga Ministry are still very much open to further discussions. Barzani refused to give a deadline as to when and how these disputed Ministries be unified. It was still unclear whether or not there would be two separate departments for each of these four Ministries.

Cabinet ministers to be presented within 30 days

The names of the Barzani administration is to be

submitted to the Kurdish Parliament for approval within 30 days counted from March 26th. Barzani will most likely face little difficulty having its cabinet endorsed as the majority seats of the Parliament is split between the KDP and the PUK. Kurdistan Islamic Union holds 9 seats and will have little or no impact on how the government is to be shaped. Although both Barzani and Fetah said they will ask KIU to join their administration, they did not say, though, what ministerial portfolio, the KIU or other parties will have.

"NO 50-50 in the future"

Political organizations have voiced concern about the way the unify-

ing talks were held accusing the two parties of monopolizing power. Leading political figures have said that the two parties- despite the fact that they include up to 80 percent of political activity in Iraqi Kurdistan, should have included other political organizations in their talks and by not doing that, they say, the KDP and the PUK have taken advantage of the "fragile Kurdish democracy".

The two parties have rejected the criticism saying that both parties have enough democratic mandate and lawful rights to form the government without consultations with other parties.

"There will be a broad and inclusive government, I want to make sure, but I also have to say that the two parties (KDP and PUK) have earned their position (in Kurdish politics) after years of scarify and endurance. Still I invite all political parties to join our effort to form the next cabinet," Barzani told reporters who seemed slightly frustrated at a reporter's question indicating that the KDP and the PUK had pursued a partisan agenda of governance in ministerial departments and hired and fired people based on that.

Barzani said that he would do his utmost to maintain the relative security that has prevailed in the region after Saddam Hussein's fall in the spring of 2003. Not one single foreigner has been killed in the areas controlled by the Kurdish forces while insurgency claims daily lives in most parts of Iraq. Barzani said that he will make sure that the welfare of the region holds a good standard and that the deprived areas will be given special budgets in the reconstruction process.

"I know that we have not been able to give full electricity services to the people of Kurdistan. Still

I would like to say that to reconstruct a devastated country we need more than two or three years," Barzani said referring to what he called "double sanctions" imposed on Iraqi Kurdistan, the UN and the Baghdad sanctions which Barzani said weakened Kurdish economy after the first Gulf War up to the downfall of Saddam Hussein.

"I don't want to defend the corruption within the system; but I want you to know that it isn't as widespread as some like to believe. True, there is a level of corruption, but it's not so pervasive as some say."

Kurdish Newroz celebrations in Syria disrupted by state security forces

Celebrations by Kurds in Syria to mark the arrival of the Kurdish New Year ("Newroz") turned violent last week, as Syrian security forces disrupted the festivities with the now traditional arbitrary arrest of Kurdish people.

In Halab, northern Syria, several Kurds were arrested on Monday. Clashes between security forces and Halab's

residents were sparked when the people demanded the release of a child arrested by security officials. Security forces responded violently, beating and arresting some protesters, and using tear gas to disperse the demonstration.

Tens of Kurds were also arrested in Qamishli last Tuesday following Newroz festivities, PUK media reported.

Over one million people participated in the commemoration of the Kurdish New Year in Syria, with celebrations and demonstrations taking place in Allapo, Kobani, Halab and Qamishli. The largest was in Allapo, were an estimated half a million Kurds took part. In the Syrian capital, Damascus some 300,000 Kurds participated in Newroz celebrations.

The Globe

life prison sentence on an island near Istanbul

The festivities in Diyarbakir, the largest city of Turkey's mainly Kurdish southeast, passed fairly peacefully though stone-throwing youths injured nine policemen with riot shields

Revelers danced around bonfires, waved Kurdish flags and pictures of Ocalan, leader of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK), and applauded calls for more cultural and linguistic rights for Turkey's 12 million Kurds

Festive Kurds want freedom for rebel chief



More than 100,000 Turkish Kurds celebrated the ancient spring festival of Newroz on Tuesday with dancing, singing and calls for political reform and the release of jailed Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan.

Newroz, which means "new day" in Kurdish, has long served as a rallying call for Kurdish nationalism. Public celebrations were illegal in Turkey before Ocalan's capture in 1999. He is now serving a

"The repression of our language and culture must end, our language must be used in schools," Ahmet Turk, leader of the Kurdish Democratic Society Party (DTP), told the crowd.

"Everything is possible within the EU process," he said.

Under pressure from the European Union, which Turkey hopes to join, Ankara has eased restrictions on Kurdish language, though many Kurds want the government to do much more.

Reuters

Revelers danced around bonfires, waved Kurdish flags and pictures of Ocalan, leader of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK), and applauded calls for more cultural and linguistic rights for Turkey's 12 million Kurds.

Kurdistanism: More than a state of mind

By Herminia Thacker
Globe Staff Writer

The Globe • Tuesday, March 28, 2006 - No. 50



Kurdistanism is more than a state of mind. It is a powerful reservoir of strong emotional currents which tugs a Kurdish heart. Whether a Kurd is in LA or Sarajevo, he or she is endowed with an invisible cross of responsibility. As Kurdish, he or she needs to recognize, to feel, and to express a special heritage beyond the borders of the territory.

This heritage goes back to hundreds of years. During the seventh century, Arabs assumed the role of conquistadores and the Kurds the subservient subjects. Not long thereafter, the Turks followed and crushed the Kurds. In 1251 the Mongols inflicted horrific acts on the Kurds. The conquering army was vicious, brutal, and they enjoyed the killing fields. Then the Union Jack began to fly under the Iraqi sky, where it stayed and stayed. Before the first great war, the Sick Man of Europe, ensconced in Turkey, owned a piece of real estate property known as Mesopotamia or Iraq. This location consisted of three provinces: Basra down south, Baghdad in the middle, and Mosul up north. World events, however, helped to shape the geography of most countries. The First World War saw the demise of the Ottoman Empire

and its dismemberment.

The end of WW I was a momentous event; however, for the Kurds it was historical in nature. At the Paris Peace Conference, the British, with the greatest reluctance, agreed to start proceedings to establish an autonomous Kurdish state. The Council of the League of Nations would mandate the Great Powers to grant the Kurds autonomy if the Kurds could show the capability and competency to manage their own affairs. The Treaty of Sevres contained this stipulation. Unfortunately for the Kurds, oil got in the way and changed the whole scenario for them.

The presence of vast oil deposits in Mosul, which was not under the control of the British, made the occupiers to turn 180 degrees relative to the area to be assigned to the Kurds, and which was to be considered as a Kurdish state separate from Iraq. Consequently, the colonizers annexed Mosul with Basra and Baghdad; thus leading to the formation of what was known as Iraq. The 1923 Treaty of Lausanne sealed the fate of the Kurds however. This agreement replaced the Treaty of Sevres, recognized Turkey as a state, and neglected to address the Kurdish issue. Never-

theless, the Kurds, victims of municipal annexation due to precious natural resource, did not give up on their objective. The Kurds continued to engage in combat activities to keep their cause alive. The Kurds did not let up in attacking Turkey

In the ensuing years, the Kurds, impatient and restless as ever in their quest for self-government, took on the Iraqi army. This combat operation dragged

on for years. It was during this period when a greater-than-life character by the name of Mustafa Barzani burst into the scene. The name would be forever synonymous with the plight of the Kurds. It also marked the beginning of a Kurdish political dynasty. In an attempt to placate the Kurds, which they considered as troublemakers, Baghdad policy makers in 1970 dangled another promise of autonomy to the Kurds, with Irbil as the capital of a Kurdish site. Suspicious as ever, the Kurds rejected the offer. As a counter offer, the Kurds demanded from Baghdad the inclusion

of Kirkuk, a city known to have large oil deposits, to the Kurdistan autonomous territory. At press time, the Kirkuk question is still unresolved.

Heavy fighting between Iraqi troops and the Kurds went unabated in the 1970s. To compound the misery of the Kurds, the newly established Islamic Republic in Iran began a campaign to wipe out the Kurds; especially targeting Kurdish leaders for assassination. The entry of a new player in the continuing Kurdish saga underscores the complexities of the Kurdish dilemma. The marked absence of a nation-state status, the need to consolidate the Kurdish peoples in a single location, the deep-

rooted conflicts with neighboring countries, as well as constant interventions from outside powers, who are willing to attach their agendas to the ambition of the Kurds, make the Kurdish question volatile indeed.

Through a complex series of twists and turns in global and regional events, a Baathist by the name of Saddam Hussein established a dictatorship, which proved to be disastrous for the Kurdish cause. Cunning and shrewd, he turned on the Kurds with a vengeance. Nevertheless, the tyranny of Saddam against the Kurds generated the bond of brotherhood among the Kurds. The mention of Halabja and Anfal only make this common covenant stronger.

The First Gulf War and the continuing Gulf Two conflict have made the Kurds politically savvy and sophisticated. This astuteness has led to intramural squabbles and bloodshed among the Kurds. However, the two major political parties have demonstrated a sign of growing political maturity through pacification and the merger of governance over the region. The Kurds are a master of survival; their spirit of determination to control their down destiny is unassailable. A quick review of world history may provide a degree of encouragement on the part of the Kurds. The Kurds could pick up a lesson or two from the struggles of India, Algeria, Israel and Palestine, to name a few. Granted, each case bears distinctive characteristics, nevertheless, the common thread is unmistakable: the basic and inalienable right of peoples to be independent and self-governing.

In the final analysis, it is prudent to remember that a Kurd belongs to a special membership of individuals who have a sacred commitment to support and to seek the formation of an autonomous Kurdish state. Your heritage demands no less.



A Kurdish man wearing a traditional Kurdish outfit. The end of WW I was a momentous event; however, for the Kurds it was historical in nature. At the Paris Peace Conference, the British, with the greatest reluctance, agreed to start proceedings to establish an autonomous Kurdish state.

Dealing with Tehran ■ By Charles A. Kupchan and Ray Takeyh

The key lies in Iran's history

WASHINGTON
After years of indecision and internal squabbling, the Bush administration has finally settled on an Iran policy: Washington will rely on coercive diplomacy — sanctions backed by the threat of military strikes — to rid Iran of its nuclear program, while simultaneously seeking to foment regime change in Tehran.

This approach is ill-advised and based on a fundamental misreading of Iran's perception of the current standoff.

For the Bush administration, the confrontation is all about Tehran's nuclear ambitions and fears that Iran is seeking to build the bomb.

But for the Iranian government and the vast majority of its citizens, the nuclear issue has become larger than life, a nationalist cause that is all about defending the country's sovereignty and dignity.

Relying on blustery threats to browbeat Tehran into submission is poised only to backfire. Historical sensitivity and judicious diplomacy are needed to steer the theocratic regime in the right direction.

For Iranians, history is a living enterprise. Throughout the 20th century, Iran was a stomping ground for the great powers. It was a pawn first in the struggle between Britain and Russia, then between America and the Soviet Union.

Behind every shah was a foreign hand that could empower or humble the Peacock Throne. An ancient

pressure is to validate national dignity.

With this historical narrative shaping Iran's approach to the nuclear debate, the Bush administration's assumption that calibrated pressure will yield Iranian acquiescence is doomed to failure. On the contrary, the more intense the pressure, the more intransigent Iran's response is likely to be.

As Iran's president, Mahmoud Ahmadinejad, said last week, "We know well that a country's backing down one iota on its undeniable rights is the same as losing everything."

President George W. Bush may please his conservative base by branding Iran an "axis of evil" and an

"outpost of tyranny." But the provocative rhetoric only plays into the hands of Iran's hardliners. Washington is far more likely to see its efforts pay off if it tones down its language and adopts a diplomatic stance more mindful of Iran's historical baggage.

The substance of American diplomacy must change as well. When Tehran is told to suspend its nuclear program or face "dire consequences" at the same time that Washington agrees to help India expand its nuclear program, Iranians only dig in their heels.

Washington should broaden the context of negotiations by tendering clear inducements. The Bush administration has already indicated that it is prepared to discuss with Iran how best to bring stability to Iraq. A U.S.-Iran dialogue should also address broader security issues in the Gulf.

Easing sanctions, releasing Iranian assets frozen since the revolution and ultimately establishing diplomatic relations should also be on the table. The prospect of such rewards will do much more to empower Iranian moderates than a tightened economic embargo or attacks on nuclear facilities.

Tapping into Iran's national pride rather than confronting it head-on holds out the best hope for containing its nuclear ambitions and undercutting a belligerent regime that depends on isolation and defiance for its political survival.

Charles A. Kupchan, a professor of international affairs at Georgetown University, and Ray Takeyh are senior fellows at the Council on Foreign Relations.

Trying to browbeat Tehran into submission can only backfire.

and proud civilization was reduced to a vassal state, irked by the capitulation treaties repeatedly imposed on it by Occidental powers.

Americans fixate on the 1979 revolution and the seizure of the U.S. embassy in Tehran. But for Iranians, the events of 1953 loom much larger, when America and Britain teamed up to depose a nationalist regime, replacing it with a pliant but tyrannical monarchy.

This past has produced a nation deeply averse to international dictates. That is one of the main reasons the Islamic Revolution has had so much staying power. Iran's mullahs freed the country of great power domination for the first time in a century.

Themes of sacrifice and resistance remain the currency of Iranian politics; to resist American

INTERNATIONAL
Herald Tribune

March 30, 2006

Polémique en Irak sur un raid contre une mosquée chiite

L'ARMÉE américaine a démenti, lundi 27 mars, que ses forces soient responsables d'un raid mené dimanche soir contre la mosquée chiite du quartier d'Adhamia, au nord-est de Bagdad, au cours de laquelle 16 personnes ont trouvé la mort. Elle a indiqué que l'opération avait été menée par les forces spéciales irakiennes « pour perturber une cellule terroriste ».

L'armée américaine a néanmoins reconnu que des soldats des forces spéciales américaines étaient présents, mais en tant que conseillers, précisant que nul n'a pénétré à l'intérieur de la mosquée et que celle-ci n'a pas été endommagée.

Les forces irakiennes ont également arrêté 15 personnes, découvrent une personne prise en otage ainsi que des matériaux destinés

à la fabrication de bombes. La télévision irakienne a montré des images de corps ensanglantés à l'intérieur de la mosquée et a cité des témoins qui ont affirmé que les

forces américaines étaient responsables de ces morts. Certaines des victimes portaient l'insigne du Dawa, le parti du premier ministre désigné Ibrahim Al-Jaafari. Jawad Al-Maliki, le numéro deux du parti, a rejeté la responsabilité de l'attaque sur les forces américaines et a demandé une enquête.

Découvertes de corps

D'autre part, 18 corps de jeu-

nes chiites tués par balle ont été récupérés par la police au nord de Bagdad, lundi. Neuf corps de personnes mortes par étouffement ont également été trouvés dans la capitale. Au total, près de 130 corps de personnes exécutées ont été découverts en Irak en huit jours, selon des sources de sécurité.

Des soldats américains, appuyés par des militaires irakiens, ont par ailleurs arrêté une quarantaine de membres d'un service de sécurité irakien détenant, dans un immeuble, 17 étrangers. ■ - (AFP.)

IRAK VIOLENCES ET TRACTATIONS POLITIQUES

Le général Abizaid accuse l'Irak d'opérer en Irak

LE CHEF du commandement central américain (Centcom), le général John Abizaid, a indiqué, mardi 28 mars, dans un entretien à l'Agence France-Presse, que « des agents des services secrets iraniens opèrent à l'intérieur de l'Irak » et que « des explosifs produits en Iran ont été introduits en Irak ». « Il est clair que les services secrets iraniens, surtout des Gardiens de la révolution et les forces Al-Qods, a-t-il précisé, œuvrent avec des gens qui travaillent contre le gouvernement [irakien], et certainement contre les forces de la coalition » commandée par les Etats-Unis.

Le général Abizaid a par ailleurs affirmé que « les forces irakiennes prennent de plus en plus le contrôle de leur pays ». « Beaucoup plus que 30 % à 40 % de certaines zones du pays sont sous leur contrôle. L'impression que nous contrôlons tout en Irak est absolument fautive, a-t-il poursuivi. Les forces irakiennes contrôlent déjà une grande partie des frontières. Près de la moitié de Bagdad est sous contrôle militaire irakien. Cette année, nous comptons donner aux forces irakiennes la direction [des opérations] contre l'insurrection, et nos forces les soutiendront. »

Sur le terrain politique, des dirigeants chiites ont affirmé, mardi au *New York Times*, avoir été prévenus par l'ambassadeur américain, Zalmay Khalilzad, que le président George Bush ne voulait pas du premier ministre désigné, Ibrahim Al-Jaafari, à la tête du gouvernement, et qu'il avait écrit une lettre en ce sens au chef de l'Alliance chiite, Abdel Aziz Al-Hakim. Ce serait la première intervention directe connue de Washington dans les tractations depuis les élections du 15 décembre 2005. La Maison Blanche a démenti ces informations. - (AFP.) ■

Trois Gardiens de la révolution tués par des rebelles kurdes (Isna)



TEHERAN, 29 mars 2006 (AFP) - 11h34 - Trois membres de la force iranienne des Gardiens de la révolution ont été tués par le Pejak, un groupe lié selon Téhéran au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), séparatistes kurdes de la Turquie voisine, a rapporté mercredi l'agence estudiantine Isna.

Ils ont été tués dans une fusillade dans la région de Salmas, à la frontière avec la Turquie, dans la province de l'Azerbaïdjan occidental, a ajouté Isna, sans autre précision.

Selon des responsables iraniens locaux, le Pejak, apparu au début des années 2000, est l'une des principales organisations responsable d'opérations sanglantes dans les régions iraniennes à forte communauté kurde. En 2005, des responsables locaux avaient fait état d'au moins 120 policiers iraniens tués et de dizaines de blessés.

Téhéran et Ankara ont passé un accord appelant l'Irak à combattre le PKK et la Turquie à lutter contre les Moujahidine du peuple, un groupe armé illégal d'opposition iranien basé en Irak, dont les membres ont été regroupés sur une base par les forces américaines après la chute du régime de Saddam Hussein.

Le corps des Gardiens de la Révolution islamique, aussi appelé Pasdaran, a été créé au lendemain de la Révolution de 1979. Les Pasdaran sont une véritable armée et disposent de meilleurs moyens techniques et financiers que l'armée régulière.

Iraq leader warns U.S. to stop interfering

Jaafari asserts right to be prime minister, which Bush opposes

By Edward Wong

BAGHDAD: In the face of growing pressure from the Bush administration for him to step down, Prime Minister Ibrahim al-Jaafari of Iraq on Wednesday vigorously asserted his right to stay in office and warned the Americans against undue interference in Iraq's political process.

Jaafari also defended his recent political alliance with the radical anti-American Shiite cleric Moktada al-Sadr, now the prime minister's most powerful backer, saying in an interview that Sadr and his thousands-strong militia were a fact of life in Iraq and needed to be accepted into mainstream politics.

Jaafari said he would work to fold the country's myriad militias into the official security forces and ensure that recruits and top security ministers abandon their ethnic or sectarian loyalties.

The existence of militias has emerged as the greatest source of contention between American officials and Shiite leaders like Jaafari, with the American ambassador arguing in the past week that militias are killing more people than the Sunni Arab-led insurgency. Dozens of bodies, garroted or killed with gunshots to the head, turn up almost daily in Baghdad, fueling sectarian tensions that are pushing Iraq closer to full-scale civil war.

The embattled Jaafari made his remarks in an hourlong interview with The New York Times at his home, a Saddam Hussein-era palace with an artificial lake at the heart of the fortified Green Zone. He spoke in a calm manner, relaxing in a black pinstripe suit in a ground floor office lined with books like the multivolume "The World of Civilizations."

"There was a stand from both the American government and President Bush to promote a democratic policy and protect its interests," he said. "But now there's concern among the Iraqi people that the democratic process is being threatened."

"The source of this is that some American figures have made statements that interfere with the results of

the democratic process," he said. "These reservations began when the biggest bloc in Parliament chose its candidate for prime minister."

The bookish, soft-spoken Jaafari is at the center of the deadlock in talks over forming a new government, with the main Kurdish, Sunni Arab and secular blocs in the 275-member Parliament staunchly opposing the Shiite bloc's nomination of Jaafari for prime minister.

Senior Shiite politicians said Tuesday that the American ambassador, Zalmay Khalilzad, had weighed in over the weekend, telling the leader of the Shiite

bloc that President George W. Bush did not want Jaafari as prime minister. That was the first time the Americans had openly expressed a preference for the occupant of post, the politicians said, and it showed the Bush administration's acute impatience over the stagnant political process. Relations between Shiite leaders and the Americans have been fraying for months, and reached a crisis point after a bloody assault on a Shiite mosque compound Sunday night by American and Iraqi forces.

Jaafari said in the interview that Khalilzad had visited him Wednesday morning, but had not indicated that Jaafari should abandon his job. The two spoke about forming the government, he said.

American reactions to the political process can be seen as either supporting or interfering in Iraqi decisions, said Jaafari, head of the Islamic Dawa Party and a former exile in Iran and London. "When it takes the form of interference, it makes the Iraqi people worried," he added. "For that reason, the Iraqi people want to ensure that these reactions stay in a positive frame and do not cross over into interference that damages the results of the democratic process."

According to the Constitution, the largest bloc in Parliament, in this case the religious Shiites, has the right to nominate a prime minister. Jaafari won that nomination in a secret ballot last month among the 130 Shiite members of Parliament. But his victory was a narrow one: He came out on top by only one vote after getting the support of Sadr, who controls 32 seats.

That alliance has ignited concern among the Americans that Jaafari will do little to rein in Sadr, who led two fierce rebellions against the U.S. military in 2004. Sadr's militia, the Mahdi Army, went rampaging in Baghdad after the Feb. 22 bombing of a revered Shiite shrine in Samarra and after a series of car bomb explosions on March 12 in Baghdad's Sadr City neighborhood. The violence left hundreds dead and Sunni mosques burned to the ground.

After the secret ballot last month, Sadr politicians said Jaafari had agreed to meet all their political demands in exchange for their votes. Sadr has been pushing for control of service ministries like health, transportation and electricity.

Jaafari did not say in the interview what deals he had cut with Sadr, but as-

serted that engagement with the cleric's movement was needed for the stability of Iraq. He said he had disagreed with L. Paul Bremer 3rd, the former U.S. proconsul, when Bremer barred Sadr and some Sunni Arab groups from the Iraqi Governing Council in 2003.

"The delay in getting them to join led to the situation of them becoming violent elements," he said. "I look at them as part of Iraq's de facto reality, whether some of the individual people are negative or positive. Anyone who's part of the Iraqi reality should be part of the Iraqi house."

Jaafari used similar language when laying out his policy toward militias — that inclusion rather than isolation was the proper strategy. The Iraqi government, he said, will try "to meld them, take them, take their names and make them join the army and police forces. And they will respect the army or police rather than the militias."

Recruiting militia members into the Iraqi security forces has not been a problem under the Jaafari government. The issue has been getting those fighters to act as impartial defenders of the state rather than as political partisans.

The police forces are stocked with members of the Mahdi Army and the Badr Organization, an Iranian-trained militia, who still exhibit obvious loyalties to their political party leaders. The police forces have performed poorly when ordered to contain militia violence, as in the aftermath of the Samarra shrine bombing. They even cruise around in some cities with images of Sadr or other religious politicians on their squad cars.

There is growing evidence of unformed death squads operating out of the Shiite-run Interior Ministry, and Khalilzad has been lobbying the Iraqis to place nonsectarian people in charge of the Interior and Defense ministries in the next government. That has caused friction with Shiite leaders. Some have even accused the ambassador of implicitly backing the Sunni-led insurgency. But Jaafari said he supported the goal of the Americans.

"We insist that the ministers in the next cabinet, especially the ministers of defense and the interior, shouldn't be connected to any militias, and they should be non-sectarian," he said. "They should be experienced in security work. They should keep the institutions as security institutions, not as political institutions. They should work for the central government."

So far, the entire Shiite bloc has publicly backed Jaafari despite the growing opposition to his candidacy. But the alliance could split over this issue. Adel Abdul Mahdi, the American-favored politician who lost to Jaafari in the secret vote, has hinted he would step forward as a candidate again if he had enough support.

The New York Times

Herald  Tribune

March 30, 2006

Trois morts et 250 blessés au cours d'émeutes à Diyarbakir

DIYARBAKIR (Turquie), 29 mars 2006 (AFP) - 21h30 - Des affrontements entre de jeunes Kurdes et les forces de sécurité à Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie, ont fait trois morts et 250 blessés en deux jours, a-t-on appris mercredi de source officielle.

Environ 200 protestataires ont été arrêtés, a précisé le gouverneur de Diyarbakir, Efan Ala, dans la soirée devant la presse, alors que le calme revenait.

Deux des victimes ont succombé à l'hôpital à des blessures par balles, selon le maire de Diyarbakir Osman Baydemir. La troisième était un passant qui, fuyant les violences, a été renversé et tué par une voiture, a indiqué M. Ala.

Pour la deuxième journée consécutive, des émeutes avaient opposé mercredi des partisans de la rébellion kurde à la police turque à Diyarbakir, principale ville du sud-est à majorité kurde, selon un journaliste de l'AFP.

Plusieurs centaines d'émeutiers, en majorité des jeunes, ont saccagé des magasins dans plusieurs secteurs de cette ville de quelque 550.000 habitants.

Scandant des slogans en faveur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) et à son chef emprisonné Abdullah Öcalan, les manifestants pour la plupart encagoulés et agissant par groupes de 30 à 40 personnes, ont lancé des pierres et des cocktails Molotov sur les forces de sécurité déployées massivement dans la ville.

Ils ont aussi jeté des pierres contre des bâtiments publics lors des incidents qui se sont produits surtout dans le quartier populaire de Baglar.

La police anti-émeutes a répliqué avec des grenades lacrymogènes, des canons à eau et des tirs d'avertissement.

Des renforts ont été envoyés à Diyarbakir depuis cinq provinces voisines, selon les autorités locales. D'autres mesures de sécurité ont été prises avec un possible recours à l'armée. Des chars sont arrivés dans une garnison située aux abords de la ville.

Des incidents similaires se sont produits à Siirt, à une centaine de kilomètres à l'est de Diyarbakir.

Mardi, 42 personnes, dont 36 agents de sécurité, avaient été blessées au cours des premiers incidents, selon le ministre de l'Intérieur Abdülkadir Aksu.

Plus de 2.000 manifestants se sont dans un premier temps violemment heurtés aux policiers après l'enterrement de quatre de quatorze rebelles du PKK tués samedi dans des accrochages avec l'armée. La manifestation s'est transformée en rassemblement de soutien au PKK et à Öcalan.

De nombreux policiers ont été frappés et blessés à l'arme blanche. L'un d'entre eux est grièvement blessé et ses jours sont en danger. Trois journalistes et un soldat figurent parmi les blessés.

Deux succursales de banques ont été saccagées.

De nombreux magasins restaient fermés mercredi dans une atmosphère tendue.

Le conflit dans le Sud-Est anatolien a fait au moins 37.000 morts depuis que le PKK, considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis, a pris les armes en 1984 pour obtenir l'indépendance.

Les incidents dans la région se multiplient depuis juin 2004, date à laquelle le PKK a mis fin à une trêve unilatérale avec Ankara.

Turkish police break up widening Kurdish rioting

From news reports

DIYARBAKIR, Turkey: The police broke up demonstrations by thousands of Kurdish protesters in southeastern Turkey on Thursday as violence spread to a second city in the aftermath of the killing of 14 Kurdish guerrillas.

Diyarbakir has been hit in recent days by the region's worst street violence in more than a decade. Three people have died during riots, and Kurdish officials claim two of them were shot by the police. Five people were wounded, including some by gunfire, during new clashes in Diyarbakir on Thursday, the authorities said.

Hundreds of protesters hurled firebombs at two banks and shattered the windows of the local police headquarters, as well as a high school and some businesses, the Anatolia news agency reported. The police also fired into the air in an attempt to disperse the crowds, it said.

Extra police and paramilitary forces were drafted into the city Thursday and

fearful residents kept their children indoors. Most shops remained closed.

Violent protests, meanwhile, spread to the nearby city of Batman, and security forces stopped a march by some

Protesters hurled firebombs and smashed windows in two cities.

2,000 people after firebombs were thrown at businesses. Protesters also smashed the windows of banks and government offices.

News reports said at least 10 protesters had been hurt in the clashes. Black smoke from burning car tires mixed with white smoke from tear gas canisters fired by the police.

Kurdish guerrillas from the Kurdistan Workers Party have been fighting for autonomy in a war that has left 37,000 people dead in the region since

1984. The group is listed as a terrorist organization by the European Union and the United States.

Political analysts said the riots are rooted in high unemployment, poverty and a belief among the Kurds of the region that Ankara is not seriously interested in improving their lot. Under pressure from the European Union, which it hopes to join, Turkey removed restrictions on Kurdish language and culture, but critics said that was insufficient.

The Turkish authorities have been trying to restore order in the Kurdish-dominated southeast without using excessive force so as to not endanger the country's bid to join the EU by tarnishing its human rights record. But they are also under intense pressure from nationalists, who want force used.

In a related development, a parliamentary commission on Thursday approved a draft law to establish better coordination among security forces.

There has been a resurgence of violence since June 2004, when the rebels

declared an end to a cease-fire.

In Diyarbakir, residents feared an escalation of the violence, which began after the funerals of four of 14 Kurdish guerrillas killed by Turkish troops in the southeastern province of Mus.

"We're scared to go out," said a banker, who refused to give his name because he feared reprisals.

Mustafa Tanir, a locksmith, called for an end to the protests. "We can't open our shops," he said. "We want these incidents to end as soon as possible."

Mayor Osman Baydemir, from the pro-Kurdish Democratic Society Party, claimed that two protesters aged 19 and 23 had been shot by Turkish security forces. An 8-year-old boy also died this week, apparently hit by a car as he tried to escape the violence.

Baydemir met with protesters late Wednesday in an apparent bid to restore some calm. The private television station NTV said he had kissed a masked rioter on the cheek, then said, "I congratulate you because of your courage." (AP, Reuters)



The Mess

The New York Review

March 9, 2006

Peter Galbraith

**My Year in Iraq:
The Struggle to Build a Future
of Hope**

by L. Paul Bremer III
with Malcolm McConnell.
Simon and Schuster, 417 pp., \$27.00

**The Assassins' Gate:
America in Iraq**

by George Packer.
Farrar, Straus and Giroux,
467 pp., \$26.00

1.

Late last month Moqtada al-Sadr, the radical Shiite leader in Baghdad, traveled to Tehran to confer with his Iranian sponsors, who help pay for his ten-thousand-man private militia, the Mahdi Army. Commenting on the impending crisis between the United States and Iran over Iran's nuclear program, al-Sadr said, "If neighboring Islamic countries, including Iran, become the target of attacks, we will support them. The Mahdi Army is beyond the Iraqi Army. It was established to defend Islam."

Moqtada al-Sadr is the son of a revered Iraqi Shiite ayatollah. Still in his early thirties, he commands the loyalty of millions of impoverished Iraqi Shiites. On April 10, 2003, his followers seized Majid al-Khoie, a senior Shiite cleric with strong liberal convictions, in the Imam Ali Shrine in Najaf. The crowd dragged al-Khoie to al-Sadr, who allegedly ordered him killed. The American occupation government in Iraq, the Coalition Provisional Authority (CPA), issued a warrant for al-Sadr's arrest, but the US military refused to enforce it.

From a band of some six hundred in the summer of 2003, the Mahdi Army grew to six thousand in April 2004. At the end of March 2004, the CPA's chief, L. Paul Bremer III, decided to take action against al-Sadr. He closed his newspaper for sixty days. This measure was compared to attacking a tiger with a flyswatter. The Mahdi Army rapidly seized much of Shiite southern Iraq, overrunning CPA offices that Bremer left undefended. The new Iraqi army and police—recruited and trained at a cost of billions of dollars—collapsed. Many Iraqis defected to al-Sadr.



Paul Bremer, left, arriving in Iraq to replace General Jay Garner, right, as administrator of the Coalition Provisional Authority, Baghdad International Airport, May 12, 2003

For two months, the Coalition and the Mahdi Army fought pitched battles around Shiite Islam's holiest shrines. Iraq's senior Shiite clerics and politicians, all of whom saw al-Sadr as a threat, assured Bremer of their support and did nothing to help him. Iraq's Shiites were the prime beneficiary of Saddam Hussein's overthrow, but America's stock in Iraq had fallen so low that only Iraq's Kurds were prepared to stand with the United States against al-Sadr. By May 2004, al-Sadr's insurgency so disrupted US supply lines in Iraq that Bremer considered ordering food rationing for the thousands of Americans working in Baghdad's highly fortified Green Zone. A year after liberating Iraq, the world's only superpower was finding it difficult to feed the Americans in charge of the occupation.

Today, Moqtada al-Sadr controls one of the largest factions within the victorious United Iraq Alliance (UIA), the coalition of Shiite religious parties that won the December 2005 national elections. Nor is he the only member of the Alliance likely to side with Iran if war comes. SCIRI—the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq—is Iraq's largest political party. It was founded in Tehran in 1982, and its name gives an accurate idea of

its politics. The Iranians also created, trained, and apparently still fund SCIRI's military wing, the Badr Corps, which has over 12,000 troops. Iraq's interior minister, Bayan Jabr, is the former head of the Badr Corps, whose members he has helped place throughout Iraq's national police. Dawa, the third major element in the UIA, also has close relations with Iran.

With the US Army vastly overextended in Iraq and Iran's friends in power in Baghdad, the Iranians apparently feel confident that the United States will take no action to stop them if they try to make a nuclear weapon. This is only one little-noticed consequence of America's failure in Iraq. We invaded Iraq to protect ourselves against nonexistent WMDs and to promote democracy. Democracy in Iraq brought to power Iran's allies, who are in a position to ignite an uprising against American troops that would make the current problems with the Sunni insurgency seem insignificant. Iran, in effect, holds the US hostage in Iraq, and as a consequence we have no good military or nonmilitary options in dealing with the problem of Iran's nuclear facilities. Unlike the 1979 hostage crisis, we did this to ourselves.

In his State of the Union address,

Kevin Coombs/Reuters

President Bush told his Iraq critics, "Hindsight is not wisdom and second-guessing is not a strategy." His comments are understandable. Much of the Iraq fiasco can be directly attributed to Bush's shortcomings as a leader. Having decided to invade Iraq, he failed to make sure there was adequate planning for the postwar period. He never settled bitter policy disputes among his principal aides over how

postwar Iraq would be governed; and he allowed competing elements of his administration to pursue diametrically opposed policies at nearly the same time. He used jobs in the Coalition Provisional Authority to reward political loyalists who lacked professional competence, regional expertise, language skills, and, in some cases, common sense. Most serious of all, he conducted his Iraq policy with an arrogance not matched by political will or military power.

These shortcomings have led directly to the current dilemmas of the US both in Iraq and with Iran. Unless the President and his team—abetted by some oversight from Congress—are capable of examining the causes of failure in Iraq, it is hard to believe he will be able to manage the far more serious problem with Iran.

Two books, George Packer's *The Assassins' Gate* and L. Paul Bremer's *My Year in Iraq: The Struggle to Build a Future of Hope*, written with Malcolm McConnell, are essential for those who want to understand what went wrong. Packer's book is written with great clarity and draws on his experience as one of *The New Yorker's* more perceptive reporters. He is clearly a thorough and careful notetaker. As a result, the people he writes about—Washington neoconservatives, CPA bureaucrats, and ordinary Iraqis whose lives were turned upside down by decisions made elsewhere—speak to the reader in their own voices. In analyzing the war, Packer begins with the ideologies that shaped its architects' thinking and then brilliantly describes the unrealistic assumptions and bureaucratic maneuvering that resulted in the US taking over Iraq with no plan for its postwar administration. Bremer, as his title suggests, does not believe that the occupation was a complete disaster. He provides a briskly written account of an eventful year, assigning most of the blame to others, notably Donald Rumsfeld, General Ricardo Sanchez, and the members of the Iraqi Governing Council whom he ap-

pointed. The value of his book lies in his often inadvertent revelations of failure.

2.

In late April 2003, Donald Rumsfeld contacted L. Paul Bremer III, known as Jerry, to ask if he would be interested in becoming Iraq's postwar administrator. Bremer, a former career diplomat, had been Henry Kissinger's special assistant, ambassador at large for counterterrorism in the Reagan administration, and ambassador to the Netherlands before leaving government in 1989 to become managing director for Kissinger Associates. Although he did not know Bush before, the two men immediately got on well, partly thanks to their shared interest in physical exercise. Even while representing an international coalition in Baghdad, Bremer was careful to emphasize his partisan credentials; he told George Packer in his Green Zone office that he was "a bedrock Republican." (This struck me as odd to tell a reporter, since in my view a US ambassador represents the entire US, not one political party.) Bremer had a reputation as a good manager, and many thought that if he had a successful record in Baghdad, he had a chance to be secretary of state in a second Bush administration.

Bremer knew nothing about Iraq. He had never been there, did not speak Arabic, had no experience in dealing with a country emerging from war, and had never been involved in "nation-building." During the two weeks he was given to get ready, he recruited a senior staff including several retired ambassadors, a former assistant secretary of state for administration, and a high-powered Republican Washington lobbyist. Only one of his recruits had any background in the region.

Bremer flew into Baghdad on May 12. While it was not literally true that "Baghdad was burning" on that day, as the first sentence of his book suggests, the previous month had been catastrophic. US forces took Baghdad on April 9. Contrary to the optimistic expectations of the war's planners, the Iraqi police and government did not remain on duty, ready to report to the Americans. They vanished.

This left the way open to looters, who stripped every significant public institution in Baghdad—with the exception of the US-protected Oil Ministry—of whatever they could carry away and set many on fire. Without

orders or plans, the US occupation forces simply watched. The looting probably doomed the occupation before it started. With the ministries destroyed, the government could not function. The looting so much damaged the electrical system and other infrastructure that essential government services were not restored for most of the occupation period. This in turn provoked anger at Bremer's Coalition Provisional Authority and helped foster the growth of the insurgency. As Iraqis watched their capital being destroyed, many concluded either that the United States was too weak to prevent the looting or that it was so evil as to want Iraq destroyed, or both. If the US was weak, then

resistance could succeed. If it was evil, resistance was imperative.

The chaos on the ground in Iraq was matched by chaos within the Bush administration in Washington. President Bush decided on war with Iraq shortly after September 11, and from late 2001 planning for the war was underway. But the President never addressed the big issues of how postwar Iraq would be governed. Would the United States run a prolonged occupation as it had done with Germany and Japan? Would it hand over power to a provisional Iraqi government? If so, who would be in that government? What would be done about the Iraqi military and the Baath Party?

In the absence of leadership from the President, as Packer shows, factions within the administration pursued their own policies. Within the Pentagon, Rumsfeld assigned postwar planning to the Office of Special Plans, which reported to Undersecretary for Policy Douglas Feith. Packer nicely captures the strangeness of some of the people involved: Feith, whom General Tommy Franks famously called "the fucking stupidest guy on the face of the earth"; Feith's deputy Bill Luti, who once called Franks's predecessor General Anthony Zinni a traitor for doubting the wisdom of the Iraq war; and F. Michael Maloof, who set out to confirm his predetermined belief in a connection between Saddam and al-Qaeda, and eventually had his security clearance revoked. Packer writes that General Franks, the overall commander for the Iraq war, was prohibited from seeking Zinni's advice. Zinni's plan for a comprehensive occupation of Iraq—including providing security with US forces—was put aside as too pessimistic. Presumably this meant his

plan would require too many troops to do too much. Packer is devastating about Franks, a tyrant toward his own staff who failed to challenge Rumsfeld's optimistic assumptions that postwar security would not be an issue. Nor did Franks initiate planning for postwar operations, Phase IV, which was a political hot potato. Packer writes: "When an officer at a Centcom meeting raised the question of Phase IV planning, Franks said, 'Mr. Wolfowitz is taking care of that.'" Packer gives a particularly incisive picture of Wolfowitz, who bears a heavy responsibility—precisely because he was by far the brightest of the war's architects—for the failure to prepare for the postwar chaos. As Packer demonstrates, Wolfowitz promoted the invasion of an Iraq that existed only in his imagination:

Paul Wolfowitz was the intellectual architect of the war. He made the case for war with more passion and eloquence than anyone else in the administration, often speaking publicly about the nature of Baathist tyranny and the stifled talents of the Iraqi people that were just waiting to be set free. Listening to him, you sometimes felt that he had dozens of close Iraqi friends and perhaps even a few distant cousins in Baghdad and Basra. He once told an interviewer who asked whether democracy in Iraq might lead to Islamist rule, "Look, fifty percent of the Arab world are women. Most of those women do not want to live in a theocratic state. The other fifty percent are men. I know a lot of them. I don't think they want to live in a theocratic state." ...

For him Iraq was personal. He didn't seem driven by other agendas: Military transformation and shoring up the Likud Party and screwing the Democrats were not his obsessions. He wasn't a religious ideologue possessed by eschatological visions of remaking biblical lands. He was the closest thing to a liberal in the group. He had been pursuing this white whale for years, and he had everything to lose if Iraq went wrong. Why, then, did he find it all [i.e., the realities of Iraq] so hard to imagine?

Whether he agreed with the war plan or not, Wolfowitz was not about to go up against his hugely powerful boss on the subject Rumsfeld jealously owned. Wolf-

owitz was a true believer, but he was also a bureaucratic survivor of many administrations, and when it mattered he was more than capable of bowing to political reality. In the late 1990s, when regime change in Iraq became his signature issue, Wolfowitz lined up behind the flimsy idea of overthrowing Saddam with a few thousand followers of Ahmad Chalabi, because he understood that the public had no interest in committing large numbers of American troops to the cause. And now that America was about to go to war and finish the job that Wolfowitz had long felt had been left incomplete in 1991, he accepted the terms: light force, little commitment in the postwar. He told the public again and again that the reconstruction would be cheap, that it could be paid for by Iraqi oil revenues. He said this in the face of expert advice from oil company executives who knew the state of Iraq's neglected oil facilities... The administration systematically kept forecasts of the war's true cost from the public and, by the insidious effects of airtight group-think, from itself. This would be historic transformation on the cheap. Wolfowitz as much as anyone else was responsible.

In January 2003, Rumsfeld appointed retired Lieutenant General Jay Garner to administer Iraq. Garner understood that his mission was to arrange the fastest possible transfer to an Iraqi government and, in early May, he announced his intention to appoint such a government by May 15. Garner's team established working relations with senior leaders of the Iraqi army with a view to recalling disbanded units to handle security and to become reconstruction brigades. Garner's top civilians were trying to revive Iraq's looted ministries, working with the senior civil servants who remained after the ministers fled. Almost all of them were also high-level Baathists, this having been a prerequisite to advancement in Iraq's public service.

Within a few days of his arrival, Bremer dissolved Iraq's military forces, barred the top four levels of the Baath Party from public service, and told the Iraqi leaders that there would be no handover of power. Packer quotes Garner as saying he woke up the morning of May 17 to find "three or four hundred thousand enemies and

no Iraqi face on the government." I think Bremer was right about not reconstituting the armed forces and partially right about de-Baathification. Still, whether he was right or wrong, it was absurd to have had Garner pursuing the exact opposite course of action. Either the Bremer approach or the Garner approach could have been



Paul Bremer waving goodbye to Iraqi Deputy Prime Minister Barham Saleh, Baghdad International Airport, June 28, 2004

feasible strategy. Following both was a disaster. The President should have decided on a clear policy before US troops arrived in Baghdad and his failure to do so proved very costly.

Bremer says that Bush "was as vigorous and decisive in person as he appeared on television." But in fact he gives an account of a superficial and weak leader. He had lunch with the President before leaving for Baghdad—a meeting joined by the Vice President and the national security team—but no decision seems to have been made on any of the major issues concerning Iraq's future. Instead, Bremer got a blanket grant of authority that he clearly enjoyed exercising. The President's directions seem to have been limited to such slogans as "we're not going to fail" and "pace yourself, Jerry." In Bremer's account, the President was seriously interested in one issue: whether the leaders of the government that followed the CPA would publicly thank the United States. But there is no evidence that he cared about the specific questions that counted: Would the new prime minister have a broad base of support? Would he be

Staff Sergeant D. Myles Cullen/Reuters

able to bridge Iraq's ethnic divisions? What political values should he have? Instead, Bush had only one demand: "It's important to have someone who's willing to stand up and thank the American people for their sacrifice in liberating Iraq." According to Bremer, he came back to this single point three times in the same meeting. Similarly, Ghazi al-Yawar, an obscure Sunni Arab businessman, became Bush's candidate for president of Iraq's interim government because, as Bremer reports, Bush had "been favorably impressed with his open thanks to the Coalition."

3.

The day after his arrival, Bremer met with the CPA senior staff. He told them, "We all have to avoid arrogance." Like the President he represented, Bremer spoke of the need for humility and acted the opposite. Three days after arriving, he informed Garner's staff members that the very Iraqis that they had been working with were now banned from official jobs under the de-Baathification decree. For three weeks, the staff had been operating under instructions to work with the high-level civil servants who were now being banned. But Bremer showed no sympathy for their complaints. To his wife he sent a smug-sounding e-mail: "There was a sea of bitching and moaning... An ungood time was had by all." The US employees responded as bureaucrats do: with unflattering leaks to the press that did much to undermine Bremer's administration.

Not only had Garner publicly committed the United States to establishing an Iraqi interim government by mid-May 2003, but a presidential envoy, Zalmay Khalilzad (now the US ambassador to Iraq), visited the new Iraqi leaders in April carrying the same message. Normally, a presidential envoy speaks for the President. But in the undisciplined Bush administration, it appeared the envoys said whatever they wanted. Bremer clearly had the authority to decide whether or not to form a new government and he decided not to. Bush made no decision one way or another.

On May 16, Bremer summoned the seven members of the Iraqi Leadership Council (ILC) that had been appointed by the US at the end of the war and told them he was now in charge. Again, his memoir conveys his satisfaction: "I was exerting the authority President Bush had granted me, 'putting down the hammer.' ... I

did not have to articulate the fact that, with the exception of Chaderchi [a Sunni Arab lawyer], they were all exiles, recently returned to Iraq. 'Surely [Bremer told them] a representative government will have to include many Iraqis who lived here and suffered under Saddam for decades.'"

In fact, the ILC was reasonably representative. It included the leaders of the two Kurdish nationalist parties, the two main Shiite religious parties, two prominent secular Iraqi leaders (Ahmad Chalabi and Ayad Allawi), and Naseer Chaderchi. Contrary to what Bremer writes, the Kurds were not exiles; they had been running a nearly independent state in northern Iraq for twelve years. And in the January 2005 elections, five of the seven ILC members led parties that won 90 percent of the vote. (Chalabi was an exception. In January, he was elected to Parliament on the Shiite slate, but in the December 2005 elections headed a party that got no seats.) To make the ILC more representative, Bremer added eighteen new members, and renamed it the Iraqi Governing Council (GC). Collectively, Bremer's new members won about 3 percent of the vote in 2005. He evidently had no idea of who was representative and who was not.

Bremer treated the Iraqi Governing Council more or less like a student council. In July 2003, he came up with the brilliant idea that the members of the Governing Council should "demand" that the Coalition Provisional Authority do things it was already planning to do, arguing that this would enhance the GC's credibility. When they did not take up his suggestion, Bremer told the astonished members of the Governing Council: "Look, you can't very well hope to run a country of 25 million without working hard. The Governing Council works fewer hours in a week than the CPA works every day."

It seems never to have occurred to Bremer that the leading Iraqi politicians had no real interest in enhancing the credibility of the American-installed Governing Council. And they certainly had better things to do than to demand that the CPA do what it was already doing. Bremer seems surprised that the Governing Council members stopped attending meetings, sending lower-level substitutes. He had no ability to see himself from their perspective.

Two realities developed in Iraq. Inside the Green Zone, Bremer and his

staff produced one hundred new laws that were intended to transform Iraq into what America wanted it to be. Some were pet conservative projects like Bremer's decree imposing a flat 15 percent income tax in a country with no taxes; while others dealt with matters like copyrights, patents, telecommunications, and border controls. Meanwhile, outside the Green Zone, the Shiite leaders were building their new Islamic state; insurgents took over Sunni Arab lands; and the Kurds successfully resisted any effort to reduce their independence.

Bremer originally wanted to appoint Iraqis to write a new constitution with the help of right-wing Americans; it was to be a model for the Middle East, as well as a cause for celebration among Washington's neo-conservatives. The Bush administration's bold ambitions were blocked by Ali al-Sistani, the elderly Shiite cleric living in a modest house in Najaf. Sistani insisted that elected Iraqis should both write the constitution and choose the post-occupation government. In the struggle of wills between the two, Sistani, who refused to meet Bremer, emerged as the democrat and the winner, confirming his status as the more important arbiter of Iraq's future, although he was in fact an Iranian citizen.

The CPA's performance on economic matters was abysmal. It never came close to restoring electricity to pre-war levels. In spite of billions spent on Iraq's oil industry, the CPA's ambitious plans to boost Iraq's oil production failed, and in December 2005, exports fell to half the pre-war level. The CPA was never able to spend the billions Congress appropriated for reconstruction; nor could it properly account for \$8.8 billion in Iraqi funds entrusted to its care. In his book, Bremer blames Washington red tape for delays in spending reconstruction funds. This is only part of the story. The White House and Pentagon wanted ideologically reliable Americans to take power in Iraq, not career bureaucrats they could not control. To carry out the CPA's work, Washington sent to Baghdad a steady stream of American conservatives, mainly young people with no relevant expertise, no previous experience in the Middle East, and no knowledge of the region. Some were assigned to the budget office, but knew nothing about budgeting or federal procurement procedures; they spent money slowly and without proper accounting. While Bremer is generous in sharing credit with his per-

sonal staff, he says nothing about these recruits. Nor does he mention staff members who have written critically about the CPA, like the senior governance specialist Larry Diamond or the constitutional adviser Noah Feldman.*

With regard to the CPA's accounting lapses, Bremer asserts that it is unfair to expect normal recordkeeping in a war zone. The CPA's inspector general, in a shocking recent report, describes a situation that went beyond the occasional lapse. Millions of dollars were kept in shrink-wrapped "bricks" of hundred-dollar bills scattered about the CPA offices, often neither guarded nor locked up. Records were not kept. A soldier assigned to assist the Iraqi boxing team gambled away the funds he was given. No one could tell whether he had lost \$20,000 or \$60,000, since no one kept a record of how much money he had received.

The CPA's other great failure was in maintaining security. Bremer has been harshly criticized for disbanding the Iraqi army. He argues that they had already demobilized themselves, and on this point he is largely right. I traveled around much of Iraq in April 2003, and I saw almost no one in uniform, and certainly no organized units. But, more importantly, the old Iraqi army was a Sunni Arab army. To reconstitute it would, as Bremer rightly points out, have provoked strong reactions from Iraq's Shiites and Kurds; and it was in any case unlikely to have been loyal to Iraq's new Shiite-dominated political order. But since the Baathist army had already dispersed, Bremer's decree dissolving it was quite unnecessary; it was really a way to assert his own authority. To Sunni Arabs—including former officers who had no intention of returning to military service—it was an added, and gratuitous, humiliation.

Bremer argued for more American troops and he was deeply skeptical about the claims of the US military that they were building up a new Iraqi army. His skepticism proved justified when the Iraqi army created by the US largely disappeared in April 2004. Rumsfeld and Bush, he writes, never

responded to his request for more US troops.

The Bush administration often cites Iraq's interim constitution, the Transitional Administrative Law (TAL), as its crowning achievement. Although the administration proclaimed that the TAL was written by Iraqis and that it was a major document in establishing Iraqi democracy, it was in fact written by US government lawyers, as is obvious from its prose. Bremer's book reveals just how American it was. Not only did he and his staff drive it through the Governing Council, but he personally cleared important clauses with Condoleezza Rice at the National Security Council. Not surprisingly, the American-written TAL never was accepted as legitimate by the people of Iraq. It was convenient for Iraqis to follow the TAL's schedule for elections, but its principal requirements—including its excellent bill of rights and its provisions for strong central government—have never been applied outside the Green Zone.

Although some commentators have suggested that the Kurds were the big winners in the TAL, the Kurdish leaders felt Bremer bullied them into accepting less than the autonomy they had previously enjoyed. Bremer simply ignored Kurdistan's proposals for the TAL, including the right to have its own military forces, and warned the two Kurdish leaders, Massoud Barzani and Jalal Talabani, that they would lose US support if they persisted in their demands. He got his way—but only on paper. The Kurdistan government never implemented the TAL provisions calling for a single national military force or those giving Baghdad control over Kurdistan's oil and border crossings. Resentment of the TAL led the Kurds to organize a referendum in Kurdistan simultaneous with the January elections, in which 98 percent of Iraq's Kurds expressed a preference for independence. And in the permanent constitution approved on October 15, 2005, the Kurds won every point that Bremer had refused. But there were no hard feelings. As one Kurdish leader tells me almost every time I see him, "We will erect a statue of Bremer here in Kurdistan. He did more than anyone else to break up Iraq."

Bremer's book is admirably free of self-pity and at times it is hard not to feel sorry for him. He had to live with the consequences of the administration's failure to plan for Iraq's future, as well as Bush's weak leader-

ship and his desire to win the war on the cheap. But Bremer also compounded White House errors, notably by not insisting that the CPA be staffed with competent professionals. His biggest error, however, was to think he knew best. He was in charge of Iraq, but could not accept the obvious: that Iraqis knew much more about their country than he would ever know. They were not, as he complains in his book, lazy or disorganized. They simply didn't share his goal of a unified, democratic, and Western-oriented Iraq. The more Bremer tried to dictate, the less relevant he and the United States became. Bremer should have started by letting Iraqis run Iraq, not the ones he picked but the seven selected by the Iraqi opposition to Saddam Hussein. It is possible that Ahmad Chalabi would have emerged as Iraq's prime minister, but only as the agent of the Kurds and the Shiite religious parties who were, and are, Iraq's real power brokers. As deputy prime minister in the current Iraqi government, Chalabi has demonstrated both administrative skills and an ability to build alliances without having any electoral base at all. With all his flaws, an Ahmad Chalabi-led Iraqi government could not have

done worse than Jerry Bremer and the CPA.

4.

On June 28, 2004, Iraq's Deputy Prime Minister Barham Saleh escorted Bremer to a West Virginia Air National Guard C-130 plane on the tarmac of the Baghdad International Airport. As photographers snapped the picture that would appear in the next day's newspapers, Bremer stood in the aircraft door and waved goodbye. The door closed,

the farewell party left, and nothing happened. When the coast was clear, Bremer and his bodyguard left the C-130, ran to a nearby helicopter, flew to a different part of the airport, and then boarded a waiting jet to Jordan. If insurgents were planning to attack the C-130, he had outfoxed them.

June 30 was the scheduled date for the handover, but the White House decided to advance it by two days to outwit possible terrorists. At 10 AM on June 28, the CPA scheduled a joint press conference with Bremer and Iraq's

new prime minister, Ayad Allawi. When they arrived, the reporters were ushered into Allawi's office to watch

*Larry Diamond, *Squandered Victory: The American Occupation and the Bungled Effort to Bring Democracy to Iraq* (Times Books, 2005); Noah Feldman, *What We Owe Iraq: War and the Ethics of Nation Building* (Princeton University Press, 2004).

as Bremer handed a letter to Iraq's Chief Justice formally transferring sovereignty. "I admitted," he writes, "disappointment that we had not been able to establish a secure environment. 'The insurgents have proven better organized and more difficult to penetrate than we had expected.'" There was an open line to President Bush and his team, who were then in Ankara for a NATO summit, but as Bremer, the

best-protected man in Iraq, writes,

when the correspondents arrived at the former Governing Council building, our staff collected everybody's cell phones, so that they could not report the event [in] real time, or immediately after, to allow me to leave Iraq first.

What started with neoconservative fantasies of cheering Iraqis greeting

American liberators with flowers and candy ended with a secret ceremony and a decoy plane. □